

Normalisation à la brésilienne

Il est des retrouvailles hautement symboliques. L'arrivée officielle d'une délégation brésilienne au siège du Fonds monétaire international à Washington, le lundi 29 février, en est une à plus d'un titre. Pour le Brésil, qui rentre dans le rang après plus de trois ans d'hostilité affichée à l'égard d'une institution-repoussoir présentée comme l'« affameur du peuple ». Pour l'ensemble des pays endettés d'Amérique latine, qui ont longtemps vu dans Brasilia le dernier bastion de résistance contre le traitement classique du problème de la dette.

Le Brésil semblait disposer d'atouts sans pareils dans la région pour tenir la dragée haute à ses créanciers. Son potentiel économique fait toujours rêver les investisseurs. Son industrialisation porte ses fruits : pour la première fois dans l'histoire du pays, un produit manufacturé, le matériel de transport, vient en tête des exportations, détrônant le café et le soja. Son endettement même, le premier du tiers-monde avec 120 milliards de dollars, constitue une arme auprès des banques et des gouvernements créanciers, soucieux de ne pas perdre leur mise mais aussi de ne pas déstabiliser une démocratie encore vulnérable.

Les limites de ces avantages sont pourtant apparues au fil des années et des tentatives solitaires de redressement de l'économie. Le rêve d'une inflation zéro né du « plan Cruzado » de février 1986 s'est vite évaporé. L'an dernier, la dérive des prix a atteint 365 %. Quant à l'épreuve de force tentée, en février 1987, avec un moratoire unilatéral sur le remboursement des intérêts dus aux banques créancières, elle s'est révélée contre-productive. La limitation des crédits devenait de plus en plus gênante, même si l'excédent commercial - plus de 11 milliards de dollars en 1987 - dépassait tous les pronostics. Engagé dans une course de vitesse avec l'Assemblée constituante tentée de raccourcir à quatre ans le mandat de transition du chef de l'Etat, le président Sarney cherchait à marquer des points. Il a joué la normalisation internationale, limitant l'impression de défaite laissée par un retour devant le FMI par la négociation, actuellement en très bonne voie, d'un accord avec les banques créancières.

Une telle tactique est bien faite pour soulager les interlocuteurs de Brasilia. Les risques de contagion, au cas où la rupture l'aurait emporté sur le dialogue, sont pour le moment écartés. Un scénario traditionnel pourra désormais se dérouler, conjuguant l'étalement des paiements avec une gestion plus rigoureuse grâce à l'octroi de nouveaux crédits. Mais si les créanciers peuvent marquer cette étape d'une pierre blanche, il n'est pas sûr que le Brésil deviendra pour autant un élève tranquille du FMI. Les premières critiques lancées contre un pelliculé jugé coûteux en termes sociaux et politiques sont là pour rappeler que le plus difficile reste encore à faire.



Une réponse indirecte au chef de l'Etat M. Chirac prône la « vigilance » à l'égard de l'Union soviétique

M. Chirac a répondu indirectement, le mardi 1^{er} mars au cours d'une conférence de presse, aux déclarations de M. Mitterrand hostiles à la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN en Europe. Sans citer le nom du président de la République, le premier ministre a insisté sur la nécessité « de ne pas manquer à la solidarité avec nos alliés » et prône la « vigilance » à l'égard de l'Union soviétique.

L'exercice étant délicat - M. Chirac ne voulait pas mettre directement en cause le président de la République - le premier ministre avait voulu mettre les choses au point d'entrée de jeu en lisant, avant de répondre aux questions des journalistes, une longue déclaration (16 pages) de politique étrangère. Ce texte ne fait aucune référence directe aux deux interviews de M. Mitterrand publiées la veille par *Quest France* et *US News and World Report* (le *Monde* du 1^{er} mars). Il est pourtant bien évident que le but de l'exercice était de répondre au président de la République. La conférence de presse n'a-t-elle pas d'ailleurs été convoquée précipitamment lundi en fin de matinée ?

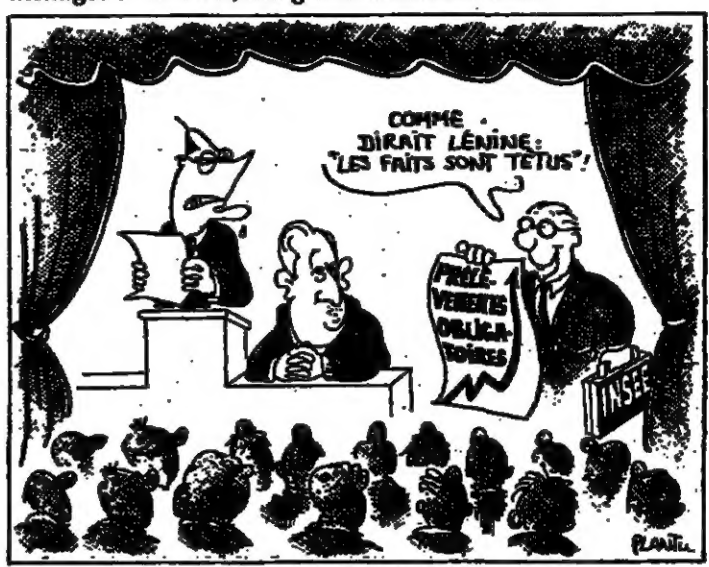
Que répond donc M. Chirac au chef de l'Etat ? Que, s'il souhaite entretenir des relations « con-

stantes et amicales » avec l'Union soviétique, cet esprit d'ouverture doit s'accompagner d'une « constante vigilance ». C'est pourquoi, ajoute M. Chirac, « je n'entends pour cela ni remettre en cause notre politique de dissuasion indépendante, ni manquer à la solidarité avec nos alliés. Le désarmement n'est pas une fin en soi. Il n'a de sens que s'il contribue à renforcer la sécurité de tous, en éliminant les déséquilibres qui favorisent aujourd'hui indiscutablement l'Union soviétique (...) La fermeté et la solidarité du monde occidental seront déterminantes pour amener l'Union soviétique à renoncer aux moyens d'intimidation massés à proximité du rideau de fer ».

JACQUES AMALRIC et CLAUDE TRÉAN (Lire la suite page 2.)

44,7 % du produit national en 1987 Les prélèvements obligatoires continuent d'augmenter

Les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) ont augmenté en France l'année dernière, passant, selon l'INSEE, de 44,4 % du produit intérieur brut en 1986 à 44,7 %. Ceci s'explique par l'augmentation des prélèvements sociaux visant à rétablir l'équilibre de la Sécurité sociale, et par l'amélioration de l'activité et des revenus depuis deux ans, qui gonfle les impôts des sociétés, des ménages et la TVA, malgré la baisse des taux.



(Lire page 43 l'article d'ALAIN VERNHOLES)

Les tensions ethniques dans les Républiques caucasiennes

L'Azerbaïdjan, à son tour...

Après la flambée de nationalisme de la semaine dernière en Arménie soviétique, l'agence Tass a fait état de « troubles » dans la République voisine d'Azerbaïdjan, plus précisément dans la ville de Sumgait, au nord de Bakou. L'AFP rapporte des informations de bonne source, selon lesquelles l'armée est intervenue pour rétablir l'ordre.

MOSCOU de notre correspondant

L'immense manifestation pacifique d'Erevan s'était à peine dispersée que des violences ont éclaté dimanche 28 février à Sumgait, l'un des deux plus importants centres industriels de la République voisine d'Azerbaïdjan.

Aucun détail n'était encore parvenu à Moscou mardi matin 1^{er} mars sur l'ampleur exacte de ces événements, mais les six lignes du communiqué diffusé lundi après-midi par l'agence Tass ne laissent pas de doute sur la gravité des faits.

L'agence officielle soviétique parle, en effet, de « troubles » provoqués par un « groupe de voyous », dont il s'est ensuivi « des excès et des violences ». Laisant comprendre que, lundi en tout cas, le calme n'était pas encore revenu dans cette ville située à 35 kilomètres au nord-ouest de Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, l'agence ajoute que « des mesures ont été prises pour normaliser la situation dans la ville et garantir la discipline et l'ordre public ».

En l'absence de toute explication officielle de ces violences, et

faute d'être autorisé à se rendre sur place, on peut raisonnablement tirer sans risques ces troubles de Sumgait à la tension suscitée dans le sud du Caucase par la volonté des Arméniens de rattacher à leur République la région autonome d'Azerbaïdjan, où ils sont très largement majoritaires. Malgré les témoignages que l'on peut désormais lire quotidiennement dans la presse soviétique sur la solidité de l'unité arménienne, il est en fait clair qu'un ressentiment est en train de s'affirmer entre les deux peuples.

Aux accusations de discrimination et de brutalité ouvertement lancées depuis plus d'un an par les Arméniens, répond maintenant la colère des Azéris.

BERNARD GUETTA (Lire la suite page 4.)

Les ventes illicites d'armes à l'Iran

Le PS et l'affaire Luchaire

Le contrôleur général Barba avait conclu son rapport sur les ventes d'armes à l'Iran entre 1982 et 1986 en « excluant pas le versement par Luchaire de sommes au Parti socialiste ». Cette conclusion est contredite par les premières auditions du magistrat instructeur.

De l'affaire des ventes d'armements français par la société Luchaire au régime iranien, le grand public aura sans nul doute retenu ce soupçon : « L'activité du cabinet de M. Herou a été motivée par des préoccupations d'ordre économique et social, ce qui n'exclut pas le versement par Luchaire de sommes - dont le montant total s'élèverait à 3 millions de francs environ - au Parti socialiste par l'intermé-

diaire de M. Falcoz. » Telle était, en effet, l'une des conclusions, la plus scabieuse politiquement, sinon moralement, pour les socialistes, du rapport du contrôleur général des armées, Jean-François Barba, remis au ministre de la défense, M. André Girard, le 6 juin 1986. Plus ou moins clairement formulée, cette accusation revenait à trois autres reprises sous la plume de M. Barba, PDG de la société Luchaire, M. Daniel Dewavrin lui avait précisé que « des sommes relativement peu importantes - de l'ordre de 2,5 à 3 millions de francs - ont été remises à M. Diaz, de l'entourage de M. Herou, par l'intermédiaire de M. Falcoz ».

GEORGES MARION et EDWY PLENEL (Lire la suite page 12.)

La polémique sur l'expérimentation d'Amiens

Coma dépassé : malade ou cadavre

L'expérimentation du CHU d'Amiens sur le corps d'un malade âgé de vingt-quatre ans, en état de coma dépassé continue de susciter une très vive polémique. L'autopsie du cadavre de Pascal Louette devait être pratiquée le mardi 1^{er} mars. La famille du jeune homme, qui avait demandé le 27 février que Pascal Louette ne soit plus maintenu en vie artificielle, pourrait, selon son avocat, porter plainte avec constitution de partie civile.

Jamais sans doute une expérimentation médicale n'avait en France déclenché aussi vite une telle vague de réactions indignées. Jamais non plus un acte médical sur un organisme en état de coma dépassé n'avait été suivi d'une telle sanction administrative - le professeur Alain Millaud a été suspendu de ses fonctions - prie au plus haut niveau. La situation ainsi créée est d'autant plus paradoxale qu'un geste a priori beaucoup plus grave (une expérimentation sur un sujet qui avait conservé une partie de ses fonctions cérébrales effectuée sans autorisation de la famille) accompli en 1983 par le professeur Alain Millaud n'avait pas provoqué de telles

réactions ni entraîné de telles sanctions (le *Monde* du 20 novembre 1985).

Tout se passe comme si le professeur Millaud jouait dans cette affaire le rôle du bouc émissaire. Parce qu'elle a été évoquée par l'un des plus grands noms de l'anesthésiologie devant une cour d'assises et non devant une assemblée de spécialistes, et parce qu'elle a été menée afin de confirmer un scénario insupportable, aux conséquences criminelles, dans un hôpital public, l'expérimentation d'Amiens ne pouvait être acceptée par la communauté des anesthésistes-réanimateurs.

Elle ne pouvait pas non plus être convertie par les instances ordinales, médicales et administratives. Le professeur Millaud savait-il qu'il était menacé ? Et comment ceux qui, depuis des années, l'ont soutenu ou qui ont fermé les yeux sur ses pratiques peuvent-ils aujourd'hui justifier leur condamnation ?

Cette polémique ne sera pas sans effets bénéfiques. Elle permettra notamment de s'interroger sur le concept de coma dépassé (de mort

cérébrale) et sur les droits de la collectivité face à ces organismes maintenus artificiellement, au prix d'efforts et de sommes considérables, au seuil de la mort. On peut certes discuter la valeur scientifique de l'expérience d'Amiens ou encore épiloguer sur la différence entre une expérimentation « scientifique » et une autre à visée médico-légale. Mais, sur le fond, une double question se pose, simple et redoutable. Faut-il, comme le pense le professeur Jean Lassner, renoncer aux expérimentations sur ceux qui, selon lui, restent des malades, et en même temps renoncer aux prélèvements d'organes ? Faut-il au contraire continuer à autoriser ces prélèvements et, du même coup, accepter (avec les autorisations de la famille et d'une structure éthique) des expérimentations ? Des expérimentations qui sont déjà pratiquées, et depuis longtemps, dans de nombreux services hospitaliers d'anesthésie-réanimation.

JEAN-YVES NAIL (Lire les points de vue publiés dans « Le Monde Sciences et médecine » pages 21 et 22.)

MICHEL RAGON
"Le marin des sables"

UN GRAND ROMAN DE MER ET D'AVENTURES.

Avec Michel

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 395 F CFA ; Suède, 12,80 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (New York), 1,75 \$.

هكذا من الأصل

Etranger

Le débat sur la sécurité européenne

M. Chirac prône la vigilance à l'égard de l'Union soviétique

(Suite de la première page.)

Ce que ne dit pas le premier ministre, mais ce qu'il pense, c'est qu'en prenant position contre la modernisation des forces nucléaires de l'OTAN à très courte portée, M. Mitterrand fait bien trop tôt un cadeau à M. Gorbatchev. Un cadeau, au demeurant, dont la France n'est pas propriétaire puisqu'elle n'est pas membre de l'organisation militaire intégrée. Selon le premier ministre, la tactique adoptée par M. Mitterrand dans l'affaire des euromissiles était autrement meilleure : en prenant position en faveur de l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière américains, le président de la République avait manifesté une solidarité avec l'OTAN qui a sans doute joué dans la décision de M. Gorbatchev de sacrifier ses SS-20.

Autre insinuation de M. Chirac : si la France prend position contre la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN, peut-être encore être crédible lorsqu'elle affirme sa volonté de moderniser sa propre panoplie nucléaire, ce qui est prévu dans la nouvelle loi de programmation militaire. Au passage, le premier ministre déçoit une fois de plus l'opinion en affirmant que, « dès mars 1986, j'ai décidé de reprendre l'effort de défense remis en cause depuis 1982 ». Il prend aussi nettement position contre l'option dite triple zéro - c'est-à-dire un accord américano-soviétique sur l'élimination des armes nucléaires à très courte portée (moins de 500 kilomètres) - affirmant : « Je ne puis approuver l'idée d'une troisième option zéro, qui risquerait de conduire au départ des Américains d'Europe que personne ne peut souhaiter et surtout pas nos amis allemands ».

Pour autant qu'on le sache, le président de la République n'a pas la même hostilité de principe à l'égard d'une option triple zéro. Il pense même que les armes nucléaires tactiques sont difficilement compatibles avec le principe de la dissuasion, puisqu'elles ne peuvent atteindre le vrai agresseur potentiel, c'est-à-dire l'URSS, et qu'elles appartiennent à une logique de bataille.

Pour montrer ses bonnes dispositions à l'égard d'un désarmement « renforcé la sécurité de tous », M. Chirac a désigné deux priorités, qui sont aussi aujourd'hui celles de M. Mitterrand : la réduction des arsenaux stratégiques des Deux Grands et celle des déséquilibres existant dans les forces classiques et chimiques des deux blocs. Il a même fait une proposition originale : « Pourquoi ne pas imaginer qu'à la fin du siècle on ne compte pas plus de chars étrangers que de chars nationaux dans les pays de l'Est comme en Europe de l'Ouest ? ».

Pour le reste, le premier ministre a mentionné le Tchad, dont il souhaite « les frontières enfin reconnues par tous », le Proche-Orient, où la France « doit peser de tout son poids afin que puissent s'ouvrir sans délai le dialogue et la négociation, dont les dramatiques événements des dernières semaines dans les territoires occupés ont rappelé une fois de plus l'urgence nécessaire ». Il a aussi mentionné l'importance, selon lui, des départements et territoires d'outre-mer, qui doivent constituer « les véritables points d'appui du renouveau de la France dans tous les continents ». Au chapitre des droits de l'homme, il a mentionné le Liban, l'Afghanistan, l'Afrique du Sud, « où la répression vient de se

renforcer », et a noté des progrès en URSS. Il a cependant ajouté, avant de faire l'éloge de l'Union de l'Europe occidentale : « Comment pourrait-on croire qu'il n'y a plus de menace en Europe, alors que subsistent le mur de Berlin, les barbelés, les miradors ? ».

Les explications de l'Elysée

A l'Elysée, on démentait lundi soir que les déclarations faites par le président de la République, lors de son voyage en Irlande puis dans deux organes de presse, aient été inspirées par des considérations de politique intérieure. On rappelle que le président Mitterrand a pris la décision de participer au sommet de l'OTAN, les 2 et 3 mars à Bruxelles, parce qu'il jugeait anormal que la France ne fût pas représentée au plus haut niveau à une réunion consacrée au processus de désarmement et qu'il souhaitait exprimer son appui total et sans arrière-pensée à ce processus.

Là-dessus a été relancé ces dernières semaines, avec une emphase particulière par M. Thatcher, mais aussi par d'autres (le secrétaire américain à la défense, Frank Carlucci, le commandant en chef de l'OTAN, le général Galvin, notamment) le débat sur la modernisation des armes nucléaires américaines à très courte portée. Ces appels à la modernisation, explique-t-on à l'Elysée, sont, du point de vue du président, parfaitement inopportuns. Ils font référence à une décision, déjà prise par l'OTAN en 1983 (à Montebello, au Canada) et qui vise essentiellement le remplacement de missiles américains (les Lance) lorsque ils seront devenus caduques,

c'est-à-dire vers 1993-1995 seulement. C'est dire que la question n'est pas brûlante. Or, elle concerne un type d'armes (à très courte portée) qui provoque les plus grandes allergies occidentales au nucléaire, en particulier chez les Allemands de l'Ouest.

Mettre en avant cette question, c'est également, du point de vue de l'Elysée, embarrasser inutilement le chancelier Kohl, qui doit traiter avec une opinion publique et avec des partis (y compris le sien) qui réclament une négociation voire l'élimination de ces armes. Aller dire aujourd'hui aux Allemands non seulement qu'il n'est pas question de négocier sur ces armes à courte portée, mais encore qu'il faut les moderniser, c'est rendre la vie impossible au chancelier Kohl, estime-t-on. Le président Reagan semble l'avoir compris, puisqu'il fut convenu, lors du récent voyage du chancelier à Washington, que cette question ne serait pas posée, du moins pas « en termes antagonistes » au sommet de Bruxelles.

Le président de la République, poursuit-on à l'Elysée, tenait dans ce contexte à affirmer que, selon lui, la priorité n'est pas en ce moment à la modernisation, mais aux négociations sur le désarmement et en particulier sur le désarmement conventionnel. Cela contre tous ceux - notamment le premier ministre britannique - qui, après avoir dû accepter l'accord de Washington sur les armes à moyenne portée, seraient en quelque sorte en train de prendre une revanche, et qui au fond ne veulent pas du désarmement ou n'y croient pas.

JACQUES AMALRIC et CLAIRE TRÉAN.

Pour mettre fin à l'impasse diplomatique au Proche-Orient

M. Shultz proposerait un « scénario accéléré »

JERUSALEM de notre correspondant

La méthode est bien dans la manière du professeur d'économie qu'il fut longtemps : M. Georges Shultz avance à pas comptés, calculés, poursuivant une démarche logique dans une région où c'est souvent l'irrationalité qui l'emporte. Ainsi décrivait-on, de source autorisée à Jérusalem, ces trois jours de navette diplomatique à laquelle vient de se livrer le secrétaire d'Etat américain sans jamais se risquer publiquement au moindre pronostic.

Le vendredi 26 février à Jérusalem, « il a écouté », à la fois le premier ministre, M. Shamir (qui n'apprécie guère l'initiative américaine) et son ministre des affaires étrangères, M. Pèrés (qui l'approuve). Samedi 27, « il a sondé les réactions » à Amman et à Damas. Dimanche 28, de retour à Jérusalem, « il a parlé », exposant à MM. Shamir et Pèrés « le détail d'un scénario que le Secrétaire d'Etat veut compléter », qu'il envisage comme un tout difficilement dissociable et dont il faisait par le même jour au Caire au président Hosni Moubarak (trois heures d'entretien). De retour dans la soirée à Jérusalem, il a reçu M. Shamir durant deux heures, puis, le lundi matin, M. Pèrés deux heures encore, avant de repartir pour Amman.

Lundi soir, il s'est entretenu de nouveau avec MM. Pèrés et Shamir

(toujours séparément) et il se rendait mardi 1^{er} mars, à Londres, pour une conversation avec le roi Hussein de Jordanie. Cette dernière rencontre est présentée ici comme « cruciale » : elle pourrait décider M. Shultz à revenir, jeudi 3 mars, à Jérusalem après le sommet de l'OTAN à Bruxelles.

On disait Henry Kissinger impuissable dans ce genre de marathon ; George Shultz ne paraît pas l'être moins. Au total, il a passé près de douze heures avec les dirigeants israéliens. Qu'en ressort-il ? Tout se passe, indique-t-on à Jérusalem (dans des milieux plutôt proches des travaillistes comme si M. Shultz cheminaient avec obtention).

« Il est passé de ce qui était présenté comme une collection d'idées américaines à ce qui paraît être un plan précis », soumis aux différentes parties concernées. A charge pour elles maintenant de prendre leurs décisions et de les faire connaître aux Etats-Unis. Dans certains milieux, on avançait même que le secrétaire d'Etat, s'il revient jeudi, pourrait bien formaliser ses propositions dans un document écrit.

Les deux verrous

Celles-ci ne sont pas à prendre ou à laisser. Mais M. Shultz veut d'abord d'obtenir des réactions et des réponses rapides. Si l'on en croit la presse israélienne, il envisage « un scénario accéléré » (1). « Ouverture internationale » en avril (peut-être sous la forme d'une réunion des ministres des affaires étrangères des cinq pays membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU (2) ; dans la foulée, conversations directes entre Israël et ses voisins arabes sur une « formule intermédiaire ». On ne parle pas d'autonomie - les Palestiniens comme les pays arabes se méfient d'une expression qui leur rappelle « l'accord séparé » de Camp David conclu entre Israël et l'Egypte. Mais c'est bien de cela qu'il s'agit : à titre de mesure de confiance, il faut donner aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, selon M. Shamir, le droit de contrôler les décisions politiques et économiques qui concernent leur vie quotidienne - ce qui implique des élections (une assemblée de quelque cent membres, dit-on) - et la désignation d'un « exécutif » palestinien (de douze membres) (3). Dans les six mois, ces conversations directes devront aborder la question du statut final des territoires dont celle d'un règlement global au Proche-Orient fondée sur les résolutions 242 et 338 de l'ONU.

Le dispositif est fait pour sauter deux verrous : l'opposition de M. Shamir et de son parti, le Likoud (droite) à toute autre formule que

POINT DE VUE L'Evangile de défense selon François Mitterrand

par François de Rose ambassadeur de France

Il est clair que les questions de défense ne jouent aucun rôle dans la campagne présidentielle. Et cela pour plusieurs raisons. L'une est que la France étant sortie du système militaire intégré de l'Alliance, ce qui s'y passe est réputé nous être étranger. Une autre est que le consensus étant censé régner entre nos familles politiques sur ces sujets et la sanctuarisation de notre pays grâce à notre force de dissuasion étant du domaine du dogme, nous pouvons dormir sur nos deux oreilles. Enfin, M. Mitterrand ayant chassé, sans état d'âme apparent, les boîtes de ses prédécesseurs, il n'y a pas de fait nouveau justifiant un débat.

C'est pourtant du côté de la pensée du président que sont intervenus, récemment, des prises de position qui méritent un peu plus d'attention.

Est-ce parce qu'il se rend compte aujourd'hui que l'accord Reagan-Gorbatchev sur les euromissiles établit une césure entre la défense de l'Europe et le système de dissuasion stratégique des Etats-Unis qu'il se livre à l'illusion que cet accord permettrait d'en revenir à la vraie dissuasion, celle des armes nucléaires à longue portée qui peuvent frapper le territoire adverse (1) ? C'est là une interprétation fautive à l'esprit du traité dont la finalité, en tout cas pour Moscou, est de diminuer le risque qu'un conflit nucléaire en Europe ne fasse tache d'huile jusqu'aux territoires des deux signataires.

Serait-il possible que la Maison Blanche et le Kremlin se soient à ce point mépris sur le but et les effets

de leur négociation et que seul le président français ait compris la logique interne ?

Recherchant le parrainage du général de Gaulle pour authentifier sa foi de néophyte dans notre force de dissuasion, il pense peut-être rejoindre la pensée de celui-ci lorsqu'il affirme que « c'est parce que l'intervention immédiate des Etats-Unis en Europe occidentale demeurerait incertaine que le général de Gaulle a voulu doter la France d'une force de dissuasion ne dépendant que de sa décision ». Sans vouloir faire parler les morts, on peut douter que le général ait eu cette fonction d'une interprétation des orientations éditoriales de la politique américaine et non de la simple volonté de doter la France de l'arme « absolue » dont la préparation avait d'ailleurs été lancée par la IV^e République.

Interprétation personnelle

En tout cas, il y a de la part de notre président une interprétation tout à fait personnelle de cette décision. Ce que craignait le général, ce n'était pas que l'engagement américain fût incertain mais, bien au contraire, que, du fait de l'intégration, la France ne risquerait d'être impliquée « automatiquement dans la lutte alors même qu'elle ne l'aurait pas voulu [...] par l'implémentation de notre territoire »... dans les structures de l'OTAN (2).

S'agissant de la doctrine de riposte graduée de l'Alliance, M. Mitterrand croit pouvoir l'accuser d'avoir pour objet de « gagner une guerre » plutôt que de l'empêcher. Là encore,

son analyse ne s'arrête pas de très près la réalité. S'il s'agissait de gagner une guerre, à supposer que cela ait un sens au niveau nucléaire, les Etats-Unis auraient-ils accepté en Europe une infériorité de 1 contre 10 à 15 pour les missiles à courte portée et de 1 à 3 pour les euromissiles ? Ce n'est donc pas un « équilibre des forces nucléaires » inexistant qui assure, du moins jusqu'à présent, la dissuasion sur notre continent, mais le risque de mise en train d'un engrenage pouvant atteindre l'agresseur lui-même.

Aussi serait-on tenté, plutôt que de critiquer un concept en voie de préformation de s'inquiéter du vide doctrinal dans lequel se trouve l'alliance du fait des atteintes portées à la rationalité de sa stratégie par le retrait de rouages essentiels de cet engrenage.

Nous ne sommes pas plus en clair en ce qui concerne le mécanisme de la dissuasion de la France. Il va de soi qu'il ne serait décliné que lorsque le président de la République jugerait nos intérêts vitaux menacés ou atteints. M. Mitterrand a demandé : « Qui a pu inventer que la destination des armes françaises serait l'Allemagne ? » C'est que le monde n'a pas commencé au mois de mai 1981 et l'on a peine à croire que le chef de l'Etat ignore ce qui a été dit et écrit par les architectes de notre doctrine ou encore que la portée de nos engins Pluton et Hadès ne leur permette d'atteindre que des objectifs en RFA ou RDA. Il ignore si peu que le 26 février 1986 il déclarait que la France constituerait le gouvernement de Bonn et sur l'emploi de ses armes pré-stratégiques sur le territoire allemand. Compréhensif qui pourra !

M. Mitterrand, admettant ce qu'il a si longtemps brûlé s'incarne donc dans la dissuasion de faible au fort. Mais il serait dangereux qu'il se fasse le théoricien autodidacte de concepts dont l'évolution des forces et des technologies a, depuis des lustres, détruit le crédit.

Brouillard sur l'Allemagne

Reste enfin notre politique à l'égard de l'Allemagne. S'il est un sujet sur lequel la grande majorité des Français sont d'accord, c'est bien celui de l'affermissement de la solidarité entre les deux pays.

Et pourtant, là encore nous sommes en plein brouillard. Laissons de côté la brigade mixte dont le seul intérêt est symbolique. Mais, au lendemain de la création du conseil franco-allemand de défense et de sécurité, prévu pour redonner vie au traité conclu, il y a vingt-cinq ans entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer, on ne peut que s'interroger sur les résultats à attendre d'un organisme chargé d'améliorer des conceptions communes sur la défense et la sécurité. Car si ces conceptions communes devaient désigner l'Allemagne de celles de l'Alliance, ce pourrait être la fin de celle-ci.

Or elle est déjà soumise à de dangereuses tensions internes et externes. Le traité sur les euromissiles est gros de germe de dénucléarisation. Des maintenant, les Allemands craignent d'être les victimes « singulières » d'un éventuel conflit nucléaire. Les défaits américains plaident en faveur d'une réduction des forces outre-mer. Plus que jamais l'Allemagne est au cœur de la stratégie politique du Kremlin visant à dissocier l'Amérique et l'Europe.

Si souhaitable que soit, face à cet ensemble de facteurs, une harmonisation des concepts de la France et de ses alliés, elle ne saurait porter que sur l'emploi des forces devant coopérer à la défense commune sans s'étendre aux armes stratégiques. Aussi ne voit-on pas à quel point la suggestion faite par M. Mitterrand d'un groupe de sénateurs américains d'une menace de la totalité des forces américaines, britanniques et françaises (3) sinon de risquer de nous incorporer dans la stratégie américaine. Ce qui pourrait faire sortir le commandement de sa tombe.

Loin de se contrarier ou de s'opposer, deux doctrines distinctes d'emploi des armes de destruction massive, celle de la France et celle des Etats-Unis peuvent se compléter pour concourir à la posture globale de dissuasion en Europe faite d'une complémentarité entre la logique des concepts et l'efficacité, pour ne pas dire l'absurdité, de leur éventuelle mise en œuvre.

(1) M. Mitterrand au *Nouvel Observateur*, 18-24 décembre 1987.
(2) Général de Gaulle, 21 février 1966.
(3) *Le Monde* du 12 février 1988.

MICRO SYSTEMES

SPECIAL INFORMATIQUE GRAPHIQUE

IMAGINA 88 - LES INFOGRAPHISTES JAPONAIS. LES MECANISMES DE L'EMOTION - LES CREATEURS IMAGERIE MEDICALE - USA LA 2^e GENERATION

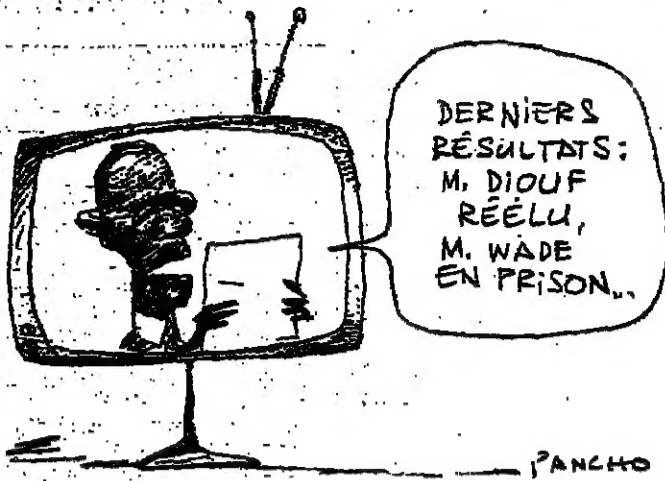
LA MICRO QUI BOUGE EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Afrique

Etat d'urgence à Dakar et arrestation du chef de l'opposition Ombres sur la démocratie sénégalaise

Le calme régnait à Dakar, mardi matin 1^{er} mars, après la proclamation de l'état d'urgence et l'arrestation du chef de l'opposition, M. Abdoulaye Wade, accusé d'être à l'origine des troubles de lundi dans la capitale.

L'Afrique est-elle condamnée au parti unique ? Les Africains ne peuvent-ils comprendre que les empouvoirés d'une campagne électorale doivent s'arrêter au soir du scrutin ? Secrètement, l'expérience démocratique au Sénégal agaçait bien des pairs du président Abdou



Deux précédents en vingt ans

L'état d'urgence décrété à Dakar a eu deux précédents. Le 31 mai 1968, à la suite de troubles à l'université (un mort et plusieurs dizaines de blessés le 29 mai), le corps-fort puis l'état d'urgence avaient été promulgués, sur ordre du président Léopold Sédar Senghor. Les étudiants de Dakar, en grève illimitée, notamment contre la réduction des bourses, avaient été réprimés par les syndicats des travailleurs. Ces mesures avaient été levées en juin.

Un an plus tard, le 18 avril 1969, de nouvelles dispositions sont adoptées : elles permettent au gouvernement et aux autorités administratives, en cas de proclamation de l'état d'urgence par décret présidentiel, de prendre des mesures restrictives de la liberté individuelle. Le 11 juin 1969, cet arsenal juridique est utilisé en raison de l'appel à une grève générale de quarante-huit heures de l'Union nationale des travailleurs du Sénégal (UNTS). Il permet l'interdiction des défilés et la réquisition des grévistes. L'état d'urgence devait être levé le 23 juin 1969, à l'expiration du délai de douze jours prévu par la Constitution.

Diouf, qui y voyait un « mauvais exemple » contagieux. M. Omar Bongo, chef de l'Etat gabonais, a monté le bon de l'oreille en déclarant, lundi, à l'issue d'un sommet régional : « Voyez où cela mène, nous sommes pour la démocratisation de nos Etats, mais pas pour la multiplication de l'anarchie ».

La campagne pour les élections du 28 février avait été d'une violence verbale sans précédent dans un pays pourtant habitué aux joutes oratoires. Il était clair que le président Diouf finissait par ressentir comme une sorte d'injustice le fait d'être ainsi critiqué. Au sein du parti gouvernemental, certains diplomates ouvertement la liberté de « mésentente » accordée à l'opposition. Le chef de l'Etat a-t-il simplement profité d'un gros cahier d'étudiants pour donner un coup d'arrêt à l'évolution en cours vers la contestation permanente et pour imposer des règles restrictives aux activités de l'opposition ? « Bien sûr ! Jugé indispensable de servir pour éviter un processus révolutionnaire ».

Bien avant le scrutin, l'agitation régnait parmi les lycéens de Dakar. Ceux-ci exprimaient le ras le bol d'une jeunesse scolarisée de plus en plus promise au chômage et aussi le mécontentement de familles touchées dans leur vie quotidienne par la politique d'austérité. Mais, derrière eux, il y avait aussi les incitations d'un corps professoral agissant. M. Wade bénéficiait du soutien de

beaucoup de maîtres, qu'ils fissent partie de ses militants ou qu'ils aient reçu des instructions des mouvements marxistes qui soutenaient sa candidature pour des raisons tenant à leur stratégie révolutionnaire.

Dès lundi matin, des incidents éclataient entre forces de l'ordre et étudiants qui, à l'issue d'une assemblée générale tenue au soir des élections, avaient décidé d'organiser une manifestation dans les rues de Dakar. C'était un prétexte au grand rassemblement que M. Wade envisageait d'organiser devant le siège de son parti pour protester contre la fraude.

Argument avancé par le Parti démocratique sénégalais, principale formation d'opposition : en publiant lundi matin des résultats partiels, le ministre de l'Intérieur cherchait à faire pression sur la Cour suprême, chargée de veiller à la régularité du scrutin et du contrôle des résultats.

« Parce que cela ne se fait dans aucun pays démocratique et parce que cela aurait été une atteinte à la souveraineté et à la dignité nationale », le président Diouf avait refusé la présence d'observateurs étrangers demandée par l'opposition. Il avait cependant donné des instructions pour que les fraudes manifestes du précédent scrutin ne se répètent pas. Des magistrats, travaillant pour la Cour suprême, devaient observer le cours des événements sur le terrain, et sous l'œil constaté, par exemple, en Casamance, une des régions les plus contestataires. A l'évidence, la tentation de faire du zèle l'a quand même emporté chez certains militants du parti gouvernemental. A Fatick, le quartier le plus populaire de la capitale, les fraudes ont été passées.

Selon les résultats partiels contestés par l'opposition, M. Diouf fait un score de 71 % des voix, contre 21 % à M. Wade. Compte tenu de l'avantage incontestable que constitue l'implantation locale du parti gouvernemental et le soutien des principaux marabouts, traditionnellement du côté du pouvoir, ces chiffres globaux ne paraissent pas surprenants. Pour autant que ces choses soient quantifiables, les observateurs étrangers évaluent généralement à un quart de la population l'audience de M. Wade et de son parti.

La différence avec le scrutin de 1983 est que le nombre des mécontentements vraiment réels et en décours s'est augmenté. Par contagion avec les événements du quartier Latin, une grave agitation sociale et universitaire avait paralysé l'économie nationale en 1968. Le même scénario semblait se mettre en place lundi. Les autorités ont laissé pourrir la situation pendant quelques

heures, sans trop prévenir les actes de vandalisme des émeutiers, voitures incendiées et magasins pillés. Puis le couvre-feu est tombé en début d'après-midi : état d'urgence à Dakar et dans la région, couvre-feu de 21 heures à 6 heures du matin.

Des blindés prenant position aux points stratégiques de la capitale, bloquant notamment le passage entre la Médina et le quartier du Plateau, où se trouvent le palais présidentiel et les grandes administrations. Les familles des intéressés annonçaient ensuite les principales arrestations parmi les militants du PDS : MM. Abdoulaye Wade en personne, Ousmane Ngom, avocat et porte-parole du parti, Bouba Sall, député de Thiès, ville située à 70 kilomètres de la capitale et où avaient eu lieu les premiers incidents graves de la campagne.

A défaut d'avoir réalisé son rêve

de conquête du pouvoir, M. Wade a réussi à priver son rival du profit qu'il espérait tirer de ces élections pour l'image du régime à l'étranger. En dehors de fraudes avérées mais sans doute limitées, le recours à des mesures d'exception fait passer une ombre sur la démocratie sénégalaise. Le pays, qui pouvait se vanter de n'avoir pas un seul dictateur politique, hormis les séparatistes de Casamance, se retrouve avec le leader de l'opposition entre les mains de la police pour une période indéterminée.

M. Diouf doit maintenant manœuvrer au plus juste entre les nécessités du maintien de l'ordre et ce qui était peut-être un piège de l'opposition : le recours inconsidéré à la matraque. Sa tâche est d'autant plus difficile qu'il ne peut pas compter sur le soutien sans faille de tous ses partisans déclarés. Après avoir été choisis par M. Senghor pour lui succéder, le chef de l'Etat sénégalais n'a pas voulu, ou pas osé, créer un nouveau parti à sa dévotion.

Souvent écartés des responsabilités réelles au profit de « technocrates », les barons du Parti socialiste ne sont pas tous des « dioufistes » inconditionnels, tant s'en faut. Après avoir promis des mesures contre l'enrichissement illégal — deux euphémismes pour désigner la corruption qui nuit tant à son régime —, le président sénégalais a dû composer avec les réalités. Il lui faudra sortir de son rôle préférentiel de gestionnaire réaliste à l'intérieur et de porte-parole de l'Afrique « respectable », à l'étranger, pour déamorcer une crise complexe.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

ANGOLA

A Cuito-Cuanavale, sous les obus de l'artillerie sud-africaine

L'armée sud-africaine assiège Cuito-Cuanavale depuis huit semaines. Pascal Fletcher, envoyé spécial de l'Agence Reuters, a assisté à une journée de cette « bataille décisive ».

Cuito-Cuanavale. — Le colonel angolais Armindo Moreira désigne du doigt un horizon chargé de nuages surplombant la brousse luxuriante. « Les Sud-Africains sont là, à 8 ou 10 kilomètres de là. Ils ne passent sur nos cadavres [...] Nous sommes en sécurité ici. Nous contrôlons la situation. » Sa phrase à peine achevée, un sifflement retentit. Un éclair jaune entouré de fumée blanche jaillit à l'horizon. Puis, c'est l'explosion.

Les bombes se succèdent et des colonnes de fumée de plus en plus nombreuses s'élèvent au-dessus de la brousse à 1 kilomètre de là. Les tireurs ne peuvent pas le pont de bois à moitié détruit sur lequel Moreira se trouve. « Ils sont en train de trouver la porte. Nous ferions mieux de partir », dit-il. Les premiers reporters étrangers à se rendre dans la ville assiégée battent en retraite avec les soldats.

Depuis huit semaines, Cuito-Cuanavale, à 300 kilomètres au nord de la frontière avec la Namibie, contrôlée par l'Afrique du Sud, est pilonnée, presque quotidiennement par l'artillerie installée à une trentaine de kilomètres à l'est.

Cuito-Cuanavale se trouve dans une vallée verdoyante d'une province que les colons portugais appelaient le « bout du monde ». Sa rue principale, goudronnée, compte une vingtaine de maisons vivement colorées, d'architecture coloniale, la plupart endommagées par des bombes. Une partie de la population civile vit toujours dans les environs. Des femmes et des enfants passent en faisant un signe de la main aux soldats cubains et angolais, qui répondent en levant le poing.

Sur un large périmètre entourant la ville, des radars antismisiles de fabrication soviétique, l'artillerie anti-aérienne, de nombreux chars et véhicules blindés sont installés sous des bunkers camouflés par des branches. Les troupes angolaises tiennent les positions avancées sur les deux rives du fleuve Cuito, mais vers l'arrière des véhicules blindés et des camions sont occupés par de jeunes soldats cubains.

Les Cubains interviennent si l'Afrique du Sud rompt la ligne de front, disent les officiers angolais. « Nous sommes toujours en état d'alerte », affirme Angel, dix-huit ans, originaire de Casagüey, à Cuba. « Nous resterons jusqu'à ce que les Sud-Africains partent. » (Reuters.)

M^e Abdoulaye Wade, l'opposant de toujours

En couvrant abondamment la campagne de M^e Abdoulaye Wade, la télévision sénégalaise a popularisé sa longue silhouette et son crâne chauve, sa fécote, ses manières de battant sûr d'incarner ce qu'il appelle « le front du refus » au régime du président Diouf. Ce combat, très médiatisé ces dernières semaines, M^e Wade l'a mené deux décennies durant depuis les locaux modestes de son bureau d'avocat, rue de Thiong, dans le centre de Dakar.

Légalisé en 1974, le Parti démocratique sénégalais (PDS) est la principale et la plus ancienne des formations d'opposition au Sénégal. Il se présente comme un parti libéral et d'inspiration « travailliste », mais, au moins pendant la campagne, n'a pas refusé le soutien d'éléments marxistes. Il critique la politique économique « dictée » par la FMI et préconise la fixation des populations à l'intérieur du pays au bénéfice du monde paysan.

Sexagénaire encore très alerte, marié à une Française, M^e Wade a fait ses études à l'école fédérale William-Ponty, pépinière de cadres de l'Afrique indépendante, puis au lycée Condorcet à Paris. Agrégé des facultés de droit et des sciences économiques, il a été professeur à la Faculté de Dakar et avocat à la cour d'appel. Il a aussi assumé des fonctions de consultant de

l'Organisation de l'unité africaine et de la Banque africaine de développement, ce qui lui permet de se poser en expert en réponse à un pouvoir qui l'accuse de démagogie et d'incompétence.

« Le problème de Wade, ce n'est pas la malveillance des autorités à son égard, c'est Wade lui-même », dit un ministre, en faisant allusion au caractère emporté du bretteur de l'opposition. A l'inverse des autres candidats à l'élection présidentielle, qui entendent seulement profiter de la télévision pour se faire connaître ou « faire entendre les sans-voix », M^e Wade brigue effectivement la magistrature suprême, estimant que sa victoire lui avait déjà été « volée » en 1983 par le président Diouf, qu'il ménage infiniment moins que M. Senghor à l'époque où celui-ci était au pouvoir.

Pour son combat, M^e Wade fait feu de tout bois, nouant des alliances parfois contre nature. Mais il s'est toujours élevé contre les accusations de collusion avec la Libye portées contre lui. Il lui arrive d'avoir des contacts discrets avec des responsables français à l'occasion de ses passages à Paris, où il dispose d'une « antenne » pour la campagne présidentielle.

J. G.

CENTRAFRIQUE

L'ex-empereur Bokassa a été gracié

L'ex-empereur de Centrafrique, Jean-Bedel Bokassa, condamné à mort par la cour criminelle de Bangui, a été gracié, le lundi 29 février, par décret du président centrafricain, le général André Kolingba. Le décret, lu à la radio nationale, stipule dans son article 2 que la peine de mort a été commuée en travaux forcés à perpétuité. Cette décision était généralement attendue à Bangui.

En commuant la peine de mort, le président Kolingba prend le risque de garder en Centrafrique l'ex-empereur, qui compte encore quelques partisans. Renversé par un coup d'Etat en 1979, Bokassa était retourné dans son pays le 23 octobre 1986 alors qu'il faisait l'objet d'une condamnation à mort par contumace. Un nouveau procès avait débuté le 26 novembre et duré jusqu'au 12 juin 1987. L'appel en cassation présenté par les avocats de la défense avait été rejeté le 14 novembre par la Cour suprême.

Interrogé par l'Agence Associated Press, M^e Nicolas Tangaia, l'un des avocats de Bokassa, s'est déclaré « très satisfait ». Il a exprimé ses « remerciements » au chef de l'Etat centrafricain pour le « bel exemple » qu'il vient de donner.

M. Georges Bokassa, le fils aîné de l'ex-empereur qui réside en France, a également remercié le général Kolingba. « En chef d'Etat éclairé, notre président a compris qu'il fallait oublier les errements

du passé et unir tous les Centrafricains », a-t-il déclaré à l'AFP.

Pour sa part, interrogé à Libreville, le chef de l'Etat gabonais, M. Omar Bongo, a dit qu'il avait souhaité la grâce de Bokassa. « C'est un noble geste que celui du président Kolingba à l'endroit d'un homme qui tout de même a travaillé pour le développement de la République centrafricaine », a-t-il déclaré. Selon M. Bongo, cette décision de commuer la peine de mort en travaux forcés à perpétuité n'est cependant « qu'une première étape ». « Je pense qu'il y aura tout de même libération », a-t-il ajouté. — (AFP.)

● KENYA : le président Arap Moi reconduit. — M. Daniel Arap Moi a été proclamé, le lundi 29 février, président de la République pour un troisième mandat de cinq ans, au cours d'une cérémonie publique à Nairobi (ville du Rift). La reconduction de M. Moi fait suite à sa désignation, samedi 27 février, comme seul candidat à la présidence de la République au cours d'une cérémonie publique organisée à Nairobi en présence de milliers de personnes. La réélection de M. Moi n'aura donc pas nécessité son passage devant les électeurs, puisqu'il a été successivement désigné par l'Union nationale africaine du Kenya (KANU, parti unique) comme candidat unique pour son siège de parlementaire et candidat unique à la présidence. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Maroc

Trois diplomates condamnés pour espionnage au profit de l'URSS

Rabat. — Trois diplomates marocains et un médecin ont été condamnés à la réclusion à vie pour espionnage au profit de l'URSS, ont annoncé, le lundi 29 février, les avocats de la défense. Les quatre condamnés étaient poursuivis devant le tribunal militaire de Rabat pour trahison et menace à la sécurité de l'Etat. Ce sont les premiers Marocains jamais condamnés pour espionnage depuis l'indépendance, en 1956.

Parmi eux figure Hassan Boubab, conseiller d'ambassade, ancien chargé d'affaires à l'ambassade du Maroc à Varsovie et ancien attaché culturel à l'ambassade à Moscou. Arrêté l'an dernier à Rabat, Hassan Boubab appartient à une famille connue de Saï, au sud de Casablanca. Il est le neveu de l'ancien ministre des affaires étrangères, Ahmed Taïb Benhima, et de l'ancien ministre de l'Intérieur, Mohamed Benhima.

Les autres diplomates sont Jellil Tadiou, conseiller d'ambassade,

qui a été en poste à Addis-Abeba et aux Nations unies, et Mohammed Chagraoui, employé au chiffre à l'ambassade à Moscou. Le médecin, Houssein Lyousseï, a son cabinet à Tanger. Il a fait ses études de médecine en URSS et travaille en Libye. Les procès à huis clos s'étaient ouverts le 10 février. — (Reuters.)

Vietnam

Décès d'un écrivain en détention

Index on Censorship et la délégation en France de l'Eglise bouddhique unifiée du Vietnam rapportent le décès en prison, à Ho-Chi-Minh-Ville, dans la nuit du 20 au 21 janvier, de l'écrivain Duong Hung Cuong, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Sous le pseudonyme de De Huc Can, il avait publié plusieurs romans. Il était également journaliste à Saigon avant 1975. Après la victoire communiste de 1975, il avait été emprisonné pendant six ans. De nouveau arrêté le 2 mai 1984, il était détenu sans jugement lorsqu'il est mort des suites d'une hémorragie cérébrale.

Selon l'Eglise bouddhique unifiée, plusieurs personnalités bouddhistes et des artistes, arrêtés en même temps que Duong Hung Cuong, demeurent détenus sans jugement.

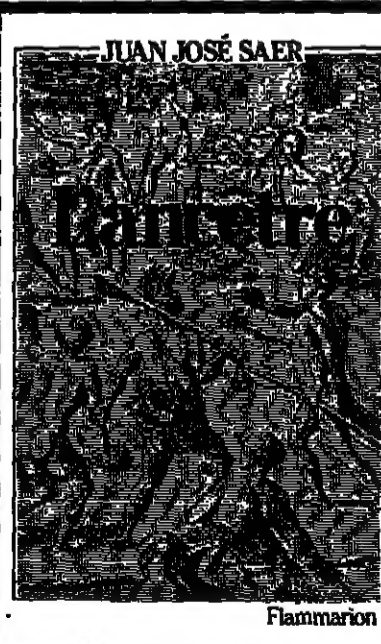
en dépit de l'amnistie décrétée à l'occasion de la fête du Têt, le 17 février dernier.

Selon la veuve de Cuong, qui avait pu rendre visite à son mari deux semaines avant son décès et en a vu le corps mort, ce dernier aurait été mort lors de son transfert de la prison de Chi-Hoa à celle de Gia-Dinh pour un interrogatoire. Le corps était, selon l'Eglise bouddhique unifiée, « couvert de grosses taches violettes ».

● CAMBODGE : le prince Sihanouk revient sur sa démission. — Le prince Norodom Sihanouk a fait savoir, le lundi 29 février, à Pétin, qu'il revenait sur sa décision de quitter la présidence de la coalition tripartite cambodgienne d'opposition au régime pro-mocnamien de Phnom-Penh (le monde daté 31 janvier-1^{er} février. — (Reuters.)

● CHILI : découverte de six bombes dans l'aéroport de La Serena. — Six bombes chargées de mille huit cents cartouches d'explosifs au total ont été découvertes, le samedi 27 février, dans l'aéroport de La Serena (400 kilomètres au nord de Santiago), ville que le président Augusto Pinochet devait visiter il y a un mois, a-t-on appris, le lundi 29 février, de source officielle. — (AFP.)

JUAN JOSÉ SAER. L'ANCÊTRE.



Traduit de l'espagnol par Laure Bataillon. Prix de Littérature Traduite du III^e Festival du Livre de Nantes.

L'ancêtre est un grand livre, et le nom de son auteur un nom à ajouter, une fois pour toutes, à la liste, somme toute assez restreinte, des meilleurs écrivains sud-américains. Hector Bianciotti - Le Monde

Flammarion

هكذا من الاصل

Europe

URSS : les tensions ethniques dans les républiques caucasiennes

L'Azerbaïdjan à son tour...

(Suite de la première page.)

Ils protestent, d'une part, contre la dénonciation dont ils ont fait l'objet à la face du monde et, d'autre part, contre l'éventualité de voir leur République privée d'un territoire qu'ils considèrent depuis 1923. Et puis, il y a surtout le poids des violences qui finit par jouer, d'autant plus pernicieuses que les rumeurs continuent à se répandre, le vide laissé par le manque d'informations crédibles.

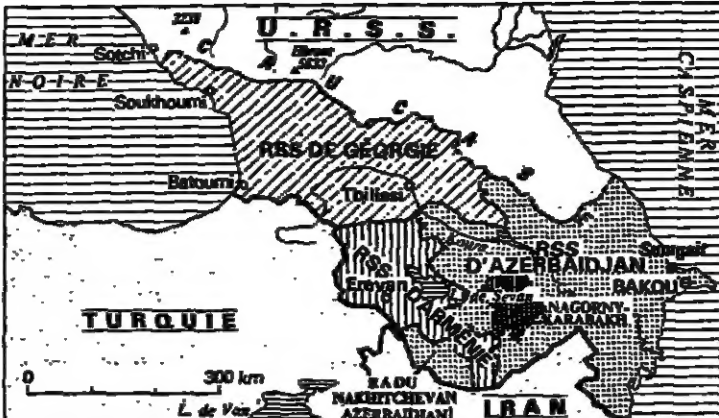
Coups de couteau

Quelle a été la réalité des exactions dont se plaignent les Arméniens du Karabakh ? Y a-t-il eu, la semaine dernière, comme cela a été rapporté à l'un des porte-parole de l'opposition moscovite, M. Valéry Senderov, des violences à Bakou après que des Arméniens y eurent manifesté en faveur des revendications du Karabakh ? Y a-t-il eu, ces derniers jours, d'autres morts que celles de ces deux jeunes gens assassinés dans le district d'Ag-

dam, à la limite du Karabakh, et dont a parlé, dimanche, à la radio de Bakou, le procureur général adjoint de l'Union soviétique ?

Personne (et peut-être pas même les bureaux les plus concernés à Moscou) n'est capable de répondre à ces questions avec une absolue certitude. Ce qui est sûr, en revanche, est que ce qui se raconte n'est pas de nature à calmer les passions et que l'explication des violences de Sumgait circulant à Erevan et rapportée à un autre porte-parole de la dissidence moscovite, M. Sergueï Grigorian, est simplement fautive. A en croire cette version des faits, les « voyous » dont parle TASS auraient commencé à arrêter les gens dans les rues de la ville pour leur demander s'ils étaient Arméniens et, dans l'affirmative, les auraient tabassés et lardés, à l'occasion, de coups de couteau.

Les récits rapportés par M. Grigorian ne font pas état de morts mais, outre que l'heure du bilan n'a pas encore sonné, il devient chaque jour de plus en plus difficile de calmer le jeu. Même après soixante-dix ans d'ordre soviétique relatif, les mon-



tagues du Caucase continuent, en effet, d'abriter, au côté des Arméniens, des Azeris et des Géorgiens, plusieurs dizaines de nationalités différentes formant une mosaïque complexe et sur lesquelles tout changement peut avoir des conséquences déstabilisatrices.

Le problème est d'autant plus compliqué que si les Azeris sont en majorité musulmans chiites, les Arméniens et les Géorgiens, eux, sont chrétiens, que la Géorgie est prompt à défendre son identité nationale et que, d'une

manière générale, les tensions nationales se multiplient depuis plus d'un an des pays baltes au Kazakhstan, en passant par les Tatars de Crimée.

M. Gorbatchev n'a, en l'affaire, qu'un motif de consolation. Celui d'avoir vu totalement juste en déclarant, le 18 février dernier, devant le plénum du comité central : « Nous devons, à l'époque actuelle, nous occuper très sérieusement de la politique nationale et la faire sous auspices, tant en théorie qu'en pratique. C'est une question fondamentale d'importance vitale pour notre société ».

BERNARD GUETTA.

Dans les usines soviétiques

Des SS-20 aux voitures d'enfant

Les usines soviétiques qui fabriquent des missiles de portée intermédiaire, interdits par le traité de Washington, construisent désormais des voitures d'enfant, bicyclettes, réfrigérateurs et machines à laver, a-t-on annoncé le lundi 29 février, au soviet suprême, lors des débats de la commission chargée d'approuver l'accord soviéto-américain de décembre dernier.

Un responsable du syndicat des usines de défense a exhibé une photographie — reproduite le mardi 1^{er} mars en première page de l'Humanité — montrant quelques-uns des derniers produits par l'usine de Vorkine, dans la République autonome ouïgouze. Celle-ci fabrique également des machines à laver, dont M. Komienko, premier chef-adjoint du département international du PC, a affirmé avoir testé lui-même un exemplaire la veille.

A vrai dire, les responsables soviétiques avaient pris depuis longtemps l'habitude d'utiliser leurs usines de défense pour la production d'articles civils entre deux programmes d'armement. Mais le traité de Washington leur permet de donner plus de lustre à cette pratique.

L'usine de constructions mécaniques de Vorkine est la principale installation viciée par ce traité, puisque ses accès seront l'objet d'une inspection permanente de la part de contrôleurs américains. Selon le mémorandum annexé au traité, elle fabrique principalement les

fameux missiles SS-20 (dits RSD-10 dans la terminologie soviétique, et dont trente-six exemplaires étaient stockés sur les lieux le 1^{er} novembre dernier), mais aussi des SS-12 et des SS-23 à plus courte portée, ceux-là même qui ont été remis, sans attendre l'entrée en vigueur du traité, de Tchecoslovaquie et d'Allemagne de l'Est.

Une autre usine, dite « Barricade », située à Volgograd, fabrique de son côté les lanceurs de SS-20, ainsi que des SS-12. Elle sera reconstruite, a-t-il été annoncé lundi à Moscou, dans la fabrication d'installations de forage en mer.

La République ouïgouze, où est située l'usine de Vorkine, a jusqu'ici la réputation d'être un haut lieu du goulag (les dissidents ont souvent décrit ses camps de détention) et de l'industrie d'armement. Sa capitale, Jevsk, avait pris, de 1986 à juin dernier, le nom d'Oustinov, le vétéran du complexe militaire industriel soviétique mort en 1984. Ses représentants au soviet suprême sont notamment M. Finkourov, ministre de l'Industrie de la défense, le général Bobylev, chef de la direction politique de la défense armée, ou encore Mikhaïl Kalesnikov, chef du bureau d'études de la principale usine d'aviation de la République, qui porte son nom. Il faudra un peu plus que quelques voitures d'enfant pour renverser cette image.

M.T.

● **POLOGNE** : des grévistes obtiennent gain de cause à Wrocław. — Quelque mille cinq cents ouvriers des ateliers de réparation de matériel ferroviaire de Wrocław ont obtenu, le lundi 29 février, des augmentations salariales après une grève observée à l'appel du comité clandestin de Solidarnosc, a déclaré M. Joseph Pinior, figure importante de l'opposition polonaise. M. Pinior a également indiqué que treize militants du Parti socialiste polonais (PPS, interditi) et du mouvement écologiste pacifiste Liberté et Paix (WIP, interditi) ont été arrêtés, le dimanche 28 et le lundi 29 février, à Wrocław et à Varsovie. Mardi 1^{er} mars, en début d'après-midi, ils n'avaient toujours pas été relâchés. — (AFP.)

● **IRLANDE DU NORD** : deux membres de l'IRA tués par leur propre bombe. — L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a confirmé, lundi 29 février dans la soirée, que deux de ses membres avaient été tués quelques heures auparavant par l'explosion accidentelle d'une bombe qu'ils manipulaient, dans une grange isolée du sud de l'Ulster. — (AFP.)

● **TURQUIE** : le chef de l'opposition revient sur sa démission. — M. Erdal Inonu, président du Parti populaire social-démocrate (PPSD, principal parti d'opposition), qui avait présenté, le dimanche 28 février, sa démission (le Monde du 1^{er} mars), a déclaré, le lundi 29 février, à l'issue d'une réunion du comité directeur du parti et à la surprise générale, qu'il revenait sur sa démission. — (AFP.)

WASHINGTON

correspondance

Dans une décision prise à l'unanimité, la Cour suprême américaine vient de renforcer la protection accordée aux médias par le premier amendement de la Constitution, dans les procès en diffamation. Pratiquement, la Cour a annulé la décision d'un jury qui avait accordé au révérend Jerry Falwell, président de l'organisation très conservatrice de la Majorité morale, 200 000 dollars de dommages en compensation de la « détresse émotionnelle » que le « télévangéliste » affirmait avoir subie. Ce dernier avait attaqué en justice Larry Flint, directeur du magazine pornographique Hustler, pour avoir publié dans ses colonnes une fausse annonce publicitaire. On voyait une caricature de Falwell flanquée d'une légende dans laquelle le chanteur de la Majorité morale est décrit comme un ivrogne avouant avoir eu

BIBLIOGRAPHIE

Les pommes rouges d'Arménie

C'est l'histoire d'un couple... C'est aussi une tranche de l'histoire d'un peuple. Lui s'appelle Jean Der Charkisian. Il est né il y a près de soixante ans à Valence, dans la Drôme, où sa famille, composée de six personnes, vivait dans deux pièces. Les parents étaient des réfugiés du génocide qui, en 1915, avait anéanti un million et demi d'Arméniens en Turquie. Les jeunes étaient élevés dans la mémoire du drame vécu par ceux qui avaient vu capturer, massacrer, dépecer les femmes, les hommes, les vieillards, les enfants de leur communauté. Ils restaient arméniens et, en même temps, ils devenaient français.

Lucie, sa femme, a connu une semblable histoire. Vint l'année 1945. Avec la victoire soviétique, qui consola bien des Arméniens des humiliations subies. Ils écoutaient les propagandistes d'un front national créé par Moscou et qui leur offraient leur patrie, la République soviétique d'Arménie. Cent cinquante mille d'entre eux furent séduits. Ils quittèrent leur pays d'adoption pour trouver la terre des ancêtres. Ils quittèrent Marseille dans la joie. Ils débarquèrent à Batoum, dans la déception. Mais il n'y avait pas de billet de retour.

Dès cet instant, le jeune Jean Der Charkisian se rendait en France. Il cachait sa carte d'identité française, son certificat de naturalisation. Il refusait chaque fois qu'il le put les documents qui soulignaient sa qualité de citoyen soviétique. Etabli à Kirovakan, troisième ville d'Arménie, il menait un combat harassant pour obtenir le droit de revenir dans son pays natal. Il lui fallut, sans se décourager, le battre contre l'absurdité : « Les autorités acceptaient que je redevenais français à

condition que je quitte l'Union soviétique, mais elles me refusant le droit de partir. Donc, je ne pouvais pas redevenir français ».

L'affaire commença véritablement en juin 1956, lorsque Christian Pineau, alors ministre français des affaires étrangères, vint en Arménie. Trente ans plus tard, le président Mitterrand s'en occupa lors de sa visite à Moscou. Elle s'acheva en 1987, après d'ultimes démarches de M^{me} Masherey, maire adjoint de Bagnères, qui avait été alertée par un article de Dominique Dhombres, alors correspondant du Monde à Moscou. A leur retour à Valence, après une absence de près d'un demi-siècle, les héros racontèrent leur histoire à la fois extraordinaire et commune. Ils y joignent une série d'instantanés sur la vie jusqu'à l'arrivée dans une ville d'Arménie soviétique. Ils sont partis avec joie, mais sans haine. Ils écrivent même : « Gorbatchev me plaît. Jeune et dynamique, il semble vouloir rendre au communisme son sens véritable ».

Mais ils ne sont pas prêts d'oublier la leçon des pommes d'Arménie. Dans ce pays, la coutume veut que la famille de l'époux envoie à la jeune mariée dix pommes rouges, symbole de virginité. Après la guerre, constatent les auteurs, « Staline nous avait offert des pommes rouges pour nous attirer dans sa ronde nuptiale. Puisque nous avons été assez naïfs pour croire que la fête serait belle, il ne nous restait plus qu'à entrer dans la danse ».

BERNARD FÉRON.

* Jean et Lucie Der Charkisian, Les Pommes rouges d'Arménie, éd. Flammarion, 252 pages.

Amériques

ÉTATS-UNIS

La Cour suprême insensible à la « détresse émotionnelle » du révérend Falwell

des relations incestueuses avec sa mère.

En appel, il avait été admis que la caricature n'était pas diffamatoire puisqu'elle n'était pas une création directe d'Hustler, d'autant que le magazine publiait en bas de page quelques lignes signifiant qu'il ne fallait pas prendre la caricature au sérieux. Néanmoins, la cour d'appel avait largement retenu le facteur de la « détresse émotionnelle » ressentie par le plaignant.

La grande majorité des juges, y compris les plus respectables, soutenaient Flint, en estimant qu'invoker cette « détresse » risquait de priver les médias des protections de la Cour suprême. Selon la jurisprudence de celle-ci, un plaignant doit non seulement prouver la fausseté des allégations publiées mais aussi « l'intention malicieuse » du journal qui les publie. Les décisions annulées auraient pu conduire à la disparition de cette presse.

La Cour suprême a estimé que la protection du premier amendement s'étend à tous les écrits et dessins, « même les plus outragants ». La décision unanime de la Cour a été saluée comme un grand succès par les milieux de presse, qui ont contrasté avec satisfaction quelle avait été rédigée par le président de la Cour suprême, M. William Rehnquist, considéré jusqu'à présent comme un conservateur.

HENRI PIERRE.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Italie : mis en cause dans des affaires de pots-de-vin

M. Franco Nicolazzi, chef du Parti social-démocrate, démissionne

ROME de notre correspondant

M. Franco Nicolazzi, secrétaire général du petit Parti social-démocrate italien, membre de la coalition gouvernementale, a démissionné de ses fonctions le lundi 29 février. Sa stratégie de convergence avec les socialistes était contestée depuis un an et les mauvais résultats du PSDI aux législatives du 15 juin 1987 (3 % des voix) n'avaient pas amélioré sa position. Mais ce ne sont pas ces difficultés intérieures qui ont conduit M. Nicolazzi à se démettre. Depuis quelque temps, son nom était rapproché de celui d'un scandale d'envergure : « les prisons d'or ».

Ministre des travaux publics de 1979 à 1987, et membre de sept gouvernements, M. Nicolazzi avait favorisé des entrepreneurs « amis » pour l'attribution des travaux de construction des prisons italiennes. Selon deux magistrats de Gênes, qui viennent d'achever leur enquête, les pots-de-vin versés par la firme

CODEMI de Milan, en « compensation » de l'attribution préférentielle du chantier, s'élevaient à l'équivalent de 50 millions de francs, soit 50 % du devis total, un montant à peu près jamais égalé dans l'histoire pourtant fournie des scandales pénaux italiens. M. Nicolazzi a expliqué à la direction du PSDI, en lui remettant sa démission, qu'il avait « les mains totalement propres » et voulait simplement tenir son parti à l'écart de ses difficultés personnelles.

Un ancien ministre de la justice démocrate-chrétien, M. Ciriaco De Mita, avait également mêlé à ces affaires malhonnêtes. Les actes de l'enquête devront être examinés par une commission parlementaire dont le feu vert est nécessaire pour l'engagement de poursuites contre un membre du gouvernement. La liste complète des inculpés est en fait longue et ce scandale menace aujourd'hui d'être l'un des plus gros de ces dernières années.

J.-P. C.

Querelles chez les communistes et attaques des socialistes

Palmiro Togliatti a-t-il tout fait pour sauver Antonio Gramsci des geôles mussoliniennes ?

ROME de notre correspondant

En attendant la chute en mars du gouvernement du démocrate chrétien Giovanni Goria, la gauche italienne s'offre une querelle sur un thème au demeurant fascinant pour l'historien : le PCI, avec à sa tête son homme fort du moment, Palmiro Togliatti, a-t-il fait tout ce qui était en son pouvoir pour sauver des geôles mussoliniennes, entre 1926 et 1937, Antonio Gramsci qui avait été l'un des fondateurs du Parti communiste en 1921, avant d'en devenir le secrétaire général de 1924 à son arrestation ?

Le thème n'est certes pas nouveau : le soubçon que Nino Gramsci ait été tenu dans un certain isolement par ses propres compagnons communistes de captivité en raison de plusieurs prises de position fort mal vues par Staline (1) a été avancé de façon récurrente. L'été dernier, cette fois, est que la question a été posée... dans l'Unità, le quotidien du PCI, par un historien communiste qui fut aussi très longtemps un important dirigeant du parti, M. Umberto Cardia, aujourd'hui à la retraite. La publication de l'article a déclenché les foudres de la direction du PCI, son secrétaire général en tête. Pour M. Alessandro Natta le texte en question affirme sans prouver, et le quotidien du parti a commis, dit-il, une grosse erreur en offrant ses colonnes à M. Cardia. L'algarade a évidemment mis sur la sellette les responsables de l'Unità. « L'Unità n'a pas le droit de se livrer à ce genre de manœuvres », a déclaré M. Natta pour préciser sa propre conception de ce que doit être le quotidien par rapport à son parti.

Par-delà le débat ainsi relancé sur le degré d'autonomie de l'Unità que bien des communistes trouvent excessif — on a observé que la direction du PCI avait réagi de façon compacte et négative à l'attaque de M. Cardia. M. Natta a expliqué que sa formation avait déjà fait toute la lumière sur le passé et que relancer une telle querelle était « déplorable ».

Ce qui est véritablement en jeu, c'est l'image de Togliatti, un homme qui a été pendant quarante-cinq ans, un chef suffisamment charismatique pour être surnommé tout simplement « le Meilleur ». Certainement conscient que, selon le mot de Gramsci lui-même, « on ne construit sur les mensonges que des châteaux de vent », les responsables savent

aussi que l'enjeu est énorme : tirer sur le fil Togliatti, c'est risquer de démanteler tout l'ouvrage. La glorification que Togliatti a connue, à commencer par M. Natta lui-même, garde encore du poids dans l'appareil. La veuve de l'ex-secrétaire, M^{me} Nilde Iotti, est toujours présidente de l'Assemblée nationale.

L'affaire Bonkharine

Mais cette affaire n'inscrirait-elle pas aussi — et peut-être surtout — dans une querelle que vient de réveiller le PS à l'encontre du PC. Tout a commencé au lendemain de l'annonce récemment faite à Moscou de la réhabilitation de Nikolai Bonkharine. L'Avanti!, quotidien du PS, a aussitôt rappelé que lors de la condamnation à mort du « préfet du parti » soviétique par la « justice » de Staline, Togliatti était à Moscou, numéro deux du Komintern, et que sa responsabilité en cette affaire était grande. Le secrétaire général adjoint du Parti socialiste, Claudio Martelli, a encore bruslé le tir ces derniers jours, en affirmant que Togliatti avait été « le complice et le bourreau du stalinisme ». Le PS affirme d'avoir en tête que la recherche de la vérité historique, sans laquelle aucune alliance saine ultérieure n'est concevable à gauche.

En fait, cette querelle entre socialistes et communistes intervient à un moment fort sensible de la vie politique italienne : le PC peut à tout instant être appelé à offrir son concours au délégué de la situation nationale, soit en entrant dans un futur gouvernement ou une nouvelle majorité, soit, plus vraisemblablement, en contribuant à une éventuelle réforme des institutions. Or le PS craint plus que tout d'être pris en tenaille par une entente entre les deux « grands partis populaires » que sont la démocratie chrétienne et le PC. Brouiller l'image de formation démocratique qui s'impose de plus en plus largement à propos du PCI jusqu'à dans les rangs de la DC, tel semble être l'objectif du leader du PSI.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Gramsci a non seulement reproché à Staline de supprimer tout débat au sein du PC soviétique, mais il s'est également élevé contre la stratégie « classe contre classe » imposée à tous les partis communistes par le Komintern de 1926 à 1935, laquelle faisait des « social-fascistes » (les socialistes) le premier ennemi à combattre.

Air Shot

COMPAGNIE

Vêtements de golf

Fabricant-détaillant

CLUBS - MATÉRIEL

10, rue Faidherbe

75011 PARIS

Téléphone : 40-09-07-00

(Publicité)

DAOUD

CONTRE GOLIATH

Jean-Paul Chagnolland vient de partici-

per à une mission d'enquête en Cisjorda-

nie et à Gaza. Il définit les enjeux de la

confliction israélo-palestinoise,

démontre les mécanismes de l'occupation,

décrit la montée des antagonismes et exa-

mine les perspectives d'avenir.

Dans le numéro de mars

d'Arabes

en kiosques et en librairies

78, rue Jussieu 75007 Paris

Tél. : 46.22.34.14



La campagne des socialistes s'amplifie autour de M. François Mitterrand

Alors que les dirigeants socialistes ne prennent plus la peine d'entretenir le « suspense » sur la candidature de M. François Mitterrand, le président de la République s'avance de plus en plus sur la scène médiatique. Le lundi 29 février, M. Mitterrand a effectué une visite-surprise dans une école du XX^e arrondissement qui compte une forte proportion d'enfants d'immigrés. Le soir, au Zénith, à Paris, sans être physiquement présent, il était le héros d'une soirée politico-musicale — retransmise dans une cinquantaine de villes de province — entièrement consacrée à la célébration de ses louanges. Cette soirée, à laquelle ont participé quelque cinq mille huit cents personnes, était le jour de gloire des comités. « Avec François Mitterrand », fondés par M. Maurice Benassay, proche du président et de M. Laurent Fabius.

Le mardi 1^{er} mars, M. Mitterrand devait se rendre à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) pour assister de visu l'été des délégués élus en Bretagne par l'ouïragn du mois d'octobre 1987. Des élus RPR du département ont annoncé qu'ils boycotteraient cette visite afin de ne pas « cautionner la visite électorale d'un président candidat en campagne ». Le mercredi 2 mars, M. Mitterrand interviendra dans le journal du 20 heures de TF 1 (dans le cadre du sommet de l'OTAN) et, deux jours après, le vendredi 4 mars, dans le journal de 13 heures d'A 2. Le 10 mars, M. Mitterrand se rendra à Châteauneuf-Chinon, son ancien fief électoral de la Nièvre. Il y inaugurera une imprimerie de l'armée de terre et une fontaine réalisée par Niki de Saint-Phalle.

Enfin, au moment où vient d'être lancée la deuxième vague de la campagne « Génération Mitterrand » (le Monde du 1^{er} mars), ce slogan a été, notamment, l'objet d'un colloque réuni lundi à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), autour du thème « La communication politique à la veille de l'élection présidentielle ». M. André Santini, ministre UDF de la communication a promis ironiquement, lors de ce colloque, qu'il porterait le badge « Génération Mitterrand » au prochain conseil des ministres.

Le président de la République dans une école du 20^e arrondissement

« L'intégration, c'est possible »

« Et pour qui tu voteras, toi ? », a lancé l'un des enfants. Pas impressionné derrière son bureau, le maître — M. François Mitterrand — a répondu : « Je voterai pour celui qui sera le plus proche de mes idées ».

Le président de la République a retrouvé les bancs de l'école, le lundi 29 février, en effectuant une visite « surprise » à l'école communale de la rue de Tourville, dans le 20^e arrondissement de Paris, au cœur de Belleville, un quartier à forte population étrangère. Pendant une quarantaine de minutes, le chef de l'Etat s'est entretenu avec quarante-quatre enfants du CES, de seize nationalités, quelque peu intimidés mais curieux.

M. Mitterrand avait été invité par deux jeunes instituteurs — Véronique Bavière et Philippe Begiot — qui, avec une pédagogie prenant largement en compte les cultures et traditions respectives de leurs élèves, sont parvenus en six ans à faire baisser de façon spectaculaire le taux d'échec scolaire.

La visite présidentielle s'est déroulée au premier jour de la « Semaine de l'éducation contre le racisme », organisée jusqu'au 5 mars, dans les établissements scolaires, par SOS-Racisme. Des expositions, débats, projections de films sur le racisme et pour l'égalité des droits seront organisés, à Paris et en province, dans les écoles, collèges, lycées et universités, tout au long de cette semaine.

« Viens à Belleville ! »

« Je suis venu pour témoigner que l'intégration, c'est possible, a dit le président de la République. Faire vivre, travailler et réussir ensemble des enfants d'origines, de langues et de cultures différentes, ça marche, je le vois... »

Après quelques instants d'émotion, Farid, Malika, Samia, Foued, Taneka, Anabella, Trung ont « cuisiné » l'instituteur élyséen.

« Que ferez-vous si vous redevenez président de la République de la France ? » a demandé une petite Yougoslave qui s'est vu répondre que « c'est un peu prématuré... mais, quel que soit le président, il aura toujours beaucoup de choses à faire. Dans ce pays, il y a encore trop de gens qui vivent difficilement, les immigrés notamment ».

« Si c'est pas vous le président, qui se sera ? », s'est inquiété un autre élève. Prudent, M. Mitterrand a rétorqué : « Je ne peux pas le dire, et aucun de ceux qui souhaitent l'être ne peut le dire », avant d'affirmer qu'il ne souhaite pas parler politique à l'école.

Ambitieux pour le chef de l'Etat, une petite fille lui a demandé si « depuis tout petit, vous vouliez faire président ? » « Non, non. C'est pas le rêve, hein ? », a affirmé M. Mitterrand en ajoutant que les enfants avaient encore « le temps de s'intéresser à la politique ».

Avant de laisser partir leur maître inattendu, les enfants ont chanté « Viens à Belleville », une chanson qu'ils ont composée avec leurs instituteurs et qui sera commercialisée, en disque, avec des arrangements musicaux de Jean-Jacques Goldman, au mois d'avril, et dont les bénéfices iront à l'ATD-Quart-Monde, Carrefour, les Restaurants du cœur et SOS-Racisme, organisation qui s'est félicitée de cet « hommage » rendu par le président de la République.

Incrédules, des parents sont venus demander, mardi matin, au directeur de l'école si les « racontars » de leurs enfants au sujet d'une visite présidentielle dans leur école avaient un quelconque fondement.

Quand les clubs proches de M. Mitterrand se penchent sur les institutions...

« Va-t-on élire un président sans se poser la question de savoir ce que sera son rôle et son profil ? » M. Jean-Michel Gaillard le craint. Cela peut surprendre lorsqu'on se souvient qu'il est conseiller technique de l'actuel président de la République. Mais sans doute pense-t-il implicitement à des candidats absolument décalés.

Lui n'est pas dépourvu d'idées sur ce que devraient être « deux tâches » du futur chef de l'Etat. Il l'avait probablement fait savoir à quelqu'un qui pourrait prochainement chercher à basculer du présent dans le futur, avant de s'en expliquer le samedi 20 février, à la Sorbonne, devant les auditeurs du colloque consacré par trois clubs qui ont l'oreille de M. Mitterrand (Démocratie 2000, Espaces 89, Droit et démocratie) aux « institutions aujourd'hui ».

Deux missions donc, a suggéré M. Gaillard, plus soucieux de demain que d'aujourd'hui : « développer la décentralisation » et mettre en œuvre « la véritable construction de l'Europe » (monnaie, institutions, défense). Du coup, ceux qui pensent encore centralisme et Hexagone « se trompent d'époque dans le débat institutionnel et politique ».

Lorsqu'on prépare l'avenir, deux questions judicieusement posées valent bien deux affirmations d'autant plus explicites. « Que faire du premier ministre ? Qu'attend-on vraiment d'un Parlement ? », a demandé M. François Hollande, conseiller référendaire à la Cour des comptes, membre d'une jeune garde socialiste en attente de destin et dont la ferveur « transcurant » suscite parfois les trances de M. Lionel Jospin, berger chabuté du PS.

Pour M. Maurice Benassay, membre du Conseil d'Etat, pétitionnaire-chef infatigable de la « Génération Mitterrand », sensible à l'éternel retour, sous des formes variées, du conflit entre « pays réel et pays idéal », quatre leçons éclairantes pour demain sont à tirer de l'expérience institutionnelle d'hier et d'aujourd'hui. Un : « L'autonomie du premier ministre par rapport au président de la République est une tendance lourde ».

Il pouvait même sans crainte réfléchir à voix haute sur l'éventualité d'un « septennat non renouvelable » qui « serait peut-être une façon de résoudre les problèmes de la Constitution de 1958 ». Malgré son caractère évidemment nécessairement prospectif, l'idée a soulevé quelques réticences.

MICHEL KAJMAN.

Grand-messe au Zénith

« Si j'avais eu le temps, sincèrement, j'aurais fait un concert pour Tonton ! » Parmi tous les artistes qui se sont produits — gratuitement — le lundi 29 février au Zénith, à Paris, c'est le musicien africain Manu Dibango qui a exprimé avec le plus d'humour l'aspect insolite de cette forme inédite de culte : une grand-messe musicale pour chanteurs, solistes, rockers, pianistes et violonistes classiques, célébrée en l'honneur d'un homme, M. François Mitterrand.

Comment qualifier d'un autre mot que « mitterrandolatrie » ce mélange de vénération, de reconnaissance et d'attente, ces films, ces photos, ces extraits de bandes-son qui viennent s'intercaler entre les chœurs, les morceaux de musique, et qui évoquent les très riches heures du sire de Morvan ?

La soirée s'est ouverte sur le chœur de Barbara à consécration de la victoire de la gauche, le 10 mai 1981. Elle se conclura — un peu plus languissante qu'espérée — sur les mêmes mots et le même visage, à la mèche brune, prise de trois heures plus tard. Le journaliste Bernard Langlois mi-présentateur, mi-

officiant du culte, introduit les uns et les autres, assure les transitions, déchaine les premières ovations en lançant : « Puisque François Mitterrand semble décidé à se présenter et qu'il est, de toute évidence, le mieux placé pour l'emporter, alors, vive François Mitterrand ! »

Sur un écran escamotable qui descend et remonte avec une régularité d'horloge, les images d'Epinal du septennat défilent : visages émus et heureux de la marche au Panthéon, le 21 mai 1981. Barbara chante, puis quelques mesures de l'hymne à la joie éclatent. Le groupe Carte de séjour chante Douce France de Charles Trenet. Les affiches de la « force tranquille » apparaissent sur fond de scène et, sur cette musique, semblent déjà s'inscrire dans un passé lointain et vaguement bienheureux.

Images fugaces, tributes de déclarations, diffusées par le son ou lues sur scène par un acteur : Les multiples facettes du magicien de l'Elysée sont successivement mises en valeur à travers cinq thèmes : le lutte contre le racisme, la culture, la recherche et l'avenir, les droits de

l'homme, la paix. Pour chacun il s'agit, évidemment, de montrer combien M. Mitterrand sur un jour trouve les mots justes, fut quand il le fallait, l'homme de la situation.

L'intervention de Willy Brandt

Côté saltimbanques, un plateau varié et de bonne tenue, qui va de la chanteuse Saphio au pianiste Claude Helffer, en passant, notamment, par un groupe de danseurs israéliens nommé Adama, par Pierre Arditi, Laurent Mallet, Anna Prucnal, Touré Kunda, Mary Kane, Julie Pletri... Les pauvres musiciens classiques sont un peu matraqués par une saute plutôt « branchée » sur les rythmes modernes et qui n'hésite pas à interrompre par de longs applaudissements une sonate pour piano et violon lorsque apparaît sur l'écran l'accroche « historique » entre Pierre Mendès France et le nouveau président. Quant au pianiste qui a la malchance de jouer à 22 h 10, au moment où l'arrivée de M. Willy Brandt soulève une ovation, il abandonnera, dégoûté, son Stairway.

Côté politique, précisément, le président de l'Internationale socialiste sera le seul à intervenir, pour rendre hommage à M. Mitterrand et souligner la nécessité de faire l'Europe. Dans la salle, plusieurs dirigeants socialistes, dont MM. Laurent Fabius, Jack Lang et Paul Quilès, co-organisateurs du spectacle, se contentent d'écouter. Les noms de MM. Robert Fauriol, Jacques Chirac sont copieusement hués. Un montage de documents range le premier ministre — lorsqu'il critique les « grands travaux » ordonnés par le président de la République — dans le camp de ceux qui... vilipendaient Eiffel et sa tour.

Dans les coulisses du Zénith, on vend les objets du culte : tee-shirts, badges, affiches. Sur scène, c'est bientôt le « final ». Sur l'écran, encore une fois, M. Mitterrand et, dans un crescendo d'applaudissements, les figures historiques de la gauche, Rousseau, Jaurès, Stum, Felme, Allende... Nul ici ne pourrait douter qu'il s'agit d'un acte dans cette grande lignée.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

Social : pas de générosité avant longtemps

Comment introduire plus de justice dans la protection sociale sans dépenser plus, ou pas beaucoup plus, et n'acquiescer personne ? C'est à cet exercice d'équilibre que le PS se livre dans ses propositions. Même s'il cherche à dédramatiser, le Parti socialiste ne (se) cache pas que la situation sociale ne permettra pas de générosité avant longtemps.

Cependant, non seulement il ne veut pas faire de promesses chiffrées, mais il évite d'annoncer des mesures trop précises de crainte de se découvrir ou de se lier.

Pour l'assurance-vieillesse, les perspectives sont relativement claires, dans le programme comme dans la réalité. Malgré les précautions de langage, le PS ne dissimule pas la dégradation de la situation. Pour rétablir l'équilibre à court terme, il n'y a pas d'autre solution que d'augmenter les ressources.

A long terme, le PS entend jouer sur la durée de cotisation, ce qui revient à retarder l'âge de la retraite pour une partie des salariés : ceux qui vivent plus longtemps et entrent plus tard dans la vie active. Reste à savoir si cela suffira et si à moyen terme il ne faudra pas trouver d'autres moyens de ralentir la croissance des dépenses ?

La remarque vaut encore plus pour la santé. Les moyens ne paraissent pas à la hauteur des ambitions. Si nécessaire qu'il soit, le développement de la prévention n'a pas d'effets économiques à court terme. Mieux gérer l'hôpital en perfectionnant le « budget global » paraît un peu court. A fortiori, pour imposer les médecins dans la maîtrise du volume des actes et des prescriptions, il n'est apparemment question que d'« expériences »...

Mais c'est peut-être sur la famille — un sujet qui beaucoup de socialistes de « centriste » pas spontanément — que le PS est le plus embarrassé. Critique sur la « politique sociale », le PS ne semble pas envisager pour autant de la remettre en cause. Pour rétablir un certain équilibre entre les familles, il semble vouloir « redéployer » le quotient familial, pour, en échange, allonger la durée de versement des prestations.

Le transfert n'est pas négligeable (quelque 3,5 milliards de francs), mais on se demande s'il apportera un changement sensible.

Dans leur volonté de marquer les différences avec la droite dans un domaine où les marges de manœuvre sont réduites, les socialistes se montrent parfois aussi peu honnêtes que les membres du gouvernement. Ainsi est-il pittoresque de reprocher à celui-ci d'avoir privé les retraités des « fruits de la croissance » en déconnectant les hausses de pension de celles des salaires. Aligner l'évolution des retraites sur les salaires nets, comme le proposent les socialistes, serait plus défavorable que de suivre l'évolution des prix.

Du moins, le PS, prudent, ne paraît-il pas trop céder, pour le moment, à la tentation du « jackpot » : s'il juge nécessaire de porter le « revenu minimum d'insertion » au niveau de l'allocation aux adultes handicapés, ce qui représente une augmentation de 35 % par rapport au montant actuel, il se garde bien, cependant, de donner une échéance, et s'engage seulement à y affecter le montant de l'impôt sur la fortune qu'il entend rétablir.

GUY HERZLICH.

Emploi : tout pour « le grand salariat »

Si « le principal problème de la France d'aujourd'hui, c'est le chômage », les socialistes sont aussi démunis que les autres pour lui trouver une solution — quel qu'ils veulent donner à en penser, — à en juger par la lecture de leurs propositions. L'ancien, et continuellement évoqué au fil de ce qui apparaît comme un programme, le sujet n'est finalement abordé qu'à travers des mécanismes favorables à l'emploi.

La nuance est d'importance. Cela revient à dire qu'ils restent silencieux sur les termes actuels du débat. Le rôle dévolu au traitement social, les contraintes démographiques et la place prise par les statuts d'exception ne sont pas traités, et pas davantage la pression des « petits boulots », la déstabilisation du marché du travail ou la remise en cause, implicite, de la protection sociale. Sur ces terrains mouvants, où les choix devraient s'opérer pour être totalement convaincants, la seule réponse fournie correspond à un revenu minimum garanti pour les chômeurs. Une mesure de nécessité, désormais admise par tous ou presque.

La réduction du temps de travail

Une fois encore, les socialistes proposent donc de favoriser l'emploi, et lui seul, selon un discours apparemment habile. On aurait cependant tort de ne pas y noter des inflexions, synonymes de changement d'analyse : s'ils réclament toujours la croissance, comme beaucoup, ils l'attendent désormais d'une « initiative européenne », s'ils entendent encore protéger les salariés, ils admettent la nécessité d'une forme de mobilité et veulent s'en donner les moyens. Il faudra garantir un droit à la conversion, accompagné d'une formation et soutenu par diverses mesures pratiques pour le logement ou le crédit, par exemple.

Le tout devra s'appuyer sur des négociations collectives, juste per-

dant d'une authentique citoyenneté des salariés dans l'entreprise. Cohérent avec sa logique, le PS recherche des contreparties à chaque effort ou à toute souplesse, que ce soit dans le partage des gains de productivité pour la politique salariale ou pour le retour du Flan, aux objectifs eux aussi négociés.

L'essentiel est encore attendu de la réduction du temps de travail, d'après une formule qui emprunte beaucoup aux études de M. Dominique Taddei, enfin admises par ses pairs. La « revendication historique des travailleurs » fait l'objet d'une révision profonde. Sa satisfaction est conditionnée par ses effets sur l'emploi et sur la production. En échange, il devra y avoir aménagement du temps de travail et augmentation de la durée d'utilisation des équipements pour améliorer la productivité.

« Une programmation des évolutions salariales liant la réduction du temps de travail non à leur baisse, mais à une moindre croissance des revenus est possible et doit être encouragée, et même financièrement soutenue », acceptent de dire les socialistes. A condition qu'il y ait politique contractuelle, et d'abord négociation de branche pour assurer « une concurrence loyale entre toutes les entreprises concernées ». Ils évoquent des aides aux entreprises. Telles qu'une exonération permanente sur la part patronale pour la fraction des heures non travaillées et compensées ou qu'un raccourcissement des durées d'amortissement.

Mais, là aussi, ces avancées, réelles, demeurent insuffisantes. Même modernisées, les propositions socialistes en matière d'emploi continuent de privilégier la vision industrielle, où elles peuvent s'appliquer, sans souci du secteur des services, en pleine expansion. Elles se réfèrent exclusivement au modèle du « grand salariat ».

ALAIN LEBEAUE.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-27
Téléc. MONDOPAR 850 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Imprimé au « Monde »
Zénith-Paris-XX

Reproduction interdite de tous les articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Europepress,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Verdet

Correspondant en chef :
Claude Sala.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 357 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
594 F 973 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : un abonné doit être en mesure de leur demander deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'insérer tous les monts propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDOPUB 286 136 F

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24

Une année scolaire
aux U.S.A.
avec Eurolangues
15 à 18 ans
Famille + High School
(17000 F + voyage)
Collège
documentation sur demande
35, bd des Capucines 75002
Paris Téléphone (1) 42.61.53.35

قرا من الاصل

مقدنا من الاميل

6 Le Monde • Mercredi 2 mars 1988 ***

1992

c'est moins 5!



Les socialistes ont déjà l'accent Européen.

Cinq minutes à l'échelle de la Communauté Européenne, c'est tout juste quatre ans. L'Europe a de belles réussites à son actif : la suppression des droits de douane, le passeport européen, l'équivalence des diplômes, les programmes scientifiques Euréka, Esprit... Aujourd'hui, il s'agit d'échanger les idées qui feront l'Europe du Respect de l'Homme et de la Solidarité. Du 29 février au 4 mars, tous les Députés Socialistes du Parlement Européen parleront à Paris avec le même accent, l'accent Européen.

SNC

Colloque "Pour une Europe du Travail et de la Solidarité"

Palais des Congrès - Porte Maillot
Lundi 29 février - Mardi 1^{er} mars
Tél. : (1) 46.40.23.79

Contact : Monsieur Henri SABY,
Président de la Délégation Socialiste Française
au Parlement Européen :
288, boulevard St-Germain - 75007 Paris
Tél. : (1) 47.05.26.63


GROUPE SOCIALISTE
PARLEMENT EUROPÉEN

Politique

A Toulouse

Quand M. Chirac envisage une nouvelle cohabitation...

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

La cohabitation, on sait quand cela a commencé, mais quand cela s'arrêtera-t-il ? Le 21 mai prochain, bien sûr, c'est-à-dire au terme du mandat de M. François Mitterrand, affirment tant M. Raymond Barre que M. Jacques Chirac, puisque l'un et l'autre se font fort de prendre, alors, la place de l'actuel président de la République.

Les socialistes, confiants, au contraire, dans la réélection de M. Mitterrand, s'accrochent pour dire qu'elle mettra fin, plus ou moins vite, à la coexistence entre un chef de l'Etat de gauche et une majorité parlementaire de droite.

Derrière ces affirmations carrées, les choses sont moins claires, parce qu'elles ne peuvent pas l'être. La cohabitation apparaît comme une sorte de poche surprise. Que va-t-il en sortir ? Cette équation à plusieurs inconnues, que M. Mitterrand ne cesse sans doute pas de méditer, met aux prises MM. Chirac et Barre. Le premier avait déclaré que la cohabitation, « nécessaire » en 1986, n'en est pas moins un « mal » et qu'elle le serait plus encore si, demain, le président socialiste résolu se trouvait en position de force face à la droite vaincue.

M. Barre n'avait pas tardé à relever la contradiction qu'il y avait à présenter, aujourd'hui, comme nécessaire un choix que l'on avait recommandé aux Français et que l'on met en œuvre depuis deux ans.

Invité par un questionnaire, lors d'un débat avec des étudiants de Toulouse, au Palais des congrès de cette ville, le lundi 29 février, à répéter toute nouvelle cohabitation si M. Mitterrand était réélu, M. Chirac a répondu : « oui, et pas obligatoirement oui ». En mars

1986, a rappelé le premier ministre, la « légitimité » avait été conférée, par les élections législatives, à une nouvelle majorité parlementaire, et le président de la République avait été « désavoué » par les électeurs. Dans ces conditions, la cohabitation pouvait être tentée.

« Au lendemain d'une élection où le président de la République socialiste serait réélu et où l'actuelle majorité serait politiquement sanctionnée, à continué M. Chirac, la cohabitation serait d'une nature différente, et il n'y aurait probablement pas intérêt à l'assumer. » Le candidat du RPR a tenu, toutefois, à « mettre un bémol » à cette affirmation, car il faut tenir compte de « l'intérêt national » et ne pas exposer le pays à « l'aventure ». « Il faut savoir raison garder », a-t-il insisté.

Les voix qui manquent à M. Mitterrand

Ainsi le cohabitant redevient-il cohabitable, cela dans l'hypothèse — à laquelle, bien entendu, il ne « croit » pas — où M. Mitterrand l'emporterait. Le premier ministre, cependant, n'a pas désigné d'exploiter quelque peu cette hypothèse. Que pourrait faire le président reconduit ? S'il dissout l'Assemblée nationale, estime M. Chirac, le scrutin majoritaire fait que le chef de l'Etat peut avoir la « quasi-certitude » de retrouver « une majorité UDF-RPR renforcée ». « L'autre solution », a continué le candidat du RPR, « ce serait de trouver une autre majorité, c'est-à-dire de déboucher. Mais les socialistes ont quarante voix de retard : cela fait beaucoup de gens à déboucher. » Or M. Chirac ne voit « pas plus d'un peloton » susceptible de se détacher de la majorité actuelle pour soutenir un gouvernement de gauche.

Foin de ces supputations ! M. Mitterrand, a rappelé M. Chirac, « n'est pas encore candidat ». « Il est, a-t-il dit, dans une situation très confortable : c'est une ombre. (...) C'est très difficile de se battre contre une ombre. On peut, par exemple, faire des calembours, du genre de celui-ci : « J'ai vu, a confié M. Chirac, ce soir, des intellectuels se réunissent pour lui dire : « Tonton, vas-y. Ce ne sera donc plus une ombre, mais une ombre portée. »

Le risque de la division

On peut, aussi, observer les sondages, selon lesquels les intentions de vote pour M. Mitterrand « baissent ». Certes, « les gens le trouvent sympathique », mais « c'est normal : cela fait deux ans qu'il ne fait rien ». « Et quand il parle, c'est pour dire : « Liberté, égalité, fraternité », ce que personne ne peut contester, estime M. Chirac. C'est sympathique. » Mais si le président de la République, candidat, « fait 35 % à 36 % des voix au premier tour, c'est le bout du monde », calcule le premier ministre, qui se demande : « Où trouvera-t-il les voix qui lui manquent ? » Ce ne sont pas, selon M. Chirac, celles que M. Mitterrand pourra récupérer — « Un peu au Front national, un peu chez les communistes, un peu chez les rouspéteurs » — qui lui permettront de l'emporter au second tour.

Le seul risque que court la majorité est donc, veut croire M. Chirac, celui qu'elle prendrait en se divisant. Dans ce cas, « on est cuit », évalue-t-il, « mais ce n'est pas le chemin que nous

emprunons ». Le candidat du RPR en a fait la démonstration dans la soirée, lorsque, devant quelque cinq mille personnes venues participer à un dîner-débat (au prix de 100 F), il a été interrogé sur la critique faite par M. Barre de la « partialité » qui aurait marqué l'alternance de 1986 comme celle de 1981.

M. Chirac n'avait entendu... que les propos — similaires — de M. Pierre Bérégovoy, auquel il a répondu que « plus de la moitié » des actuels dirigeants des entreprises publiques « avaient été nommés par les socialistes », alors que ceux-ci, en 1981, avaient changé tous les dirigeants de l'époque. « Quand M. Barre dit que l'Etat doit être impartial, il a parfaitement raison », a conclu M. Chirac. C'est ce qu'a retenu du débat M. Dominique Baudis, président d'un conseil régional Midi-Pyrénées, maire (UDF-CDS) de Toulouse, venu, en sa qualité de « patron » bariste de la région, assister à la réunion du candidat RPR.

Dans sa conclusion, M. Chirac a dénoncé « ceux qui, sous couvert de consensus, s'avancent masqués et qui cherchent à récupérer l'œuvre du général de Gaulle après vingt-cinq ans d'opposition acharnée », mais dont on doit redouter les « pulsions socialistes ». L'ombre de M. Mitterrand tient, décidément, beaucoup de place. Le premier ministre, de débat en débat — lundi à l'Ecole supérieure d'agriculture de Purpan, avec les étudiants, puis avec les « témoins » du dîner — se plaît de plus en plus à la combattre.

PATRICK JARREAU.

Le contentieux électoral du canton de Lille-Ouest

Epreuve de force entre le CDS et le PR

Bureau politique du Parti républicain le matin, réunion des secrétaires nationaux du CDS à midi, bureau politique de l'UDF l'après-midi, le mardi 1^{er} mars s'annonçait périlleux pour l'UDF.

Ses dirigeants devaient régler l'épineux problème de l'élection cantonale de Lille-Ouest, dont le premier tour aura lieu le dimanche 6 mars et qui voit pour l'instant en concurrence deux candidats de la majorité, M^{me} Jeannine Delfosse pour le CDS, et pour le PR le secrétaire d'Etat au tourisme, M. Jean-Jacques Descamps, fort de l'investiture nationale de l'UDF.

M. François Léotard a menacé, vendredi 26 février, de faire sortir son parti de la confédération si les centristes ne se pliaient pas à la règle commune. Les positions depuis lors, malgré les nombreux contacts, n'ont pas radicalement évolué. M. Léotard s'est employé à obtenir le soutien des autres composantes de l'UDF pour mettre mardi après-midi les centristes au pied du mur. Ceux-ci restent également fermes sur leurs positions. Leur président, M. Pierre Méhaignerie, n'entend pas « abandonner sur place ». M^{me} Delfosse, et il réitère sa proposition de transaction en assurant M. Descamps d'une investiture incontestée pour les élections législatives prochaines. Un compromis que M. Léotard a jusqu'à présent repoussé.

Si une solution d'apaisement est trouvée, elle pourrait être obtenue à partir de la promesse du secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, de ne pas faire, comme il l'avait prévu, le déplacement, à Lille, le mercredi 2 mars.

« Que les ministres UDF manifestent leur détermination » nous déclare Jean-Pierre Soisson

« Que pensez-vous de l'attitude des ministres UDF dans la campagne ? Font-ils le poids au regard de l'énergie déployée par les ministres RPR ?

— Le choix de l'UDF a été celui de la famille. Il ne pouvait en être autrement : depuis dix ans, dans l'UDF, sauf à jouer contre sa main, le choix du premier tour a toujours été le choix de la famille.

— Mais une famille, ça se défend. Les ministres UDF doivent participer plus largement qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent à la campagne. La responsabilité de l'élection repose en partie sur leur action. Il leur faut expliquer leur choix, manifester leur détermination, l'exprimer sans ambages, sans regret. La raison ne saurait suffire, il manque à leur adhésion — à l'exception sans doute de François Léotard — quelque chose d'essentiel que les Français ressentent et qui tient au cœur. Il appartient aux ministres UDF, et notamment centristes, d'expliquer leur choix, si ils souhaitent que le courant entraîne une majorité de Français. De leurs réponses dépend l'issue du premier tour, et donc celui de l'élection.

— Pourquoi les partisans de Raymond Barre s'abstiennent-ils de marquer leur différence avec Jacques Chirac ?

— Tout candidat est différent des autres, sinon sa candidature ne se justifie guère.

— Peu à peu, Raymond Barre est conduit à affirmer sa différence, à dire simplement ce qu'il est, ce qu'il veut.

— La faible perception de ces différences vient de ce que, dans

le gouvernement, comme Valéry Giscard d'Estaing l'a souligné, l'UDF n'a pas été assez présente. Elle n'a pas eu la place qui lui revenait. Ainsi, les mesures importantes ont été portées au crédit de Jacques Chirac, non à celui des ministres UDF qui les avaient définies.

Cette situation explique le « coude à coude » des deux candidats de la majorité, que révèlent les sondages.

— Comment sortir de ce « coude à coude » ?

— D'abord, Raymond Barre possède la crédibilité de l'homme d'Etat. Il engage un débat de fond, loin du tir croisé des promesses en tous genres.

— De plus, il peut seul tourner la page de la cohabitation. Pour bien fonctionner, celle-ci aurait supposé que ni le président ni le premier ministre n'aient été candidats à l'élection présidentielle. Les pouvoirs publics auraient été tenus à l'écart de la campagne. Il n'en est rien. De ce fait, la cohabitation n'a pas permis un nouveau départ.

— Dans la campagne, Jacques Chirac est naturellement le candidat du bilan. Les thèmes qu'il développe, qu'Edouard Balladur a notamment repris dimanche soir, sont ceux de la poursuite de l'action engagée par le gouvernement.

— Raymond Barre est, pour sa part, le candidat des perspectives, de l'espoir. Toute élection présidentielle, sous la Ve République, a été et doit être l'occasion d'une nouvelle donne.

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI.

BIBLIOGRAPHIE

« Pierre Mendès France Pour une République moderne »

Comme les trois volumes qui l'ont précédé, celui-ci réunit, en bon ordre chronologique des discours, des articles, des correspondances, et des documents divers extraits des archives personnelles de Pierre Mendès France, que Simon Gode et François Stasse présentent sans érudition excessive, mais avec un appareil critique qui permet de les lire ou de les consulter avec profit.

Ce matériau brut ou semi-traité est ici flanqué par l'édition de 1982, augmentée en 1986, du livre le plus achevé de l'opposant à la Ve République, cette République moderne dont les propositions ont irrigué tant de milieux « mendésistes » dans les années 60, de PSA en CFDT, de PSU en tiers-mondisme.

C'est bien sûr l'histoire d'une série d'échecs sur près de mille pages, dans la logique d'un isolement politique qui paralyse l'homme du discours de Carthage, et fit imploser la nébuleuse mendésiste. Premier échec : l'impuissance à moderniser et à prendre d'assaut le Parti radical, jusqu'à ce congrès de mai 1957, où l'on ne sut pas jeter par-dessus bord ses caïques agités.

Second échec, qui tient au fond : celui du mendésisme, dont jamais PMF ne consentit à ce qu'il pût se bâtir autour d'un homme, et qui, dès lors, à grand renfort de Cahiers de la République, devint un conglomérat d'intelligence en assemblée politique.

Troisième échec, plus circonscrit : Mendès France fut pris de court, par la dissolution de l'Assemblée en décembre 1956, par la brièveté de la campagne du Front républicain, dont le trop court victoire, minée d'appareillages à géométrie variable, fit introniser Guy Mollet, et sonna le retour en force de la SFIO, en février 1956. Jamais, du printemps de 1955 à celui de 1958, ne put s'employer toute la nouveauté des propositions mendésistes : la guerre d'Algérie matraqua tous les calendriers.

Vint le 13 mai 1958. Le 24 avril encore, Mendès France n'aurait pas eu « une formation gouvernementale soit appelée à

être présidée par lui ». Mais il fut à la fois éliminé, révoqué, par la dissolution du général de Gaulle, et il écrivit en termes vifs à François Mauriac. Et l'entrée des hommes du « système », Guy Mollet en tête, dans un gouvernement de Gaulle constitué sur fond d'agitation des parcs, cela lui sembla « scandaleux » : cette nouvelle République née du putsch ne périt, pense-t-il, que dans la violence. Ligne d'analyse étroite dont, on le sait, il ne sortit plus. Dès lors, son ralliement à un socialisme défensif, impulsé mais fort au fait des mutations des rapports Nord-Sud et de la nécessaire agitation des idées neuves à l'échelle internationale, est à la fois une prise de gage et une fuite en avant.

Le beau texte sobre et parfois glacé de la République moderne tourne, sur la page 17, son obsession d'une démocratie intégrée à l'extrême, par la planification en particulier : son souhait d'acheminer la société à la maîtrise d'elle-même en brisant l'autoritarisme gaulliste. Mais aussi, quand la politique au quotidien n'est plus de mise, une certaine vision d'un monde harmonieux qui trahit son impuissance de l'heure à penser sur le réel.

Le combat de PMF continue, plus marginal et plus cérébral, plus hanté qu'il ne le dit par le face-à-face avec de Gaulle. Mais au passage, sur l'Europe, dont il disait dès 1957 qu'il serait sage de la construire politiquement avant de signer le traité de Rome, sur la Constitution de 1958, dont il dénonçait les équilibres. Mendès France avait, on l'a dit, et la prémonition lucide : ces avertissements-là n'ont pas perdu leur acuité en 1988.

Après ce volume où l'événement bouscule, le suivant, qu'on nous promet pour bientôt, contiendra un morceau de roi : son tête-à-tête, à gauche, avec François Mitterrand.

JEAN-PIERRE RIOUX.

★ PMF Pour une République moderne : 1955-1962. Tome IV des œuvres complètes. Gallimard, 969 p., 195 F.

Le MPPT propose un « temps d'attente » aux Basques. — Le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) est prêt à céder au mouvement basque une partie du temps d'antenne radio-télévisé officiel dont disposait, pendant la campagne présidentielle, son candidat, M. Pierre Bousset-Lambert, dirigeant trotskiste du Parti communiste internationaliste (PCI). C'est ce

qu'a déclaré, le samedi 27 février, à Bayonne, M. Pedro Carrasquedo, membre du bureau national du MPPT, qui a précisé que ce temps d'antenne « qui pourrait être accordé à l'ensemble des élus basques (patriotes) », et permettrait ainsi de débattre sur les chaînes publiques et à la radio des questions, du droit d'asile et des droits de l'homme au Pays basque.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Barre

Majorité assurée

M. Raymond Barre, qui était le lundi 29 février dans la Sarthe, s'est déclaré certain, au Mans, que les Français donneront au président élu, quel qu'il soit, la majorité dont il aura besoin pour gouverner. « Il n'y a que ceux qui sont de plus en plus soucieux de perpétuer des situations équivoques et ambiguës qui estiment que le résultat des législatives apportera une majorité contraire à celle du président », a ajouté l'ancien premier ministre.

Visant M. Mitterrand, M. Barre a affirmé, d'autre part : « Il ne s'agit pas de profiter des institutions pour assurer sa survie sous prétexte que la paix civile doit être maintenue. La politique, ce n'est pas une affaire de survie mais le service de l'intérêt national. Je suis convaincu que les Français le comprennent. »

M. Mestre

Télégraphiste

M. Philippe Mestre, directeur de campagne de M. Raymond Barre, estime, dans un entretien publié, le mardi 1^{er} mars, par le Quotidien de Paris, à propos de la prise de position du président de la République contre la modernisation des armes nucléaires à courte portée de l'OTAN, que M. Mitterrand adopte, sur ce dossier, une attitude de « récupération électorale ». « Il a besoin de s'assurer du report le plus massif des voix des deux candidats communistes, André Lajoinie et Pierre Juquin, souligne M. Mestre. Voilà pourquoi le président de la République n'hésite pas à se transformer en petit télégraphiste de M. Gorbatchev. »

M. Juppé

Poker menteur

M. Alain Juppé, porte-parole du premier ministre, a affirmé, le lundi 29 février, sur France-inter, que M. Mitterrand était « le prince du double langage », le « spécialiste mondial du poker menteur ». Selon M. Juppé, le président de la République « tente d'escamoter le débat ». « Quand il sera candidat, a-t-il dit, il va nous faire le coup du père de la patrie. Les Français verront bien que le retour de François Mitterrand, c'est le retour des complaisances, la revanche, le retour à une politique d'inspiration socialiste. »

M. Le Pen

Conditions

M. Jean-Marie Le Pen, qui était, le lundi 29 février, l'invité de la Cinq, a déclaré qu'il ferait connaître le 1^{er} mai les « conditions minimales »

de son soutien éventuel au candidat de la droite restant en lice au second tour de scrutin. Le président du Front national a toutefois précisé qu'il laisserait ses électeurs libres de leur choix : « Je donnerai mon avis mais je parlerai en disant aux électeurs : « C'est de votre responsabilité, vous connaissez les questions que je pose, selon les réponses qu'ils [les candidats du second tour] vous apporteront sur les sujets que vous considérez comme essentiels il vous appartiendra à vous de répondre. »

A propos du SIDA, M. Le Pen s'est prononcé pour des interdictions professionnelles à l'encontre des personnes atteintes par cette maladie dans les médias et interdites généralement aux médias de gauche qui s'occupent de certaines activités qui exigent une parfaite intégrité physique. »

M^{me} Laguiller

Abstention

« Je m'abstiendrais au deuxième tour », a déclaré, le lundi 29 février, sur RMC, M^{me} Arlette Laguiller. La candidate de Lutte ouvrière a ajouté : « Les travailleurs ont fait l'expérience d'un gouvernement de gauche, c'est un gouvernement de gauche qui a bloqué les salaires, ce qui, à la droite, le RPR, l'UDF n'auraient sans doute pas osé faire si Mitterrand ne l'avait pas fait, car ils se seraient attendus à des réactions importantes de la classe ouvrière, et là, la classe ouvrière, finalement, a eu les mains liées. »

M. Delebarre

Les clientèles

M. Michel Delebarre, ancien ministre socialiste du travail a critiqué, le dimanche 28 février à Gravelines (Nord) la « campagne démagogique » de M. Chirac dont il affirme qu'il « ne cherche pas à convaincre les Français mais à s'acharner des clientèles ». « La candidate Chirac, a affirmé le député PS du Nord, s'affiche avec des milliards et prépare l'avenir avec des chèques en bois. »

M. Bérégovoy

Mac-Mahon

M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre socialiste, a commenté, le lundi 29 février, sur Europe 1, les déclarations de M. Raymond Barre faites la veille sur la même antenne. « C'est inquiétant, a jugé M. Bérégovoy, que M. Barre s'inscrive dans une perspective qui (...) risquerait d'ouvrir une succession de crises en France. » Selon lui, en affirmant que, confronté en cours de mandat à une majorité parlementaire hostile, il dissoudrait l'Assemblée si elle censurait son gouvernement, et se retirerait en cas de confirmation de cette majorité, M. Barre s'inscrit dans la logique de Mac-Mahon : « Se soumettre ou se démettre. »

EN BREF

● Bernard Hinault en roue libre. — Le champion cycliste Bernard Hinault a affirmé, lundi 29 février, qu'il ne roule pour aucun candidat à l'élection présidentielle. « Certains de mes propos ont été mal interprétés, a-t-il souligné. On m'a demandé mon avis sur l'homme, j'ai dit que Jacques Chirac était un combattant, mais si l'on m'avait demandé le même chose sur François Mitterrand ou sur Raymond Barre, j'aurais dit : Raymond Barre, c'est un professeur, et François Mitterrand, c'est un général. Si, à partir de là, c'est soutenir l'action politique de quelqu'un, je pense que c'est tout à fait idiot. »

● Nouvelle-Calédonie : réaction de M. Tjibaou. — Dans une interview diffusée par Radio-Djido, organe du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a notamment déclaré, le 28 février, à propos des prises de position du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) : « Mais où sommes-nous ? Est-ce qu'on se rend compte de la situation ? Aujourd'hui, ce sont les immigrés qui demandent l'expulsion des indigènes ! (...) Plus que jamais nous sommes dans une situation de légitime défense vis-à-vis d'une loi scélérate qui vise à notre destruction. »

● Plus de deux mille signatures contre l'acquiescement des meurtriers de Henghène. — Les différentes associations qui avaient lancé une campagne de protestations après le verdict d'acquiescement, en Nouvelle-Calédonie, des auteurs de la fusillade meurtrière de Henghène (Paysans du Larzac, MAN, MIR, CIMADE, etc.) ont recueilli, à la date

du 26 février, 2 021 signatures sur l'ensemble du territoire national. Cette campagne consiste en l'envoi aux procureurs de la République de lettres contestant ouvertement, dans cette affaire, le fonctionnement de la justice.

● Rapatriés : un questionnaire de la FURR. — La Fédération pour l'unité des réfugiés, des rapatriés et de leurs amis, que préside M. Joseph Ortiz, a indiqué, lundi 29 février, à Toulon, qu'elle va adresser un questionnaire aux candidats à l'élection présidentielle. Elle y insiste notamment sur « la nécessité d'un référendum sur le code de la nationalité, la priorité d'emploi aux Français de toutes origines, races ou religions, le renforcement des mesures de renvoi des immigrés en situation irrégulière, délinquants ou sans travail et l'avenir des Français de Nouvelle-Calédonie. »

STAGES INTENSIFS ANGLETERRE ALLEMAGNE
36 à 60 heures de cours
Février/Pâques/été :
5^e à 10^e années
Spécial Bac/Spécial Prépa.
Toute l'année :
étudiants, adultes
Documentation gratuite :
EUROLANGUES
35, bd des Capucines
75002 PARIS
Tél. (1) 42 61 53 35

هقدان الراميل

POUR NOUS, C'EST CHIRAC.

**Plus de 650 parlementaires, présidents et vice-présidents
de conseils généraux et régionaux appellent à voter Jacques Chirac.**

Députés, sénateurs, parlementaires européens.

Alloncle Michel / Amelin Jean
d'Andigne Hubert / André René
Anglade Madeleine / Aubergier
Philippe / Aubert Emmanuel
Audinot Gauthier / Bachelet Pierre
Balarelo José / Barate Claude
Bardet Jean / Barnier Michel
Barras Jean / Baudoin Denis
Baumel Jacques / Beaujean Henry
Becam Marc / Bechter Jean-
Pierre / Beguet René / Belcour
Henri / de Benouville Pierre
Berard Jacques / Bernard Michel
Besson Jean / Blot Yvan
Bonhomme Jean / Borotra Franck
Bouquerel Amédée / Bourg-Broc
Bruno / Bourges Yvon / Bourguine
Raymond / Braconnier Jacques
Brial Benjamin / Briant Yvon
Brun Raymond / Brune Paulin
Buchou Hubert / Cabal Christian
Caldagues Michel / Calmejane
Robert / Carous Pierre / Cavaille
Jean-Charles / Cazalet Auguste
César Gérard / Chaban-Delmas
Jacques : Président de l'Assemblée
Nationale / Chamant Jean / Cham-
moung Edouard / Charbonnel
Jean / Charie Jean-Paul / Charles
Serge / Chauvière Bruno / Char-
ropin Jean / Chartron Jacques
Chasseguet Gérard / Chastagnol
Alain / Chaumont Jacques / Chauty
Michel / Cherioux Jean, Vice-Pré-
sident du Sénat / Cojnat Michel
Collette Henri / Corréze Roger
Coste-Floret Alfred / Cousin Ber-
trand / Couturier Roger / Couve
Jean-Michel / Couve-de-Murville
Maurice / Couveinhes René / Cuq
Henri / Cuttoli de Charles / Dailly
Étienne / Dalbos Jean-Claude
Debavelaère Désiré / Debré Michel
Debré Bernard / Debré Jean-
Louis / Dehaine Arthur / Dejoie
Luc / Delalande Jean-Pierre /
Delattre Georges / Delevoye Jean-
Paul / Delmar Pierre / Delong
Jacques / Demange Jean-Marie
Demuyneck Christian / Deniau
Xavier / Descours Charles
Devedjian Patrick / Dhinnin Claude
Diebold Jean / Drut Guy
Dubernard Jean-Michel / Dubosq
Franz / Dufaut Alain / Dugoin
Xavier / Dumas Pierre / Dupuy
Anne-Marie / Durr André / Falala
Jean / Fanton André / Faure Edgar
Ferrand Jean-Michel / Feron
Jacques / Fillon François / Fortier
Marcel / Fosse Roger / Foyer Jean
François Philippe / Fritch Édouard
Galley Robert / Gastines de Henri
De Gaulle Jean / De Gaulle
Philippe / Gauthier Roger / Gérard
Alain / Ghysel Michel / Giraud
Michel / Goasduff Jean-Louis
Godefroy Pierre / Godfrain Jacques
Gonelle Michel / Gorse Georges
Gougy Jean / Goulet Daniel
Gouteyron Adrien / Graziani Paul
Grussenmeyer François / Guena
Yves / Guermeur Guy / Guichard
Olivier / Guichon Lucien / Haenel
Hubert / Hamel Emmanuel
Hannoun Michel / Hardy Francis

Hart Joël / de Hauteclouque Nicole
Hersant Jacques / Houssin Pierre
Rémy / Hubert Elisabeth / Hugo
Bernard / Husson Roger / Jacob
Lucien / Jacquot Alain / Jarrot
André / Jeandon Maurice / Julia
Didier / Kaspereit Gabriel / Kauss
Paul / Kiffer Jean / Kuster Gérard
Labbe Claude : Vice-Président
de l'Assemblée Nationale / Laffleur
Jacques / Lamant Jean-Claude
Larche Jacques / Larcher Gérard
Lataillade Pierre / Lauga Louis
Laurin René Georges / Lauriol
Marc / Legendre Jacques / Legras
Philippe / Legrand Jean-François
Léonard Gérard / Leontieff
Alexandre / Leperq Arnaud
Limouzy Jacques / de Lipkowski
Jean / Lombard Maurice / Loren-
zini Claude / Louet Henri
Malassagne Paul / de La Malène
Christian / Mancel Jean-François
Marcus Claude / Gérard / Marfeix
Alain / Marlière Olivier / Masson
Jean-Louis / Masson Paul / Masson
Christian / Manger Pierre
Maurice-Bokanowski Michel
Mazeaud Pierre / Médecin Jacques
Messmer Pierre / Miossec Charles
Missoffe Hélène / de Montalembert
Geoffroy / Moreau Paul
Mouly Georges / Mouchel Jean
Moulin Arthur / Musso François
Narquin Jean / Natali Jean
Nenou Maurice / Neuwirth Lucien
Nungesser Roland / Olivier
Henri / Ornano Charles / d'Ornano
Paul / Oudin Jacques / Oudot
Jacques / Paccou Charles / de Panafieu
Françoise / Papilio Joseph
Papon Christiane / Parent Régis
Pascallon Pierre / Pasquini Pierre
Pasty Jean-Claude / Perben
Dominique / Perbet Régis
Pécard Michel / Peyrefitte Alain
Pinte Étienne / Pluchet Alain
Poncelet Christian / Portier Henri
Poujade Robert / Prémaumont de
Jean / Prouvovoyeur Claude / Raoult
Éric / Raybaud Joseph / Raynal
Pierre / Renard Michel / Richard
Lucien / Robert Paul / Rocca-
Serra de Jean-Paul / Rodi Nelly
Rohan de Josselin / Rolland Hector
Romani Roger / Roux Jean-
Pierre / Rufenacht Antoine / Ruffin
Michel / Savy Bernard / Schumann
Maurice / Séguela Jean-Paul
Simonin Jean / Sourdil Jacques
Souvet Louis / Taugourdeau
Martial / Terrot Michel / Thome-
Patenotre Jacqueline / Tiberi Jean
Toga Maurice / Toubon Jacques
Tourrain Raymond / Tranchant
Georges / Tregouet René / Tricon
Émile / Ueberschlag Jean
Ukeiwe Dick / Valleix Jean
Vernier Jacques / Vivien Robert
André / Voisin André Georges
Vuillaume Roland / Wagner
Robert / Weisenhorn Pierre.

Présidents et vice-présidents de conseils régionaux.

Jean-Paul Heider : Vice-Président
du Conseil Régional d'Alsace
Roland Schmitt : Vice-Président

du Conseil Régional d'Alsace
Guy Sautter : Vice-Président du
Conseil Régional d'Alsace / Jacques
Chaban-Delmas : Président du
Conseil Régional d'Aquitaine
Jacques Valade : Vice-Président
du Conseil Régional d'Aquitaine
Raymond Brun : Vice-Président du
Conseil Régional d'Aquitaine
Michel Inchauspé : Vice-Président
du Conseil Régional d'Aquitaine
Alain Bournazel : Vice-Président
du Conseil Régional d'Aquitaine
Gérard Castagnera : Vice-Président
du Conseil Régional d'Aquitaine
Adrien Gouteyron : Vice-Président
du Conseil Régional d'Auvergne
Roger Rigaudière : Vice-Président
du Conseil Régional d'Auvergne
Jean-François Bazin : Vice-
Président du Conseil Régional de
Bourgogne / Mme Madeleine
Mazieres : Vice-Présidente du
Conseil Régional de Bourgogne
Alain Suguenot : Vice-Président
du Conseil Régional de Bourgogne
Henri Moine : Vice-Président du
Conseil Régional de Bourgogne
Georges Gaillard : Vice-Président
du Conseil Régional de Bourgogne
Jean-Louis Hussonnois : Vice-
Président du Conseil Régional de
Bourgogne / Yvon Bourges :
Président du Conseil Régional de
Bretagne / Jacques de Menou :
Vice-Président du Conseil Régional
de Bretagne / Célestin Blevin :
Vice-Président du Conseil Régional
de Bretagne / Roger Goemaere :
Vice-Président du Conseil Régional
du Centre / François Gerbaud :
Vice-Président du Conseil Régional
du Centre / René Dubreuil : Vice-
Président du Conseil Régional du
Centre / Bernard Charpentier :
Vice-Président du Conseil Régional
du Centre / Mme Marie-Germaine
Colin : Vice-Présidente du Conseil
Régional du Centre / Bruno Bourg-
Broc : Vice-Président du Conseil
Régional Champagne-Ardenne
Jean Kaitenbach : Vice-Président
du Conseil Régional Champagne-
Ardenne / Jacques Delhalle :
Vice-Président du Conseil
Régional Champagne-Ardenne
Michel Sobanska : Vice-Président
du Conseil Régional Champagne-
Ardenne / Jean-Paul de Rocca-
Serra : Président du Conseil
Régional de Corse / Jérôme Polve-
rini : Vice-Président du Conseil
Régional de Corse / Jean-Charles
Colonna : Vice-Président du Conseil
Régional de Corse / Henri Antona :
Vice-Président du Conseil Régional
de Corse / Jules-Paul Natali : Vice-
Président du Conseil Régional de
Corse / François-Marie Geronimi :
Vice-Président du Conseil Régional
de Corse / Paul Patriarché : Vice-
Président du Conseil Régional de
Corse / Louis-Ferdinand de Rocca-
Serra : Vice-Président du Conseil
Régional de Corse / Edgar Faure :
Président du Conseil Régional de
Franche-Comté / Louis Souvet :
Vice-Président du Conseil Régional
de Franche-Comté / Michel
Bidaux : Vice-Président du Conseil

Régional de Franche-Comté
Yves-Marie Lehmann : Vice-
Président du Conseil Régional de
Franche-Comté / Bernard Simo-
not : Vice-Président du Conseil
Régional de Franche-Comté
Raymond Tourrain : Vice-
Président du Conseil Régional de
Franche-Comté / Michel Giraud :
Président du Conseil Régional
d'Ile-de-France / Michel Péricard :
Vice-Président du Conseil Régional
d'Ile-de-France / Didier Julia : Vice-
Président du Conseil Régional
d'Ile-de-France / Charles Ceccaldi-
Raynaud : Vice-Président du
Conseil Régional d'Ile-de-France
Paul Violet : Vice-Président du
Conseil Régional d'Ile-de-France
René Couveinhes : Vice-Président
du Conseil Régional Languedoc-
Roussillon / Raymond Chesa :
Vice-Président du Conseil Régional
Languedoc-Roussillon / Paul
Blanc : Vice-Président du Conseil
Régional Languedoc-Roussillon
Max Romanet : Vice-Président du
Conseil Régional Languedoc-Rous-
sillon / Pierre Leroy-Beaulieu :
Vice-Président du Conseil Régional
Languedoc-Roussillon / Gérard
Braun : Vice-Président du Conseil
Régional de Lorraine / Jean-Éric
Bousch : Vice-Président du Conseil
Régional de Lorraine / Jacques
Vallin : Vice-Président du Conseil
Régional de Lorraine / Philippe
Leroy : Vice-Président du Conseil
Régional de Lorraine / André
Tavernier : Vice-Président du
Conseil Régional de Lorraine
Philippe Bonnetcarrière : Vice-
Président du Conseil Régional
Midi-Pyrénées / José Marthe :
Vice-Président du Conseil Régional
Midi-Pyrénées / Yves Rispat : Vice-
Président du Conseil Régional Midi-
Pyrénées / Robert Huguénard :
Vice-Président du Conseil Régional
Midi-Pyrénées / Jean Mouchel :
Vice-Président du Conseil Régional
de Basse-Normandie / Pierre
Aguillon : Vice-Président du Conseil
Régional de Basse-Normandie
Daniel Goulet : Vice-Président
du Conseil Régional de Basse-
Normandie / François Digard : Vice-
Président du Conseil Régional de
Basse-Normandie / Roger Fossé :
Président du Conseil Régional de
Haute-Normandie / Antoine Rufe-
nacht : Vice-Président du Conseil
Régional de Haute-Normandie
Olivier Guichard : Président du
Conseil Régional Pays de la Loire
Henri de Maupeou : Vice-
Président du Conseil Régional
Pays de la Loire / Alain Vasselle :
Vice-Président du Conseil Régional
de Picardie / Jérôme Bignon :
Vice-Président du Conseil Régional
de Picardie / Louis Hennebelle :
Vice-Président du Conseil
Régional de Picardie / Pierre
Dubois : Vice-Président du Conseil
Régional de Picardie / Jean-
François Asseray : Vice-Président
du Conseil Régional de Poitou-
Charentes / Henri de Richemont :
Vice-Président du Conseil Régional

de Poitou-Charentes / Emmanuel
Aubert : Vice-Président du Conseil
Régional de Provence-Alpes-Côte
d'Azur / Louis Bernardi : Vice-
Président du Conseil Régional de
Provence-Alpes-Côte d'Azur
Pierre Rinaldi : Vice-Président du
Conseil Régional de Provence-
Alpes-Côte d'Azur / Alain Mérieux :
Vice-Président du Conseil Régional
Rhône-Alpes / Xavier Hamelin :
Vice-Président du Conseil Régional
Rhône-Alpes / Pierre Dumas : Vice-
Président du Conseil Régional
Rhône-Alpes / Philippe Lange-
nieux-Villard : Vice-Président du
Conseil Régional Rhône-Alpes
Jacques Oudot : Vice-Président
du Conseil Régional Rhône-Alpes.

Présidents et vice-présidents de conseils généraux.

Jacques Boyon : Président du
Conseil Général de l'Ain / Lucien
Guichon : Vice-Président du
Conseil Général de l'Ain / André
Godart : Vice-Président du Conseil
Général de l'Aisne / Jacques Bra-
connier : Vice-Président du Conseil
Général de l'Aisne / Louis Henne-
belle : Vice-Président du Conseil
Général de l'Aisne / Jean-Claude
Lamant : Vice-Président du Conseil
Général de l'Aisne / Pierre Bry :
Vice-Président du Conseil Général
de l'Aisne / Jean-Paul Martin :
Vice-Président du Conseil Général
de l'Allier / Gérard Bertucat :
Vice-Président du Conseil Général
de l'Allier / Bernard Le Provost :
Vice-Président du Conseil Général
de l'Allier / Charles Rolland :
Vice-Président du Conseil Général
des Alpes-de-Haute-Provence
Georges Chabas : Vice-Président
du Conseil Général des Hautes-
Alpes / Pierre Bini : Vice-Président
du Conseil Général des Hautes-
Alpes / Jacques Médecin : Président
du Conseil Général des Alpes-
Maritimes / Régis Capponi : Vice-
Président du Conseil Général des
Alpes-Maritimes / Roger Duhalde :
Vice-Président du Conseil Général
des Alpes-Maritimes / Pascal
Augier : Vice-Président du Conseil
Général des Alpes-Maritimes
Henri Laroux : Vice-Président du
Conseil Général de l'Ardèche
Bernard-Charles Hugo : Vice-
Président du Conseil Général de
l'Ardèche / Régis Perbet : Vice-
Président du Conseil Général de
l'Ardèche / Jean-Pierre Frachisse :
Vice-Président du Conseil Général
de l'Ardèche / Marcel Gardes :
Vice-Président du Conseil Général
de l'Ardèche / Marc Champel :
Vice-Président du Conseil Général
de l'Ardèche / Roger Cheynel :
Vice-Président du Conseil Général
de l'Ardèche / Jacques Sourdil :
Président du Conseil Général des
Ardennes / René Marquet : Vice-
Président du Conseil Général des
Ardennes / Bernard Auburtin :
Vice-Président du Conseil Général
des Ardennes / Pierre Tassin :

(Publicité)

Vice-Président du Conseil Général des Ardennes / Jacques Delhalle : Vice-Président du Conseil Général de l'Aube / Robert Royer : Vice-Président du Conseil Général de l'Aube / Philippe Adnot : Vice-Président du Conseil Général de l'Aube / Bernard Monzie : Vice-Président du Conseil Général de l'Aveyron (Rapporteur du Budget) Jean Lévêque : Vice-Président du Conseil Général du Calvados Dr Pierre Raynal : Président du Conseil Général du Cantal : Francis Tourdes : Vice-Président du Conseil Général du Cantal : Roger Besse : Vice-Président du Conseil Général du Cantal / Paul Esbrat : Vice-Président du Conseil Général du Cantal / Jean Chanut : Vice-Président du Conseil Général du Cantal / Pierre-Rémy Housin : Président du Conseil Général de la Charente / Michel Alloncle : Vice-Président du Conseil Général de la Charente / Hubert Tournerie : Vice-Président du Conseil Général de la Charente / Jack Jouaron : Vice-Président du Conseil Général de la Charente / Jacques Ratier : Vice-Président du Conseil Général de la Charente / Jean Harel : Vice-Président du Conseil Général de la Charente-Maritime / Yvan Chamu de Limur : Vice-Président du Conseil Général de la Charente-Maritime / Pierre-Jean Hay : Vice-Président du Conseil Général de la Charente-Maritime / Pierre Branger : Vice-Président du Conseil Général de la Charente-Maritime Michel Doublet : Vice-Président du Conseil Général de la Charente-Maritime / René Dubreuil : Vice-Président du Conseil Général du Cher / Jean Boivin : Vice-Président du Conseil Général du Cher / Charles Ceyrac : Président du Conseil Général de la Corrèze / Georges Mouly : Vice-Président du Conseil Général de la Corrèze / Jean Teilhet : Vice-Président du Conseil Général de la Corrèze / Jean Decaie : Vice-Président du Conseil Général de la Corrèze / Jean-Pierre Dupont : Vice-Président du Conseil Général de la Corrèze / Annie Lhéritier : Vice-Présidente du Conseil Général de la Corrèze Raymond Lacombe : Vice-Président du Conseil Général de la Corrèze Louis-Ferdinand de Rocca-Serra : Vice-Président du Conseil Général de la Corse-du-Sud / Raphaël Baldocchi : Vice-Président du Conseil Général de la Corse-du-Sud / Quilicus Finidori : Vice-Président du Conseil Général de la Corse-du-Sud / Jacques Simon-giovanni : Vice-Président du Conseil Général de la Corse-du-Sud / Marc Margangeli : Vice-Président du Conseil Général de la Corse-du-Sud / François Riolaoli : Vice-Président du Conseil Général de la Haute-Corse / Robert Poujade : Président du Conseil Général de la Côte-d'Or / Henri Berger : Vice-Président du Conseil Général de la Côte-d'Or / Henri Julien : Vice-Président du Conseil Général de la Côte-d'Or / Maurice Lombard : Vice-Président du Conseil Général de la Côte-d'Or Georges Gruillot : Président du Conseil Général du Doubs / Jean Vercellotti : Vice-Président du Conseil Général du Doubs / Paul Bobillier : Vice-Président du Conseil Général du Doubs / Pierre Grandjacquet : Vice-Président du Conseil Général du Doubs / Claude Gérard : Vice-Président du Conseil Général du Doubs / Claude Salomon : Vice-Président du Conseil Général du Doubs / Roger Macabrey : Vice-Président du Conseil Général du Doubs / Odile Proust : Vice-Présidente du Conseil Général de l'Eure / J.-Luc Miraux : Vice-Président du Conseil Général de l'Eure / Victor-François de

Broglie : Vice-Président du Conseil Général de l'Eure / Martial Taugourdeau : Président du Conseil Général de l'Eure-et-Loir Jacques Dussutour : Vice-Président du Conseil Général de l'Eure-et-Loir / Jean Lelièvre : Vice-Président du Conseil Général de l'Eure-et-Loir / Michel Semery : Vice-Président du Conseil Général de l'Eure-et-Loir Michel Lethuillier : Vice-Président du Conseil Général de l'Eure-et-Loir / Marc Becam : Vice-Président du Conseil Général du Finistère / Michel Briant : Vice-Président du Conseil Général du Finistère / Jacques de Menou : Vice-Président du Conseil Général du Finistère / Charles Miossec : Vice-Président du Conseil Général du Finistère / Jacques Valade : Président du Conseil Général de la Gironde / Jean-Claude Dalbos : Vice-Président du Conseil Général de la Gironde / Gérard Vibert : Vice-Président du Conseil Général de la Gironde / Gérard César : Vice-Président du Conseil Général de la Gironde / Hubert Lagoueyte : Vice-Président du Conseil Général de la Gironde / Jean-Georges Meyniac : Vice-Président du Conseil Général de la Gironde / Hugues Martin : Vice-Président du Conseil Général de la Gironde / Yvon Bourges : Vice-Président du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine / André Guillou : Vice-Président du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine Roger Belliard : Vice-Président du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine François Gerbaud : Vice-Président du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine Michel Aurillac : Vice-Président du Conseil Général de l'Indre Francis Levasseur : Vice-Président du Conseil Général de l'Indre Claude Jamet : Vice-Président du Conseil Général de l'Indre / Henri Louet : Vice-Président du Conseil Général de l'Indre / André-Georges Voisin : Président du Conseil Général d'Indre-et-Loire Dominique Lederc : Vice-Président du Conseil Général d'Indre-et-Loire / Alain Carignon : Président du Conseil Général de l'Isère / René Vette : Vice-Président du Conseil Général de l'Isère André Jourdain : Vice-Président du Conseil Général du Jura / Gérard Bailly : Vice-Président du Conseil Général du Jura / Jean-Pierre Bach : Vice-Président du Conseil Général du Jura / Marcel Odobel : Vice-Président du Conseil Général du Jura / Roger Goemaere : Vice-Président du Conseil Général du Jura / Lucien Neuwith : Président du Conseil Général de la Loire / Lucien Burdin : Vice-Président du Conseil Général de la Loire / Adrien Gouteyron : Vice-Président du Conseil Général de la Haute-Loire / Guy Vissac : Vice-Président du Conseil Général de la Haute-Loire / Luc Dejoie : Vice-Président du Conseil Général de la Loire-Atlantique / Paulette Gandermer : Vice-Présidente du Conseil Général de Loire-Atlantique Yves Mesnier : Vice-Président du Conseil Général de Loire-Atlantique Jean Guyon : Vice-Président du Conseil Général de Loire-Atlantique Yvon Flisson : Vice-Président du Conseil Général du Loiret / Bernard Charpentier : Vice-Président du Conseil Général du Loiret / Jean-Charles Pare : Vice-Président du Conseil Général du Loiret / Jacques Aulou : Vice-Président du Conseil Général du Lot-et-Garonne Michel Faure : Vice-Président du Conseil Général du Lot-et-Garonne / Paul Mauvezin : Vice-Président du Conseil Général du Lot-et-Garonne / Jean Chalopin : Vice-Président du Conseil Général du Maine-et-Loire / André Lardoux : Vice-Président du Conseil Général du Maine-et-Loire / Jean-Claude

Lemoine : Vice-Président du Conseil Général de la Manche / Pierre Aguiton : Vice-Président du Conseil Général de la Manche / Jean-François Le Grand : Vice-Président du Conseil Général de la Manche / Philippe Amelin : Vice-Président du Conseil Général de la Marne / Jean Bernard : Vice-Président du Conseil Général de la Marne / Edmond Bechambes : Vice-Président du Conseil Général de la Marne / Jean Favre : Vice-Président du Conseil Général de la Haute-Marne / André Luciot : Vice-Président du Conseil Général de la Haute-Marne / Robert Henry : Vice-Président du Conseil Général de la Haute-Marne Marcel Pernot : Vice-Président du Conseil Général de la Haute-Marne / Henri de Gastines : Vice-Président du Conseil Général de la Mayenne / Marcel Le Roy : Vice-Président du Conseil Général de la Mayenne / Jacques Vallin : Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle / Jacques Gossot : Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle Michel Ruffin : Vice-Président du Conseil Général de la Meuse Jacques Mourer : Vice-Président du Conseil Général de la Meuse Michel Chauvin : Vice-Président du Conseil Général de la Meuse Jean-Charles Cavaille : Vice-Président du Conseil Général du Morbihan / René Belliot : Vice-Président du Conseil Général du Morbihan / Dr Julien Schwartz : Président du Conseil Général de la Moselle / Joseph Schaefer : Vice-Président du Conseil Général de la Moselle / Daniel Sudan : Vice-Président du Conseil Général de la Moselle / Philippe Leroy : Vice-Président du Conseil Général de la Moselle / Jean-François Mancel : Président du Conseil Général de l'Oise / Jean-Paul Callens : Vice-Président du Conseil Général de l'Oise / Pierre Desbordes : Vice-Président du Conseil Général de l'Oise / Pierre Dubois : Vice-Président du Conseil Général de l'Oise / Alain Vasselle : Vice-Président du Conseil Général de l'Oise / Hubert d'Andigné : Président du Conseil Général de l'Orne / Marcel Dionot : Vice-Président du Conseil Général de l'Orne / Jean Dumeige : Vice-Président du Conseil Général de l'Orne / Henri Olivier : Vice-Président du Conseil Général de l'Orne / Guillaume de Courson : Vice-Président du Conseil Général de l'Orne / André Durand : Vice-Président du Conseil Général de l'Orne / Pierre d'Harcourt : Vice-Président du Conseil Général de l'Orne / Michel Inchauspé : Vice-Président du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques / René Pebermarc : Vice-Président du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques Jacques Coumet : Vice-Président du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques / Jean Gouguy : Vice-Président du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques Jean Recapet : Vice-Président du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques / Paul Blanc : Vice-Président du Conseil Général des



Pyrénées-Orientales / Louis Camo : Vice-Président du Conseil Général des Pyrénées-Orientales Claude Barate : Vice-Président du Conseil Général des Pyrénées-Orientales / Monique Grinard : Vice-Présidente du Conseil Général des Pyrénées-Orientales Alain Marti : Vice-Président du Conseil Général des Pyrénées-Orientales / Jean Rede : Vice-Président du Conseil Général des Pyrénées-Orientales / François Grussenmeyer : Vice-Président du Conseil Général du Bas-Rhin Joseph Ostermann : Vice-Président du Conseil Général du Bas-Rhin / André Durr : Vice-Président du Conseil Général du Bas-Rhin / Joseph Reiffsteck : Vice-Président du Conseil Général du Bas-Rhin / Gaston Schmitt : Vice-Président du Conseil Général du Bas-Rhin / Charles Haby : Vice-Président du Conseil Général du Haut-Rhin / Antoine Gissinger : Vice-Président du Conseil Général du Haut-Rhin Jean-Paul Bonnet : Vice-Président du Conseil Général du Rhône René Trégouet : Vice-Président du Conseil Général du Rhône Philippe Legras : Vice-Président du Conseil Général de la Haute-Saône / Robert Diziain : Vice-Président du Conseil Général de la Haute-Saône / Jacques Poinssotte : Vice-Président du Conseil Général de la Haute-Saône / Dominique Perben : Vice-Président du Conseil Général de Saône-et-Loire Jacques Chaumont : Vice-Président du Conseil Général de la Sarthe / Gérard Chasseguet : Vice-Président du Conseil Général de la Sarthe / François Fillon : Vice-Président du Conseil Général de la Sarthe / Henri de Maupeou : Vice-Président du Conseil Général de la Sarthe Jacques Tiroulet : Vice-Président du Conseil Général de la Sarthe Marcel Boisjean : Vice-Président du Conseil Général de la Sarthe Michel Barnier : Président du Conseil Général de la Savoie Claude Bosser : Vice-Président du Conseil Général de la Savoie Christian de La Malène : Vice-Président du Conseil Général de Paris / Jean Tibéri : Vice-Président du Conseil Général de Paris Alain Juppé : Vice-Président du Conseil Général de Paris Philippe Lafay : Vice-Président du Conseil Général de Paris / Roger Romani : Vice-Président du Conseil Général de Paris / Patrick Arnould : Vice-Président du Conseil Général de Paris Antoine Rufenacht : Vice-Président du Conseil Général de Seine-Maritime / Alain Peyrefitte : Vice-Président du Conseil Général de Seine-et-Marne / Jacques Larche : Vice-Président du Conseil Général de Seine-et-Marne / Pierre Quillet : Vice-Président du Conseil Général de Seine-et-Marne / Julien Morin : Vice-Président du Conseil Général de Seine-et-Marne / Jean Kircheim : Vice-Président du Conseil Général de Seine-et-Marne / Michel Péricard : Vice-Président du Conseil Général des Yvelines / Alain Jonemann : Vice-Président du Conseil Général des Yvelines / Robert Brame : Vice-Président du Conseil Général des Yvelines / Pierre Régis : Vice-Président du Conseil Général des Yvelines / Claude Dumond : Vice-Président du Conseil Général des Yvelines / Mme Nelly Rodi : Vice-Présidente du Conseil Général des Yvelines / Gérard Moularde : Vice-Président du

Conseil Général de la Somme Jérôme Bignon : Vice-Président du Conseil Général de la Somme René-Georges Laurin : Vice-Président du Conseil Général du Var / Jean-Paul Brehant : Vice-Président du Conseil Général du Var / Jacques Oudin : Vice-Président du Conseil Général de la Vendée / Jean-Jacques Viguie : Vice-Président du Conseil Général de la Vendée / Jean-Yves Chamard : Vice-Président du Conseil Général de la Vienne Marcel Bernard : Vice-Président du Conseil Général de la Vienne Hervé Manteau : Vice-Président du Conseil Général de la Vienne Robert Stanghellini : Vice-Président du Conseil Général de la Vienne / Christian Poncelet : Président du Conseil Général des Vosges / Gérard Braun : Vice-Président du Conseil Général des Vosges / Maurice Jeandon : Vice-Président du Conseil Général des Vosges / Jean Chamant : Président du Conseil Général de l'Yonne Philippe Auberger : Vice-Président du Conseil Général de l'Yonne Marcel Lavergne : Vice-Président du Conseil Général de l'Yonne Jean Simonin : Président du Conseil Général de l'Essonne René l'Helguen : Vice-Président du Conseil Général de l'Essonne Christian Jeu : Vice-Président du Conseil Général de l'Essonne Jean-Jacques Robert : Vice-Président du Conseil Général de l'Essonne / Daniel Lobry : Vice-Président du Conseil Général de l'Essonne / Michel Conte : Vice-Président du Conseil Général de l'Essonne / Paul Graziani : Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine / Emile Tricon : Vice-Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine / Yves Cornic : Vice-Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine / Georges Duhamel : Vice-Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine / Patrick Balkany : Vice-Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine / Nicolas Sarkozy : Vice-Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine / Jean-Pierre Schostek : Vice-Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine / Raymond Lamontagne : Vice-Président du Conseil Général du Val d'Oise / James Bourgeois : Vice-Président du Conseil Général du Val d'Oise / Jean Bardet : Vice-Président du Conseil Général du Val d'Oise / Emile Maurice : Président du Conseil Général de la Martinique / Michel Renard : Vice-Président du Conseil Général de la Martinique / Pierre Petit : Vice-Président du Conseil Général de la Martinique / Michel Thalmensy : Vice-Président du Conseil Général de la Martinique Athanase Morency : Vice-Président du Conseil Général de la Martinique / Yves Juston : Vice-Président du Conseil Général de la Martinique / Félix Joachim : Vice-Président du Conseil Général de la Martinique / Michel Forestal : Vice-Président du Conseil Général de la Martinique Auguste Damase Legros : Président du Conseil Général de La Réunion / André Maurice Pihouée : Vice-Président du Conseil Général de La Réunion Paul Moreau : Vice-Président du Conseil Général de La Réunion Christophe Kichenin : Vice-Président du Conseil Général de La Réunion / Dick Ukeiwe : Président du Congrès de Nouvelle-Calédonie / Albert Etuve : Vice-Président du Congrès de Nouvelle-Calédonie Henri Wetta : Vice-Président du Congrès de Nouvelle-Calédonie Simon Loueckhote : Vice-Président du Congrès de Nouvelle-Calédonie.

Comité National de Soutien à la Candidature de Jacques Chirac.

مكتب من الإمل

RELIGIONS

La Soka Gakkai accusée de sectarisme dans l'Essonne

Des bouddhistes en suspicion

La Nichiren Shoshu française, branche de la plus puissante école bouddhiste du Japon et de son association internationale de laïcs, la Soka Gakkai, a renoncé à acquiescer une propriété à Bruyères-le-Châtel (Essonne), en raison d'une campagne « offensante » visant à la présenter comme une secte.

La « rumeur » de Bruyères, paisible commune de deux mille habitants dans l'Essonne, aurait-elle eu raison des ambitions françaises de la Soka Gakkai, véritable empire politique, financier, médiatique, religieux du Japon ? Un parfum d'extrémisme dans les noms, une réputation de secte, un soupçon d'espionnage militaire, et le mélange devient explosif. La presse locale s'enflamme. Des pétitions circulent chez les commerçants.

Le résultat est là : la Soka Gakkai doit renoncer à l'acquisition du château d'Arny, voisin du Centre d'études bouddhistes de Bruyères, appartenant à l'armée, dont elle voulait faire un complexe culturel et religieux. C'est son premier coup d'arrêt en France où l'association bouddhiste est implantée depuis vingt-cinq ans et où elle compte six mille membres.

« S'il suffit d'avoir un nom turc ou japonais pour être qualifié de secte, où va-t-on ? », s'interroge Marie-Laure, partagée entre l'indignation et la philosophie bouddhiste, à base de non-violence et d'harmonie. Ils sont plus d'une vingtaine ce soir-là autour d'elle, pour la Zadankai, cercle de méditation et d'étude, qui a lieu deux fois par mois le mardi au domicile privé du responsable. Au même moment, deux cent cinquante autres se tiennent dans la région parisienne, pris du double dans toute la France.

La maladresse de maison conduit son bête devant l'autel bouddhiste, surmonté d'une sorte de tabernacle au fond duquel est accroché le gohonzon, parchemin sacré qui est l'unique objet de culte de la Nichiren Shoshu à travers le monde (1). Au pied, fume l'encens. Des statues éparpillées entre les coussins symbolisent les offrandes. Une grille, ouverte, représente le maître qui parle, une deuxième, fermée, le disciple qui écoute. C'est là que, tous les matins et tous les soirs, chaque pratiquant se recueille pour le gongyo. Pendant une demi-heure ou plus, il va répéter la même formule incantatoire, le « Nam-myōrenge-kyō » et méditer sur le sutra du lotus (2).

A la zad, ce mardi soir, on croise une Yougoslave venue de l'orthodoxie, une infirmière en psychiatrie déçue du catholicisme qui dit « avoir tout vu et fréquenté tous les ismes », avant de découvrir le seul vrai bouddhisme. Divorces, échecs scolaires, ennui professionnel, déprimés et tentatives de suicide... « J'avais tout essayé, même le chapelet, mais rien ne marchait », assure une nouvelle convertie. Jeune secrétaire dans un laboratoire d'ophtalmologie, Suzanne raconte, encore éblouie, comme elle a retrouvé miraculeusement intact, dans l'incendie qui a ravagé sa maison en janvier 1987, son gohonzon et sa robe blanche de cérémonie.

« Sans ayatollahs »

Un minimum de trois mois de pratique suffit à obtenir, des mains d'un moine venu tout exprès du Japon, le précieux parchemin, sésame ouvrant la porte de cette internationale bouddhiste. C'est sans doute sa facilité d'accès et la faible nombre de contraintes qui expliquent le succès de la Soka Gakkai en France, aux États-Unis - 200 000 pratiquants - au Brésil, en Afrique, etc. etc.

« C'est une religion sans ayatollahs », explique un fidèle. Pas de clercs, pas de dogmes, pas de normes. Certes, il faut approfondir par soi-même l'enseignement de Nichiren Datschōin, réformateur du bouddhisme au treizième siècle, mais le but du « voyage », par la pratique biquotidienne et par l'étude, au prix d'une « révolution humaine » intérieure, est d'atteindre l'état de bouddhisme, c'est-à-dire de pleine harmonie avec soi-même et avec les autres.

Le culte du maître y est très développé. Dans les « zad », on recite les poèmes du vénéré président Ikeda, le pape de la Soka Gakkai, dont chaque visite en France, dans la propriété de Sceaux, est symbolisée par la plantation d'un nouvel arbre.

Ces bouddhistes d'inspiration japonaise, laïcs forts de leur « orthodoxie », n'ont aucun lien avec les autres familles bouddhistes, celles venues du Tibet notamment qui, en Bourgogne et en Dordogne, viennent de faire parler d'elles. Mais qui sont-ils exactement ? Des croyants cherchant leur équilibre, comme beaucoup, dans les philosophies orientales ? Ou les militants d'une « secte dangereuse », comme le rapport du député Alain Vivien en 1984 a qualifié la Soka Gakkai, inspirant sans doute la rumeur hostile de Bruyères-le-Châtel ?

La vérité est plus complexe. L'ADFI, la principale association de défense des familles contre les sectes, se dit elle-même partagée sur le cas de la Soka Gakkai, mais note depuis deux ans une « accentuation » des plaintes. Celles-ci se portent cependant pas sur les attributs réputés nocifs des sectes : isolement de mineurs, rupture du pratiquant avec sa famille et son environnement, manipulation mentale destructrice de la personnalité, contraintes physiques, escroqueries intellectuelles et financières, etc. L'une des conditions exigées pour la remise du gohonzon est au contraire l'absence d'opposition de la part de la famille et des personnes partageant le domicile.

Un groupe religieux même étrange, cultivant volontiers son aspect exotique et son isolement, n'est donc pas forcément sectaire. Mais plus que sa pratique interne, ce sont les conditions d'expansion de la Soka Gakkai qui soulèvent aujourd'hui les questions des spécialistes. « Son expansionnisme », dit l'un d'eux, « dépasse le caractère normal d'une expansionnisme religieux ». La plupart des membres qui adhèrent en France à cette association, parce qu'ils y ont retrouvé des valeurs et des raisons de vivre, ignorent sans doute tout eux-mêmes des mobiles et de la nature exacte du projet intellectuel, éducatif, politique de la Soka Gakkai et de son président Ikeda.

Des méthodes dures

Elle possède son propre parti politique, le Komeito, troisième au Japon et l'un des plus conservateurs, comptant près d'une centaine de députés et de sénateurs. Elle a une université (Soka), un grand musée (Fuji), un groupe de presse, dont un quotidien tirant à 5,5 millions d'exemplaires. M. Ikeda a reçu la médaille de la paix de l'ONU. En France, il a eu ou a des relations avec des personnalités aussi diverses qu'André Malraux, René Huyghe, Alain Poirer, Michel Baroin, Jacques Chirac qu'il a rencontré à Paris l'an dernier. Son ambassadeur en Europe, M. Yamashita, est reçu au Vatican. La Soka Gakkai s'est imposée, dans le Japon de l'après-guerre, par des méthodes dures et rêve encore de devenir religion d'État. Elle rencontre des oppositions farouches.

L'association compte en France une soixantaine de médiums, des ingénieurs, des artistes, etc. On célèbre à Sceaux plusieurs dizaines de mariages bouddhistes chaque année.

Depuis treize ans, fonctionne déjà à Trets (Bouche-du-Rhône) un centre européen de séminaires. Une annexe de l'université Soka vient d'être inaugurée à Verrières-le-Buisson (Essonne).

Le complexe culturel de Bruyères devait contenir de nouveaux laboratoires de langues, un centre d'expositions d'œuvres japonaises, une salle de concerts et de conférences, un institut de philosophie orientale, etc. L'échec, jugé provisoire, de ce projet n'a démonté en rien la tranquille assurance de ses promoteurs, qui rappellent que la fleur de lotus ne pousse jamais aussi bien que dans la boue.

HENRI TINGO.

« Grève chrétienne » au Vatican

Une grève sans précédent a eu lieu au Vatican, le lundi 29 février. Pour attirer l'attention sur leurs salaires jugés trop modestes - de 6 000 F à 10 000 F par mois environ - les employés laïques, au nombre de mille huit cents, groupés en « association », ont organisé une « grève chrétienne ». Ils n'ont pas cessé le travail, mais ont versé au pape un salaire de trois heures, à destination des victimes de la famine dans le monde. 200 000 F environ pourraient ainsi être recouverts. Cette initiative a cependant été qualifiée d'« absolument inacceptable » par le cardinal Casaroli, secrétaire d'État. Le président de la commission du personnel, Mgr Schotte, a estimé que « cette grève n'était justifiée ni par la situation économique des salariés du Vatican ni par la doctrine sociale de l'Église, y compris la dernière encyclique ».

Paris rachète ses ponts

Les ponts de Paris vont changer de propriétaire : la Ville a décidé de les racheter à l'État.

Sur les trente-cinq qui enjambent la Seine à Paris, la Ville en possède déjà quatre, et deux appartiennent à la SNCF ou à la RATP. Les vingt-trois autres seront l'objet d'un « transfert » entre l'État et la Ville par une convention dont le Conseil de Paris a approuvé le principe, le lundi 28 février. Seule la passerelle Solferino dont la reconstruction doit faire l'objet d'un concours organisé par l'État, demeurera sa propriété.

Les élus de la capitale ont jugé que les moyens mis en œuvre pour conserver les ponts, « éléments majeurs du patrimoine parisien », n'étaient pas suffisants. La Ville de Paris sera désormais maître d'ouvrage, des travaux importants de rénovation et de consolidation. L'État apportera une aide financière aux grosses réparations d'entretien.

La caserne Duplex ne sera pas vendue aux enchères

La caserne Duplex dans le quinzième arrondissement de Paris ne sera pas vendue aux enchères : la Ville se portera acquéreur des 4 hectares et demi dont le ministère de la Défense a décidé de se séparer (le Monde du 20 octobre 1987). M. Yves Galland l'a confirmé le lundi 29 février, au conseil de Paris. L'adjoint de M. Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville, chargé du logement et ministre délégué chargé des collectivités locales répondait à M. Georges Sarre, député PS de Paris et président du groupe socialiste au conseil de Paris. M. Georges Sarre avait accusé la municipalité parisienne de « mettre à l'encan », les terrains de l'État, et d'« alimenter aussi la flamme des prix des terrains à Paris ». Il voyait dans la procédure de vente de la caserne Duplex un « délit à l'intérêt général ».

M. Galland a réitéré vigoureusement ces affirmations. La Ville de Paris a obtenu du ministère de la Défense qu'il renonce, pour la caserne Duplex - à cause de l'importance de la superficie - à la procédure traditionnelle de vente par adjudication publique. Les négociations devraient aboutir rapidement et l'acte de vente devrait être signé avant la fin du mois de mars. Mille cent logements seront construits à cet emplacement dont un tiers - deux cent cinquante en P.L.A. (prêts locatifs aidés) et cent cinquante dits « intermédiaires » - de logements sociaux.

SPORTS

Les JO de Calgary

« Les meilleurs Jeux d'hiver de l'histoire »

selon M. Samaranch

M. Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique, a qualifié les Jeux de Calgary de « meilleurs Jeux olympiques d'hiver jamais organisés », le lundi 29 février, lors d'une conférence de presse, donnée au lendemain de la clôture officielle des XVI Jeux olympiques d'hiver.

M. Samaranch a estimé d'autre part, que la durée de ces Jeux, adoptée au Canada, au lieu de treize auparavant, constituait un laps de temps idéal pour un bon programme.

Le nombre de médailles par pays

Pays	Or	Argent	Bronze	Total
URSS	11	9	9	29
USA	9	10	6	25
RUR	5	5	5	15
FINLANDE	4	1	2	7
SUÈDE	4	0	1	5
AUTRICHE	3	5	2	10
PAKISTAN	3	2	2	7
AFR	2	4	2	8
ÉTATS-UNIS	2	1	3	6
ITALIE	2	1	2	5
FRANCE	1	0	1	2
NORVÈGE	0	3	2	5
CANADA	0	2	3	5
YOUGO-SLAVIE	0	2	1	3
TRINIDAD-TOBAGO	0	1	1	2
JAPON	0	0	1	1
LIECHTENSTEIN	0	0	1	1

L'Australie en accusation

On n'achève plus les chevaux...

GENÈVE de notre envoyé spécial

Les images sont insoutenables. Du cockpit de l'hélicoptère, le tir bruyant son fusil sur une troupe de chevaux sauvages les « brumbies » - et les abat l'un après l'autre, d'une balle dans la colonne vertébrale. Les chevaux roulent dans la poussière, dodinant de la tête et battent l'air des quatre sabots. Certains mettront des heures à mourir, car l'hélicoptère doit poursuivre sa sinistre besogne d'élimination. En Australie, dans le Northern Territory, capitale Darwin, on n'achève même plus les chevaux...

On n'achève pas non plus les buffles, dont un autre film projeté à Genève montre l'atrocité et lente agonie : le petit buffle, blessé de plusieurs balles, se couche sur le cadavre déjà gonflé de sa mère, au milieu d'une savane jonchée de carcasses. Dans la salle du congrès international des conférences, où l'écologiste suisse Franz Weber a convoqué le tribunal international des droits de l'animal, le lundi 29 février, on entend des sanglots.

Un procès en bonne et due forme

De tous les cantons, en effet, sont venus les défenseurs des animaux : Ligue suisse contre la vivisection, Amis pour le futur, Au nom de la création, Sentinelles au secours de l'innocence perdue, etc. Ce spectacle ne peut que les renforcer dans leur conviction que l'homme est décidément une brute.

Mais Franz Weber, ce jour-là président du tribunal, veut un

procès en bonne et due forme, qui ne cède pas seulement aux élans du cœur. A la barre vont défiler des témoins de l'accusation à la tête froide comme M. George Georges, vétérinaire suisse du Queensland, un vétérinaire marocain, un spécialiste israélien du cheval, et les cameramen qui ont filmé les scènes du délit. Photos à l'appui, ces témoins expliquent que les « castlemen » du « bush » australien trahissent sur tous les animaux qu'ils considèrent comme nuisibles, chevaux, buffles, émeus, kangourous et même charmes.

Sue Arnold et Graham Bicknell, présidente et vice-président du mouvement « Australiens pour animaux », témoignent avec dignité. « C'est dur de condamner des compatriotes, l'année du bicentenaire, disent-ils. Mais il faut le reconnaître : nous n'avons pas atteint le niveau de civilisation de l'hémisphère nord ». Même dans le Far-West américain, on ne tire pas les bêtes sauvages ni les mustangs. On essaie de les faire adopter. L'Australie est si vaste qu'il serait possible, à moindres frais, de prévoir des réserves pour ces animaux que l'homme a étourdiment relâchés dans la nature après usage.

Le cour, après avoir entendu l'avocat commis d'office pour la défense du gouvernement australien - qui n'était pas représenté à Genève - a condamné les quatre accusés. Leur peine ? L'indignité internationale sans doute...

ROGER CANS.

→ Lire à ce propos le Tribunal des animaux, d'Alain Courret, Ed. Thissot, 240 pages.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP

64, rue La Boétie, 45-83-12-66

Vente au Palais de justice de PARIS, le JEUDI 17 MARS 1988 à 14 h 30

UNE PROPRIÉTÉ à CARENTAN

(Deuxième)

Bd de Verdun de 7583 m²

comprendant un vaste et récent immeuble à usage industriel (Atelier, bureaux, etc.) et un PAVILLON avec jardin

LIBRES - Mise à Prix : 600 000 F

M. Yves TOURAINE, avocat à PARIS (9), 48, rue de Clugny, - Tél. : 48-74-45-81.

M. MIZON, syndic à PARIS, 60, bd de Sébastopol

Vente au Palais de justice de PARIS, le JEUDI 17 MARS 1988 à 14 h 30

IMMEUBLE au PLESSIS-TRÉVISE

(Val-de-Marne)

avenue des Mousquetaires, n° 24

ensemble constructions y édifiées

à usage de clinique

Mise à Prix : 4 800 000 F

Conservation indépendante pour chaque lot. - Pour tous renseignements : SCP AKOUN TEUKILLI, avocats, 4 bd de l'Europe à EVRY (91). - Tél. : 60-79-39-45.

Au greffe du TGI d'Evry. - Visite sur place le mercredi 2 mars 1988 de 14 heures à 15 h 30.

Vente au Palais de justice de PARIS, le JEUDI 17 MARS 1988 à 14 h 30

APPARTEMENT à FONTENAY-SOUS-BOIS

(Val-de-Marne)

166, 168, rue Maréchal de Lattre-de-Tassigny

et Chemin-du-Bois-Galon, n° 5, 7, 9, 11

à l'angle de ces deux voies

3 étages, blouant A, etc. A l'angle gauche composé de : entrée, salle de séjour, 2 chambres, cuisine, salle d'eau, cabinet d'aisances, placards, balcon.

Cave n° 7 au sous-sol. A, parking n° 46 dans le jardin.

Mise à Prix : 145 000 F

S'adresser pour tous renseignements à M. François INBONA, de la SCP MORRIS LUCAS INBONA, société d'avocats, 4, avenue Sully-Prudhomme à PARIS (7^e). - Tél. : 45-55-74-05

Vente au Palais de justice de PARIS, le JEUDI 17 MARS 1988 à 14 h 30

UN PAVILLON

Sur terre-plein, rue de la Chapelle, cuisine, WC

1^{er} étage, 2 ch., salle de bain, grand jardin

à VILLENEUVE-LE-ROI (94)

75 m² - Mise à Prix : 60 000 F

S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELLE-COISSAUX, avocats associés à PARIS (9), 48, rue de Clugny, - Tél. : 48-74-45-81.

60-79-39-45. - Tous avocats près du Tribunal de grande instance de CRÉTEIL.

Sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de justice de PARIS, le JEUDI 17 MARS 1988 à 14 h 30

LOGEMENT à PARIS (20^e)

11, rue d'Avron

de 3 pièces principales - LOUB (voir cahier des charges)

Mise à Prix : 100 000 F

+ les charges de copropriété impayées

M. Yves TOURAINE, avocat à PARIS (9), 48, rue de Clugny, - Tél. : 48-74-45-81.

M. MIZON, syndic à PARIS, 60, bd de Sébastopol

Vente au Palais de justice de PARIS, le JEUDI 17 MARS 1988 à 14 h 30

UNE MAISON à THIAIS (94)

2, Villa des Aubépines

Superficie 624 m²

S'adresser à M. VARETTE, avocat à NOGENT-SUR-MARNE (94), 165 bis, Grande-Rue.

Tél. : 48-74-45-81. M. ALAIN FITEZMAN, avocat, 11 bis, rue Fournelle à PARIS (9^e)

Tél. : 45-22-22-36. M. TACNET, avocat à Champigny-sur-Marne (94)

20, rue Jean-Jaurès. - Tous avocats près du Tribunal de grande instance de CRÉTEIL.

Sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de justice de PARIS, le JEUDI 17 MARS 1988 à 14 h 30

DEUX APPARTEMENTS à NEUILLY-SUR-MARNE

(Seine-Saint-Denis)

1) 24 à 27 Chemin-de-la-Grille et 54, avenue de Verdun

Mise à Prix : 70 000 F

2) 12 à 22, Chemin-de-la-Grille et 67 à 121, avenue de Verdun

Mise à Prix : 90 000 F

S'adresser à M. Bernard de SARRAC, avocat à PARIS, 70, avenue Marceau, 75006 PARIS

Tél. : 47-20-82-38. M. Armand LE DOSSUET, Syndic, 174, bd Sain-Germain, 75006 PARIS

Vente au Palais de justice de PARIS, le JEUDI 17 MARS 1988 à 14 h 30

2 TERRAINS CONSTRUCTIBLES 61 m² et 44 m² env.

8 et 11, PASSAGE DES MARAIS, PARIS (10^e)

LIBRES - M. à P. : 324 000 F

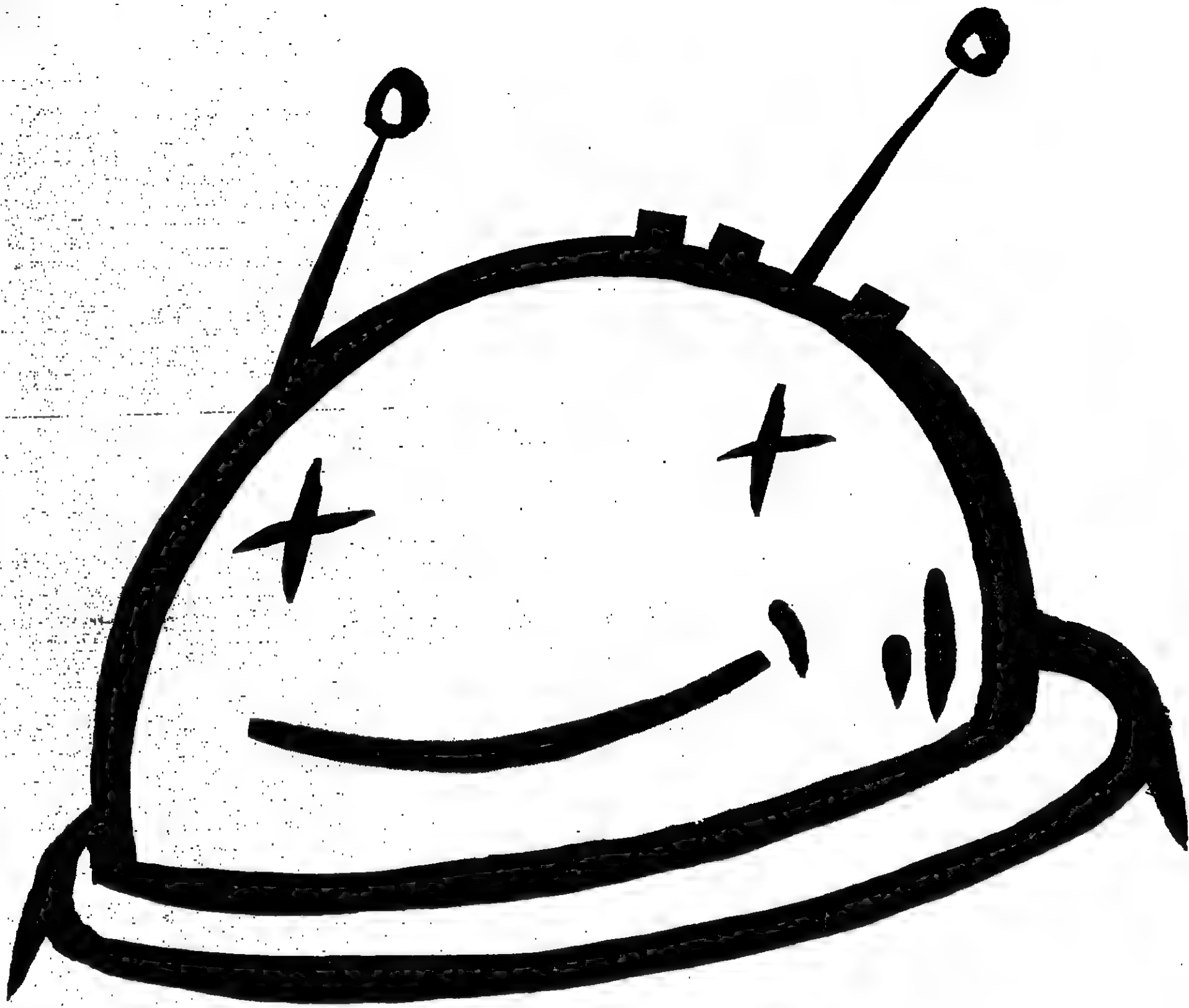
LOGEMENT 2 P. - 18, RUE DES BERNARDINS

PARIS (5^e) LIBRE - M. à P. : 200 000 F

Ventes sur place le 3, 9, 11, 14 mars, de 9 h 30 à 11 h 30. - M. MAHOT DE LA QUERAN-

TONNAIS, BELLAGENT, LIEVRE, notaires associés, 14, rue des Pyramides, PARIS (1^{er}). - Tél. : 47-03-94-74 pour les terrains et 47-97-56-86 pour le logement.

L'INTELLIGENCE DE FRAMATOME, C'EST D'AVOIR TOUT MISÉ SUR LES HOMMES.



De l'intelligence, Framatome a fait un métier. Framatome fait venir le futur, et pas n'importe lequel. Un futur réfléchi, médité, construit, minutieux, structuré, inventif.

En trente ans, Framatome ne s'est pas contenté de devenir leader mondial du nucléaire. Framatome s'est diversifié. Notamment dans l'informatique et l'électronique industrielles, aussi bien par les logiciels de calcul que par les systèmes experts. Framatome avance, perfectionne, anticipe. Dans le monde entier. Et avec l'exigence de la qualité absolue. Framatome mobilise ses énergies. Framatome mobilise ses esprits. Framatome rend le futur de plus en plus humain. Parce que de plus en plus intelligent.

F FRAMATOME

LE FUTUR EN TÊTE.

INTERNARCO PUBLICIS CONSTELLATION

مقداد من الاميل

Société

Le procès des médecins de Poitiers

La première cassette et les derniers témoins

POITIERS
de notre envoyé spécial

Voilà donc, apparemment, franchie la zone des tribunes. Transformée en prétoire d'assises, la grande salle des comtes de Poitou et des ducs d'Aquitaine est redevenue, au palais de justice de Poitiers, le lieu géométrique ordinaire d'un procès comme un autre, où le rituel a repris le pas sur l'insolite. A l'ordre de cette troisième semaine, la grande affaire n'était plus de savoir quelle avait été la cause du décès de Nicole Berneron, — question qui est bien partie pour rester sans réponse et, dès lors, commande le doute, — mais de fixer l'ordre des plaidoiries de la défense.

Les avocats de professeur Mériel, qui n'a ni à répondre que d'un délit d'homicide par imprudence, demandent en effet à intervenir en dernier, position que revendique, bien sûr, et simplement en s'en référant aux usages, les défenseurs du docteur Bakari Diallo qui, lui, accusé d'un crime, eût dû, en principe, plaider en premier.

La coutume et l'usage l'ont emporté, comme il convenait. Le président Arrighi a fait savoir aux antagonistes que la simple équité commandait d'accorder aux avocats de Bakari Diallo le bénéfice d'être les derniers à s'exprimer.

Ces débats sur l'ordre du jour, si l'on peut dire, ne pouvaient qu'apparaître bien dérisoires, au regard d'une affaire que l'on avait la faiblesse de considérer comme grave, quelles qu'en aient pu être les causes.

Les défenseurs du docteur Diallo attendaient beaucoup et, en défini-

tive ils attendaient trop de la projection de la cassette, saisie à la station régionale de FR 3, qui montre le professeur Mériel tenant, le 8 août 1984, soit huit jours après le décès de Nicole Berneron, mais aussi après qu'aurait été inculpés et écroués les docteurs Archambeau et Diallo, — dans la salle du conseil d'administration du centre hospitalier régional universitaire de Poitiers, une conférence de presse devant une quarantaine de journalistes, indiscrets par nature, inquisiteurs par devoir.

« L'arme du crime »

Cette projection, que la cour avait jugée utile à la manifestation de la vérité, a surtout fait apparaître que M. Pierre Mériel, en voulant trop prouver, ne prouvait rien. Mais il est sûr, que ce soit sous la pression des questions ou pour toute autre raison, que, dès ce jour-là, il s'est fait accusateur du docteur Diallo, a donné le mobile de l'action qu'il lui reprochait et accordé au docteur Archambeau l'indulgence que l'on doit à un homme considéré comme faible et sous influence.

Les phrases que prononçait ce jour-là le professeur Mériel, revêtu de sa blouse blanche, ont donc retenti de nouveau dans le prétoire à l'attention des jurés : « Nous avons découvert, disait M. Mériel, l'arme du crime. C'est absolument monstrueux. Cela ne peut avoir été fait que par quelqu'un qui connaissait très bien son métier. » Il dresse alors du docteur Diallo le portrait suivant : « A ses yeux, le seul qui est bon, le seul qui est capable, c'est

lui ; tous les autres, qui sont à ses côtés, sont des mauvais ; ça ne peut être qu'un acte de folie, de paranoïa dément. Le docteur Archambeau a suivi beaucoup plus bêtement, sans mesurer la portée. Il fallait être beaucoup plus confirmé que lui pour savoir ce que cela pouvait entraîner. » Et, revenant au docteur Diallo, M. Mériel ajoutait ce jour-là : « Il est coupable et c'est tout. »

La défense du professeur, par la voix du bâtonnier Merle, a fait savoir que cette cassette et les propos qu'elle livre sont postérieurs à la presse du matin de ce même 8 novembre 1984, qui, déjà, citait nommément les docteurs Archambeau et Diallo en faisant état de leurs inculpations.

Mais, pour les avocats de Bakari Diallo, le parti à tirer de cette cassette est évident : ce que dit, ce jour-là, le professeur Mériel c'est exactement ce que dit aujourd'hui l'accusation, et ce qu'on dit, avant elle, l'enquête de police et l'instruction. Autrement dit, la piste Diallo s'est imposée dès le premier jour et a été, par voie de conséquence, privilégiée. Il fallait, à tout prix, la conforter.

La police bien informée

La dernière partie de cette douzième journée a vu se succéder les derniers témoins. Ce sont encore des médecins ou des infirmières du centre hospitalier régional universitaire de Poitiers, qui ont travaillé avec le docteur Diallo. Les uns le tiennent pour un confrère ou un supérieur difficile, humiliant volontiers son entourage, cynique et méprisant. Les autres le dépeignent, au

contraire, comme un homme respectueux, attentif, soucieux de ses malades et de leurs intérêts.

La défense a remarqué cependant que la police était bien informée, qu'elle n'a jamais manqué de convoquer comme témoins tous ceux dont elle pouvait avoir ou supposer qu'ils avaient à dire du mal du docteur Diallo. Une phrase est attribuée ainsi à l'un de ces témoins : « Diallo est un homme de nature à détruire psychologiquement son interlocuteur. » Mais, ce témoin, M^{me} Fabienne Crosby, a tenu à apporter une précision : la phrase n'est pas venue d'elle-même. C'est, a-t-elle expliqué, le policier qui procédait à son audition qui le lui a citée, en lui demandant si ce n'était pas là une bonne définition. Et elle s'est contentée de répondre par l'affirmative.

A l'audition de tous ces témoins, bien malin qui pourrait prévoir l'issue de ce débat. Du moins est-il de bon ton d'en rester qu'il ne servira ni les médecins ni la médecine. Ce n'est pas forcément juste. De Molière à Jules Romains, du Médecin malgré lui à Knock, en passant par les Morticoles, un roman au vitriol sur le milieu médical de Léon Daudet, une tradition française veut que soient écartés les administrateurs de cliniques et les maîtres du bistouri. Chacun, bien sûr, a ses défauts, mais c'est à eux qu'il faut s'adresser. « Du vivant d'Hippocrate, a écrit le vicomte dans ses Mémoires d'outre-tombe, il y avait disette de morts aux enfers, dit l'épigramme. Grâce à nos hippocrates modernes, il y a aujourd'hui l'abondance. »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Pour l'ensemble des crimes qui lui sont imputés

Roberto Succo pourrait être jugé en Italie

Les circonstances de l'arrestation de Roberto Succo, recherché pour plusieurs agressions et meurtres, dont celui de l'inspecteur Morandini à Toulon, ont été exposées, le lundi 29 février, par le chef de la brigade mobile de Trévise, M. Francesco Zorno, au cours d'une conférence de presse.

Dimanche vers 22 h 30, le jeune homme a été interpellé à Santalucia-di-Piave, dans la banlieue de Trévise. Il s'est alors dirigé en courant vers sa voiture, une grosse cylindrée volée la veille près de Brescia, en Lombardie. Les policiers l'ont immobilisé avant qu'il n'atteigne le véhicule. Sous le tableau de bord, ils ont découvert un revolver Smith et Wesson 38 spécial, l'arme du policier toulonnais Michel Morandini.

Dans un premier temps, Succo a affirmé être citoyen français, puis il a admis son identité réelle. Interrogé sur sa profession, il a répondu : « Je suis un tueur, j'assassine des gens. » Porteur d'un faux document émis au nom d'un chimiste, il possédait également 60 000 F, plus 400 000 livres (2 000 F), une carte de crédit et un carnet de chèques. Les policiers ont trouvé sur lui un couteau de cuisine.

Selon les enquêteurs, qui l'ont interrogé, le jeune homme a manifesté une « vive intelligence », mais il a eu plusieurs violentes crises de colère. Après le double parricide qu'il a commis en 1981, il était considéré comme un malade mental.

S'il est aujourd'hui reconnu responsable, Roberto Succo devrait être jugé en Italie pour tous les crimes qui lui sont imputés, tant en France

L'affaire des fausses factures de Nancy

Michel Bouriez maintenu en détention

M. Gilbert Thiel, juge d'instruction chargé du dossier des fausses factures de Nancy, a rejeté, lundi 29 février, une demande de mise en liberté déposée la semaine dernière par l'un des inculpés dans cette affaire, Michel Bouriez, président de la chambre de commerce et directeur des hypermarchés Cora, incarcéré à la prison de Metz depuis le 13 janvier dernier.

La demande de mise en liberté d'un autre inculpé, Richard Zanior, directeur de la société BG Service, filiale de Cora, a été également rejetée. En revanche, le magistrat a accordé la remise en liberté à Jean-Marie Maïre, ancien actionnaire d'une boîte de nuit de Nancy, le Majestic, et ancien directeur des centres Leclerc de Contrenville et de Toul.

Les ventes illicites d'armes à l'Iran

Le PS et l'affaire Luchaire

(Suite de la première page.)

Le général Armand Wautrin, ancien directeur de la protection et de la sécurité de la défense (DPSP), lui avait confié que M. Jean-François Dubos, chargé de mission au cabinet de M. Barba, avait demandé de « lever le pied » sur la société Luchaire, en ajoutant : « Vous comprenez, Luchaire alimente les caisses du Parti socialiste. » Enfin, M. Barba rapprochait cet « avis » d'un « renseignement parvenu le 9 avril 1984 » à l'amiral Pierre Lacoste, alors directeur général de la sécurité extérieure (DGSE), « selon lequel Luchaire allait recevoir une commande de trois cent mille obus, [...] une commission de 3 % sur cette commande [étant] rétrocedée au Parti socialiste ».

Trois témoins à charge, en somme. Témoins fiables dont M. Barba ne doute pas, plus d'un an

et demi après la rédaction de son rapport, qu'ils auront à cœur de répéter leurs propos devant le juge d'instruction chargé du dossier, M. Michel Legrand. Interrogé en premier par celui-ci, le 11 janvier dernier, le contrôleur général maintenait donc les termes de son rapport, à la lettre près. Il précise même, à propos des confidences du général Wautrin : « [Il] m'a dit que c'était la première fois qu'il parlait de ça à quelqu'un, mais qu'il était prêt à le répéter. »

Ce qui n'exclut pas, cependant, quelques prudenances. Dans sa dernière question, le juge revient, en effet, sur la conclusion du rapport accusant le PS. « Je me borne à rapporter des propos des personnes que j'ai entendues. Je n'ai pas eu le moyen, dans un si court délai, de faire des vérifications financières », répond M. Barba.

Sans doute regrette-t-il aujourd'hui de n'avoir pas mieux

exprimé, en 1986 et par écrit, de telles réserves. Car ses trois principaux témoins n'ont pas repris leurs déclarations devant M. Legrand. C'est ce qui ressort, en effet, de l'état actuel de l'instruction, de l'audition du général Wautrin, le 12 janvier, de celle de l'amiral Lacoste, le 14 janvier — tous deux entendus comme témoins, — et de l'interrogatoire de M. Dewavrin, l'un des trois inculpés dans cette affaire, le 15 janvier.

A en croire le général Wautrin, lui et M. Barba se sont mal compris. « Je me suis probablement mal exprimé, explique-t-il au juge. Je précise que le dernier propos qu'il [Barba] me prête, en disant que c'était la première fois que je parlais de cela à un tiers, concerne les exportations vers l'Iran. Pour ce qui concerne l'allusion faite à un éventuel financement d'un parti, la réalité des faits est la suivante : de retour à la DPSP, j'ai réuni les offi-

ciers concernés par cette affaire ; je leur ai fait part du désir exprimé par M. Dubos de voir le service s'intéresser un peu moins à la société Luchaire et de ma réaction. L'un des officiers présents a alors rétorqué : « Ce n'est pas possible, Luchaire doit croquer au bistro du PS. » Je suis formel : M. Dubos n'a pas dit que Luchaire alimentait les caisses du Parti socialiste. »

L'amiral Lacoste, en revanche, confirme avoir parlé à M. Barba d'une commission de 3 % « rétrocedée » au PS. Mais c'est pour mieux faire — confusément — marche arrière, en ajoutant, à la fois, que cette information n'était pas « démentie » et qu'il ne l'a quand même pas considérée « comme fautive ». « Cette information, explique-t-il, s'est pour moi ajoutée à un ensemble d'éléments qui m'ont été rapportés épisodiquement dans le flot des renseignements qui m'étaient présentés. Si son authenticité m'était apparue démontrée, j'aurais certainement donné des suites auprès de mes autorités hiérarchiques. Mais tel n'était pas le cas. Ce qui ne veut pas dire que j'ai considéré l'information comme fautive. » Ce type d'information que l'on recueille de façon habituelle chaque fois que des opérations plus ou moins illicites sont en cours doivent être considérées comme des éléments qui méritent d'être pris en compte par les organismes spécialisés. »

Comprenez qui pourra, M. Barba avait également affirmé, dans son rapport, que M. Dubos, alerté, en février 1984, par l'amiral Lacoste sur les agissements de Luchaire, lui avait dit : « Pas vu, pas pris. » Interrogé sur ce point par M. Legrand, l'amiral enveloppe sa réponse d'un léger floa : « L'expression a été effectivement employée dans la conversation. » M. Dewavrin, lui, est plus précis. « Je suis formel, explique-t-il au juge d'instruction, nous n'avons jamais versé d'argent au Parti socialiste, ou à des membres du Parti socialiste, à ma connaissance et sous ma responsabilité. Ni d'avantage à un autre parti. »

Frais commerciaux et commissions

Les seules commissions que reconnaît le PDG de Luchaire sont les « frais commerciaux extérieurs » (FCE), traditionnelles dans les contrats d'armement, versés par une banque italienne, la BNI, sur des comptes en Suisse et destinés, en l'occurrence, à des intermédiaires italiens et iraniens. Quant au chiffre de 2,5 à 3 millions de francs, avancé par le rapport Barba comme le montant des sommes versées aux socie-

listes, il ne s'agit, selon M. Dewavrin, que des « honoraires des commissions » données à M. Paul André Falcoz, qui, depuis septembre 1983, détenait pour Luchaire des contrats d'armement (lire ci-dessus).

« Je n'ai aucune raison de penser que M. Falcoz en a donné tout ou partie à M. Diaz, que je ne connais pas par ailleurs », conclut M. Dewavrin.

Bref, écrit M. François Diaz, membre du PS, proche de M. Herpin et considéré comme son financier, exilé, donc, tout simplement le PS. Ne resta plus que M. Falcoz qui, plutôt qu'un militant socialiste, est d'abord un homme d'affaires en tous genres, que M. Dewavrin reconnaît avoir lui-même recruté, en 1983, pour ses contacts et son entourage.

Si la suite de l'instruction confirme ce premier état des lieux, le crédit du rapport Barba sera sans nul doute entamé, donnant raison aux contrôleurs généraux des armées qui, lors de sa publication, en novembre 1987, n'hésitaient pas à se désolidariser (le Monde du 7 novembre). De ce point de vue, M. Barba donne des arguments à ces critiques, en reconnaissant devant le juge d'instruction avoir été soumis à une pression politique liée au changement de majorité de mars 1986.

Document d'opportunité

« Il y avait trois buts », à son enquête, telle qu'elle était réclamée par M. André Giraud, explique-t-il : « D'une part, répondre à une demande de l'Irak, qui s'inquiétait d'éventuelles livraisons d'armes à son adversaire ; d'autre part, disposer d'éléments concernant l'attitude dans cette affaire du gouvernement précédent ; enfin, proposer des mesures pour éviter le renouvellement de ce trafic. » Plus loin dans sa déposition, il explique l'audition tardive, puisée dans le rapport, de M. Dubos par l'insistance du cabinet du ministre de la défense : « Il y avait un voyage de personnalités irakiennes et le premier ministre avait besoin de ce rapport. Il fallait absolument que le rapport soit clôturé à cette date. »

Avec le recul, le travail de M. Barba apparaît donc comme un document d'opportunité. Il est vrai qu'il n'était pas prévu pour être mis sur la place publique. Son sort, dans un premier temps, accordé de jure, remis au ministre en juin 1986 et immédiatement classé « confidentiel défense », il ne sera remis au juge d'instruction chargé de l'information judiciaire ouverte depuis mars 1986 que le 15 octobre 1987. D'abord refusée par le ministre de la défense, sa « déclassification » ne sera accordée par

M. Giraud que le 5 novembre suivant, le lendemain de sa divulgation la presse par le Figaro. Un long silence, puis une subite relance dans laquelle les socialistes ont vu une exploitation partisane.

« Au début de son interrogatoire, M. Dewavrin leur donne d'ailleurs des arguments en ce sens. « De façon confidentielle » et de la part du ministre, l'ingénieur général Conze, ancien adjoint du directeur des affaires internationales (DAI) à la délégation générale pour l'armement (DGA), est venu le voir « discrètement » en 1986 : « Il me demandait très rapidement si nous avions donné de l'argent au Parti socialiste. Je lui dis que non. Il me dit que l'on parle de sommes considérables. »

Son interlocuteur semble bien plus curieux des éventuels versements au PS que de la réalité du trafic avec l'Irak, au point que l'ingénieur général assure au PDG de Luchaire avoir remis auprès de M. Giraud « un avis favorable » à la levée du blocage des exportations de la société, décidé sous le gouvernement Fabius. A tel point aussi que, fin 1986, M. Dewavrin se croit libéré d'affaires. Il est alors retenu dans le comité d'honneur des industriels et des militaires aux « journées de l'armement », réunissant tous les ingénieurs de l'armement, à l'Ecole polytechnique. « Je pensais à ce moment-là que, de ce fait, on me reprochait plus rien », commente-t-il.

Les soupçons contre le PS en tant que tel semblent désormais écartés, reste à comprendre comment et pourquoi un trafic de cette ampleur a pu fonctionner, de 1982 à 1986, sans que le pouvoir politique y mette le holà. Au centre de ce mystère, un homme, M. Jean-François Dubos, aujourd'hui inculpé aux côtés de M. Giraud et de M. Guy Motais de Narbonne, président du directeur de Luchaire, et hier homme fort du cabinet de M. Charles Herpin. Un homme qui écrit un jour : « En tout état de cause, les ventes d'armes sont condamnables tant du point de vue de la morale que de celui du progrès et du développement des nations qui manquent de tout. » (1). C'était en juin 1981, en plein état de grâce. L'article était tiré : « Ventes d'armes et droits de l'homme ».

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

(1) Après demain, numéro 235-236, juin-septembre 1981.

Dernier
LE MYSTÈRE DUBOS

Deux hommes-clés

Le bon chef d'entreprise est celui qui sait s'entourer de bons collaborateurs. A s'en tenir à cette maxime, Daniel Dewavrin, PDG de la société Luchaire, était incontestablement un bon chef d'entreprise ayant su s'adjoindre les services de deux hommes talentueux, Mario Appiano et Paul André Falcoz.

Lors de son interrogatoire par le juge d'instruction, M. Michel Legrand, le 15 janvier 1988, Daniel Dewavrin a lui-même expliqué qu'à son arrivée à la tête du groupe Luchaire, à la fin des années 70, Mario Appiano, italien, âgé aujourd'hui de cinquante-quatre ans, était déjà dans la place. Avec le temps, il a su se rendre indispensable à la société, alors en difficulté. Responsable de SEA et de Conser, filiales italiennes de Luchaire, Mario Appiano est très vite monté en grade, devenant directeur de tout le groupe et, surtout, son conseiller à l'exportation. Un terme modeste mais une fonction stratégique pour cet homme qui, d'après Daniel Dewavrin, possède « une grande expérience internationale ».

Cette expérience-là, Mario Appiano l'a conquise sur tous les champs de bataille de la guerre commerciale. Voyageur et homme d'affaires infatigable, on l'a vu à Rome, à Lisbonne, à Paris, à Londres, à Athènes, dans d'autres capitales encore pour y négocier des contrats d'armement avec les grosses sociétés. En 1983, Mario Appiano, bien informé, a appris que les Iraniens étaient « pre-

neur » à l'achat de matériel militaire. Il a donc été l'un des hommes-clés de la société Luchaire, à la fin des années 70, Mario Appiano, italien, âgé aujourd'hui de cinquante-quatre ans, était déjà dans la place. Avec le temps, il a su se rendre indispensable à la société, alors en difficulté. Responsable de SEA et de Conser, filiales italiennes de Luchaire, Mario Appiano est très vite monté en grade, devenant directeur de tout le groupe et, surtout, son conseiller à l'exportation. Un terme modeste mais une fonction stratégique pour cet homme qui, d'après Daniel Dewavrin, possède « une grande expérience internationale ».

Un homme aurait joué un rôle-clé dans toute l'affaire : Paul André Falcoz. Dans le rapport Barba, il est mentionné pour avoir remis à un fidèle de Charles Hernu, François Diaz, quelque trois millions de francs en remanement des contrats d'armement. L'enquête judiciaire n'a jusqu'à présent pas permis de confirmer cette accusation lancée par le contrôleur général Barba. Mais elle a mis la lumière sur le rôle de Paul André Falcoz auprès de la société Luchaire.

Vieux compagnon de route du Parti socialiste et proche de quelques-uns de ses responsables dont il a longtemps assuré les frais de campagne électorale, voire les salaires dans l'une de ses sociétés, Paul André Falcoz a rencontré pour la première fois Daniel Dewavrin en septembre 1983. Quelques jours plus tard, le second embauchait le premier au salaire mensuel de 40 000 francs, plus les commissions sur les affaires conclues par son entremise. De septembre 1983 à mai 1986, Paul André

Falcoz aurait ainsi perçu, le plus légalement du monde, entre 2,5 et 3 millions de francs, n'hésitant pas, lorsque l'affaire entrevenait, à se faire payer, à rembourser Luchaire des commissions immédiates.

Si l'on en croit Daniel Dewavrin, le premier contact de Paul André Falcoz était d'être bien introduit en Arabie saoudite, en Afrique du Nord, en Égypte, au Cameroun et au Zaïre, le second, d'avoir ses entrées dans « certains cabinets ministériels, en particulier la défense, l'industrie, le travail ». Cet homme précieux serait celui qui présente, pour la première fois, Daniel Dewavrin à Jean-François Dubos ; il était également présent à toutes les entrevues importantes que le PDG de Luchaire a eues avec les responsables du ministère de la défense. Il y aurait même suggéré, par exemple, à l'ingénieur général Cauchie, alors directeur de la DAI, qui, en 1984, au cours d'un entretien animé, s'indignait de la légèreté avec laquelle le groupe Luchaire avait bravé l'embargo à destination de l'Irak, de téléphoner à Jean-François Dubos avant de s'engager. Ce qui fut fait.

Plusieurs témoins ont relaté la scène devant le juge Legrand : tous ont dit que Paul André Falcoz, qui traitait déjà des contrats d'armes avec le ministère de la défense avant de se mettre au service de Luchaire, a joué dans toute cette affaire un rôle essentiel : servir à Dewavrin de pilote pour l'aider à évoluer dans un monde inconnu, celui de l'élite socialiste.

G. M. et E. P.

Cette adresse a été signée, à ce jour, par plus de 1 500 personnes, dont 220 parlementaires représentant des grands courants de l'opinion démocratique européenne. La liste intégrale sera publiée dans le prochain numéro de « Défis européens », la revue du RDA.

Culture

CINÉMA

« L'Insoutenable Légèreté de l'être », de Philip Kaufman

La puissance et la grâce

Philip Kaufman a pris beaucoup de libertés avec le roman de Milan Kundera. Mais l'important — l'humour, l'érotisme, la puissance de l'histoire d'amour — reste intact.

« Dénatuez-vous », dit simplement Tomas (Daniel Day-Lewis) à toutes les filles qui lui plaisent. Et elles le font. Parce qu'il est plutôt infatigable, es méditerranéen, aux gestes de chat, au sourire canaille. Parce que nous sommes à Prague, en 1968, au printemps, et que l'air, comme l'être, est léger, que l'on chante Hey Jude des Beatles à la barre des vétérans du parti, que l'on croit que cela durera toujours, cette gaieté. Qu'il y aura toujours des filles qui se dénâtueront et qui prononceront, plus tôt que prévu, le nom du séducteur fuyant, avec tendresse et regret, ce « Tomas... », qui sonne un peu comme notre « Domage... » en français.

Ce n'est pas un des moindres mérites de Philip Kaufman d'avoir réussi à rendre cette ambiance miraculeuse du printemps 68, cette ivresse transparente, impossible, à la fois évidente et impossible. D'ouvrir son film avec drôlerie et grâce, au son d'un orphelin dans une station thermale où Tomas est venu opérer un curiste; où il rencontre



surtout une jeune fille un peu gauche et délicate, Teresa (Juliette Binoche), qui va changer sa vie. Tomas a pour partenaire érotique préférée la belle Sabina (Lena Olin), qui est aussi son Juan qui lui, expert en guérisseurs, miroirs et quel-ques spécialités que l'on devine.

Teresa est, à l'opposé, une amoureuse monogame, touchante, maladroite, entêtée, qui s'installe chez Tomas du jour au lendemain, sans lui demander son avis, ou presque. Elle ne supporte pas les infidélités (pourrait-elle mentir, nées, camouflées) de son compagnon et se résout à le quitter, après bien des larmes, à chaque fois, la porte, en pleine nuit, quand elle se trouve nez à nez avec un cher russe. Les blindés de

grand peuple frère viennent s'occuper de très près des Beatles, des graves menaces qui pèsent sur le socialisme, des grands et des petits problèmes des Tchèques et de leur vie la plus intime.

On savait depuis l'Étoffe des héros combien Kaufman était habile à insérer ses personnages fictifs dans des documents authentiques, bandes d'actualités ou autres. Le résultat est ici d'un brio extraordinaire. Binoche photographiant les tanks, les manifestations et la répression

musculée des Soviétiques est d'une grande justesse (dans tout le film elle est du reste tout à fait remarquable) et on ne pense même pas dans l'instant au « trucage », pas plus qu'on ne doute être à Prague, alors que, pour cause d'interdiction formelle, bien entendu, le film n'a pu être tourné sur place, mais plutôt à Lyon et Paris où certaines maisons, quelques rues sont plus ocre, tristes et laïcales que dans la capitale baroque.

Sur les conseils de Kundera lui-même et avec l'aide de Jean-Claude Carrière, Philip Kaufman a pris de grandes libertés avec le roman, sapant le narrateur et d'autres personnages. Il est sans intérêt de se demander en quoi le film diffère de l'écrit ou le respecte, dans la mesure où l'auteur a sollicité et approuvé la transcription, la trahison.

Il y a sans doute sur presque trois heures (qui passent vite) une ou deux baisses de tension; le vieux

chien cancéreux que Tomas doit piquer, par exemple, est un cabot plutôt mélodramatique et le « retour à la terre » des héros vaincus a parfois les couleurs de l'Angélus de Millet, mais l'important, l'humour, l'érotisme, la puissance de l'histoire d'amour — reste intact et magistralement interprété, dominé par un cinéaste plus « européen » que nature et dont malheureusement bien peu d'Européens possèdent l'audace et le talent inspiré.

M. B.

Entretien avec le réalisateur

Une question de grammaire

« J'ai lu l'Insoutenable Légèreté de l'être comme les précédents romans de Kundera, parce que je lis tout ce qu'il écrit. J'ai aimé l'ironie, l'humour, les traits sombres de cette comédie qui est presque un conte de fées, à la Tchekhov, sur les années 1968-1970. Et les personnages féminins m'ont beaucoup attiré, ce sont deux caractères très forts et différents, la petite paysanne et la femme libre comme un homme.

Kundera, qui a fait l'adaptation de son roman la Plaisanterie, sait bien que l'on doit bousiller un bon livre pour en faire un bon film. Il m'a encouragé à le « violer ». D'ailleurs, on peut suivre une anecdote, une intrigue, mais il est difficile de donner l'équivalent d'un style. Il y a très peu de descriptions, d'adjectifs chez Kundera. Question de grammaire.

J'ai fait un film avec le vocabulaire du cinéma, donc. Et si on n'aime pas ce film, c'est à moi de porter le chapeau. Même le récit, au reste, est modifié. Ce n'est plus le même début, la même fin. J'ai été le narrateur. Un type qui écrit, à l'écran, c'est barbant. Le « narrateur » est dans la musique de Janáček, choisie par Kundera lui-même, dans les prises de vue, la répétition de certains motifs, etc. C'est comme un fan-

tomme qui préside à toute l'affaire. La scène des deux femmes qui se photographient nues l'une l'autre par exemple, scène très érotique et longue dans le film. Les moyens et les résultats ne sont pas les mêmes au cinéma et sur le papier.

C'est avant tout une histoire d'amour. Jusqu'aux Russes qui déclarent au printemps : « Nous vous aimons. » Un tank dans la rue, dans la chambre à coucher, puis un tank dans la tête. Ce qui m'intéresse, c'est de voir comment la politique change la vie privée des gens. Le Docteur Jivago, le film, est une histoire d'amour sur fond de fresque politique. Moi, j'ai fait l'inverse : la politique est vue à travers une histoire d'amour. C'est ce qui m'a plu dans le livre, cette manière personnelle de voir les thèmes sacro-saints de la grande Histoire. Ce n'est pas réducteur, au contraire, révélateur. La technique de Kundera est une forme d'acupuncture intellectuelle. Il nous épie avec les bonnes questions et fait sortir la réponse qui est en nous. C'est aussi l'ambition que j'ai eue avec ce film. »

Propos recueillis par MICHEL BRAUDEAU.

RECHERCHONS

POUR FILM

un garçon et une fille de 11-12 ans

P.C.C. B.P. 218
75284 PARIS - CEDEX 06

CONCOURS NATIONAL, 5, 6, 12 et 13 mars, de 9 h à 19 h
CLAUDE KAHN
SALLE ADYAR, 4, square Rapp, 75007 PARIS - M^e Ecole-Militaire

Proust : mode d'emploi.

Proust, vous rêvez comme beaucoup de le... relire sans jamais l'avoir lu ?

Pour vous aider à retrouver la « recherche » sans temps perdu, cette semaine dans Télérama, huit clés pour lire Proust avant son passage à FR3.

Quoi de neuf... Molière ! A Paris, Strasbourg ou Marseille, six de nos plus grands metteurs en scène font jouer celui qui s'attaquait si vertement aux vices de l'esprit et de la société. A lire entre deux discours électoraux.

Après « Sans toit ni loi », Agnès Varda trace le portrait rêvé de Jane Birkin. Son film s'appelle « Jane B. par Agnès V. » En exclusivité dans Télérama du 2 mars, Birkin livre les secrets de son film imaginaire en traçant à son tour le portrait chinois de Varda.

Télérama, l'intelligence des plaisirs, le plaisir de l'intelligence.

Télérama.

Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.



GEMAP & MARIE

مقتدا من الامم

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA Palais Garnier Mercredi 2 Jeudi 3 mars 20 heures (s.a. Valenciennes)	PHILHARMONIE TCHÈQUE Dir. : Václav NEUMANN Le 2 : JANACEK OVRONAK Le 3 : JANACEK MARTINU
INSTITUT NEERLANDAIS 121, r. de Lille 47-48-49-50 Samedi 20 h 30 (s.a. Valenciennes)	LA FONGEGARA AMSTERDAM Ensemble de flûtes à bec CASERA, VAN EYCK, RECH
ÉGLISE BILLETTER 24, rue des Archives Dimanche 6 mars 17 heures (Gingon, Valenciennes, Verviers)	Philip BRIDE Abdel Rahman EL BACHA piano INTÉGRALE DES SONATES DE BEETHOVEN Dernier conc. : Le Printemps A Krouzer - r 10
SALLE PLEYEL Dimanche 6 mars 17 h 45 (s.a. Valenciennes)	CONCERTS LAMOUREUX Dir. : Marcello VIOTTI Sol. : Thérèse DUSSAUT MOZART
THÉÂTRE ATHÉNÉE L-JOUVET Lundi 7 mars 20 h 30 (s.a. Valenciennes, Valenciennes, Valenciennes)	ALICIA NAFE piano JEAN LEMARE SCARLATTI, PERGOLEZZI CHERUBINI, MOZART FAURE, DEBUSSY FALLA
PLEYEL Mardi 8 mars 20 h 30 (s.a. Valenciennes, Valenciennes, Valenciennes)	E.O.P. Direction : ARMIN JORDAN Piano : BELLA DAVIDOVICH F. ROULLIER DARRIGNON R. VIELLE M. DENIZE D. CATALANOTTI ROSSINI - MOZART F. MARTIN - STRAVINSKY J.-M. FOURNIER Prod. Musical
SALLE GAYEAU Mardi 8 mars 20 h 30 (s.a. Valenciennes)	LEVINAS BERTHOVEN, SCHUBERT, SCHUMANN
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD 73, r. Mouffetard 45-47-49 Mardi 8 mars 20 h 45 (s.a. Valenciennes)	BACQUIER piano POULENC, MOZART VERDI, ROSSINI ROSENTHAL
GAYEAU Vendredi 11 mars 20 h 30 (s.a. Valenciennes)	FINE ARTS Quartet HAYDN - MENDELSSOHN SCHUBERT
THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA Palais Garnier Vendredi 11 mars 20 heures (s.a. Valenciennes)	Le 11 : NICOLAI GEDDA PALENICEK JOURNAL D'UN DISPARU Le 18 : QUATUOR SMETANA BEETHOVEN, SMETANA JANACEK
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 15 mars 20 h 30 (s.a. Valenciennes)	Brigitte ENGERER CHOPIN, RAVEL RACHMANINOFF

Concerts Radio France

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE	
SAMEDI 5 MARS 20 h SALLE PLEYEL	PRESTIGE DE LA MUSIQUE DEBUSSY : <i>Pelléas et Mélisande</i> D. HENRY - CALLIOT-LUGAZ - G. BACQUIER J. TAILLON - L. SARRAZIN J. MICHEL-DANSAC - H. HENNEQUIN CHOEUR DE RADIO FRANCE Direction : SERGE BAUDO
VENDREDI 18 MARS 20 h 30 Palais des Champs-Élysées	BERLIOZ : L'Enfance du Christ op. 25 A. HOWELLS - S. DEAN T. MOSEK - D. DUESING CHOEUR DE RADIO FRANCE Direction : ANDREW DAVIS
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE	
12, 15, 18, 23, 25 MARS - 20 h 17 MARS - 15 h ZOLAIRE MUSIC 12 MARS	WEBER : Le Freischütz C. STUDDER - J. PERRY - P. FREY H. WELKER - R. BUESE - R. COWAN CHOEUR DU THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Direction : MAREK JANOWSKI
JUILLI 17 MARS 20 h 30 SALLE SAINT-GERMAIN DES-PRIS	MUSIQUES SACRÉES CHOEUR DE RADIO FRANCE Direction : MICHEL TRANCHANT Psaumes et motets de MENDELSSOHN BRAHMS - BRUCKNER
MUSIQUE DE CHAMBRE	
LUNDI 7 MARS 20 h 30 AUDITORIUM DES HALLES	MUSIQUE ANCIENNE LES ARTS FLORISSANTS Direction et direction : WILLIAM CHRISTIE Concerts de MONTECLAIR CHARPENTIER-DU-MONT
LOCATION 14 JOURS À L'AVANCE	
RADIO FRANCE 42 30 15 16 THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 47 23 47 77	SALLE PLEYEL 45 63 88 73 THÉÂTRE CHATELET 42 61 19 83 ÉGLISE : VENTE SUR PLACE LE SOIR DU CONCERT

Culture

Histoires saintes de M. A. Charpentier

Pour les jésuites
et pour les juges

La magnifique catalogue réalisé par le musicologue américain H.W. Hitchcock sur Marc Antoine Charpentier comprend cinq cent quarante-huit numéros. De quoi alimenter en premières auditions, encore bien des années, et entretenir le suspense sur ce compositeur mystérieux, dont on n'arrive même pas à déterminer la date de naissance (entre 1634 et 1650 ?).

Paul Collaers, son valeureux Ensemble vocal de Nantes et l'ensemble instrumental Stradivaria, où l'on retrouve nombre de parfaits « baroqueux », avec de brillants solistes tels que John Elwes, Bernard Delcêtre, Gilles Ragon, présentaient lundi, à Saint-Germain-l'Auxerrois, deux grandes œuvres dont ils viennent de graver superbement les premières versions discographiques (1).

La *Cantique en l'honneur de saint Xavier* H. 353 fut écrit vers 1690, alors que Charpentier était au service des jésuites de la rue Saint-Antoine. Cette vision de l'apôtre des missions extrême-orientales, auquel il applique des textes de l'Apocalypse, d'Isaïe et des Psaumes, le compositeur la traduit en images étincelantes, rapides, vivants sans cesse au gré des mots : une soprano évoque le vol du saint dans le ciel en une longue guirlande de doubles croches ; une autre décrit le lever du soleil et sa courbe majestueuse ; le chœur s'émouvra de la puissance de Dieu, « reste comme interdit devant l'abîme, puis repart de plus belle dans un cantique de louange léger et heureux.

Au centre de ce vaste tableau sonore, François-Xavier (l'excellent Gilles Ragon) chante un air admirable d'humanité, d'amour, d'offrande de lui-même, pour lequel le musicien a trouvé les expressions les plus touchantes. Et le chœur reprend sa farandole, dans un joyeux élan avec « les aveugles qui voient », écoute, médite, « les muets qui parlent », et bondit : « jusqu'aux extrémités de la terre ».

Le *Jugement de Salomon* H.442 est la dernière œuvre précisément datée de Charpentier : 1702 (il devait mourir le 24 février 1704). Maître de musique de la Sainte-Chapelle (un poste prestigieux), il composa cette « histoire sacrée » à la manière de son maître Carissimi, très probablement pour le 12 novembre, jour de la rentrée du Parlement. Bel exemple, en effet, à donner aux magistrats que celui du roi de la Bible, juge sage et enquêteur astucieux.

L'œuvre est de ce fait plus ample et pompeuse que le motet pour les jésuites. Après un beau prélude instrumental de style lilliste, la première partie célèbre la gloire de Salomon en un style un peu trop officiel. Heureusement, le monarque, en la personne de John Elwes, l'adresse à Dieu en un air grave, d'une profonde noblesse, auquel deux flûtes à bec font un exquis commentaire. Et le chœur irradie une allégresse toute haendélienne.

Avant d'en venir au fait, Charpentier nous donne, au début de la seconde partie, une merveilleuse scène de songe avec une symphonie très proche du sommeil d'Alys, puis un dialogue très majestueux et simple à la fois entre Dieu et Salomon qui lui a demandé sagesse et discernement pour son règne.

L'application de ces qualités est immédiate, mais elle n'est pas très heureuse, car les deux mètres sont représentés par deux hautes-contre (hommes), dont une aurait dû, par piaillement et se disputant en un duo assez sec et un peu trop bien balancé... Heureusement, l'air final de Salomon retrouve toute sa hauteur de ton, ainsi que le chœur final qui s'adresse directement « aux nobles vases de pourpre », et leur enjoint de « défendre les veuves et de protéger les orphelins » pour que « Dieu fasse resplendir leur jugement comme la lumière de midi ».

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Disque compact Arion, ARN 6803 (publié avec le concours du Crédit industriel et commercial, qui patronne également ce concert).

musique
18 H 30
Ven. 4 Sam. 5 Dim. 6 Mars
GIDON KREMER
ANNETTE BIK violon
HATTO BEVERLE alto
GERARD CAUSSE alto
KOIWASAKI violoncelle
ALOIS POSCH contrebasse
VALERI AFANASSIEV piano
3 programmes
Vendredi 11 Mars
QUATUOR ARTIS
de VIENNE
PRIX 52 F
2, PL. DU CHÂTELET - 42 74 22 77

ALBATROS présente
PRUCNAL A LA CIGALE
à partir du 10 mars
20h30
Loc : 3 FNAC et AGENCES

ORCHESTRE DE PARIS
Directeur musical
Daniel Barenboim
SALLE PLEYEL 20H30
2, 3 mars
Daniel Barenboim, direction
Midori, violon
Scriabine, Tchaikovsky, Densov
5 mars 16h30
Daniel Barenboim, direction
Schoenberg, Tchaikovsky
PALAIS OMNISPORTS DE PARIS-BERCY
11, 12 mars 20h30
Daniel Barenboim, direction
Wagner
RENSEIGNEMENTS - LOCATION :
SALLE PLEYEL - 45 63 07 96

Communication

Un entretien avec M. Carlo Freccero, directeur des programmes de la 5

« Le réalisme nous oblige
à faire une chaîne de complément »

Elle a bien changé la 5 de MM. Hersant et Beresconi depuis ce 18 février 1987 où, assis l'un près de l'autre, devant les treize membres de la CNCL, les deux hommes multipliaient promesses et engagements visant à créer une télévision généraliste de qualité. Les stars engagées à prix d'or s'en sont retournées sur la Une, les magazines et débats se sont réduits comme une peau de chagrin, et une grille à l'américaine a de nouveau vu le jour.

Carlo Freccero, directeur de la programmation, explique ici la nouvelle démarche de la 5, qui admet ses erreurs et se défait aujourd'hui plus modestement comme une chaîne « de complément ».

« La 5 semble décidément spécialisée. Est-ce une grande mutation ? Ne tournez-vous pas le dos, aujourd'hui, à la grille annoncée et expérimentée au début de l'automne 87 ?

« C'est vrai. Nous avons changé de cap. Radicalement. Et la 5 d'aujourd'hui s'attache à faire oublier la chaîne généraliste lancée au mois de septembre. Il n'y a à aucun mystère. Tout le monde a simplement compris que la grille de rentrée était une utopie, et cela pour trois raisons : le développement très faible du réseau ; l'histoire de la vieille 5 dont la formule avait déjà fidérisé un public ; et puis l'antériorité et la force de TF 1, qui nous condamnent à faire une télévision de complément. Une télévision conçue pour toucher 20 % du public, certainement pas 40 %.

« Voilà qui limite singulièrement vos ambitions !

« Voilà surtout qui les transforme. Car le défi aujourd'hui est européen. Et la plupart des pays ont, en matière de télévision, beaucoup de traits communs, en particulier celui de disposer d'une grande chaîne généraliste - sorte de référence historique - qui exalte les spécificités nationales et se taille 40 % de l'audience. C'est facile à de telles chaînes qu'il est possible de s'inscrire dans une logique de chaîne complémentaire axée sur la fiction, et transposable dans plusieurs pays européens.

« Trois à quatre soirées identiques consacrées à la fiction formeraient, dans un premier temps, un socle sur lequel chaque pays grefferait un programme comique (sous forme de variétés), ce type de produit étant apprécié par les médias et les instances nationales. C'est sur la mise au point d'une telle grille que je travaille aujourd'hui.

« Mais que faites-vous du cahier des charges qui vous impose 50 % de fiction française ?

« Eh ! bien, je dois admettre mon incapacité à respecter ces règles. D'abord, pour des raisons budgétaires. La nécessité de réparer le désastre économique des premiers mois de la 5 m'oblige, en effet, à bouclier ma grille à l'aide de programmes américains. Ensuite, pour des raisons de stock. Seules quelques séries de l'INA peuvent, actuellement, entrer dans ma grille. Les trois quarts des autres produits sont inutilisables. Œuvres artistiques, films d'auteurs de qualité, ils s'intègrent mal dans une grille de rendez-vous, vieillissent plus vite que les séries américaines et se cou-

pent difficilement par la publicité. Enfin, pour des raisons de pragmatisme. Si l'on veut créer de nouveaux produits, cessons de penser au PAF et intéressons-nous au paysage audiovisuel mondial. On ne peut plus se draper dans un projet uniquement national comme si la France était une île. Il faut penser européen et organiser un espace sur lequel prévaudront le même code d'exploitation télévisuel et les mêmes règles du jeu. La France a vocation à y jouer le rôle de catalyseur, à condition de prendre l'initiative de transformer ses règles - économiques et juridiques - et d'admettre un compromis, valable pour plusieurs pays, entre l'anarchie italienne et la rigueur des cahiers des charges français, encore trop calqués sur le régime de la télévision d'Etat. Sans la mise en place de cet Eureka de l'audiovisuel, l'Europe risque de n'être bientôt plus que le réceptacle des produits américains.

« Votre discours n'essaye-t-il pas surtout de justifier la stratégie européenne de Silvio Berlusconi ?

« L'essai de comprendre les règles de la télévision, de vérifier quelques lois du marché et d'ouvrir la vision la plus large possible du paysage. Si le pari de télévision complémentaire, de grille européenne, c'est parce que j'y crois résolument, l'expérience au schéma international. C'est la seule raison qui explique que moi, l'italien, j'aie choisi de travailler en France. Si l'agissait de construire une chaîne franco-française-françouillarde, n'importe quel programmeur français aurait plus adapté, et je n'aurais pas le droit de prendre sa place.

« Du « franco-français-françouillarde », la 5 en a quand même beaucoup fait ! Alors est-ce votre discours qui a évolué ou sont-ce vos actionnaires qui ont fait des temps à s'y ranger ?

« Nous avons tous acquis de l'expérience, et tous tiré des leçons des erreurs commises. Il y en a eu tant ! Certains n'imaginaient la télévision que comme généraliste, à l'image de TF 1, et ce sont les contraintes économiques qui les ont conduits chaque fois à plus de réticence. Je ne qu'un regret : c'est que les corps d'opinion que nous ont fait passer successivement d'une grille à l'italienne (en 1986), à l'américaine (début 1987) et à la française (septembre 1987), nous aient empêchés d'investir dans la production. La politique des stars et des grandes variétés a coûté un argent fou, avec lequel nous aurions pu avoir aujourd'hui fin prêts de nombreux téléfilms. Ce temps perdu est dramatique. Mais la contrainte de production que nous impose notre cahier des charges est, de ce point de vue, une saine.

Propos recueillis par
ANNICK COJEANDeux conseillers
pour M. Maurice Lévy
MM. Gabriel Farkas
et Gérard Unger
entrent chez Publicis

Le groupe publicitaire Publicis vient d'accueillir M. Gabriel Farkas, éditeur à France-Soir, et M. Gérard Unger, consultant en communication et ancien président de la SOFIRAD. M. Gabriel Farkas occupera les fonctions de conseiller pour la communication auprès de M. Maurice Lévy, président du directoire de Publicis, tandis que M. Gérard Unger sera chargé de coordonner l'activité des filiales françaises du groupe publicitaire.

Entré au quotidien France-Soir comme rédacteur au service politique en 1956, Gabriel Farkas, soixante-cinq ans, a ensuite été grand reporter, chef des informations économiques, politiques et sociales, puis, en 1965, éditeur et rédacteur en chef. Il était commentateur et éditeur de la rubrique de la rue Réaumur depuis le début de cette année.

Quant à M. Gérard Unger, après avoir été directeur du marketing à l'agence Havas, en 1972, il fut, ensuite, directeur général d'un cabinet de relations publiques (Ageur), avant de diriger l'intelligence, une filiale de Publicis spécialisée dans l'élaboration de la politique de communication et de développement des entreprises. Directeur général adjoint de RMC en 1983, il présida la SOFIRAD de 1984 à 1986.

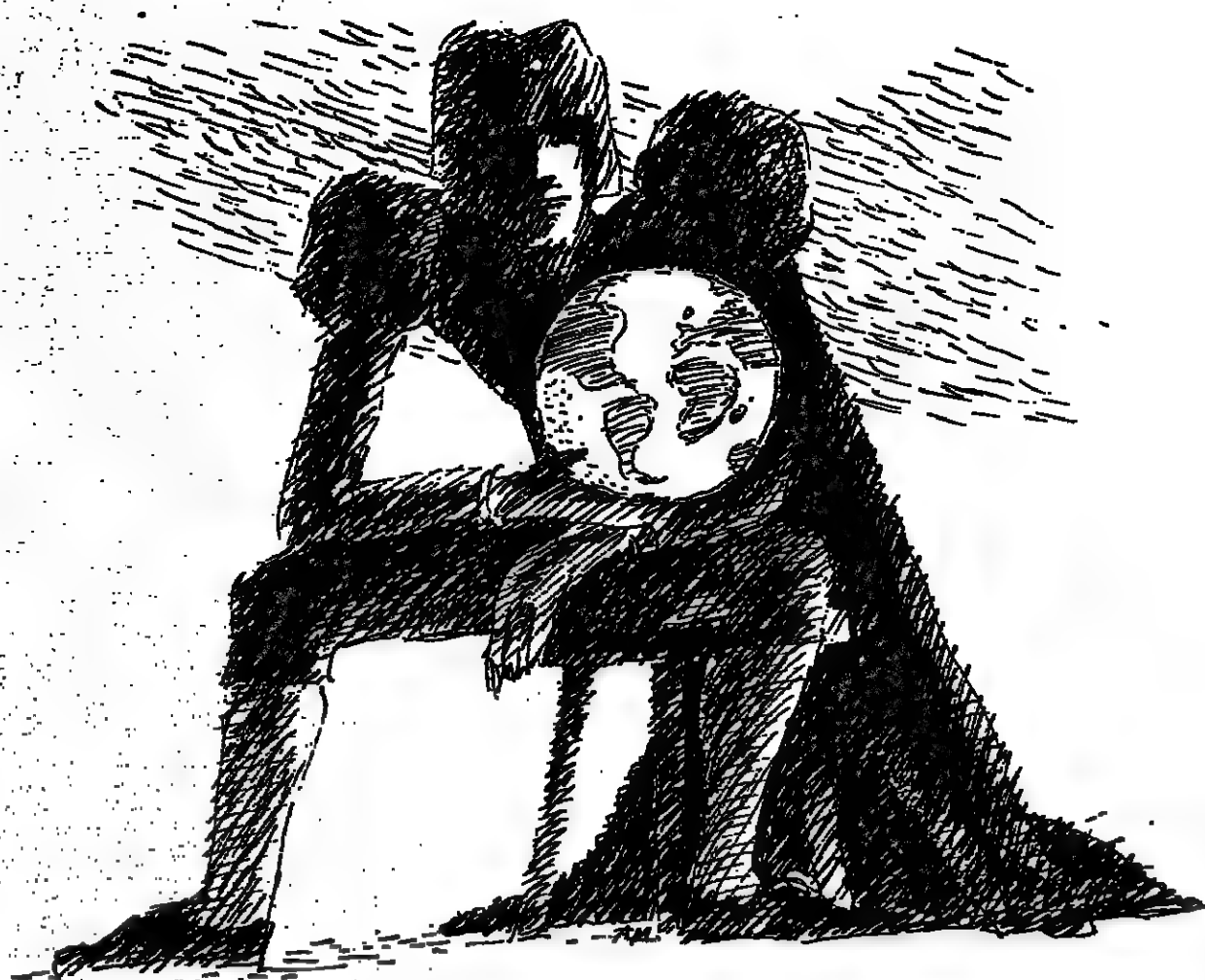
Le groupe CIBLE
va racheter les éditions
Gauthier-Langereau

Bécassine va être vendue. Gauthier-Langereau, la maison d'édition à l'origine des aventures de la petite bonne bretonne, doit en effet être cédée en juin prochain au groupe CIBLE (Compagnie internationale Banard Liagre Entreprises). Fondée en 1917, à la suite des éditions Bécassine, créée en 1899, la maison d'édition Gauthier-Langereau édite Bécassine, une cinquantaine de collections de livres pour enfants et surtout l'hebdomadaire *La Vieille des chamoisiers*, un journal féminin créé en 1877, qui vend actuellement 103 000 exemplaires, essentiellement par abonnements.

En rachetant Gauthier-Langereau (la transaction serait de 75 millions de francs), le groupe CIBLE va renforcer son pôle de communication : il est déjà actionnaire à 17 % du quotidien *Le Sport* lancé l'automne dernier, possède la moitié du capital du mensuel *Dépêche-Mode* (l'autre moitié appartient aux Editions mondiales) et contrôle *Profession-Textile*, à égalité avec le groupe CEP Communication. CIBLE détient en outre 35 % de l'agence de publicité Peyrat et associés. Mais le groupe dirigé par MM. Jean-Pierre Banard et Christian Liagre a surtout des activités dans l'immobilier (Schwarz-Haumont), dans la distribution (Usines Center), dans l'hôtellerie et la restauration (chaîne d'hôtels Vidotel, restaurants Drouant).

Y.-M. L.

15 REPRESENTATIONS
ATHÉNÉE
GERTRUD
mise en scène BRUNO BOEGLIN
Un charme prepot
Un chef-d'œuvre
mar. 19 h. ven. 20 h. dim. 20 h 30
47 42 67 27. AGENCES : FNAC, CROUS, PLEYEL



TO BE OR NOT TO BE? THAT IS THE QUESTION.

Etre, Merlin Gerin et Télémécanique,
ensemble un grand groupe français
à l'échelle mondiale.

Etre, Merlin Gerin et Télémécanique,
ensemble capables de rivaliser avec nos
grands concurrents étrangers.

Etre, Merlin Gerin et Télémécanique,
ensemble pour amplifier et accélérer notre
développement international.

Etre, Merlin Gerin et Télémécanique,
ensemble pour négocier en position de force
de nouvelles alliances sur tous les continents.

Etre, Merlin Gerin et Télémécanique,
ensemble mieux armés pour gagner les grandes
compétitions de demain.

To be, ensemble, or not to be...
That is the question.

SCHNEIDER

Offre Publique d'Alliance Merlin Gerin Télémécanique

Une note d'information (visé COB n° 8851 du 12/2/88) est venue gratuitement à la disposition du public auprès des banques Paribas, Banque de Gestion Privée-SIB et Société Générale.

مقتدا من الاميل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans dimanche-matin. Signification des symboles : **R** : Signal radio-télévision ; **F** : Film à écran ; **O** : On peut voir à la télévision ; **M** : Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 1^{er} mars

TF 1

20.40 Football : Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe (match aller) : Rouméli-Olympique de Marseille, en direct de Lescar (Haute-Garonne). 22.35 Variétés : Johnny se donne à Bercy. Le dernier spectacle de Johnny Hallyday, enregistré en septembre 1987 à Bercy. 0.15 Journal. 0.25 La Soirée. 0.30 Magazine : Minuit sports.

A 2

20.35 Mardi cinéma : VEXHUSSE. Film français de Claude Miller (1985). Avec Charlotte Gainsbourg, Bernadette Lafont, Jean-Claude Brilly, Rocco Sisto. 22.15 Les jeux de Mardi cinéma. Présentés par Fabrice. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2.

FR 3

20.30 La dernière séance : 1^{er} film : Quentin Durward. Film américain de Richard Thorpe (1925). Avec Robert Taylor, Kay Kendall, Robert Morley, George Cole. 22.20 Dessins animés. Tom et Jerry : Ten Avery. 22.35 Journal. 23.00 7^{ème} film : Les Sacrifiés. Film américain de John Ford et Robert Montgomery (1945). Avec Robert Montgomery, John Wayne, Donna Reed, Jack Holt, Ward Bond (v.a.).

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Delta force. Film américain de Menahem Golan (1985). Avec Chuck Norris, Les Marvin, Martin Balsam. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : Le Mica. Film français de Jean-Pierre Mocky (1987). Avec Michel Serrault, Jean-Pierre Baudouin, Jean Béraud, François Berling, Jean-François Stévenin, Jean-Pierre Baudouin, Jean Béraud, François Berling, Jean-François Stévenin. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2.

LA 5

20.30 Cinéma : Atlantic City. Film américain de Louis Malle (1979). Avec Burt Lancaster, Susan Sarandon, Kate Reid, Michel Piccoli. 22.20 Série : Spenser. Gai pour cet. 23.10 Série : Mission impossible (rediff.). 0.45 Série : Kojak (rediff.). 1.00 Série : La grande valise (rediff.). 2.10 Les Grands (rediff.). 3.00 Arts de scène. Messe modale, d'Alain ; Salut printemps. Noël des enfants qui n'ont plus de maison, de Debussy.

M 6

20.00 Série : Les routes du paradis. 20.50 Cinéma : Serpente. Film américain de Sidney Lumet (1975). Avec Al Pacino, John Randolph, Jack Ketchum, Barbara Eden-Yong. 23.05 Série : Hawaii police d'Etat. 23.55 Six minutes d'informations. 0.05 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. 0.50 Série : Maitres et valets (rediff.). 1.40 Magazine : Nouveautés des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel méditerranéen. Dossier : Les intoxications alimentaires. 21.30 A.T.D.-Quart-monde fête ses trente ans. 22.40 Nuits magiques. Signatures (1^{re} partie). 0.05 Du jazz au toulousain. Avec Marcelin Feyer. 0.50 Musique : Code. Le mail art.

FRANCE-MUSIQUE

20.15 Intégrale des quatuors de Beethoven (4). Quatuor à cordes n° 2 en sol majeur, op. 18, n° 2 ; Quatuor à cordes n° 6 en mi mineur, op. 59, n° 2 ; Quatuor à cordes n° 15 en la mineur, op. 132, par le Quatuor de Cleveland (Donald Weilerstein, violon ; Peter Salaff, violon ; James Dunham, alto ; Paul Katz, violoncelle). 22.30 Bédécarrat. Diner Vari, piano : Sonate pour piano n° 3 en ut majeur, op. 2, n° 3, de Beethoven ; Préludes pour piano, de Chopin. 0.00 Club d'archères.

Mercredi 2 mars

TF 1

13.45 Football : Dallas. 14.30 Club Dorval. OLJoc. Les Minipuces. Goldorak. Capitaine Flam. Riquien. Match : On pense à toi. Le top junior. Jacky-Sau. Les goûters d'anniversaire. Le jeu Léo. Holmes et Yoyo. 16.40 Variétés : Jacky-Sau. Avec Vaya con Dios, Vanessa Paradis, Images, Charlie makes the cook et un clip de Jean-Jacques Goldman. 17.10 Série : Des agents très spéciaux. 18.05 Série : Agence news. 18.55 Météo. 19.00 Football : Stade de France. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.55 Trépas de Tao-e-Tao. 20.00 Journal et météo. 20.35 Triple vert et tirage du Loto. 20.45 Variétés : Sacré soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Jean-Claude Brilly, Christian Moris, Jean-Paul Belmondo, Jean Béraud, François Berling, Nino Ferrer, Nino Ferrer, Bonnie Tyler. A cause des garçons. A-Ha. 22.40 Magazine : Dessins. De Frédéric Mittraux et Patrick Jenty. L'empireur Hirohito. 23.40 Football : Coupe d'Europe des clubs champions. Bordeaux-PSV Eindhoven (match aller). 23.50 Série : Professeurs de la nuit. 0.15 Journal. 0.30 Le Soir. 1.25 Magazine : Minuit sports. Spécial coupe d'Europe.

A 2

13.45 Football : Jeanne d'Arc. 14.30 Série A2 : La mode magique de Chanel. 15.00 Série A2 : Cobra. Les mystérieuses chûtes d'or. Jean et Fricot. Les Comanches. La comédie de Noël A2 : C'est chonette. Galaxy singers. 17.20 Série : Au fil des jours. Le vieux (4^{ème} partie). 17.50 Flash d'informations. 17.55 Série : Magazine. La production du roi. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrick Laiffant. 19.05 INC. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Mayan. Kik ou double. 20.00 Journal. 20.20 Météo. 20.25 Football. En direct de Bordeaux, quart de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. Bordeaux-PSV Eindhoven (match aller). 22.50 Série : Professeurs de la nuit. D'Armand Jammot. 23.40 Football : Coupe d'Europe des clubs champions : Orthès-Hertogenbosch.

FR 3

13.30 Magazine : La vie à plein dents. Présenté par Eddy K. 7. 14.00 Magazine : Une pêche d'été. Le magazine des 15-25 ans. 14.30 Série : Yoo. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Jeu : On va gagner. Présenté par Vincent Perrot et Cécile Leclerc. Invités : Edie Moron, Julie Péri, Loop de Loop, Muriel Danc, Alain Thomas. Flash. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Football : La dynamique des Farangs. Un dîner de famille (2^{ème} partie). 17.30 Jeu : Accusé pour l'aventure. 17.35 Dessins animés : David le gosse. 18.00 Magazine : Astronomie. Le magazine de l'homme d'Anne Ray et Jacques Deguy, présenté par Patrick Dussan. 18.30 Football : Une nuit sur le terrain. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.30 Jeux olympiques de Calgary. 19.55 Dessins animés : Il était une fois la vie. Réparation et transformations. 20.05 Jeu : La classe. P. 20.30 Théâtre : Les Temps difficiles. Pièce d'Edmond Rostand, mise en scène de Pierre Dux, avec Guy Tréjan, Jean-Pierre Cauti, Judith Magre, Denise Grey, Christiane Minzotti. 22.45 Journal. 23.05 Magazine : Océaniques. Cycle Glenn Gould (suite). Sonate en ut mineur pour piano et piano de Bach ; Fantaisie opus 47 de Schoenberg. 23.30 Magazine : Océaniques. Pièces, genres des Démoniaques. De Pierre-André Boutang, Pierre Dux et Jean-Denis Bouché. 0.00 Montages, montages. Semaine Barney Wilen, avec le Jimmy Gourley Quartet.

CANAL PLUS

14.00 Dessins animés : Victor. 14.15 Série : Rastabla. 15.05 Documentaire : Les alliances du sport. Record sur le lac Salé. 15.30 Téléfilm : Opération Jule. De Bob Mahoney, avec Colin Blakely, Michael Carter, Arthur Kelly. L'inspecteur Dick les déclare la guerre au LSD. 17.35 Série : Météo.

Audience TV du 29 février 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 22 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %)	TE1	A2	FR3	CANAL 4	LA 5	M 6
18 h 22	46,4	24,8	10,4	10,4	10,4	10,4	10,4
19 h 45	55,2	24,9	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7
20 h 18	67,4	24,3	20,4	20,4	20,4	20,4	20,4
20 h 55	72,5	24,3	6,6	6,6	6,6	6,6	6,6
22 h 08	63,0	25,4	10,4	10,4	10,4	10,4	10,4
22 h 44	35,9	21,0	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 1^{er} mars à 0 h TU et le dimanche 6 mars à 24 h TU.

Le flux du nord qui pose a sonné ce temps froid et neigeux va céder la place à un régime plus doux de sud-ouest.

Une circulation d'est s'établira en fin de semaine. Elle apportera un temps gris et plus frais sur la moitié nord et une aggravation pluvieuse sur la moitié sud.

Mercredi : le soleil gagne du terrain.

La matinée s'annonce encore très nuageuse sur la majeure partie du territoire.

Des chutes de neige se produiront du Nord et de la haute Normandie à l'Ile-de-France, à l'Alsace et à Rhodé-Alpes et à proximité des Pyrénées.

Quelques giboulées se déclencheront de la Bretagne et du Cotentin au Poitou-Charentes et en Limousin, mais elles seront rares et éphémères.

Les régions méditerranéennes, plus favorisées, connaîtront une matinée ensoleillée, bien que ventée. Seule la Corse fera exception, avec un temps gris et pluvieux.

L'après-midi amènera le retour du soleil sur une grande partie du pays. Nuages et éclaircies se partageront le ciel : les nuages l'emporteront de la Champagne à l'Alsace, à la Franche-Comté et aux Alpes du Nord, où quelques averses de neige risquent encore de se produire. Partout ailleurs, ils céderont la place à de belles éclaircies.

Les températures minimales seront comprises entre 0 degré et 2 degrés sur les régions atlantiques, 3 et 5 degrés en Méditerranée, 0 et -3 degrés partout ailleurs.

Les températures maximales varieront généralement entre 4 et 8 degrés, pour atteindre 8 à 13 degrés du Sud-Ouest au Sud-Est.

Le vent, encore assez fort de secteur nord le matin, se calmera dans l'après-midi.

Jeu : amillonnations et redoux.

Les brouillards, parfois givrants, seront fréquents et denses le matin. Leur dissipation sera lente dans la matinée, mais ensuite le soleil brillera généralement. Du coup, les températures de l'après-midi gagneront quelques degrés de plus par rapport à la veille.

Sur la Bretagne et les régions voisines de la Manche, les nuages persisteront, avec même une aggravation pluvieuse le soir sur la Bretagne et le Cotentin.

Températures minimales : nombreuses gelées de 0 à -4 degrés pouvant s'abaisser à -6 ou -7 sur les sols enneigés.

Températures maximales : en hausse de 2 degrés et s'approchant de 10 degrés sur la moitié ouest.

Un temps agréable persistera sur la

moitié est du pays. Par contre, sur les régions atlantiques et de la Bretagne à la Picardie, le ciel sera plus chargé avec quelques pluies intermittentes.

Températures minimales : encore des gelées dans la moitié est, faiblement positives ailleurs.

Températures maximales : toujours en hausse.

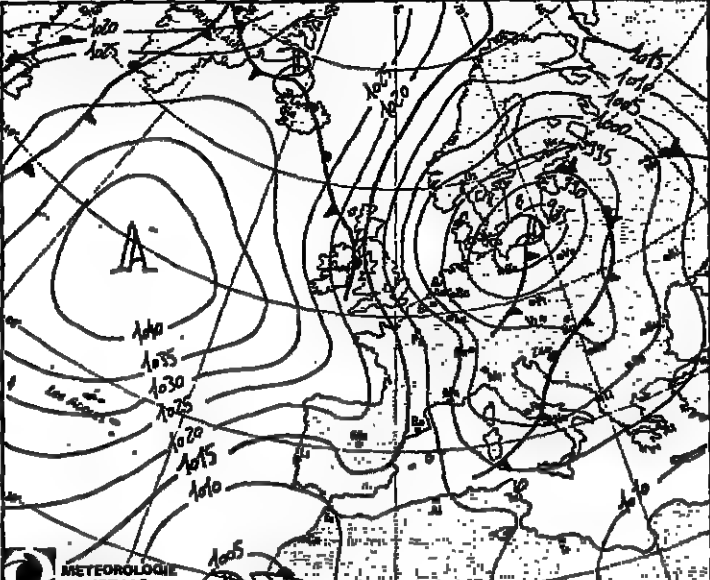
Samedi et dimanche : gris au Nord, pleins au Sud.

Le vent d'est va se renforcer, un temps gris et plus frais s'installera sur la moitié nord, quelques précipitations ne sont pas exclues.

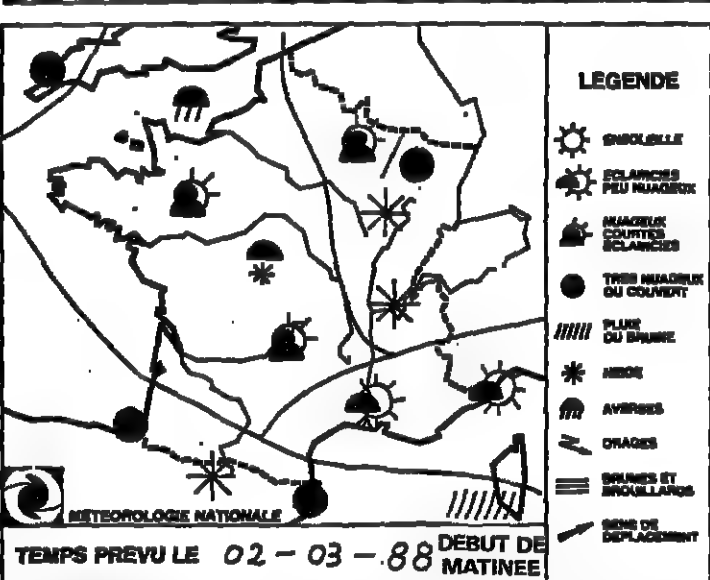
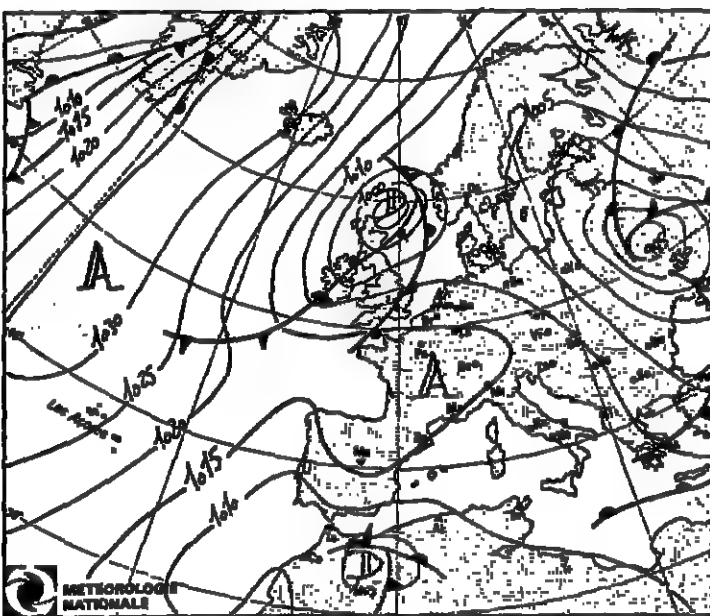
Sur les régions méditerranéennes, le temps sera modéré, avec des précipitations abondantes.

Les températures seront conformes aux normes saisonnières.

SITUATION LE 1^{er} MARS 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 3 MARS A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 29-2-1988 à 6 heures TU et le 1-3-1988 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LOIS ANGELES
12 1 D	6 0 C	19 14 A
13 1 D	6 2 N	12 2 A
14 1 A	20 21 A	12 2 A
15 1 A	20 21 A	12 2 A
16 1 A	20 21 A	12 2 A
17 1 A	20 21 A	12 2 A
18 1 A	20 21 A	12 2 A
19 1 A	20 21 A	12 2 A
20 1 A	20 21 A	12 2 A
21 1 A	20 21 A	12 2 A
22 1 A	20 21 A	12 2 A
23 1 A	20 21 A	12 2 A
24 1 A	20 21 A	12 2 A
25 1 A	20 21 A	12 2 A
26 1 A	20 21 A	12 2 A
27 1 A	20 21 A	12 2 A
28 1 A	20 21 A	12 2 A
29 1 A	20 21 A	12 2 A
30 1 A	20 21 A	12 2 A
31 1 A	20 21 A	12 2 A

COLLOQUE : « Les enjeux institutionnels et politiques de la présidentielle »

L'Association d'étude des réalités institutionnelles et politiques organisera deux journées d'études sur ce thème les 4 et 5 mars (de 14 h 30 à 18 h 30). Le 4 mars, les débats auront lieu à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris, et le 5 mars à LSC 18, 69 ter, rue de la Chapelle, 75018 Paris.

* AERIP, 19, rue Frédéric-Lemaître, 75020 Paris. Tél. : (1) 45-66-76-60.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

مقدمان الامتحان

Le Carnet du Monde

Décès

— Ellette Abitbol, Jean-Louis et Annie Abitbol et Raphaël. Toute sa famille. Et ses amis. ont la grande douleur de faire part du décès de

Georges ABITBOL, administrateur (s.r.l.) de la France d'outre-mer,

survenu le lundi 29 février 1988, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 2 mars, à 10 heures, au cimetière du Montparnasse.

La famille regrette de ne pouvoir recevoir.

1, rue de Chazelles, 75017 Paris.

— M^{me} Philippe Barral, son épouse, M^{me} et M^{me} André Paul Madignier, M^{me} Jacques Geroux, M^{me} et M^{me} P. Etienne Barral, Le docteur et M^{me} Maurice Boudet, Le docteur et M^{me} Hubert Barral, M^{me} et M^{me} Jean-Claude Berthoin, ses enfants.

Et ses seize petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Philippe BARRAL, ancien interne des hôpitaux de Lyon, chevalier de la Légion d'honneur,

né à Sainte-Foy-le-Lyon, survenu le 27 février 1988, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La messe de funérailles a eu lieu le mardi 1^{er} mars, à Lyon, en l'église Saint-François-de-Sales.

— Alain BLANCHET,

n'a plus trouvé la force de vivre et nous a quittés tragiquement le 24 février 1988, à l'âge de trente-six ans. Il a été inhumé dans l'intimité familiale, et un service religieux aura lieu le jeudi 3 mars, à 15 heures, au centre paroissial que Saint-Marc, avenue Malherbe, à Grenoble.

De la part de :

Aurélien et Violette Blanchet, ses parents, Anne et David Blode, Catherine Blanchet, Aline et Claude Brupier, Noëlle Blanchet et Yann Potton, Luc et Michèle Blanchet, Et Marc Blanchet, ses frères et sœurs, Nicolas et Martin Buy, Sarah et Vincent Blanchet, Julie et Jérôme Brunerie, Et Clara Potton, ses neveux et nièces, Béatrice Vibert, Pascal Grignon, Bérangère Dufour, Et François Fédorapfel, ses amis.

« J'ai l'assurance que ni la mort ni la vie... ni le présent ni l'avenir... rien ne pourra nous séparer de l'amour de Dieu, manifesté en Jésus-Christ notre Seigneur. » (Ro VIII, 38-39.)

Ni fleurs ni couronnes. Dons possibles à SOS-amitié, CCP 58 36 36 K Lyon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

41, avenue du Grand-Châtelet, 38100 Grenoble.

— M^{me} Maurice Capelus, Le docteur Francis Capelus et ses enfants, font part du décès de leur époux, père et grand-père.

M. Maurice CAPELUS,

survenu le 28 février 1988, à l'âge de soixante-cinq ans.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 3 mars.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

— Le Comité professionnel des galeries d'art.

Son conseil de direction

Et ses membres,

ont le regret d'annoncer le décès de leur président d'honneur,

M. GIMÉ CAPUTO, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, commandeur des arts et lettres, officier de l'ordre du Mérite culturel de la principauté de Monaco,

survenu le 27 février 1988, à Paris.

L'inhumation a lieu le mardi 1^{er} mars, à 15 h 15, au cimetière du Montparnasse, Paris-14^e, entrée principale.

Ni fleurs ni couronnes.

— M^{me} Nicole Maussan, M^{me} Ghislaine Tissot, Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Madeleine CHENOT, maître de conférences à l'ENSJF,

survenu le 24 février 1988, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 3 mars, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, Paris-7^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le directeur de l'Ecole normale supérieure,

Le personnel

Et les élèves,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Madeleine CHENOT, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de Sévres,

ancien professeur et sous-directrice honoraire de l'Ecole normale supérieure des jeunes filles.

Les obsèques auront lieu le jeudi 3 mars, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, et l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

— La présidente de l'Association des anciennes élèves de l'ENSJF (Sèvres) Et les anciens élèves,

ont la douleur de faire part du décès de leur présidente d'honneur,

Madame CHENOT, promotion 1923, Sévres.

— Le baron Fould-Springer, La famille tout entière,

Ses proches,

ont la douleur de faire part du décès, le samedi 27 février 1988, de la

baronne FOULD-SPRINGER, née Georgette Aftalion.

Selon sa volonté expresse, et après son inhumation, une messe sera célébrée à son intention le vendredi 4 mars, à Saint-Honoré d'Eylau, 64, avenue Raymond-Poincaré, à 10 h 30.

— M^{me} et M^{me} Daniel Frachon et leurs enfants,

M^{me} Christiane Elbeve et M^{me} Catherine Frachon, et leurs enfants,

Sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean FRACHON,

leur père, beau-père, grand-père,

survenu le 22 février 1988, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Ses funérailles ont été célébrées le 24 février en l'église de Vaugrain-Codagnan (Gard).

10, avenue Foch, 92420 Vaucresson.

— M^{me} et M^{me} Daniel Frachon et leurs enfants,

M^{me} Christiane Elbeve et M^{me} Catherine Frachon, et leurs enfants,

Sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean FRACHON,

leur père, beau-père, grand-père,

survenu le 22 février 1988, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Ses funérailles ont été célébrées le 24 février en l'église de Vaugrain-Codagnan (Gard).

10, avenue Foch, 92420 Vaucresson.

— M^{me} et M^{me} Daniel Frachon et leurs enfants,

M^{me} Christiane Elbeve et M^{me} Catherine Frachon, et leurs enfants,

Sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean FRACHON,

leur père, beau-père, grand-père,

survenu le 22 février 1988, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Ses funérailles ont été célébrées le 24 février en l'église de Vaugrain-Codagnan (Gard).

10, avenue Foch, 92420 Vaucresson.

— M^{me} et M^{me} Daniel Frachon et leurs enfants,

M^{me} Christiane Elbeve et M^{me} Catherine Frachon, et leurs enfants,

Sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean FRACHON,

leur père, beau-père, grand-père,

survenu le 22 février 1988, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Ses funérailles ont été célébrées le 24 février en l'église de Vaugrain-Codagnan (Gard).

10, avenue Foch, 92420 Vaucresson.

— M^{me} et M^{me} Daniel Frachon et leurs enfants,

M^{me} Christiane Elbeve et M^{me} Catherine Frachon, et leurs enfants,

Sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean FRACHON,

leur père, beau-père, grand-père,

survenu le 22 février 1988, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Ses funérailles ont été célébrées le 24 février en l'église de Vaugrain-Codagnan (Gard).

10, avenue Foch, 92420 Vaucresson.

— M^{me} et M^{me} Daniel Frachon et leurs enfants,

M^{me} Christiane Elbeve et M^{me} Catherine Frachon, et leurs enfants,

Sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean FRACHON,

leur père, beau-père, grand-père,

survenu le 22 février 1988, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Ses funérailles ont été célébrées le 24 février en l'église de Vaugrain-Codagnan (Gard).

10, avenue Foch, 92420 Vaucresson.

— M^{me} Lucien Grandin, Le docteur Michel Grandin, M^{me} et M^{me} Paul Fieschi-Vivet et leurs enfants, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien GRANDIN,

survenu le 20 février 1988,

et de sa mère,

M^{me} veuve Aimée MAES,

survenue le 23 février 1988.

Les obsèques ont eu lieu à Montpellier.

2, place Molère, 34000 Montpellier.

— M^{me} André Habourdin, Ses enfants, Petit-fils,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Simone HABOURDIN,

survenue le 26 février 1988.

L'inhumation aura lieu le mercredi 2 mars aux Joncherolles.

Rendez-vous au funérarium de Gonesse, à 15 h 30.

65, rue Albert-Drouhot, 95000 Gonesse.

— M^{me} Edouard Leclerc, son épouse,

M^{me} et M^{me} Pierre Drapier et leur famille,

M^{me} et M^{me} Michel Lemaître et leur famille,

M^{me} Georges David et sa famille,

M^{me} Micheline Juillien, sa belle-sœur,

font part du décès de

M. Edouard LECLERC, directeur honoraire de la Chambre de commerce et d'industrie de Boulogne-sur-Mer.

survenu à Boulogne-sur-Mer, le 24 février 1988, dans sa soixante-deuxième année.

Ses obsèques religieuses ont été célébrées le samedi 27 février, en l'église Saint-Nicolas, dans l'intimité familiale, suivie de l'inhumation au cimetière de l'Est, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Henri-Martin, 63200 Boulogne-sur-Mer.

— Monseigneur Jean Huard, évêque de Tournai,

Monseigneur Jean Vilas, évêque de Lille,

Le recteur

Et tous les membres de l'Université catholique de Lille,

Les familles Lefèvre, Dumont, Vanderborcht et Leblanc,

ont la peine de faire part du décès de

Père Charles LEFEVRE, professeur aux facultés catholiques de Lille, directeur du centre interdisciplinaire et du centre d'éthique médicale de l'Université catholique de Lille,

endormi dans la paix du Seigneur à l'âge de soixante ans.

Ses funérailles seront célébrées mercredi 2 mars 1988, à 10 heures, en la chapelle universitaire de la Catho, 60, boulevard Vauban, à Lille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Yvette Mestoudjian, M^{me} et M^{me} Jacques Mestoudjian et leurs enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Beaucoup-colonel honoraire Roger MAINGOUTAUD, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de l'Aéronautique,

survenu le 26 février 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 29 février, à 10 h 30, en l'église de Saint-Astier, où l'on s'est réuni.

Cet avis tient lieu de faire-part.

P.F. ECO Saint-Astier, 53-04-98-85.

— M^{me} Yvette Mestoudjian, M^{me} et M^{me} Jacques Mestoudjian et leurs enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Beaucoup-colonel honoraire Roger MAINGOUTAUD, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de l'Aéronautique,

survenu le 26 février 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 29 février, à 10 h 30, en l'église de Saint-Astier, où l'on s'est réuni.

Cet avis tient lieu de faire-part.

P.F. ECO Saint-Astier, 53-04-98-85.

— M^{me} Yvette Mestoudjian, M^{me} et M^{me} Jacques Mestoudjian et leurs enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Beaucoup-colonel honoraire Roger MAINGOUTAUD, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de l'Aéronautique,

survenu le 26 février 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 29 février, à 10 h 30, en l'église de Saint-Astier, où l'on s'est réuni.

Cet avis tient lieu de faire-part.

P.F. ECO Saint-Astier, 53-04-98-85.

— M^{me} Yvette Mestoudjian, M^{me} et M^{me} Jacques Mestoudjian et leurs enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Beaucoup-colonel honoraire Roger MAINGOUTAUD, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de l'Aéronautique,

survenu le 26 février 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 29 février, à 10 h 30, en l'église de Saint-Astier, où l'on s'est réuni.

Cet avis tient lieu de faire-part.

P.F. ECO Saint-Astier, 53-04-98-85.

— M^{me} Yvette Mestoudjian, M^{me} et M^{me} Jacques Mestoudjian et leurs enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Beaucoup-colonel honoraire Roger MAINGOUTAUD, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de l'Aéronautique,

survenu le 26 février 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

— M^{me} Yves Mettetal, née Hugnette Colomb Fraissinet, son épouse,

M^{me} et M^{me} Bernard Gattinger, René, Antoine et Claire,

ses enfants et petits-enfants,

M^{me} et M^{me} René Colomb Fraissinet, M^{me} et M^{me} Pierre Dumas,

leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} et M^{me} Gilbert Colomb Fraissinet, leurs enfants et petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Yves METTETAL, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 28 février 1988, à l'âge de soixante-cinq ans.

« Heureux ceux qui gardent ce qui est droit et font en tout temps ce qui est juste. » (Pr. XVI, 3.)

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 2 mars, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Association, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

L'inhumation se fera à Crest (Drôme).

Ni fleurs ni couronnes.

15, avenue de La Motte-Picquet, 75007 Paris.

17, rue de Sévres, 75006 Paris.

Remerciements

— Gilles et Phuong Charpy, et la famille Ambre,

très émus des nombreux témoignages d'affection et de sympathie lors du décès et des obsèques de

Pierre CHARPY,

vous remerciant du fond du cœur.

Anniversaires

— Ulys.

Le 2 mars 1988,

Philippe VALENCE,

et ses amis,

Nathalie et Pascal,

trouvent la mort sur la route.

De avaient dix-huit ans.

Communications diverses

— Les amis de Station Akshay passent qu'il est urgent de parler de paix, maintenant. Lors de cette réunion publique présidée par Elisabeth Badier, Henri Atlan, Alain Finkielkraut et Zeev Sternhell prendront la parole.

Mardi 2 mars à 20 h 30, Centre Social, 30, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris.

— Cercle Bernard-Lamare : « La conférence de Wannsee », par Rita Thalmann, professeur de civilisation des pays germaniques à Paris-VII, Jeudi 3 mars à 20 h 30, 18, rue Saint-C

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Expérimentation sur l'homme : la polémique

Mort ou vif

Le 23 février, lors du procès de Poitiers, le professeur Lassner, révéla avoir eu connaissance, quelques jours auparavant, d'une expérience réalisée sur un sujet en état de coma dépassé. Il aurait annoncé ensuite que le malade avait bien supporté l'expérience et était toujours en vie. Ces propos devaient entraîner dans la presse de très nombreuses réactions, variées et souvent contradictoires, de la part de personnes peu au fait des réalités médicales et juridiques concernant le « coma dépassé ». Les textes qui définissent en France jusqu'en 1968 les critères de décès étaient :

— la circulaire du 3 février 1948 qui précisait que le diagnostic précoce de la mort pouvait être établi, en dehors et en plus de l'examen direct, par deux méthodes d'exploration : l'antériorité et l'épreuve à la fluorescéine ;

— la circulaire du 19 septembre 1958, qui proposait une troisième méthode, dite « signe de l'éther ». Ces deux méthodes étaient basées sur l'arrêt du cœur et de la circulation sanguine. Or les moyens médicaux permettaient déjà la réanimation des arrêts circulatoires, et il était impératif d'établir de nouveaux critères de décès. En 1968, la circulaire Jeamouy vint définir, à partir de critères de « coma dépassé » (ou de « mort cérébrale »), les critères de « décès » chez les malades de réanimation. Il est important de noter que plusieurs électroencéphalogrammes plus ou moins longs à déclarer le sujet mort : l'analyse méthodique des circonstances du décès et l'examen clinique sont au moins aussi importants.

Les prélèvements d'organes n'ont ainsi jamais été effectués qu'à partir de donneurs vivants volontaires, ou d'autopsies cadavériques. Les critères actuels de décès, basés sur la

destruction du système nerveux central, sont plus exigeants que ceux qui n'exigeaient que l'arrêt circulaire et devaient, en dépit du débat actuel, rassurer ceux qui pensent que le don d'organe est une expression indispensable de la solidarité humaine.

La circulaire Jeamouy définit ainsi le « coma dépassé » : «...le constat de décès d'un sujet soumis à une réanimation prolongée sera éta-

blé après consultation de deux médecins [...] Ce constat sera basé sur l'existence de preuves de l'irréversibilité de lésions incompatibles avec la vie. Il s'appuiera notamment sur le caractère destructeur et irréversible des lésions du système nerveux central dans son ensemble. Cette affirmation sera spécialement fondée :

— sur l'analyse méthodique des circonstances dans lesquelles les accidents se sont produits ;

— sur le caractère entièrement artificiel de la respiration entretenue par le seul usage des respirateurs ;

— sur l'abolition totale de tout réflexe, l'hypotonie complète, la mydriase ;

— sur la disparition de tout signal électroencéphalographique (tracé nul sans réactivité possible)... pendant une durée jugée suffisante chez un patient n'ayant pas

été induit en hypothermie, et n'ayant reçu aucune drogue sédatrice.

L'irréversibilité des lésions ne peut être établie que par la concordance de ces divers signes cliniques et électroencéphalographiques ; l'absence d'un seul de ces signes ne permettant pas de déclarer le sujet mort.

Dans le cas de ce qui s'est passé à Amiens une première question doit être posée : « S'agissait-il vraiment d'un coma dépassé ? », c'est-à-dire : « Pascal Louette était-il vraiment mort ? ». Trop de déclarations contradictoires ont jeté la confusion dans les esprits, notamment s'il a été dit que le « coma dépassé » — c'est-à-dire le « mort » — était encore « en vie » après l'expérience. Un « coma dépassé » n'est, en effet, pas un état frontière entre la vie et la mort, mais bien la mort elle-même.

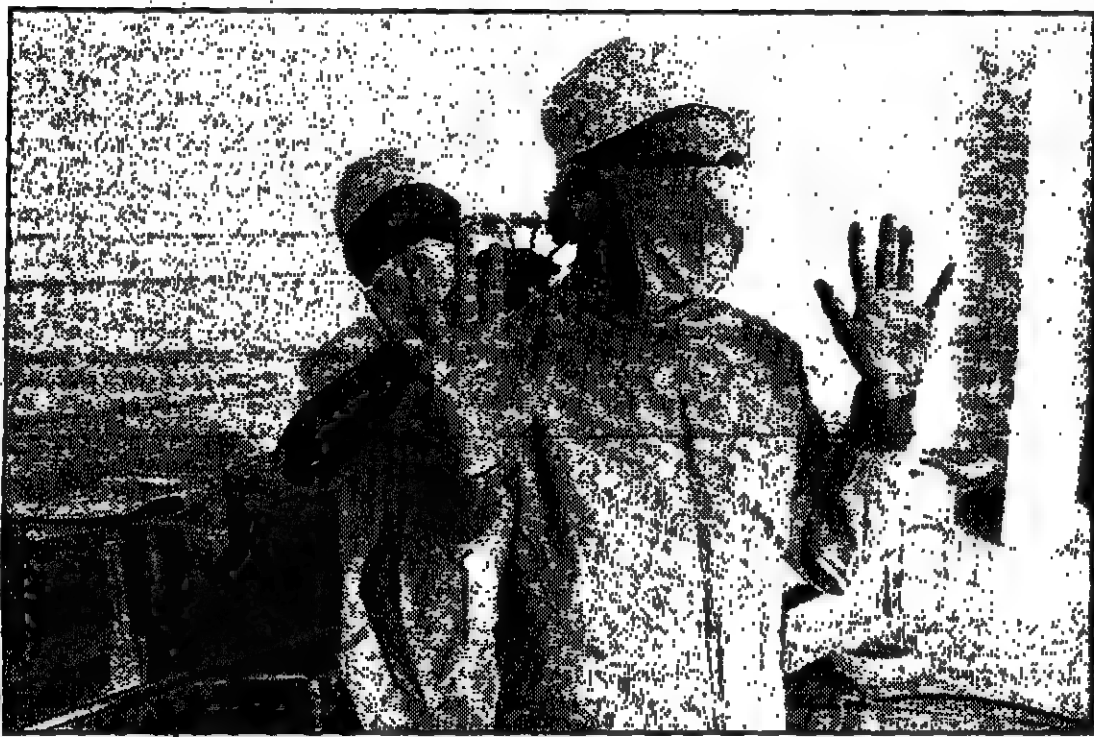
S'il n'était pas mort, il s'agissait alors d'un « coma prolongé », ou d'un « état végétatif chronique », et il était — en l'état actuel de la législation — un vivant à part entière, ayant droit, à ce titre, au respect dû

à tout être humain en vie. Dans ce cas la recherche clinique ou les essais thérapeutiques sont soumis à des règles de déontologie qui exigent, notamment, l'accord de la famille et celle d'un comité d'éthique.

S'il était mort, il ne s'agissait plus ni d'un « être fragilisé », ni d'un « malade », ni d'un « être humain sans défense », mais bien d'un cadavre, et, quelles que soient les circonstances de l'expérience qui fut réalisée, on peut se demander si elle fut plus dommageable que ne le sont les autopsies à visée scientifique ou à fins de prélèvements, ou les dissections de cadavres. On peut cependant se poser le problème du consentement de la famille, voire celui du consensus de la communauté scientifique.

D. FRANÇOIS BLIN,
chef du service de réanimation au centre hospitalier de Gonesse.

P. ANDRÉ NEIMMA,
chef du service de médecine interne à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches.



Le cobaye n'a pas parlé

Le protoxyde d'azote peut-il être responsable de la mort d'un sujet anesthésié ? La question posée ici peut apparaître incongrue, que l'on consulte un livre classique d'anesthésie ou qu'on la pose à un médecin anesthésiste expérimenté. Pourquoi alors la poser ? A l'évidence, cette question est liée à l'affaire des médecins de Poitiers, qui remonte en cette affaire à une pratique médicale classique et qui d'autre part secoue l'opinion publique et divise le monde médical. Elle correspond aussi à des enjeux spécifiques pour chacun des protagonistes de l'affaire. En effet, peut-on prouver que le protoxyde d'azote est responsable de la mort d'un malade, ce qui accablait la thèse de l'homicide et donnerait un fondement à l'hypothèse du sabotage ? Le protoxyde d'azote administré en

excès conduit-il à une symptomatologie clinique suffisamment évocatrice d'un danger imminent pour la vie du malade ? Une réponse négative atténuerait singulièrement la responsabilité du médecin qui a administré et surveillé l'anesthésie du patient (dans le cas de l'affaire, le chef du département d'anesthésie).

A la première question, il est aisé de répondre que le protoxyde d'azote est un gaz anesthésique, non toxique, très volatil (1), ne modifiant pratiquement pas la fonction de transport de l'oxygène par l'hémoglobine ; si la concentration du protoxyde d'azote inhalé augmente trop considérablement, la place laissée à l'oxygène se réduit et la consommation d'oxygène de l'organisme deviendrait insuffisante.

Une expérience inutile

Il est en tout autrement si l'on se place dans une situation d'urgence technique : une inversion de circuits des gaz (comme cela a été évoqué dans l'affaire présente) conduira à l'administration de protoxyde d'azote pur en lieu et place de l'oxygène. Le protoxyde d'azote n'est pas un gaz respiratoire et l'organisme ne

trouve plus d'oxygène dans les gaz inhalés. Le sang s'appauvrit en oxygène, noie et l'asphyxie est inévitable. Lorsque le taux d'oxygène commence à chuter dangereusement, des signes cliniques apparaissent rapidement et progressent.

On peut alors répondre à la seconde question. Des signes cliniques sont accessibles à l'observation : il y a changement de coloration de la peau (2), un ralentissement de la fréquence cardiaque, une diminution de la pression artérielle jusqu'à l'arrêt du cœur.

Ces événements sont bien établis et reconnus par tous. Dans ces conditions, il faut poser la question : pourquoi faire appel à une expérimentation humaine pour reconnaître les effets physiologiques du protoxyde d'azote administré en excès ? Elle est absolument inutile, nos connaissances étant suffisantes en la matière. Mais il y a plus grave : on ne peut raisonnablement tirer le moindre parti des réactions physiologiques décrites chez un homme en coma dépassé. Chacun sait que les réponses végétatives — pouls, pression artérielle, etc. — mettent en jeu le système nerveux central. Les réponses circulatoires sont étroitement liées à l'intégrité des centres nerveux encéphaliques ; chez l'homme en coma dépassé, ces centres ne sont plus fonctionnels et ont perdu leur rôle régulateur.

P. J.-J. POCIDALO,
directeur de recherches INSERM (hôpital Claude-Bernard) et vice-président du Conseil scientifique de l'INSERM.
(Lire la suite page 22.)

(1) La volatilité du protoxyde d'azote est telle qu'il s'échappe rapidement du sang, de telle sorte qu'il est difficile de prouver quoi que ce soit sur le plan médico-légal. On comprend alors l'embarras des experts toxicologiques.

(2) Si la cyanose n'est pas celle des grands asphyxiés, le teint grisâtre du malade est hautement évocateur d'une anomalie de l'hématose. De toute manière, les signes cardio-vasculaires sont tellement nets que l'anomalie de la situation est cliniquement incontestable.

L'ORDRE DÉSAPROUVE

LES informations selon lesquelles a été pratiquée une expérimentation sur un malade en état de coma dépassé, en vue d'apporter un éclaircissement dans une affaire judiciaire, ont suscité l'émotion du corps médical et la désapprobation du Conseil national de l'ordre.

Celui-ci a toujours réproché les essais qui ne respectent pas un certain nombre de règles au premier rang desquelles se situe l'accord des personnes dûment et loyalement informées.

Les essais doivent se pratiquer avec l'homme et non pas sur l'homme. La loi de 1978 a autorisé le prélèvement d'organes sur des sujets en état de coma dépassé, c'est-à-dire morts, dont l'acte de décès est établi par des experts indépendants après qu'ils ont constaté un certain nombre de paramètres objectifs. Ces dispositions sont obligatoires. La mainmise des apparences de la vie sur un cadavre serait scandaleuse s'il n'avait pour but et justification la sauvegarde temporaire d'irrigation d'organes aux fins de transplantations.

Cette loi a permis la réalisation de « greffes » qui ont ouvert la voie à des progrès thérapeutiques inespérés, permettant de sauver des vies humaines jusqu'alors irrémédiablement compromises. Ces prélèvements d'organes sont radicalement différents d'une « expérimentation » clandestine, scientifiquement discutée, moralement inacceptable,

pratiquée sans l'avis du Conseil de l'ordre et du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie.

De pareils errements risquent d'altérer les relations de confiance établies entre les médecins et le public, et de freiner le mouvement de générosité et de solidarité qui s'établit actuellement en France permettant le développement, souhaitable pour la santé publique, des transplantations d'organes.

Les progrès révolutionnaires, comme ceux qui ont valu au professeur Jean Dausset le prix Nobel de médecine en 1980, ont été menés non seulement grâce à l'audace de leur chef de file, mais aussi parce que ses recherches s'appuyaient sur des projets scientifiquement indiscutables et moralement admissibles, ayant reçu l'approbation du Conseil national de l'ordre.

Il serait consternant de voir des recherches scientifiques aberrantes entraver et compromettre les avancées thérapeutiques découlant d'une saine recherche médicale.

Le Conseil de l'ordre ne saurait intervenir dans le déroulement d'une affaire judiciaire, mais il est de sa mission de rappeler les devoirs des médecins et les droits des malades en puissance que nous sommes tous.

D. LOUIS RENÉ,
président du Conseil national de l'ordre des médecins.

LE MAUVAIS MODÈLE

La prise de position du docteur Escoffier-Lambiotte dans le Monde du 25 février m'a paru la plus raisonnable — avec celle du sénateur Cellier — de toutes celles qui ont été exprimées. En effet, ou bien le sujet en coma dépassé n'est pas mort, et dans ce cas, même pour « aider une vie », aucune règle, aucune loi ne saurait permettre un prélèvement, ou bien il est mort, de cette « mort cérébrale » déjà décrite par Richet qui précède la « mort générale » ; et, en ce cas, administrer du protoxyde d'azote à dose létale (à condition que le décès ait été préalablement signé) ne relève pas d'une autorisation d'un comité d'éthique : cela revient au même que de débrancher un respirateur.

Mais où nos opinions divergent, c'est sur le fait que l'expérience d'Amiens ait un quelconque intérêt. D'abord, parce qu'au plan scientifique elle

ne semble pas avoir été conduite avec la rigueur nécessaire, et en tout état de cause elle n'est pas encore publiée. Ensuite, parce que le coma dépassé ne constitue pas un « bon modèle » : l'état hémodynamique y est plus qu'instable, les drogues vasoactives souvent nécessaires pour maintenir alors masquer l'effet cardio-vasculaire du protoxyde. La remplissage indispensable du sang et conduit à une anémie aiguë en quelques heures, ce qui ne permet plus de faire apparaître une cyanose.

Pour être au minimum interprétable, l'administration de protoxyde devrait être conduite jusqu'à son terme : l'arrêt cardiaque... Enfin et surtout, parce que le « bon modèle » existe, hélas ! que l'erreur de manipulation des débilités en fin d'anesthésie a été longtemps possible et que ce n'est qu'à partir de trois ans que les

« Quantiflex », sortes de garde-fous pour le niveau d'oxygène, ont été installés dans les salles d'opération.

M. le professeur Lassner n'avait donc pas besoin de faire appel à Amiens. Il aurait été plus judicieux de se faire ouvrir les dossiers des compagnies d'assurances pour savoir que les victimes sont bleues, bleues, bleues. Quand on n'est pas bleu, c'est que l'erreur est encore rattrapable, et en ce cas les gaz du sang — que le professeur Mériel n'a pas demandés que je sache — montrant encore une certaine tension d'oxygène.

Dans cette affaire, les anesthésistes de France se sentent tous plus ou moins « témoins experts » et éprouvent la nécessité de dire leur point de vue.

P. MARIE-THÉRÈSE COUSIN,
diplômée
d'anesthésie-réanimation
chirurgicale de l'hôpital Broussais.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1988 : 12, 13, 14 septembre
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1988.
- Documentation et dossier d'inscription : ESSEC-Admissions BP 105 95021 CERGY-PONTOISE Cedex — Tél. : (1) 30-38-38-00 ESSEC, Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat

هكذا من الاصل

Forêts : l'Europe, de feuilles en aiguilles

Cinq ans après le déclenchement par les Allemands de l'alerte générale au dépérissement, où en est la forêt européenne ?

EN Allemagne fédérale, les relevés effectués sur 7 800 placettes d'observation (soit environ 200 000 arbres échantillons) montrent que, pour la première fois depuis cinq ans, l'extension du phénomène marque un palier : 52,3 % des surfaces étaient atteintes en 1987 contre 53,7 % l'année précédente (51,3 % en 1985 ; 50,2 % en 1984 ; 34,4 % en 1983). Les dommages les plus graves ne concernent plus que 1,1 % des surfaces (1,6 % en 1986). Les dégâts de moyenne importance reculent de 17,3 % à 16,2 %.

La situation des pins et des sapins, qui donnait le plus d'inquiétude aux forestiers allemands, s'améliore depuis 1984. Les feuillus, en revanche, sont atteints à leur tour. En présentant le rapport annuel au Bundestag, le ministre fédéral de l'Agriculture, M. Kiechle, a souligné que ce répit était dû pour l'essentiel à de meilleures conditions climatiques.

En France, le réseau d'observation repose sur 1 636 placettes de 24 arbres chacune, soit près de 40 000 arbres. Comme en RFA, les forestiers français ont noté en 1987 une stabilisation de l'état des conifères et une aggravation de celui des feuillus.

En se fondant sur deux critères (perte de feuillage de plus de 25 % ou coloration anormale), les forestiers français ont observé une amélioration pour l'épicéa et le mélèze et une « légère aggravation » pour le pin sylvestre et le sapin. Toutefois, le sapin des Vosges, qui suscitait le plus

d'inquiétude, donne des signes de récupération.

Chez les feuillus, c'est le hêtre qui a le plus souffert en 1987 (l'état du chêne ne s'aggrave que dans les Pyrénées). Les pertes de feuillage concernent 8,2 % des arbres (3,2 % en 1986) et le jaunissement, 25,3 % (8,7 % en 1986). Cette dégradation du hêtre, sensible surtout dans le Jura, les Alpes et les Pyrénées, est attribuée pour l'essentiel aux gélées printanières et à une infestation de parasites comme le charançon sauteur (*orchestes fagi*) et le puceron laineux (*phylloxera fagi*).

A l'actuel réseau « bleu » du programme DEFORPA (dépérissement des forêts attribué à la pollution atmosphérique) va se substituer à partir de 1989 un réseau européen (530 placettes de 20 arbres). D'autre part, la direction de l'espace rural et des forêts (ministère de l'Agriculture) va créer un « département de santé des forêts » qui coordonnera un réseau chargé d'alerter en cas de dépérissement ou d'infestation subite. Ce réseau devrait être opérationnel au début de 1989.

En Grande-Bretagne, le premier réseau d'observation ne remonte qu'à 1984, et c'est seulement en 1987 que les feuillus ont été inclus dans l'observation. De sorte que les données recueillies ne permettent guère de situer l'évolution de la forêt. C'est pourquoi les forestiers britanniques ont créé un nouveau réseau conforme aux normes de la CEE, qui permettra dans un premier

temps de comparer l'état de la forêt d'un pays à l'autre. L'observation du réseau de 1984 fait apparaître une dégradation constante de trois résineux, l'épicéa Sitka, l'épicéa de Norvège et le pin d'Ecosse. Cette dégradation, à l'inverse de ce qui est observé sur le continent, s'est encore aggravée en 1987.

En Suisse le rapport Sana Silva 1987, fondé sur l'observation de 700 placettes (8 000 arbres) note que « l'état de santé des forêts suisses a encore empiré » par rapport à 1986. En un an, la proportion des arbres atteints est passée de 50 % à 56 %. Cette aggravation est due pour l'essentiel à l'état des feuillus qui ont enregistré une progression du mal de 12 %. Toutefois, comparée à l'aggravation enregistrée en 1986 (plus 7 % chez les feuillus, et plus 13 % chez les résineux), la détérioration de la forêt suisse marque un ralentissement. Si un tiers des arbres observés sont plus atteints qu'en 1987, un dixième « présente des signes de guérison », dus, semble-t-il, à de meilleures conditions climatiques.

Le dépérissement des forêts, à ses débuts, était très simple : on disait les arbres atteints par une pollution diffuse, couramment appelée « pluie acide ». Les choses ont commencé à se compliquer lorsqu'on a voulu identifier les polluants nocifs. Certains paraissent sur le dioxyde de soufre, bien connu mais justement rare dans les zones affectées... D'autres incriminent l'ozone et les phénomènes de photo-oxydation... D'autres encore, notamment en Allemagne, orientent leurs recherches vers le sol et son acidification... Certains ont parlé de virus, de champignons... et les forestiers, la plupart du temps, en revenaient aux rudesses du climat.

Faisceau d'hypothèses, faisceau d'incertitudes ! La mise en place, en France, du programme DEFORPA (Dépérissement des forêts attribué à la pollution atmosphérique) était censée dénouer cet écheveau. Mais les journées de travail organisées à Nancy du 24 au 26 février ont prouvé une fois de plus que les scientifiques, lorsqu'ils avancent dans leurs recherches, reculent dans leurs certitudes. Des constatations simples, d'abord. « Nous sommes incapables de produire une carte des dommages », avoue Guy Landmann, de l'INRA, de Nancy.

« Une vigueur plus grande »

Il se trouve en effet qu'il n'y a pas de corrélation, pour tous les arbres, entre l'altitude et le dépérissement. Pas plus qu'entre l'état du sol et la santé de l'arbre. La roche mère, par exemple, semble déterminante pour l'épicéa, mais pas pour le sapin. Dans les Vosges, l'épicéa jaunit sur les sols pauvres en calcium, par manque de magnésium. Dans le Jura, les Alpes et les Pyrénées, ce serait plutôt par manque de potasse. « On sait que le soufre fait disparaître le magnésium », ajoute Etienne Dambrine, également de l'INRA de Nancy. Mais on ne sait pas pourquoi. Et l'on ne connaît pas le rapport qu'il peut y avoir entre les secousses climatiques et la nutrition des arbres.

Aurait-on plus de certitudes grâce à l'étude de la photosynthèse et du métabolisme de l'arbre ? Non plus ! « On recherche l'enzyme-clé et la recette pour l'identifier », observe Olivier Queloz, du laboratoire du Phytotron de Gif-sur-Yvette (CNRS). Mais on ne peut pas étudier la totalité du métabolisme d'une plante. Je

ne connais pas de marqueur spécifique d'un stress ou d'une pollution. Je ne connais pas des programmes métaboliques, des blocs de réactions. » Son collègue forestier Pierre Bouvard se montre encore plus sceptique : « En matière d'enzymes, dit-il, on va encore à la pêche ! » Même le président du comité scientifique de DEFORPA, Pierre Joliot, professeur au Collège de France, grand spécialiste de la photosynthèse, doit l'avouer : « Je ne connais pas de programme de recherche plus complexe, avec autant de paramètres et d'inconnues... »

Est-ce à dire que les chercheurs, avec ce dépérissement « attribué » à la pollution atmosphérique, ont été lancés sur une fausse piste ? Certains, aujourd'hui, sont tentés de le penser. Mais la plupart admettent que, dans le doute, il faut continuer à défricher dans cette direction, qui a l'avantage de faire travailler ensemble des climatologues, des forestiers, des biochimistes, des pédoles, des physiologistes, etc.

Quelques points sont déjà acquis. Le directeur du programme DEFORPA, Maurice Bonneau (INRA Nancy), souligne qu'il faut par exemple distinguer le dépérissement par défoliation — ou perte d'aiguilles — dû à des facteurs climatiques, et le jaunissement, provoqué par des carences nutritives. On a observé aussi que, au-delà de 40 % de pertes d'aiguilles, l'arbre peut survivre mais ne grossit plus. Et l'on a en revanche démontré que, contrairement à ce que l'on pouvait craindre au début de l'alerte, la forêt vosgienne continue globalement à croître, et même à un rythme plus rapide qu'il y a un siècle. Après avoir étudié les cernes de croissance de sapins choisis parmi deux cents placettes des Vosges (soit un total de

120 000 cernes, retraçant la courbe d'accroissement de la forêt sur cent vingt ans), Michel Becker, de l'INRA de Nancy, a montré que la croissance des arbres n'a cessé de monter en puissance jusqu'à la fin des années 30 et que, hormis la période 1973-1983 (dont le point culminant correspond à la grande sécheresse de 1976), cette croissance « radiale » du sapin est de plus en plus marquée. Mieux même : « Les jeunes peuplements d'aujourd'hui ont une vigueur plus grande qu'autrefois », Michel Becker, pour expliquer ce regain de vitalité, a étudié les courbes de température et l'évolution du climat, ce qui l'a conduit à conclure que l'élévation générale de la température dans notre hémisphère — ne serait-ce que d'un degré — a pu favoriser la pousse des arbres. De même que l'augmentation constante du taux d'oxygène de carbone produit par la combustion a pu « nourrir » la forêt, grande consommatrice de CO₂.

Parmi les chemins qui restent à explorer pour expliquer le dépérissement, selon Maurice Bonneau, il y a notamment l'étude des transferts d'éléments chimiques entre l'arbre et son environnement. « Nous devons établir comment les arbres sont piégés, régénérés ou relâchés par cet ensemble complexe constitué par le sol, les micro-organismes (mycorhizes, notamment) et l'arbre. » Vaste programme ! Pour sa part, Pierre Joliot estime normal que la recherche, pour l'instant, piétine. « Il y a plusieurs types de dépérissements, et plusieurs causes associées à chaque dépérissement. Tout est dans les interactions. » Il a aussi une certitude, aujourd'hui : « Il n'y a pas de catastrophe à attendre pour notre forêt. » Mais il y a encore beaucoup à faire pour en connaître la vie intime.

ROGER CAMB.

Le malade utile

La recherche clinique, de plus en plus nécessaire, connaît un regain de vigueur. Même en France, où elle a été longtemps délaissée.

par PHILIPPE LAZAR (*)

LA recherche clinique fait actuellement l'objet d'une intense réflexion. On en parle en France, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) vient de lui consacrer son Colloque national d'animation de la recherche. A l'étranger, le Conseil des instituts européens de recherche médicale a mis ce thème à l'ordre du jour de sa prochaine réunion annuelle.

Comme tout ce qui semble aller de soi, il est difficile de définir de façon simple et précise ce type de recherche. Le plus sage est sans doute de ne pas trop s'écarter de l'étymologie, qui fait référence au lit du malade. Ainsi la recherche clinique peut-elle être considérée comme la partie de la recherche médicale qui se préoccupe directement de l'homme malade — ou de l'homme sain — et a pour ambition de parvenir aussi vite que possible à des résultats applicables au malade. Que ses visées soient préventives, diagnostiques ou curatives, elle trouve son inspiration et son aboutissement chez l'homme. Ainsi définie, la recherche clinique est évidemment au cœur de la recherche médicale et, dans une large mesure, la médecine.

Elle n'en est cependant pas la seule composante, ni même aujourd'hui la plus importante, quantitativement parlant. Dans les

instituts de recherche spécialisés comme, en France, l'INSERM, en Grande-Bretagne, le Medical Research Council, ou encore, aux États-Unis, les National Institutes of Health, la révolution biologique de ces trois dernières décennies a incontestablement déplacé le centre de gravité des préoccupations vers des recherches ne s'appuyant pas directement sur les malades, même lorsque leur finalité demeure la connaissance des processus pathologiques et l'amélioration de la santé de l'homme.

L'indispensable participation des cliniciens

Mais les difficultés ne s'arrêtent pas aux aspects quantitatifs. Qualitativement aussi, la recherche clinique a changé de visage. Il y a une trentaine d'années, la nécessité de dépasser le stade de la traditionnelle casuistique — l'étude minutieuse, analytique, des « cas », qui avait fait la gloire historique de la médecine française — avait conduit à une première pénétration de spécialistes venus d'ailleurs : épidémiologistes et statisticiens avaient été conviés à participer intimement aux interrogations formulées par les cliniciens. Depuis lors, les prodigieux progrès des connaissances de base en biologie moléculaire, en génétique ou en immunologie ont complètement

transformé l'abord de la pathologie et, bien entendu, en particulier, celui de la pathologie humaine.

L'enseignement médical a certes su s'adapter à ces bouleversements, mais il est clair que le corps médical ne peut désormais à lui seul faire face : une nouvelle vague de spécialistes s'est adjointe à la première cohorte, et nombre de médecins ont, de façon peut-être plus intense encore que naguère, le sentiment que l'exclusivité de la recherche clinique a désormais tendance à échapper irrémédiablement à ses acteurs naturels : les cliniciens. Certains s'en réjouissent, d'autres le vivent sans doute plus difficilement.

Au risque d'énoncer un truisme, il faut, à ce stade, réaffirmer qu'il n'est pas de véritable recherche clinique concevable sans la participation active, à part entière, de cliniciens. La déontologie médicale et l'éthique, fort heureusement, s'y opposeraient formellement, en tout état de cause. Cela dit, cliniciens et chercheurs ont, à l'évidence, aujourd'hui, tout intérêt à travailler ensemble. Les premiers, parce que les inévitables contraintes de temps que leur imposent leurs responsabilités médicales ne leur laissent matériellement pas le loisir, en règle générale, de se consacrer de façon aussi intense que les chercheurs professionnels au développement effectif d'une recherche spécifique. Les seconds, parce que les progrès effectués au cours des récentes années permettent enfin d'aborder la complexité intime des processus pathologiques avec des outils adaptés et que les terres nouvelles, désormais à leur portée, constituent, à l'évidence, un champ d'exploration particulièrement stimulant.

Comment les uns et les autres ne seraient-ils pas séduits par la force que peut leur conférer leur alliance ? Est-il besoin de prendre l'exemple le plus aigu et le plus récent, celui du SIDA, pour illustrer ce propos ? Initialement décelé par l'observation épidémiologique, surgissant avec la violence que l'on sait dans le champ clinique, le SIDA est un parfait révélateur de la puissance de l'outil biologique et de son efficacité pour commencer à démêler l'écheveau du processus pathologique. Mais le succès des étapes suivantes ne

repose-t-il pas, non moins clairement, sur une étroite collaboration entre les divers acteurs évoqués ?

Leur rapprochement ne peut être inconditionnel. Il est en particulier logique que les cliniciens fassent valoir que leurs obligations à l'égard de leurs malades sont actuellement trop lourdes et qu'ils demandent à déléguer une partie de leur temps pour pouvoir le consacrer à une véritable activité de recherche. Il est non moins normal qu'ils demandent à être aidés par des techniciens compétents ; à ce titre, la création récente d'un certain nombre de postes de techniciens d'études cliniques dans des centres hospitaliers constitue une décision qu'il convient de saluer comme une étape importante dans la constitution progressive d'un véritable tissu de recherche clinique. Ce tissu devrait pouvoir être étendu à toutes les catégories de praticiens qui le souhaitent, y compris ceux qui, exerçant leur activité en médecine libérale, n'en désirent pas moins contribuer directement au progrès des connaissances dans leur champ de compétence.

Une chance pour l'hôpital public

Il semble désormais largement admis que, sans avoir l'exclusivité de la recherche clinique, l'ensemble des hôpitaux publics pourraient prendre ou reprendre une place déterminante dans la matière. Les centres hospitalo-universitaires, du fait des responsabilités explicites confiées à leurs enseignants-praticiens-chercheurs, devraient, à l'évidence, avoir un rôle moteur dans cette appropriation collective d'une fonction sociale essentielle. Est-ce possible ?

Diverses conditions doivent être réunies pour que tel soit le cas. Il faut d'abord, bien sûr, qu'à tous les niveaux de responsabilité on ait une conscience aiguë de cette nécessité. Nul n'ignore, en particulier, la dimension économique des problèmes de santé et, notamment, le poids des dépenses hospitalières. Les tutelles financières et les organismes de protection sociale peuvent craindre que le développement de la recherche clinique constitue une nouvelle source d'inflation du coût de la maladie. Tel serait bien le cas, sans doute, si

les recherches aboutissaient à des innovations effectivement mises en œuvre à large échelle sans que l'on prenne la décision de supprimer, corrélativement, les anciennes procédures devenues obsolètes.

On voit bien comment éviter le piège : il faut, dans le même mouvement, créer les conditions effectives d'une diffusion des techniques ou des pratiques nouvelles justifiées et d'une évaluation à visée régressive de celles qui ont fait leur temps. Ce double mouvement est aujourd'hui amorcé : il faut certainement en stimuler l'intensité pour qu'il permette d'atteindre un véritable régime de croisière dans le renouvellement permanent des moyens opposés à la maladie et des soins apportés aux malades.

Le sentiment de l'importance croissante qu'il convient de donner à la recherche clinique ainsi redéfinie dans sa formulation, sa méthodologie, son insertion dans un processus continu de diffusion et d'évaluation conduit tout naturellement à s'interroger une fois encore sur ses finalités et sur ses justifications. S'agissant d'une recherche sur l'homme, elle est, à l'évidence, soumise à d'impérieuses règles d'éthique. Elle n'en constitue pas moins une aventure

contrôlée, sans cesse renouvelée, dès lors qu'elle conduit à effectuer des gestes nouveaux vis-à-vis de nouveaux malades.

C'est la grandeur de la médecine et c'est la vocation des médecins que d'oser, en permanence, essayer de faire mieux aujourd'hui qu'hier. Lorsqu'ils le font, en leur âme et conscience, dans le colloque singulier qu'ils nouent avec leur patient, ils sont dans la tradition historique de leur art : lorsqu'ils introduisent, en outre, dans leur comportement, la clairvoyance que confère une volonté d'analyse rationnelle des situations auxquelles ils sont confrontés, ils ajoutent à leur art les ressources de la science. Pour autant qu'ils le fassent sans perdre de vue l'intérêt direct et immédiat — les deux adjectifs clés de la définition donnée plus haut de la recherche clinique — du malade qui a recours à eux, il y a tout lieu de penser qu'ils lui apportent dès lors bien plus que s'ils se contentaient de tranquilles certitudes d'une pratique qu'ils auraient cessé de remettre en question. Ainsi mise en perspective, la recherche clinique constitue l'un des moyens les plus authentiques d'associer les exigences de l'efficacité médicale et celles de la morale individuelle et collective.

Le cobaye n'a pas parlé

(Suite de la page 21.)

On ne peut pas extrapoler les réactions de l'homme présentant un coma dépassé à un homme anesthésié. Les expériences pratiquées sur l'homme en coma dépassé sont peut-être éthiquement répréhensibles, mais ce qui est sûr c'est qu'elles sont parfaitement inutiles, et c'est bien en cela qu'elles sont condamnables.

Il est temps maintenant d'expliquer et de rassurer. Certains, dans le grand public, ne comprennent absolument pas la condamnation de l'expérimentation humaine utilisant un sujet en coma dépassé. En effet, dans le même temps, les médecins encouragent le prélèvement d'organes chez le même type de sujets ! Il faut rappeler que la définition de coma dépassé est précise et adaptée par l'ensemble de la communauté médicale internationale. Ce qui est éthique,

ment inadmissible, c'est de pratiquer des expériences inutiles sur l'homme en coma dépassé. A supposer que demain il s'en révèle d'utiles, le comité national d'éthique serait là pour donner un avis. Ce pourrait être par exemple l'administration de drogues améliorant la conservation des organes à greffer (4).

Mais de grâce, ne jetons plus le trouble dans des esprits qui ont heureusement compris que le don d'organes, grâce au consentement éclairé des familles, permet de sauver des vies humaines !

Science avec conscience reste toujours la base d'une morale médicale au bénéfice de l'homme.

Pr J.-J. POUDAL.

(3) Cf. article du docteur E. Escoffier-Lambotte, *Le Monde* du 25 février, p. 12.

Le Monde

sur minitel

OPA CONTRE OPA

Suez, Cerus, S.G.B., Schneider, Télémechanique...

Où en pensez-vous ?

36.15 TAPÉZ LEMONDE

Paléontologie : nos premières dents

Le plus vieux singe connu, mani comme l'homme, de trente-deux dents, vivait il y a 35,8 millions d'années en Oman.

QUATRE dents, dont la taille est comprise entre 2 et 4 millimètres. La « récolte » peut sembler dérisoire même si l'on y ajoute quelques dizaines d'autres dents encore plus petites et trois beaucoup plus grosses, de très nombreuses coquilles (des tests) de grandes foraminifères (invertébrés marins unicellulaires) dont le diamètre va de 4 à 25 millimètres. Pourtant les quatre dents, si humbles soient-elles, apportent une contribution très importante à l'histoire ancienne des primates (1), donc à la nôtre. Elles appartiennent, en effet, à trois groupes différents de primates — dont deux de singes à 32 dents — qui vivaient il y a 35,8 millions d'années dans ce qui est actuellement le sud-ouest du sultanat d'Oman.

Ces nouveaux primates sont les premiers à être découverts dans la péninsule arabique... et ceux à trente-deux dents sont les plus anciens dotés de cette denture connue à ce jour puisqu'ils devaient de quelques millions d'années leurs congénères mis au jour depuis 1961 dans le Fayoum égyptien.

Cette découverte est assez importante pour avoir fait l'objet, le 29 février, d'une communication à l'Académie des sciences présentée par un paléontologue, M. Herbert Thomas, sous-directeur au Collège de France. Au fil de l'évolution, les primates, en effet, ont vu le nombre de leurs dents diminuer, et la forme de celles-ci se modifier. Le *Purgatorius* (— 70 millions d'années), considéré comme le plus ancien primate connu, avait quarante-quatre dents. Les parapitèques (— 33 millions d'années) en avaient encore trente-six. La plupart des lémuriniens actuels, qui sont des primates assez primitifs, en ont trente-six. Au contraire, tous les singes actuels de l'ancien monde et les hommes (fossiles ou actuels) en ont trente-deux (les singes actuels du nouveau monde en ont trente-six). D'où l'importance du premier primate à n'avoir que trente-deux dents puisqu'il est très vraisemblablement proche de la souche commune aux singes de l'ancien monde et à l'homme.

Trois semaines en été

La découverte est la conséquence du travail de prospection et de cartographie dans le sultanat d'Oman d'une équipe du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), en particulier de M. Jack Roger, géologue-cartographe. En février 1987, M. Roger, qui a acquis un « regard paléontologique » par ses dix ans de collaboration avec M. Thomas, ramassa quelques débris osseux sur deux petits sites distants d'une centaine de kilomètres. Parmi ces débris figure une incisive massive, longue de 45 millimètres, ayant appartenu, sans discussion possible, à une bête de l'ordre des proboscidiens (dont font partie les éléphants). Cette dent présente des ressemblances morphologiques avec des dents découvertes au Fayoum, mais elle est plus archaïque que les dents « égyptiennes ».

Les fossiles du Fayoum, dans lequel les sédiments fluviaux se sont accumulés sur 300 mètres d'épaisseur, sont connus depuis 1879 et recherchés systématiquement chaque année depuis 1961 par le docteur Elwyn L. Simons (professeur actuellement à la Duke University de Caroline du Nord, États-Unis). L'empilement sédimentaire est coiffé d'une couche de basalte qui a été datée à 31 millions d'années. L'âge de la base des sédiments a été estimée — sans datation absolue possible — à 40 millions d'années.

Dans les sédiments du Fayoum ont été trouvés les restes fossiles de plusieurs primates : les parapitèques à 36 dents, mais aussi trois autres primates à 32 dents : tout en bas, les oligopitèques ; un peu plus haut, donc un peu plus récents, les propitèques ; et surtout les égyptopitèques, proches cousins des précédents, dans lesquels la plupart des spécialistes voient un ancêtre possible de la lignée humaine. A ceux-là s'est

ajouté, en 1987, un tout nouveau fossile : un primate assez primitif (puisque l'on a une certaine analogie avec les tarsiers actuels) mais contemporain des égyptopitèques.

Outre les primates, les sédiments du Fayoum contiennent de nombreux autres fossiles, des proboscidiens et des rongeurs notamment. Notons ici que les rongeurs sont très appréciés des paléontologues. Leur rythme d'évolution est sans doute 3 ou 4 fois plus rapide que celui des grands mammifères : les rongeurs peuvent donc dater assez finement, mais en datation relative, les couches fossilifères.

Revenons au sultanat d'Oman.

Très alléchés par la dent de proboscide, MM. Thomas et Roger ont organisé de toute urgence, grâce au docteur Mohammed bin Hussein Kassim, directeur général des mines et du pétrole, et des minéraux, grâce aussi à la fondation italienne Centro Studi di Ricerche Ligabue, une exploration paléontologique de trois semaines en juin et juillet 1987 — en plein été omanais... Ils se sont adjoint M. Servet Sen, un Français spé-

cialiste de paléontologie et de paléomagnétisme de l'université Paris-VI et dix géologues omanais.

Sur l'un des deux sites repérés par M. Roger, ils ont prélevé 200 kilos de sédiments, et 15 kilos sur l'autre. Après lavage, tamisage et tri de la totalité des sédiments prélevés — un travail long et minutieux effectué à Salalah un port de la côte sud du sultanat — quatre dents de primate, plusieurs dizaines de dents de rongeur et trois dents de proboscide ont été récupérées.

Les quatre dents d'Oman appartiennent à trois groupes de primates nouveaux, tous différents de ceux du Fayoum : un primate tarsiforme à 36 dents, et surtout un cousin de l'oligopitèque qui est un autre du propitèque ; ces deux derniers ayant 32 dents, rappelons-le.

En outre, M. Sen a fait, sur les deux sites, des mesures de paléomagnétisme (2) (impossibles à réaliser au Fayoum) : la mince couche fossilifère a été déposée indiscutablement pendant la brève anomalie magnétique numéro 13 que l'on a repérée un peu partout sur la Terre (dans les fonds océaniques en particulier).

(1) Les primates constituent un ordre de la classe des mammifères. Ils comprennent les hommes, les singes, les tarsiers, les lorés, les galagés et les lémuriniens actuels et fossiles. Les caractéristiques des primates sont notamment : un cerveau relativement gros ; l'implantation des deux yeux sur l'avant de la face (ce qui donne la vision stéréoscopique et donc la notion de relief) ; cinq doigts aux mains et aux pieds, la ponce opposable, des clavicles...

(2) Le champ magnétique terrestre s'inverse à des intervalles de temps irréguliers. Les roches volcaniques, dès que leur température est descendue au-dessous de 600 °C, s'aimantent en fonction des caractéristiques du champ magnétique de l'époque et conservent cette aimantation au cours des temps géologiques. La mesure de ce champ « rémanent » — fossilisé pourrions-nous dire — permet donc de retrouver la période à laquelle une roche volcanique a été émise : c'est la paléomagnétisme. Certains sédiments, dont ceux des sites paléontologiques d'Oman, ont les mêmes propriétés. En outre, les roches volcaniques sont datées par la méthode du potassium-argon.

(3) La péninsule arabique, longtemps sondée à l'Afrique, a commencé à s'en séparer vers 10 ou 8 millions d'années, lorsque la mer Rouge s'est ouverte. L'Afrique Arabie était entrée en collision avec l'Asie dix millions d'années plus tôt.

et qui est, par conséquent, bien datée : de 35,87 millions d'années à 35,29 millions d'années. Ce qui confirme les coquilles de foraminifères marins (dont sont dépourvus les sédiments fluviaux du Fayoum).

De plus, les rongeurs et les proboscidiens trouvés dans les deux sites d'Oman sont plus primitifs que ceux du Fayoum : ils sont donc plus anciens que leurs congénères d'Afrique.

De ces premières études, il ressort que les singes à 32 dents d'Oman sont plus vieux de trois ou quatre millions d'années que leurs « confrères » du Fayoum ; qu'ils sont les premiers, d'une part, à avoir été découverts hors d'Afrique (3), d'autre part, à pouvoir être datés avec précision. Enfin, les sites d'Oman permettent de mieux dater les fossiles du Fayoum, et l'âge de ceux trouvés dans la base de l'empilement sédimentaire d'Égypte doit être un peu rajouté : 35 ou 34 millions d'années au lieu des 40 millions données par simple estimation.

Les sites d'Oman renferment sans aucun doute beaucoup d'autres fossiles. A partir du 12 mars prochain, va avoir lieu, pendant trois semaines, avec les mêmes chercheurs français et omanais, une deuxième expédition, beaucoup plus importante que la première : cette fois, dix tonnes de sédiments seront prélevées sur chaque site, puis lavées et triées à Salalah.

Quels que soient les résultats de l'expédition de 1988, les paléontologues ne pourront sans doute pas encore répondre aux questions qu'ils se posent sur l'origine des singes fossiles à 32 dents. Ceux-ci sont sûrement issus d'ancêtres « prosimies », mais viennent-ils du groupe des lémuriformes, représentés actuellement par les lémuriniens de Madagascar ? Ou descendent-ils d'« autres tarsiformes » dont seuls font partie, de nos jours, les tarsiers d'Asie du Sud-Est ?

YVONNE RESEYROL

Les ions du civil

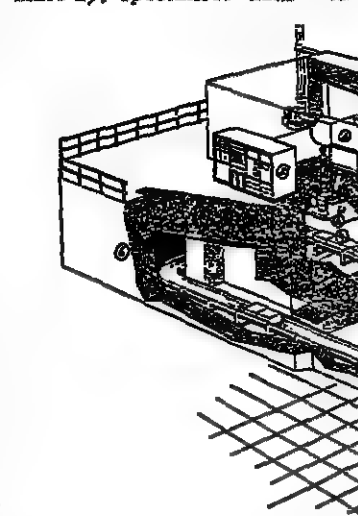
Les mille et une utilisations industrielles des radiations ionisantes.

A fortes doses, c'est bien connu, les radiations ionisantes tuent sans discernement. A doses plus faibles, via les installations de radiothérapie, elles peuvent guérir ou soulager les malades. Mais leur rôle, même s'il se banalise aujourd'hui, va croissant comme moyen de traiter des plastiques pour leur donner des propriétés originales (thermo-résistance, durcissement), de stériliser des produits pharmaceutiques ou médicaux, d'assainir des déchets ou d'allonger la durée de vie des produits frais en détruisant les micro-organismes qui les rendent rapidement impropres.

Si la plupart de ces applications sont — par ignorance peut-être — acceptées du public comme par exemple la stérilisation des seringues, des gants et des instruments chirurgicaux par rayonnements gamma ou faisceaux d'électrons, celles qui concernent la conservation des denrées alimentaires, et qui représentent sans doute le marché le plus prometteur, ne sont pas encore acceptées dans tous les pays. Pour du nucléaire et de ses maux trop naturellement associés aux radiations ionisantes ? Effet Tchernobyl ? Peut-être. Reste que tout est affaire d'éducation et que, au bout du compte, l'utilisation des radiations ionisantes, regroupées aujourd'hui sous le terme plus médiatique — et plus acceptable — d'ionisation, ira en s'amplifiant.

Des preuves ? Plus de deux cent trente autorisations concernant la conservation, la décontamination et la désinsection des produits agro-alimentaires ont déjà été délivrées par trente-trois

pays, affirme M. Théo Sadat, de la CGR Mev, filiale de General Electric. C'est ainsi que les Sud-Africains peuvent acheter des mangues, des papayes, des framboises et de l'ail traités par ces techniques. De même, les Néerlandais y font appel pour le poisson, les crevettes et les épices. Plus près de nous, une entreprise de la région de Vannes (Guyomarc'h), spécialisée dans « la

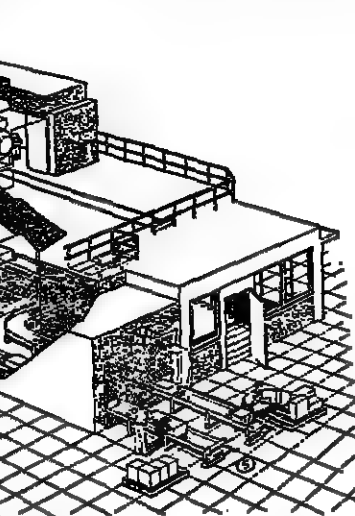


Unité de traitement par faisceaux d'électrons : 1. Accélérateur ; 2. Module de balayage ; 3. Convoyeur de colis ; 4. Poste de chargement et de déchargement ; 5. Mur en béton pour la protection biologique.

viande séparée mécaniquement », utilise depuis l'an dernier une installation d'ionisation (Cassitron) faisant appel à un accélérateur d'électrons.

Cette technique, l'une des trois disponibles pour ce type d'opération avec les machines à rayons gamma ou X, devrait se développer en dépit des coûts d'investis-

ment (25 à 30 millions de francs dont 40 % pour l'accélérateur lui-même) de ces installations. En 1985, plus de cent trente irradiateurs fonctionnaient dans quelque quarante et un pays ainsi que quatre cents machines à faisceaux d'électrons. C'est l'une des raisons de l'intérêt que la CGR Mev porte à ce dernier type de machine dont elle espère vendre annuellement une dizaine d'unités dès 1993. L'heure n'est pas encore à de tels chiffres. La CGR Mev n'a pour l'instant livré que deux machines : le Cassitron de Vannes et celle (CIRCE II), dont le laboratoire Caric vient de se doter



Unité de traitement par faisceaux d'électrons : 1. Accélérateur ; 2. Module de balayage ; 3. Convoyeur de colis ; 4. Poste de chargement et de déchargement ; 5. Mur en béton pour la protection biologique.

pour doubler sa capacité de traitement et remplacer progressivement la machine ancienne et moins puissante datant de 1966 (CIRCE I). Une troisième devrait être installée prochainement en Suède dans la société Scancaric en attendant la concrétisation de trois autres projets.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

SPÉCIAL HORIZON 1992 UNE EUROPE UNIVERSITAIRE

Campus consacre un numéro exceptionnel aux échanges universités-entreprises et interuniversitaires à travers les pays de la Communauté européenne. Il analyse les programmes COMETT et ERASMUS qui encouragent les échanges d'étudiants, d'enseignants et de professionnels. CAMPUS publie aussi un sondage exclusif réalisé auprès des jeunes de quinze à vingt-quatre ans dans sept pays de la Communauté, ainsi que l'opinion de nombreuses personnalités comme M. Monory ou M. Molemann ministres de l'éducation en France et en RFA.

Le Monde

CAMPUS

Supplément gratuit
Avec le Monde du mercredi 2 mars daté jeudi 3.

Demain

Fichier portatif pour les risques

Un camion ou une citerne contenant des matières dangereuses ne renversent sur la chaussée. Quels risques exacts représente cette substance pour l'environnement en cas de fuite du contenu, et comment réagir très vite ? Pour répondre rapidement à ces questions, un ancien ingénieur de sécurité à la société chimique Atochem, M. Gilbert Batella, d'istres (Bouches-du-Rhône), a conçu un fichier électronique transportable. Il possède en mémoire les mille « codes de danger » des mille substances toxiques répertoriées par l'ONU et utilisées dans trente-deux pays du monde. Il suffit de taper le code « danger » et matière à indiquer sur le véhicule accidenté (203 pour hydrocarbures, par exemple) pour que s'affichent toutes les précautions utiles.

* SARL Infobats, Cessan, Parc d'activités du Toulé, 13000 Istres. Tél. : 42-56-48-54.

Des fusées lancées de la mer

L'US Air Force étudie actuellement la possibilité d'utiliser une plate-forme de forage pétrolière en mer pour lancer les futures fusées géantes du programme ALS (Advanced Launch System), capables dans leur version finale de mettre 68 tonnes en orbite à la fin de l'actuelle décennie (1). L'armée de l'air américaine a en effet besoin d'un nouveau site de lancement pour ces fusées sur sa base de Vandenberg (Californie). Mais elle se heurte aux nombreuses réglementations fédérales et californiennes édictées pour la protection de l'environnement concernant la qualité de l'air, les matériaux dangereux, le bruit et son impact sur les plantes et les animaux.

L'utilisation d'une plate-forme off shore permettrait de contourner ces difficultés.

(1) Aviation Week du 1^{er} février.

مقالات من الامم المتحدة

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LES CABLES DE LYON premier câblé mondial (15 milliards de francs de chiffre d'affaires) se sont dotés, grâce à des investissements importants, des machines de câblage les plus modernes et développent des technologies nouvelles notamment dans le domaine des fibres optiques. La division des câbles sous-marins recherche pour l'usine de Calais :

Un jeune ingénieur chimie/physique **Chef de laboratoire**

Il prendra en charge la responsabilité d'un laboratoire particulièrement bien équipé dont il aura à animer, coordonner et gérer l'équipe d'une dizaine de techniciens. Sa mission consistera à superviser les travaux d'étude et d'expertise des matériaux et des produits et à assister la fabrication et le contrôle de qualité. Ce poste qui nécessite un esprit d'analyse développé, s'adresse à un candidat de fort potentiel, de formation ingénieur à orientation chimie/physique (ESCIPI ou équivalent). Débutant ou avec une première expérience, il aura des connaissances en matériaux (polymères et métaux) et en mécanique. Réf. A/4922M.

Un jeune ingénieur AM **Responsable des études câbles**

A la tête d'une petite équipe qu'il aura à animer, coordonner et gérer, il aura pour mission d'étudier et développer sur des équipements à l'échelle industrielle des nouveaux câbles sous-marins de télécommunications. Il prendra également en charge l'industrialisation des nouveaux produits, c'est à dire qu'en liaison avec les méthodes, il en assurera le transfert en fabrication. Ce poste s'adresse à un ingénieur débutant, de fort potentiel, diplômé des Arts et Métiers ou d'une école équivalente. Doté d'un bon esprit pratique, il possèdera des connaissances en automatique. Réf. A/4923M.

Ces postes qui nécessitent une bonne connaissance de l'anglais offrent d'intéressantes perspectives d'évolution. La rémunération sera fixée en fonction des compétences. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence choisie. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

15, Résidence Flaminio - 91170 CROIX - Tél. 26.72.51.25

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Notre spécialiste Réseaux

Schlumberger

Centre de Recherche/SMR

Le Centre de Recherche de Schlumberger Industries rassemble les équipes conduisant les programmes de recherche dans les domaines de la physique des capteurs, des systèmes d'information et de l'électronique. Pour renforcer nos activités de conseil aux Unités de Schlumberger Industries dans le domaine des réseaux, nous souhaitons intégrer un

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
ESE, ENST...

disposant d'une bonne expérience en communication de données.

Vous connaissez les liaisons asynchrones sous protocole (MODBUS, JBUS...) et les réseaux industriels (Ethernet...). Vous êtes en mesure de nous apporter vos connaissances et vos compétences en matière de normes de différents

bus, de réseaux locaux industriels (FIP, MAP...) et de téléphone (RNIS).

Interlocuteur des Unités de Schlumberger Industries pour leurs projets et leurs problèmes de réseaux, vous les conseillerez dans la conception et l'évolution de leurs systèmes. Vous pourrez, dans ce cadre, animer des expérimentations sur des réseaux particuliers.

Ces premières fonctions, qui impliquent de réelles qualités de contact et une bonne maîtrise de l'Anglais, sont appelées à évoluer vers de larges responsabilités opérationnelles. ■

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence E9, à la Direction du Personnel

SCHLUMBERGER Industries
Centre de Recherche / SMR
50, avenue Jean-Jaurès
92542 Montrouge Cedex

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT ELECTRONIQUE

GRUNDIG

Filiale d'un important groupe allemand, nous fabriquons des téléviseurs dans nos installations ultra-modernes situées à proximité d'une grande ville universitaire de l'est de la France. Nous créons un poste d'INGÉNIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.

Entouré d'une équipe de 12 personnes et en collaboration avec la maison-mère, il sera chargé d'adapter le produit allemand aux spécificités du marché français.

Il assurera également les relations avec les organismes d'habilitation et travaillera à la mise au point de nouveaux produits (lecteurs de cartes, sélecteurs de canaux et de programmes). Nous recherchons pour cette opportunité exceptionnelle un Ingénieur Electronicien confirmé pouvant faire valoir une première expérience réussie dans un laboratoire de recherche acquise chez un fabricant et pouvant justifier de connaissances en techniques digitales. La pratique de l'allemand est indispensable. Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. ID2 à :

PRISME
engineering ressources humaines

4, rue Poincaré,
67800 BISCHHEIM

MANAGEZ VOTRE CARRIERE

steria

Un des premiers Groupes d'Ingénierie Informatique en Europe, 1750 personnes, C.A. en forte progression, recherche :

Ingénieurs Informaticiens

De formation Grandes Ecoles, vous êtes débutant ou avez une première expérience.

Dynamique et plein d'élan, vous avez du « potentiel ».

Vous savez ce que veulent dire qualité et performance. Notre savoir-faire, nos outils, nos méthodes, vous permettront de débiter sur des projets importants liés aux Grands Comptes, où votre connaissance des systèmes de gestion de Bases de Données sera un atout supplémentaire.

La taille de notre groupe vous offrira de nombreuses possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence ZD1 à Léon LAGOUGE, 147, rue de Courcelles, 75017 PARIS, Minitel 36-14 taper STERIA.

steria
sélection

Des talents en génie logiciel ?

Schlumberger

Schlumberger vous propose des carrières d'envergure internationale. Voir plus loin notre annonce détaillée.

Société de travaux et maintenance industrielle
recherche

JEUNE INGÉNIEUR pour poste de CHARGÉ D'AFFAIRES

Tuyauterie et mécanique, responsabilité globale d'un secteur géographique (commerciale, technique, gestion des affaires et des hommes). Postes en région parisienne et Champagne.

Ecrire avec CV et prétentions sous n° 2444 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.



ODA
Filiale du Groupe HAVAS

Régisseur de la Publicité dans les annuaires de France Télécom

recherche pour sa Direction Commerciale (1 200 collaborateurs)

Deux Jeunes Ingénieurs Analystes MF

MISSION :

- analyse des besoins,
- formation et assistance aux utilisateurs,
- maquetage d'application,
- suivi et coordination des réalisations.

PROFIL :

- formation supérieure (Ingénieur Grande Ecole, ENSAE, ESME...),
- pouvant justifier d'une expérience de 2 ans minimum en informatique de gestion et/ou statistiques,
- pratique d'un LAG appréciée,
- fort potentiel relationnel, aptitudes pédagogiques.

Si vous êtes intéressés, merci de nous faire parvenir votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à Evelynne MALACHI - ODA - 136, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.

RANK XEROX

Division des Systèmes Bureautiques et Informatique

Ingénieurs vente systèmes

Provence-Côte d'Azur, Rhône-Alpes et Touraine

Vous êtes diplômé Grande Ecole et/ou professionnel de l'informatique passionné par les technologies de la bureautique. Vous aurez la responsabilité :

- de vendre des solutions bureautiques à travers nos stations de travail (monopostes/multipostes, réseaux locaux) et nos environnements de gestion de P.A.O. et d'I.A. auprès des grandes entreprises,
- de dynamiser une équipe de commerciaux en vue d'assurer un bon niveau de compétence et d'optimiser les relations commerciales.

Si vous êtes intéressés par un poste sur la région Provence-Côte d'Azur ou Rhône-Alpes, adressez votre candidature sous réf. D.G.52 à Marcel MARECHAL, RANK XEROX, 20, rue Garibaldi 69451 LYON CEDEX 06.

Pour la région Touraine, adressez votre dossier de candidature sous réf. SLM.52 à Stéphane ROUSSEL, RANK XEROX, DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, 93607 AULNAY SOUS BOIS CEDEX.



GERLAND
Routes

entreprise routière Française

**CENTRALE
MINES**

**A et M
INSA**

ETP

JEUNES DIPLOMÉS, les postes d'entrée que nous vous proposons ont tous comme caractéristique d'être rapidement évolutifs. Ils constituent une première étape dans le développement de votre carrière. Ils vous permettent de vous élever au plus haut niveau de notre groupe. Venez exercer et développer vos compétences sur un champ d'action où s'affirmera votre goût des responsabilités, la polyvalence et de la mobilité, dans une entreprise à forte formation et en développement.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) sous la réf. 518 M, à notre Conseil : A 2 M - Martine CORNILLET 361, rue Garibaldi, 69007 LYON - Tél. 78.88.20.95.

A2M

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNES INGENIEURS
ELECTRONICIENS A GRENoble

Chez H.P. France, la performance est un objectif de tous les instants. Nos résultats le prouvent : des gains significatifs de productivité, de qualité, de process, mais surtout une gestion très attentive de nos ressources humaines. A Grenoble, 1400 personnes de 35 nationalités différentes contribuent à assurer une responsabilité mondiale de développement, de fabrication et de marketing de matériels de hautes performances : nouveaux terminaux (gamme HP 700), nouveaux PC (gamme Vectra, compatibles XT, AT, à base 386) et nouveaux produits Réseau et Télécom.

Ingénieurs produit département manufacturing

UNE MISSION : optimiser le support en fabrication des produits existants, animer en liaison avec le laboratoire de R & D, l'introduction des nouveaux produits Réseau, Télécom, ou P.C.

UN RÔLE : améliorer de façon continue la qualité des produits existants et être l'interface entre le laboratoire et le manufacturing dans le développement des nouveaux produits et leur introduction en production.

UN STYLE : pragmatique, réaliste, vous démontrez un goût prononcé pour l'analyse et l'organisation.

Electronicien de formation (ENST, ESE, ESEO, ENSERG, ...), débutant ou bénéficiant d'une expérience d'un ou deux ans dans une industrie liée à l'électronique, vous cherchez un univers qui incite à se dépasser, une entreprise alliant rigueur, dynamisme et résultats.

Vous souhaitez nous rencontrer ?
Ecrivez à Hervé CATTA, sous référence GRE/AS/3/M, HEWLETT-PACKARD FRANCE, 5 avenue Raymond Chanas, 38520 EYBENS.

HP EN FRANCE
3300 PERSONNES
3 USINES
4,5 MILLIARDS DE C.A.
3 EXPORTATEURS
D'INFORMATIQUE

TOUJOURS AVEC VOUS

 **HEWLETT
PACKARD**
Des talents
en logiciel temps réel ?

Schlumberger

Schlumberger vous propose des
carrières d'envergure internationale.
Voir plus loin notre annonce détaillée.

Des talents
en systèmes VAX/VMS ?

Schlumberger

Schlumberger vous propose des
carrières d'envergure internationale.
Voir plus loin notre annonce détaillée.

LE BASSIN D'ESSAIS DES CARENES,
organisme de pointe dans le domaine de
l'hydrodynamique navale, recherche pour sa division
Navires de Commerce un

Jeune ingénieur
responsable de projet

Contrôle, Mines, Ponts, Sup. Aéro, ENSTA...
débutant ou première expérience

Intégré au sein d'une équipe de recherche et développement, il sera chargé plus particulièrement :

- de conduire l'étude, la réalisation et le développement d'un système de CAO et de le proposer à la clientèle civile (chantiers navals),
- de concevoir et de mettre en œuvre des moyens d'expérimentation et de mesures sophistiqués pour des essais réalisés en bassins et en tunnels hydrodynamiques.

Ce poste évoluera éventuellement à un ingénieur généraliste de haut niveau possédant une spécialisation et/ou une première expérience en hydrodynamique et mécanique des fluides, de bonnes connaissances en micro-informatique, maîtrisant l'anglais et désireux de progresser dans un environnement technique de pointe. Lieu de travail : Paris.

Ecrire sous réf. B A 924-BM
Discrétion absolue.

Membre de Syntec



11 rue d'Autzou 92319 Paris

PECHINEY



recherche pour sa filiale Comurhex
(usine de Malvesi, près de Narbonne)

INGENIEUR ELECTRICIEN
CONTROLE REGULATION

(Rattaché au Département Nucléaire, COMURHEX est spécialisé dans la conversion de l'uranium en métal et hexafluorure.)

• **Formation :** Grande Ecole, spécialisation électronique / électrotechnique.

• **Mission :** au sein du service technique, l'ingénieur sera chargé des études et de la supervision des équipes de travaux et de maintenance dans les domaines de l'électronique, de l'automatisme, de la régulation et de l'informatique de procédé.

• **Profil :** particulièrement motivé par l'optimisation de l'outil de production à travers la recherche et la mise en œuvre de progrès techniques et possédant un sens développé des relations humaines, de l'esprit d'équipe et de l'animation, le candidat devra avoir une 1^{ère} expérience de 2 ou 3 ans. Anglais indispensable.

L'importance du Groupe PECHINEY ouvre de larges perspectives de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV sous réf CX03 à PECHINEY, Direction des Cadres, Service Recrutement, 23 Rue Balzac 75008 PARIS.



Telemecanique

les solutions de progrès

13 000 personnes, CA 6,4 milliards de francs (consolidé) - Leader Européen des constituants pour Automatismes Industriels - recherche dans le cadre d'une activité de développement de produits électroniques à technologie multiple :

UN INGENIEUR APRES-VENTE

POUR LE DEVELOPPEMENT DES PRODUITS ET SERVICES D'ASSISTANCE AU RESEAU COMMERCIAL

VOTRE PROFIL :

Vous avez : un sens critique développé, une vision à terme des problèmes industriels, une conviction naturelle, un désir de travailler en groupe et de partager votre savoir et votre enthousiasme.

VOTRE MISSION :

- En liaison avec le Laboratoire d'Essais et le Bureau d'Etudes :
- définir les caractéristiques de maintenance des nouveaux produits électronique de puissance (principalement des variateurs de vitesse continus et alternatifs avec liaison série) en vue du diagnostic, du dépannage et de la réparation.
- De plus, en liaison avec la Direction de Produits :
- créer et développer la documentation de maintenance,
- définir les moyens de test et de diagnostic en après-vente,
- assurer et animer la formation sur des nouveaux produits, des équipes après-vente du réseau commercial.

Enfin :

- assurer les missions spécifiques d'intervention après-vente en clientèle.

Le poste est situé à 92506 RUEIL MALMAISON.

Adresser le dossier de candidature, lettre manuscrite, CV et références en faisant référence à l'annonce et au journal à Lucien RIBAUTE.

Direction du Personnel de la Division Industrielle N° 2
33, avenue de Chabou, 92506 RUEIL MALMAISON.

Grand Prix de l'Innovation



Telemecanique

GROUPE SYSECA

Dans le cadre de l'expansion de nos activités Génie logiciel
Télécommunications nous recherchons des

INGENIEURS
INFORMATIENS

+ 2 ANS D'EXPERIENCE

Une ou plusieurs des compétences suivantes seront appréciées :

- langages : PASCAL, C,
- systèmes : UNIX, VMS,
- microprocesseurs : 80800, 80X86.

Ces postes s'adressent à des candidats mobiles
et autonomes dans leur activité.

Ils sont à pourvoir dans le Sud-Ouest de la région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 330
315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD Cedex

SYSECA SELECTION

Société en forte expansion
recherche

1. DES CHARGÉS D'AFFAIRES

Débutants ou première expérience pour le suivi de ses clients.

Diplômés d'une grande école, vous êtes motivés par le secteur financier et la micro-informatique fait partie de vos compétences reconnues : vous souhaitez intervenir rapidement au plus haut niveau de la finance.

2. DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

Deux ans d'expérience sur Mini et Main Frame IBM sous VM et/ou MVS. Connaissances base de données relationnelles.

Vous participerez au démarrage d'un grand projet en informatique financière et vous vous verrez à terme confier des responsabilités au sein d'une équipe gros système.

Envoyer c.v., lettre manuscrite et prétentions sous n° 8 442
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Le challenge de la Direction commerciale France : gagner des parts du marché sur tous les créneaux de l'informatique, des petits aux très grands systèmes en passant par la bureautique et les télécommunications.

JEUNES
INFORMATIENS
BULL FERA DE VOUS
DES PROS SUR UNIX

Merci d'adresser votre dossier de candidature
sous référence 241 M à Françoise LE MEYER -
BULL RECRUTEMENT - Immeuble Cadre - 3, av
du Val-de-Fantaisy - 94133 Fontenay-Sous-
Bois Cedex.

Futurs Ingénieurs Technico-Commerciaux (BAC + 4
min) avec option informatique, aujourd'hui, vous avez le
souhait d'allier à votre sens du contact de réelles compétences
techniques.

Dès votre arrivée, vous serez formé sur UNIX puis
intégrerez une unité opérationnelle à Paris ou en
Province. En collaboration avec les Ingénieurs Commer-
ciaux, vous bâtirez des solutions performantes répon-
dant aux besoins de nos clients (élaboration du cahier
des charges, benchmarks, conseil aux utilisateurs...).




هنا من الامم

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DE L'ENTREPRISE A LA FORMATION

L'A.F.P.A., premier organisme de formation professionnelle met sa solide expérience et son potentiel de 10.000 personnes au service de l'économie...

afpa

Directeur Technique

Mécanique productique
et Maintenance Industrielle
Centre de Stains (93) - Réf. 1

10 ans d'expérience au sein de l'entreprise vous ont appris les réalités. Ingénieur diplômé, vous désirez élargir vos responsabilités en devenant manager de formation. Responsable d'une équipe de 40 formateurs, vous assurerez l'animation et la coordination d'un vaste complexe de mécanique productique et de maintenance industrielle. Au fait des évolutions techniques et socio-économiques des secteurs professionnels concernés, vous participerez à l'adaptation permanente des formations dispensées.

Electronique, Automatisme,
Informatique Industrielle

Ingénieurs Diplômés

2 postes à Evry (91) - Réf. 3
2 postes à Nantes (44) - Réf. 4

Vous disposez d'une expérience dans la conception et la réalisation de systèmes automatisés et vous suivrez les évolutions techniques de votre spécialité afin de dispenser un enseignement toujours actualisé.

Tous ces postes de formateurs supposent une expérience industrielle de 5 ans minimum, complétée par une formation pédagogique assurée par nos soins. Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions en indiquant la référence choisie à Nicole HENNETIER, AFPA Ile de France - 88, rue Robespierre - 93100 MONTREUIL.

Informatique Industrielle

Ingénieurs Diplômés Responsables de Projet

2 postes à Evry (91) - Réf. 2

Vous possédez une solide pratique dans la conception et la réalisation d'applications industrielles sur micro-ordinateur (DEC, BULL, SEMS, HP). Vous animerez nos stages de formation en bénéficiant d'importants moyens techniques.

Informatique de gestion

Responsables de Projet

2 postes à Evry (91) - Réf. 5

Ingénieur diplômé, responsable de projet en informatique de gestion ou de production, "homme de terrain", vous participerez à l'étude et à l'animation de nouvelles formations.

QUELLE

VENTE PAR CORRESPONDANCE

Grâce à de puissants moyens et à des technologies de pointe (environnement grand système, réseau de 450 terminaux, 5 imprimantes à laser, DMS/R) notre informatique contribue de façon importante au bon fonctionnement de notre entreprise.

Afin de faire face à l'évolution de notre site nous souhaiterions rencontrer :

UN CHEF DE PROJET

Ingénieur de formation, ayant acquis, en 5 ans minimum, une solide expérience de la conduite de projets et l'encadrement d'une équipe. Réf. QCP.

DEUX ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Une formation supérieure (DUT, MIAGE) et une expérience de 2 à 5 ans, vous permettant, sous la responsabilité d'un chef de projet, de participer à l'optimisation de nos applications actuelles, et de prendre en charge l'analyse détaillée et la réalisation de nos nouveaux développements. Réf. QAP.

Nous vous remercions de nous adresser votre dossier de candidature, avec prétentions, sous la référence du poste choisi à :

QUELLE S.A.

Direction du Personnel
B.P. 100

48403 FLEURY-LES-AUBRAIS.

CHEFS DE PROJETS INFORMATIQUE

Vous possédez une solide expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques. Vous souhaitez affirmer et développer vos compétences techniques, humaines et commerciales dans les domaines de la Télématique, des Télécommunications, de la Défense, de l'Industrie et de l'Espace.

Nous recherchons des ingénieurs de formation grande école ayant une bonne connaissance de l'informatique.

Venez collaborer à la réussite de nos projets et prendre des responsabilités au sein d'une entreprise en pleine expansion : 1 600 personnes, près de 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1987, une implantation nationale et internationale.

SESA -
Direction des
Ressources Humaines
30, Quai de Dion
Bouzon 92806
Puteaux Cedex
Réf. 68 LM

SESA

Le parfait simple.

La maîtrise d'un grand projet exige de réunir les meilleurs professionnels, conseils, experts, réalisateurs, chacun d'eux ayant la volonté et les moyens de réussir cette entreprise. Nous avons développé des technologies et un savoir-faire

exceptionnel dans le domaine des télécommunications, des réseaux télématiques et monétiques, des systèmes d'automatisation : analyse électronique, plaques de micro, systèmes de commandement pour les forces armées, l'aviation... Les succès que nous rencontrons dans le monde en témoignent.

Nous voulons vous faire partager notre conception du "Parfait Simple".

ARTIFACT

Importante société produits chimiques,
filiale d'un groupe international, recherche
pour son service de développement marketing un

Ingénieur Chimiste confirmé

Le candidat devra posséder une expérience, soit de laboratoire recherches ou applications, soit technico-commerciale dans un ou plusieurs des domaines suivants : chimie des tensio-actifs, adhésifs pour traitements de surfaces et lubrifiants.

Il sera basé à Paris et devra assurer des déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Ce poste, orienté au départ vers la définition technique d'une gamme de produits nouveaux, pourra évoluer ensuite vers une responsabilité technico-commerciale ; il est à pourvoir immédiatement. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo s/réf. 1764 à
PIERRE LICHOU - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS
qui transmettra.

UN TREMPLIN POUR VOTRE AVENIR !

Notre DIRECTION TECHNIQUE vous propose de rejoindre ses équipes en qualité d'
INGENIEURS SUPPORT TECHNIQUE

Vous valoriserez vos compétences acquises sur un environnement IBM/MVS en assurant sur nos propres calculateurs un support aux utilisateurs internes.

Ces postes s'adressent :
- soit à un **INGENIEUR CONFIRME** ayant une bonne maîtrise de MVS et de ses principaux sous-systèmes et/ou
- un de nos produits programmes (JCL - DMS - TMS...),
- soit à un **INGENIEUR DEBUTANT** connaissant MVS et l'assembleur à qui nous assurerons une formation complémentaire.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence PE/GG à
Patrick EVEN - SLIGOS - Direction du Personnel et des Ressources Humaines
Immeuble Ile de France - Cédex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE 9.

SLIGOS
Les Hommes de Tête

Développer les Matériaux Composites de Demain

Rhône-Alpes. Leader européen des fibres de renforcements (C.A. de 2,7 milliards de francs) pour matériaux composites, notre département, hautes technologies renforce ses structures pour faire face à l'accroissement de la demande (internationale notamment) en orientant la fonction

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Anticipant l'innovation de nos futurs marchés mondiaux, conseiller scientifique de nos forces de vente, vous proposerez notre savoir-faire pour de nouvelles applications, élaborerez les cahiers des charges, proposerez la création de nouveaux produits et en préparerez l'industrialisation. Ingénieur Grande Ecole, génie civil, mécanique, chimiste ou physicien, vous connaîtrez bien le monde des matériaux composites et leurs applications pour les avoir calculés et mis en œuvre, si possible ceux de types dit "avancés".

3 à 4 années d'expérience, acquise en milieu industriel, ont développé en vous, une des réalités économiques, goût de la négociation, créativité et méthode. Vous avez un esprit d'équipe et vous êtes prêt à "inventer", au sein d'un puissant groupe industriel, les matériaux composites de demain. Merci d'adresser C.V. et lettre manuscrite, sous référence SLY/286 M, à notre conseil Catherine BOYER, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

center 17, rue Louis Guérin
69626 VILLEURBANNE CEDEX

Ingénieur d'Affaires Instrumentation

Ingénieur d'Affaires Télécommunications

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Carrières Internationales pour Informaticiens Grandes Écoles

Schlumberger

■ Schlumberger souhaite renforcer les équipes de RECHERCHE/DÉVELOPPEMENT de plusieurs de ses Unités en France et aux USA, et recrute des Informaticiens Grandes Écoles (ESE, ENST, ENSIMAG...).

Les missions et les responsabilités techniques qui leur seront proposées dès leur intégration les amèneront à travailler en relation avec les équipes informatiques et les utilisateurs de nombreuses Unités en France, en Europe et aux USA.

Pour tous ces postes, une bonne maîtrise de l'anglais est donc nécessaire ainsi que des qualités de contact, de mobilité et un réel potentiel d'évolution au sein d'une entreprise d'envergure internationale.

Plusieurs postes sont proposés, préparant à des carrières au sein des Unités de Schlumberger en France et à l'étranger.

GÉNIE LOGICIEL

Projets de développement de logiciels d'acquisition de données et de calcul scientifique intégrant les techniques les plus récentes (intelligence artificielle, systèmes experts...).

MONTROUGE (92)

Intégré au Centre de Recherches de Schlumberger Industries, ce jeune ingénieur sera chargé d'élaborer, de proposer et de diffuser auprès de toutes les Unités les techniques

modernes de Génie Logiciel, visant à développer la productivité des logiciels.

Une bonne connaissance des nouveaux outils et des langages de programmation est indispensable (ADA, Smalltalk...). **Réf. A 1**

AUSTIN et HOUSTON (Texas)

Applications intéressant les activités d'une ou plusieurs Unités des Services pétroliers de Schlumberger. La connaissance de "C", ADA, LISP et des matériels VAX/VMS ou UNIX est nécessaire. **Réf. A 2**

LOGICIEL TEMPS RÉEL

Nombreux projets importants de développement d'applications temps réel d'acquisition et d'interprétation de données brutes pour les Services pétroliers.

MONTROUGE (92)

En position d'Adjoint au Responsable des applications Temps Réel du Centre de Recherche, cet ingénieur participera à l'industrialisation du prototype d'un projet pilote de système expert destiné à gérer les phases de forage sur les plateformes pétrolières.

Une expérience de 5 ans environ en méthodologie de développement d'applications temps réel dans un environnement MicroVAX/VMS + ELN et SUN/UNIX (langages ADA et LISP) est indispensable. **Réf. B 3**

MONTROUGE (92), CLAMART (92)

SAINT-ÉTIENNE (42), MELUN (77)

Développement d'applications temps réel de traitement et d'interprétation de données, contrôle de processus... Ces postes, diversifiés et formatifs, impliquent une connaissance préalable d'ADA. **Réf. B 4**

SYSTEME

Matériels VAX/VMS connectés à des réseaux locaux ou internationaux. Nous recherchons pour

MONTROUGE (92)

Le Responsable du Département Système et Réseau du Centre de Recherche de Schlumberger Industries. 5 ans d'expérience dans le même domaine, un très haut niveau technique et des qualités d'animation sont nécessaires pour ce poste, qui pourra déboucher sur d'importantes responsabilités internationales. **Réf. C 5**

Un jeune Ingénieur Système dont la première affectation au Centre de Recherche de Schlumberger Industries nécessite une expérience de 2 ans environ sur VAX/VMS. **Réf. C 6**

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant le ou les postes et la localisation qui vous intéressent, à

Schlumberger
Coordination Recrutement
50, avenue Jean-Jaurès - BP 620-05
92542 Montrouge Cedex



INGENIEUR AGRO-ALIMENTAIRE

TOUJOURS PLUS DE RECHERCHE AU SERVICE DE NOS PRODUITS

Une ligne de produits réputée (Mars, Milky-Way, M & M's...), une position de leader mondial, une ambiance et un cadre de travail agréables et une situation géographique privilégiée, stimulent dans tous les efforts, les 600 personnes de notre Unité de Haguenau (Bas-Rhin).

Au sein de la Division Recherche et Développement et dans le cadre de la création du Département Matières Premières, nous recherchons :

Il sera essentiellement chargé de faire passer le message «mettre des matières premières» auprès de nos fournisseurs français et européens, dans le souci de développer de véritables liens de partenariat.

Ce professionnel de l'agro-alimentaire privilégiera ce type de contacts qui le tiendront informé des nouveautés du marché intérieur et des dérivés, et lui permettront surtout de définir de nouvelles applications dans la composition de nos produits.

En étroite collaboration avec l'usine, le Service Achats et les autres départements de la Division R & D, il contribuera à l'optimisation aussi bien qualitative que quantitative de notre gamme de matières premières.

Fort d'une expérience d'au moins 3 ans en Recherche & Développement, il connaîtra et maîtrisera l'ensemble des techniques utilisées dans le milieu de l'industrie laitière.

Cette fonction s'adresse à un candidat alliant volonté d'innover et d'évoluer, esprit d'initiative, sens des responsabilités à de réelles facultés relationnelles. Saisir une opportunité dans les meilleures conditions : voici l'objectif de la Société MARS.

Pour y arriver, adhérez à la philosophie MARS et devenez un des nombreux «associés» à notre réussite.

Merci d'envoyer votre dossier complet sous référence JQ3 à MARS ALIMENTAIRE - Service du Personnel - BP 36 - 67501 HAGUENAU Cedex.

MARS aide à vous épanouir

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE RESEAUX. TEMPS REEL.

Ces secteurs vous intéressent et vous êtes ambitieux, dynamique et compétent.

Rejoignez une équipe performante qui connaît depuis 1978, un développement rapide et continu (850 collaborateurs) au sein de son activité.

Automatismes et Systèmes.

Nous recherchons deux chefs de projets expérimentés et plusieurs ingénieurs ou universitaires maîtrisant l'une des techniques suivantes :

- UNIX, C, 68000, 80XXX
- Microprocesseur : 8, 16, 32 bits, en franchise
- Informatique scientifique, FORTRAN, Temps Réel
- MS/DOS, VRTX, IBMX
- BULL SPS7, SPS9, Q 400
- VAX, MINIS TEMPS REEL
- SOLAR, MITRA

Adresser votre candidature à : IBSI Automatismes et Systèmes
10, rue des Acacias, BP 94, 92134 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX
ou contactez Georges PELTE. Tél. 46 44 29 29



AUTOMATISMES ET SYSTEMES

Mesurez-vous à l'univers de la high-tech

ISA RIBER, leader mondial en instrumentation scientifique et en équipements de recherche pour la micro-électronique recherche :

- Pour son service export :
- Pour ses services "Systèmes" et service après-vente

Responsable de secteur

Mission : Réaliser des objectifs de vente sur sa zone géographique en suivant et développant la clientèle.

Profil : Ingénieurs ou universitaires, formation électronique, physique, science des matériaux.

Particularités : Expérience de la vente export (1-2 ans), goût des voyages, sens de la communication et du travail en équipe, anglais, grande disponibilité. **Réf. RK 350**

Ingénieurs débutants

Mission : Après une période de formation, assurer l'installation et la maintenance de nos équipements auprès de notre clientèle.

Profil : Ce poste implique une grande ouverture à des techniques de pointe ainsi qu'une grande disponibilité pour les voyages et les contacts.

Particularités : Anglais courant, la connaissance de l'ultra-vidé serait un atout. **Réf. RK 360**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions), en précisant la référence à ISA RIBER - Service du Personnel - BP 231 92503 Reuil-Malmaison Cedex.



ISA RIBER
DIVISION INSTRUMENTS S.A.

LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS



met ses compétences au service de l'amélioration de la qualité, de la sécurité des produits et équipements dans des secteurs très divers de l'industrie, pour le marché national comme pour l'exportation.

Au sein du LNE, l'équipe chargée de réaliser des prestations d'adaptation technique des produits aux normes et spécifications des marchés étrangers est un des principaux membres du Réseau NOREX d'Aide Technologique aux Exportateurs.

Pour répondre à la demande croissante des entreprises dans ce domaine et en particulier pour aider les exportateurs français à préparer leurs matériels en vue de l'ouverture, dès 1993, du grand marché communautaire, le LNE recherche :

2 ingénieurs

Diplômés AM, ENSI ou équivalent...

Ayant une expérience polyvalente confirmée d'au moins 8 ans respectivement dans les domaines des matériels industriels et des produits de consommation.

1 assistant d'ingénieur

H/F

De formation ISTS, à profil technique.

Pour ces 3 postes, la lecture courante de l'anglais et de l'allemand est impérative, leur connaissance approfondie un atout supplémentaire. En plus d'une bonne aptitude à rédiger, ces postes impliquent une contribution directe à la promotion des prestations auprès des entreprises.

Adresser votre manuscrite, photo et CV, sous réf. NOREX 1/88 au Laboratoire National d'Essais Service du Personnel - 1, rue Gaston-Boissier, 75015 PARIS.

هنا من الامم

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIGITAL EQUIPMENT CORPORATION est le leader mondial dans le domaine des réseaux informatiques et de l'intégration des systèmes ; Digital contrôle plus de 600 installations et emploie 115.000 personnes dans 60 pays. Le Centre Européen de Développement Logiciel DIGITAL EQUIPMENT CORPORATION INTERNATIONAL (EUROPE) situé à Ferney-Voltaire - 10 minutes de Genève - est chargé de la conception et de la mise en place des applications dans les filiales européennes du groupe. Pour ce centre en pleine expansion, nous recherchons

Responsable de Groupe de Développement des Applications

Vous serez chargé du développement des systèmes et des techniques, en fonction des procédures et des budgets annuels établis. Ce poste implique la mise en œuvre, la gestion, le contrôle de la logistique et le support d'applications commerciales internes ainsi que leur coût et financement. Vous serez également responsable du recrutement, de l'intégration et de la formation de vos collaborateurs.

Vous avez acquis une solide expérience dans une SSII ou chez un constructeur. Vous connaissez bien le milieu informatique en France et la connaissance des produits DEC dans leur conception et leur fonction serait un avantage. Vous êtes familiarisé avec la technologie et la méthodologie les plus récentes dans le domaine logiciel. Vous possédez les capacités pour diriger, des projets importants, communiquer dans un environnement informel et performant, et le goût de la négociation. Cette fonction évolutive implique une parfaite maîtrise de l'anglais et des déplacements occasionnels en Europe.

Veuillez adresser votre lettre de candidature (C.V., + photo) sous réf. 7/088 à l'attention de notre Département du Personnel, Digital Equipment Corporation International (Europe), 13 chemin du Levant, F 01210 Ferney-Voltaire.

Digital : un choix de société

digital

Le groupe SETTON, spécialiste de l'électronique grand public et distributeur pour la France des marques, PIONEER - FUJITSU - RICOH - FUJI - IIT recherche

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

Dans le cadre de notre Département PIONEER VIDEO INTERACTIVE, nous recherchons un ingénieur d'affaires capable d'assurer la commercialisation de nos matériels professionnels.

Une expérience préalable, même brève, auprès des « grands comptes », dans un domaine similaire (informatique, micro...) sera fortement appréciée. La gamme à distribuer et à promouvoir comprendra, dans un premier temps, les lecteurs vidéo interactifs professionnels et les périphériques correspondants, ainsi que des stations d'archivage optique. La clientèle visée englobe toutes les entreprises et administrations confrontées aux problèmes de communication multi-média interactive (formation, promotion, ventes, archivage iconographique, gestion documentaire...) et d'archivage de données.

Jeune ingénieur de formation CENTRALE, SUPELEC, SUP TELECOM, le candidat retenu devra parler couramment anglais. Il sera amené à analyser les problèmes de ses clients et à y apporter une solution complète au travers d'une offre produit. Il devra, bien sûr, se sentir fortement attiré par la vente.

La rémunération (constituée d'un fixe et d'une partie variable) sera motivante. Le poste, basé à Bois-Colombes, nécessite des déplacements de courte durée.

Adresser C.V., lettre de motivation et prétentions à :

GROUPE SETTON

Groupe SETTON
Ressources Humaines
10, rue des Minimes - 92270 BOIS COLOMBES.

PIONEER



INGENIEURS SYSTEME-RESEAUX

possédant une expérience de 2 à 5 ans dans l'un des domaines suivants :

- IBM : MVS, VTAM, GTMOSI
- DIGITAL : VMS, DECNET

Le département Télécoms-Réseaux et Technologie vous propose de mettre en œuvre et d'optimiser les équipements des communications, de concevoir et de réaliser des moyens de transfert de fichiers, télécommunications, accès réseau, gestion de réseau.

Votre motivation pour la maîtrise des techniques de télécommunication, votre souci du résultat, votre attrait pour des projets d'envergure sont vos principaux atouts.

Adresser lettre, C.V. sous référence M/RSR à Dominique BIEUF - GIE - Direction Des Ressources Humaines - Tour Franklin - 92081 Paris-La Défense, Cedex 11.

GIE

DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION DES AGE, LA GIE FACE AUX NOUVELLES ORIENTATIONS STRATEGIQUES, ACCROIT ET DIVERSIFIE PAR LA DIFFUSION DE MICRO ET DE MINIS SON IMPORTANT RESEAU INFORMATIQUE (PLUSIEURS MILLIERS DE TERMINAUX 3270, GROS ORDINATEURS IBM).

L'INFORMATIQUE EN ACTION

INGENIEUR GRANDE ECOLE, VENEZ DIRIGER NOS ETUDES...

Nous sommes un groupe leader du service (10 000 personnes, 5 MAF de CA) situé à Paris et implanté massivement en France et à l'étranger.

Nos projets informatiques sont ambitieux et pour nous aider à développer notre schéma directeur, nous recherchons notre

RESPONSABLE DES ETUDES

Vous serez aidé dans vos missions par un service de 25 personnes de haut niveau technique. Votre management robuste mais diplomatique, saura tirer un parti intéressant de leur motivation et de leurs compétences.

A 30 ans environ, vous êtes diplômé d'une des plus grandes écoles d'ingénieurs et avez tenu des responsabilités de projets importants avec animation complète d'une équipe solide. On vous voit rigoureux et apte à négocier à tous les niveaux. Vous maîtrisez la « mini » décentralisée, si possible en environnement DIGITAL, et croyez au bien-fondé d'une méthode de conception (MERISE, ADAL...). Une fiche d'information sera envoyée aux candidats pré-sélectionnés.

Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité sous référence 601 M à notre Conseil.

SODERHU,
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.

Soderhu
MEMBRE DE SYSTEC

Responsable des moyens de production du projet ARIANE V

Spécialiste mondial des gaz industriels, nous offrons notre maîtrise technologique sur les marchés les plus porteurs : Industries alimentaires, santé, électronique, espace... Nous sommes implantés dans 57 pays industriels.

Une clientèle diversifiée, une présence internationale : notre Groupe offre de multiples opportunités de carrière à celui qui sait prouver sa compétence et sa performance.

Notre Direction des Techniques Avancées recrute pour son service spécial :

Ingénieur diplômé Arts et Métiers ou équivalent, bilingue en anglais, vous avez acquis une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans la mise en place d'un système productif ou la réalisation de grands ensembles mécano-acoustiques de haute précision. Vous définissez et supervisez la réalisation et la mise en place des outillages de fabrication des réservoirs métalliques et des outillages de pose de flexion. Vous assurez les relations avec les sous-traitants.

Ce poste est basé aux Mureaux - Région Parisienne. Merci d'adresser votre manuscrit, CV, photo et prétentions sous référence RM à l'AIR LIQUIDE D.R.U.P. 75, Quai d'Orsay 75003 Paris Cedex 07.

L'AIR LIQUIDE

TOUT UN UNIVERS COMMENCANT A L'ES

PROJET DE COOPERATION EUROPEEN

Une importante Société Aéronautique, bonifiée Sud Ouest recherche

INGENIEUR DEVELOPPEMENT NAVIGATION et RADIO-NAVIGATION

Chargé :
- de la définition et du suivi de développement et de la mise au point de systèmes navigation (navigation autonome, radio navigation)
- de l'étude en simulation sur ordinateurs
- des relations techniques avec les services officiels et équipementiers. Une formation ingénieur en aéronautique, automatique, informatique type SUP AERO, Centrale, ESE, ENAC et une expérience de 2 à 5 ans sur les systèmes de navigation, sont exigées. **RE H.D. 01**

INGENIEUR LOGICIEL

Responsable d'études et de développement d'outils logiciels, il interviendra dès la phase conception et lors des phases réalisation et validation. Le candidat est un ingénieur électronicien type ESE, ENSI avec une première expérience dans le domaine. La connaissance de l'ADA serait très appréciée. **RE H.D. 02**

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 36320, en précisant la réf. du poste choisi à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Betel Ingénierie

INGENIEURS GRANDES ECOLES

MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEIHT...

Débutants ou confirmés ayant acquis une première expérience, dans l'un des environnements suivants :
• DEC, MOTOROLA, INTEL, SUN, HP, SM 90
• UNIX, VMS, VRTX, PSOS, RMK.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

• Vous interviendrez dans les domaines suivants : systèmes militaires, contrôle processus, logiciels de base, automatisation, évolution assurée dans le cadre de notre expansion, salaire motivant, possibilité d'envisager une intégration rapide chez nos clients.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions, à BETEL INGENIERIE, 23 rue de la Paix, 75002 Paris sous référence B31.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Customer Service Manager

Groupe français leader mondial de l'énergie autonome, nous créons notre filiale spécialisée dans les systèmes d'alimentation sans coupure. Rattaché au Directeur Général, notre Customer Service Manager devra créer sa fonction et recruter une équipe qui assurera, dans une perspective de **qualité totale**, trois fonctions essentielles : garantir la qualité du service clients au travers de la gestion des commandes ; assurer le service après-vente ; former clients, vendeurs et techniciens d'intervention aux produits. Ingénieur électronicien, vous avez 5 à 7 ans d'expérience industrielle dans le domaine des onduleurs de petite, moyenne et forte puissance. Vous maîtrisez l'anglais et vous êtes motivé par l'animation d'une équipe, dans une entreprise en phase de démarrage sur un marché en expansion. Merci d'adresser votre candidature sous référence A.135.88/M à notre Conseil Critère - 12, rue Pergolèse 75116 Paris.



Ingénieurs d'affaires

France/export

Grenoble - Cette P.M.I. (200 personnes) a acquis, en 15 ans, une renommée mondiale dans le domaine des installations et équipements industriels de projection de peinture et de poudre par procédé électrostatique. Poursuivant son expansion (140 millions de francs de chiffre d'affaires en 1987, 280 en 1988), elle renforce ses structures et recherche deux ingénieurs d'affaires. Le premier, de tempérament commercial aura pour mission de détecter les besoins de la clientèle et d'initier les affaires. Le second conduira des projets complexes d'installations, du cahier des charges au solde de l'opération, et assurera les négociations techniques, financières et commerciales, l'animation, la coordination et le contrôle des travaux. Ces postes concernent des ingénieurs diplômés AM, INSA, INPG, ENL... âgés de 28 ans au moins, ayant exercé des fonctions identiques dans le domaine des biens d'équipements industriels. L'anglais courant est indispensable. La connaissance d'une autre langue constituerait un plus. Ecrire à J.C. GERARD en précisant la référence A/302681. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.99.90.63
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur consultant

Transmission données - Réseau communication



Strasbourg - Cette société d'économie mixte, qui est un des fers de lance du développement de la télématique en Alsace, étend ses prestations de service vers le conseil en réseaux et systèmes de communication d'entreprise. Pour mener le développement de cette activité, elle recherche un ingénieur ayant pour mission d'assister les organismes et entreprises dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie d'implémentation de systèmes de communication inter et intra-entreprises. Il proposera des solutions adaptées au plus juste en fonction des besoins et des contraintes techniques, financières, humaines et d'organisation. Il veillera à prendre des principes généraux et évoluera qui anticipent le devenir de l'entreprise et les avancées technologiques. Ce poste s'adresse à un ingénieur généraliste à dominante télécom, informatique, électronique. Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant, si possible, des connaissances en systèmes de transmission (ex.: Transpac, RNIS, réseau local, passerelles et conversion de protocoles...), tout en sachant que la réussite dans cette fonction repose autant sur les capacités d'écoute, de synthèse et de négociation que sur la culture technique. Le poste est basé à Strasbourg. Renseignements disponibles sur simple demande. Ecrire à G. LEHR en précisant les prétentions et la référence A/6536M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue du 11 Novembre - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



VALEO, spécialiste mondial de l'équipement automobile. Notre Branche ELECTRONIQUE ET ALLUMAGE investit massivement dans la rénovation des sites industriels et le renforcement de son Centre d'Etudes et de Recherche de Crétail. Dans ce contexte de développement, nous recherchons :

DEUX INGENIEURS ELECTRONICIENS E/T

Ils participeront à la création des équipements électroniques à micro-processeurs de la prochaine génération automobile. Ces projets, stratégiques pour notre Groupe, sont menés en relation avec les autres Branches et nos partenaires extérieurs : constructeurs, sous-traitants.

Environ 30 ans, vous avez une formation d'ingénieur Electronicien (Supélec, ENSEIRG, ENSEIHT...) ; une première expérience ou des stages en entreprise vous ont permis de mesurer l'enjeu des technologies. Passionnés d'automobile et d'innovation, vous souhaitez orienter votre carrière dans un secteur en forte expansion.

Dans notre Groupe, vous aurez des opportunités à la hauteur de vos ambitions.

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 4801 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une totale discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris



Groupe Expansion

Connectez informatique et journalisme dans un projet exceptionnel

Ingénieur réseau

Intégré à une équipe opérationnelle de journalistes et de spécialistes, vous participerez à la mise en place d'un système rédactionnel dans les journaux du groupe. Vous assurerez ensuite la responsabilité système et télécom des équipements implantés.

Ingénieur Grande Ecole, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience de réseaux locaux de micros de gestion et dans la connexion micros milles et micros grands systèmes. Connaissance environnement IBM ou DEC gestion des bases de données et protocoles de télécommunications indispensables. Intégrer notre groupe, c'est saisir l'opportunité d'acquies une expérience technique exceptionnelle dans le monde de l'information.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R. à Nicole Juhel, Groupe Expansion, 12 rue Béranger, 75139 Paris Cedex 03.



LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS (Ministère des Postes et Télécommunications)

à ISSY LES MOULINEAUX

recrute

un INGENIEUR (formation Grande Ecole ou Universitaire)

pour participer à la définition, au suivi de développement et à la recette de systèmes de commutation offrant les services du RNIS.

Une expérience en télécommunications et en informatique temps réel serait appréciée.

Adresser les candidatures avec C.V. détaillé, références, téléphone et prétentions à : Centre PARIS A - Division Centres et Logiciels de Commutation CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS 38-40, rue du Général Leclerc - 92131 ISSY LES MOULINEAUX.



350 personnes, 210 millions de Chiffre d'Affaires, 3 usines, leader national du béton cellulaire, nous sommes une société bien implantée dans le domaine des matériaux pour le bâtiment.

DEVELOPPER L'INFORMATIQUE DE NOTRE SOCIETE tel est le challenge que nous proposons à notre FUTUR RESPONSABLE INFORMATIQUE

- Ingénieur grande école, option informatique, vous avez acquis en une dizaine d'années une solide expérience en conduite de projet informatique tant en gestion, qu'en problèmes techniques plus complexes du type CAO/DAO.
- Vous maîtrisez des méthodologies et avez été amené à participer à la réalisation d'audits et de schémas directeurs.
- Vous avez par ailleurs un goût marqué pour la micro et possédez une bonne connaissance de l'IBM 36.
- Vous n'hésitez pas à participer à la réalisation en cas de nécessité.

Nous vous proposons de venir participer au développement de notre société en plein essor où votre rôle sera de tout premier plan.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. TRO/AS à notre Conseil Anna STAROSWIECKI - INFORAMA Carrières - 7 rue Pasquier - 75008 Paris.

LILLE - MARSEILLE - PARIS - PAU - TOULOUSE



la technique par les hommes

مركز العمل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.


CADAM®

UN CHALLENGE CHEZ UN LEADER !

Filiale française d'une société d'origine américaine implantée dans le monde entier, nous concevons et commercialisons une gamme complète de logiciels d'application et de solutions informatiques en CAO/CFAD.

Aujourd'hui N°1 sur notre marché (22000 postes de travail installés), nous renforçons notre présence commerciale en recherchant des :

Ingénieurs commerciaux confirmés

VOTRE PROFIL :

- Expérience réussie de la vente de solutions technologiques informatisées, si possible dans le domaine de la CAO,
- Diplôme d'études supérieures,
- Maîtrise de l'anglais,
- Sens du contact, goût des négociations à haut niveau, de bonnes capacités d'adaptation.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- Une large gamme de solutions portables sur mainframes, stations et micros,
- La notoriété et le support du N°1 dans son secteur d'activité,
- De réelles possibilités d'évolution,
- Une aide à la vente importante,
- Des conditions de travail intéressantes : rémunération, fixe, commissions (garanties dans les premiers mois), frais,
- Une formation en France et aux Etats-Unis. Une ambiance jeune et esprit d'équipe.

Motivé pour ces postes, adressez votre dossier (CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 52.1234 LM, à notre Conseil MERCURY URVAL 14bis, rue Dura, 75006 Paris.

Mercuri Urval
**COMITE
FORME**

工業技術研究者養成

fonction et recherche
en entreprise industrielle

LE COMITÉ FORME, pour sa quatrième année d'activité, propose aux jeunes ingénieurs et chercheurs salariés d'entreprises françaises : Six stages de longue durée au Japon, dans des entreprises ou des centres de recherche japonais.

PROFIL : Ingénieurs ou chercheurs salariés de haut niveau ayant une première expérience industrielle.

DOMAINE : Sciences et techniques appliquées à l'industrie.

DURÉE : 24 à 27 mois. - DÉPART : juin 1988 et novembre 1988.

CONTACTER : MARIE-AGNÈS BERG - COMITÉ FORME, 16, avenue Eugène, 75116 PARIS, Tél. : 47-27-21-57. Téléc. : 842-632.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ACTIVITÉS SPATIALES

recherche pour Outre-Mer un

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Diplômé d'une Grande Ecole II assurera, en qualité d'adjoint au Chef du Service Contrôle Commande des Ensembles de Lancement, la responsabilité des systèmes Fluides et Électriques et possèdera une expérience de Contrôle Process de Raffinerie ou Pétrochimie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 92312/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Établissement de la Défense Nationale situé en Région Parisienne recherche : Ingénieurs.

Ingénieur ou docteur 3^{ème} cycle, spécialité physique des milieux continus, pour conduite d'essais et réalisation des moyens de mesure adaptés.

Ingénieur ou docteur 3^{ème} cycle, spécialité aérodynamique et mesures physiques. Anglais indispensable.

Ingénieur généraliste, chargé au sein d'une équipe du suivi de projets et de la rédaction de spécifications techniques.

Les candidats devront être libérés des obligations militaires.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 4373 à PIERRE LICHAU - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

INGÉNIEURS

SECRE

Filiale d'un important Groupe Industriel CA 350 MF - 700 personnes dont 160 ingénieurs spécialisée dans l'étude et la construction de systèmes et matériels électroniques de haute technicité en Aéronautique, Télécom, Informatique recherche pour renforcer ses moyens d'études mécaniques, un

INGÉNIEUR B.E. MECANIQUE

Mission : Il sera chargé du choix, de la mise en place d'un système CAO/DAO. Il assistera et formera à l'utilisation de ce nouvel outil, une équipe de dessinateurs compétents et motivés par ce projet.

Profil : Une formation d'ingénieur mécanique de type ENSAM, ENSI... nous semble indispensable. Une expérience similaire serait très appréciée, chez un jeune ingénieur soucieux d'évolution. Son dynamisme trouvera à s'exprimer dans une entreprise qui avance, et son défi correspondra à notre souci d'excellence.

Adr. votre dossier de candidature (lettre man., CV + photo) s/réf. IBE à SECRE, 214 rue du Pbg St Martin 75463 PARIS Cedex 10.

SECRE

INGÉNIEURS D'APPLICATION

Nous vous proposons de devenir le CONSEILLER TECHNIQUE de vos clients.

Ingénieur généraliste, débutant ou première expérience, vous interviendrez auprès d'entreprises industrielles importantes et diverses.

Votre mission principale sera, en étroite collaboration avec les spécialistes commerciaux, de participer au développement de nos ventes : préconisations, études d'applications, organisation de la maintenance, etc.

Vos connaissances technologiques et mécaniques, votre goût des contacts et du challenge vous permettront de valoriser pleinement votre formation.

L'expérience de haut niveau que vous acquerez vous ouvrira d'importantes possibilités d'évolution polyvalente au sein d'un grand groupe pétrolier.

L'ANGLAIS COURANT ET LA MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE SONT NATURELLEMENT UN PLUS.

Prière d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 35252 à MOBIL OIL FRANÇAISE - Service Recrutement Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DÉFENSE Cedex 9.

GROUPE SYSECA
MESSAGERIES TEMPS REEL

INGÉNIEURS Grandes Ecoles

Le Groupe SYSECA, SSI spécialisée en informatique de pointe, est engagé dans la réalisation d'un important projet de messageries temps réel dans un environnement SPST.

A cet effet, nous constituons une équipe d'ingénieurs que nous vous proposons de rejoindre. Diplômé de Grande Ecole ou Université de niveau BAC + 5, vous justifiez d'une première expérience en informatique temps réel sur matériel SPST ou SM 90 et vous maîtrisez le Pascal.

Lieu de travail : banlieue Ouest Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 329, 315 Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD Cedex.

SYSECA SELECTION
Mobil
Mobil Avancez avec nous.

CHARGEURS S.A.
UTA

UTA est une Société de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports.

CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain.

CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Causse - Walon, Orléans, Delco, Laitiers de Picardie, P.J.T. Roussière, Paquet, Spontex.

Pour préparer le défi Européen de 1992, nous recherchons de jeunes

Ingénieurs grandes écoles

informatique

Important centre IBM, 700 terminaux - Analyste d'application, spécialiste systèmes ou micro, vous réaliserez des projets ambitieux dans les domaines du traitement des passagers et du fret, des opérations aériennes, de la gestion industrielle, de la PAO... (Réf. IN/LM)

télécom

vous participerez au développement des réseaux et services de télécommunications à l'échelle mondiale. (Vob. données, images). (Réf. TE/LM)

études économiques

votre connaissance de la recherche opérationnelle, des modèles mathématiques et de l'économie vous permettra de collaborer aux études sur le trafic, la flotte... (Réf. SA/LM)

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), en précisant la réf. du poste choisi, à UTA - Service du Recrutement - 60, rue Arago - 92806 PUTEAUX.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET STATISTIQUES

La Direction Financière de FRANCE TÉLÉCOM recherche pour son service "Prévisions Économiques" situé à Paris, deux

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

X, ECP, MINES, PONTS, ENST, ESE, HEC, ENSAE
**FRANCE
TÉLÉCOM**

ayant une première expérience dans le domaine des études statistiques.

Au sein d'une équipe et en relation avec les directions régionales vous aurez en charge la conception de modèles de prévisions et leurs applications dans le cadre de la politique de développement de FRANCE TÉLÉCOM sur de nouveaux marchés (vidéotex, radio-téléphone, nouveaux réseaux, ...).

Merci d'adresser votre dossier en précisant la référence 26506 à MEDIA SYSTEM 6-8, impasse des Deux-Cousins, 75017 PARIS qui transmettra.

RESPONSABLE D'EXPLOITATION



Groupe Foncier Habitat Pour faire face à l'important développement de notre activité, nous mettons en place un nouveau système de traitement informatique par matériel DIGITAL.

Sous l'autorité du Chef de service informatique, vous aurez la responsabilité de la mise en place et du bon fonctionnement des systèmes, réseaux, bureautique, parc micro. Vous lui apporterez également votre concours dans les relations avec les fournisseurs comme avec les services utilisateurs.

Vous avez une formation DUT ou MIAGE et une bonne connaissance de l'anglais. Vous avez acquis une expérience d'au moins 3 ans dans un environnement VAX/MICROVAX. Vous maîtrisez une SGBD (de préférence ORACLE).

Vous êtes rigoureux et d'esprit méthodique; vous avez le sens du contact.

Adressez-nous lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence "Recrutement AE".

GROUPE FONCIER HABITAT 157, rue des Blais B.P. 120 - 92225 BAGNEUX CEDEX

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

11 % DU C.A. INVESTIS EN R & D
RESULTAT : NOTRE TECHNOLOGIE VA
VOUS PASSIONNER

Hewlett-Packard, une priorité : le service.

Technologies de pointe, performance des produits, qualité des prestations : une stratégie gagnante. La preuve : en 1987, la Division Technique HP est classée n°1 des grandes sociétés par DATAPRO en satisfaction clientèle.

Ce résultat, au-delà des techniques, découle d'une passion. Passion professionnelle d'une équipe qui s'investit et gagne.

Ingénieurs informaticiens

Système d'information, système de gestion HP 3000/UNIX, Gestion de bases de données, réseaux, gestion industrielle, génie logiciel UNIX, CAO électronique et mécanique, autant de domaines pour valoriser vos compétences techniques sur le terrain.

Ingénieur logiciel, Ingénieur d'applications, Consultant ou Responsable de projets, quelque soit votre expérience, nous vous proposons d'apporter vos conseils à nos clients, dans votre spécialité.

Identifier des besoins, analyser leur évolution, qualifier un client, convaincre par une démonstration, organiser des benchmarks, conduire des projets, faire évoluer les applications existantes, gérer un portefeuille de clients, accroître ses compétences grâce à un environnement de professionnels "en réseaux", voilà comment vous gagnerez avec nous.

De formation supérieure (Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Gestion - option informatique), vous possédez une expérience de 3 ans minimum et une bonne maîtrise de l'anglais.

Les postes sont à pourvoir en région parisienne et en province.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence MH/07/M, à HEWLETT-PACKARD France, Monique d'Hautefeuille, Parc d'Activité du Bois Briard, 91040 Evry Cedex.

HP EN FRANCE :
3 300 PERSONNES,
3 USINES,
4,5 MILLIARDS DE C.A.,
3^e EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE.

TOUJOURS AVEC VOUS

HEWLETT
PACKARD

Nous sommes une importante société de services (C.A. consolidé : 2 milliards de francs) opérant dans le monde entier. Nous recherchons pour notre Direction Recherche et Développement située en banlieue Sud de Paris :

INGENIEUR SPECIALISTE
TRAITEMENT DU SIGNAL

Vous possédez un doctorat de mathématiques appliquées et maîtrisez le langage FORTRAN.

Débutant ou 2 à 3 ans d'expérience professionnelle, vous êtes très attiré par la recherche dans un environnement industriel.

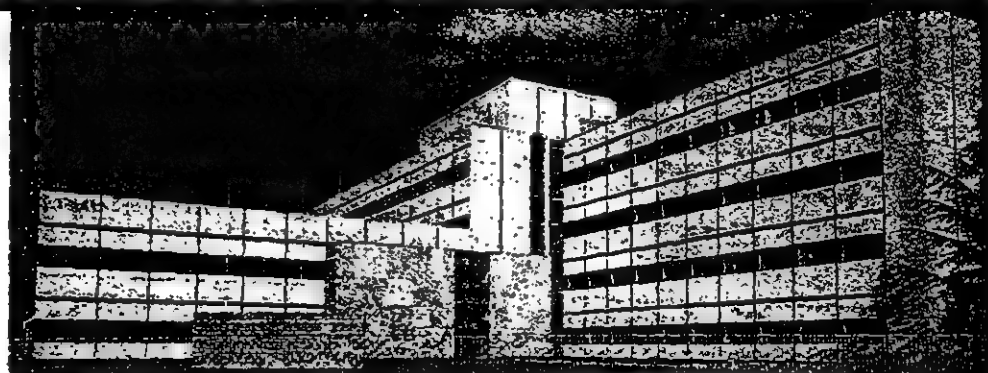
Votre maîtrise de l'anglais vous permettra de participer au rayonnement scientifique international de la société.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite et présentations, sous la référence 8245, à :

82, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS, 14^e tranche.

KODAK-PATHÉ

CHALON-SUR-SAÔNE

vue de notre centre de recherches
et de technologieINGÉNIEURS
INFORMATIENS

Dans le cadre du développement de projets industriels sur notre site de Chalon-sur-Saône, ayant un effectif de 3000 personnes, nous proposons à des ingénieurs diplômés d'une grande école scientifique, de rejoindre les équipes informatiques comprenant aujourd'hui plus de soixante personnes.

Des opportunités de carrière évolutive en milieu international sont offertes dans ce cadre, pour :

INGÉNIEUR PROJETS

En gestion industrielle sur VAX et/ou IBM, si possible formé à la gestion. Débutant ou première expérience.

INGÉNIEUR SYSTÈME

Environnement 2 x IBM 4381 : MVS, VTAM, NOCF, CICS, produits ADR. Débutant ou première expérience.

Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

Nous offrons :

- une formation complémentaire continue.

- une évolution au sein de la Direction Informatique ou de la Compagnie.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. et photo sous réf. LM à :

KODAK-PATHÉ - Direction Gestion des Cadres - 26, rue Villot, 75012 PARIS



Pour accompagner notre expansion recherchons :

INGÉNIEUR ÉLECTRONIEN

TECH. NUM. ANAL. ET MICRO 16 BIT.

INGÉNIEUR INFORMATIEN

ANALYSE STRUCTURELLE, TMS RÉEL, C, PASCAL, COBOL, VIBEX

PROFILS : débutants à 3 ans expér., motivés, sens du dialogue et des responsabilités. AURELIAN ESPERANZ.

Adressez lettre, c.v. et présentations à : DACTIM S.A. 21, Groupilac avenue J.-P. Rameau, 30100 ALès.



Groupe SPIE BATIGNOLLES

LA MAÎTRISE DE PROJETS
EN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

CLECIM, engineeriste pour les industries sidérurgiques et métallurgiques, vous propose un poste de :

CHEF DE PROJET
AUTOMATISMESFiliale du Groupe SPIE BATIGNOLLES, 650 M² de CA dont 80 % à l'export, nous apportons à nos clients notre capacité système. Nos équipes pluridisciplinaires maîtrisent le processus, la mécanique, les automatismes, l'électronique, les fluides. Dans tous ces domaines, nous innovons pour rester à la pointe des technologies. Nos Chefs de Projet interviennent dès la phase de conception - proposition (élaboration et négociation technique de l'offre), participent à l'analyse de la commande et en prennent la

responsabilité contractuelle et budgétaire. Ils en contrôlent toute la réalisation, avec leurs équipes et en relation avec nos partenaires et sous-traitants. Ils pilotent les mises en route sur site.

Nos Chefs de Projet sont efficaces, ambitieux : la qualité de la prestation de CLECIM est leur premier souci.

De bon niveau, autonomes, intéressés par la technique autant que par la gestion d'affaires, ils sont mobiles géographiquement et parlent couramment l'anglais.

Leur avenir est ouvert, aussi bien chez CLECIM que dans le groupe SPIE BATIGNOLLES. Adressez votre dossier de candidature complet à CLECIM, Service Gestion des Ressources Humaines, 107 Bd de la Mission Moreau, 92400 Courbevoie.

Société de Fabrication d'Instruments de Mesure
91 MASSYEQUIPEMENTS AERONAUTIQUES ET ARMEMENTS
recrute pour sa Direction Recherches et Développement :1⁰ INGENIEUR Diplômé Grande EcoleExpérience de 4 ans minimum.
Connaissances en Système Optique souhaitées.
Anglais obligatoire, allemand souhaité.

RM. 4105

2⁰ INGENIEUR SYSTEME DiplôméExpérience de 3 à 5 ans minimum indispensable.
Connaissances en mécanique, électronique, informatique et automatique nécessaires.

RM. 4109

Envoyer C.V., présentations en précisant la référence à :
Direction des Affaires Sociales - 91344 MASSY CEDEX

هتدرا من الامم

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SCN

Ingénieurs Génie Mécanique

Nous sommes l'une des premières sociétés d'ingénierie française avec 1 500 collaborateurs, dont 80 % d'ingénieurs et techniciens supérieurs et un CA d'environ 2 milliards de francs. Depuis de nombreuses années, notre société a acquis un savoir-faire en matière de productique et a réalisé des contrats dans la plupart des secteurs industriels.

Pour renforcer nos équipes, nous recrutons des ingénieurs confirmés ayant une bonne connaissance des techniques d'usinage et de maintenance. Ils participeront à l'élaboration et au suivi de la réalisation d'ateliers ou d'outils performants dans les domaines du nucléaire, de l'aéronautique, de l'automobile ainsi que des industries électroniques. Ces compétences renforceront le potentiel de SCN dans ces domaines.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, curriculum-vitæ, photo) sous réf. 88/5/IM à notre Conseil qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

118, rue de Tocqueville -
75017 Paris.

Ariane
search

AUDIOLOG ETUDES INFORMATIQUES

INGENIEUR COMMERCIAL

Mission : Directement rattaché à la Direction Générale, vous prendrez en charge :

- l'organisation de l'activité commerciale de la société
- la gestion de la clientèle existante
- le choix des cibles de développement : grands comptes tertiaires (banque, administration), industries...

Profil :

- une formation supérieure (commerciale ou informatique)
- des connaissances techniques en informatique,
- une expérience commerciale confirmée dans une société de services.

Merci d'adresser votre candidature à AUDIOLOG
BP 216 - 78051 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex.

LA MONETIQUE SLIGOS A BLOIS : une autre manière de vivre son évolution !

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Vous avez pour tâche principale d'assurer la liaison entre nos clients (Services Informatiques Bancaires) et nos Services d'Etude et d'Exploitation. Vous êtes responsable :

- de la qualité des prestations monétiques,
- des prévisions de charge,
- de la prise en compte de nouveaux clients,
- de la recette des nouvelles applications,
- de la formation des utilisateurs.

Intégré à une petite équipe, votre esprit d'initiative et votre autonomie vous permettent d'évoluer vers des responsabilités importantes dans un environnement de qualité. Diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce, Ingénieur...) vous avez acquis une première expérience réussie (3/5 ans) dans le domaine des Services ou de la banque.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence GL/299 à Patrick EVEN - SLIGOS - Direction du Personnel et des Ressources Humaines - Immeuble 11 de France Cedex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE 9.

SLIGOS
Les Hommes de Tête

DANS UN GROUPE QUI SE DEVELOPPE ET SE DIVERSIFIE...

Nous proposons à un

JEUNE INGENIEUR GENERALISTE

de rejoindre notre équipe et de prendre en charge la responsabilité de l'exploitation d'une PME spécialisée dans le Béton Pré-tensionné. Vous superviserez la fabrication et la logistique. Vous proposerez et réaliserez les projets d'investissement visant à l'amélioration constante de la productivité. Enfin, vous participerez avec le Groupe aux recherches de diversification de nos activités.

Pour un jeune Ingénieur à fort potentiel, après quelques années de familiarisation avec notre métier, notre Groupe forge d'ambitieux projets.

Ingénieur Généraliste A et M ou équivalent, votre toute première expérience vous permettra de faire face rapidement aux multiples facettes de cette fonction. Venez parler de vos projets à notre Conseil, C.E. Kishner, il vous parlera des nôtres.

Adressez votre dossier (lettre, CV, photo, 48083/88, au CPA, 3, rue de Liège, 75008 Paris.

GROUPE VECARD

RESPONSABLE GRANDE EXPORTATION

Votre mission est de développer nos ventes en EXTRÊME ORIENT et aussi en EUROPE et aux USA. Elle englobe l'étude des marchés, la négociation d'accords de distribution ou de production, la promotion sur le terrain et l'assistance clientèle. Vous possédez une expérience de la vente de produits chimiques ou pharmaceutiques et souhaitez la valoriser dans le cadre d'une activité en développement. Vous parlez couramment anglais, allemand et peut-être russe.

Réf. R.G.E.

RESPONSABLE PRODUITS

Vous prenez en charge la gestion et le développement d'une nouvelle ligne de produits, depuis la politique marketing jusqu'au suivi technique et la commercialisation. Ce poste requiert une expérience de la vente de produits chimiques ou pharmaceutiques et la maîtrise des langues anglaise ou allemande. Il offre à terme, une réelle opportunité d'élargissement des responsabilités.

Réf. R.P.

INGENIEURS COMMERCIAUX

Chargés de développer une ligne de produits, vous complétez votre action de promotion sur le terrain par des missions d'assistance technique, des études de faisabilité et la mise au point de produits nouveaux. L'expérience de la vente de produits industriels est indispensable (chimie ou électrotechnique). La maîtrise des langues anglaise et allemande est souhaitable.

Réf. I.C.

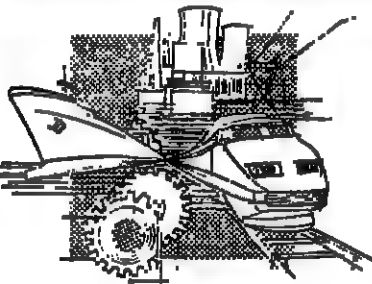
INGENIEUR CHIMISTE CHEF LABO APPLICATIONS

Vous encadrez une équipe technico commerciale chargée de mettre au point des formulations de polymères adaptés aux problèmes de la clientèle.

Réf. I.L.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous références indiquées à : ALSTHOM - Direction du Personnel - B.P. 128 69883 MEYRIEU Cedex.

CONTESSÉ



ALSTHOM

ALSTHOM

ASEA-BROWN BOVERI 180 000 collaborateurs présents dans 100 pays. C'est la formidable synergie de 2 grands groupes électrotechniques, aujourd'hui mondial. C'est l'alliance des compétences humaines et des performances technologiques dans un secteur en constante mutation. Notre Division française ASEA ROBOTIQUE confirme ses récents succès et propose de nouvelles opportunités à des ingénieurs de talent.

INGENIEURS

TECHNICO- COMMERCIAUX

Homme de développement, vous avez déjà une bonne expérience de la négociation de haut niveau en milieu industriel.

Homme d'avant-garde, vous souhaitez promouvoir des produits de haute technologie, un savoir-faire et une qualité de service à toute épreuve.

Homme de contact, vous saurez mettre en avant votre talent commercial, un réel esprit d'équipe pour vendre avec succès les performances croissantes des solutions robotiques de notre Division. (Réf. TC/LM)

RESPONSABLES D'APPLICATIONS

En aval du Technico-Commercial, vous analysez les problèmes d'automatisation et les besoins spécifiques de nos clients afin de leur proposer des solutions robotisées adéquates. Autonome et déterminé, vous saluez à votre expérience technique, une expérience commerciale si possible auprès d'une clientèle « automobile » ou de biens industriels d'équipements.

Dans notre contexte international, la connaissance de l'anglais vous sera indispensable. (Réf. RA/LM)

RESPONSABLE TECHNIQUE

En réponse à l'attente de nos clients et en vous appuyant sur le diagnostic et les propositions du Responsable d'Applications, vous organisez et planifiez les différentes étapes des études et des tests de faisabilité avec le souci permanent du respect des coûts.

Pour mener à bien les projets, vous avez le sens de l'écoute et de l'animation d'une équipe. Imaginatif et réaliste, vous êtes l'interlocuteur privilégié entre le client et la technique. (Réf. RT/LM)

Si l'une de ces opportunités vous intéresse, adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la référence du poste choisi, à ASEA - Direction du Personnel - B.P. 5 - 95340 PERSAN.

ASEA

Chef de Marché «Pigments»

Hoechst High Chem

La SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST est filiale du leader mondial de la chimie. Elle réalise en France un chiffre d'affaires de 5 milliards tant en produits importés qu'en produits fabriqués.

Pour répondre à ses objectifs de développement, elle propose un poste de Chef de Marché «Pigments».

Avec l'aide d'une équipe de vente, il sera responsable au niveau national du développement des ventes et de l'accroissement du taux de pénétration dans le secteur des Peintures. Une première expérience technique ou commerciale dans cette gamme de produits est souhaitable. Poste basé à Paris.

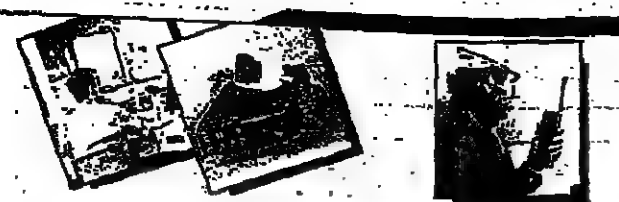
Ce poste implique une bonne connaissance de l'allemand. Notre politique interne de développement ouvre de larges possibilités d'évolution vers d'autres secteurs de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 814 M à la Société Française HOECHST, Département des Ressources Humaines, Tour Roussel Hoechst, Cédex 3, 92080 Paris La Défense.

Hoechst
La voie de l'innovation

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Entrez dans l'ère Motorola

Dans le cadre de son développement, Motorola recherche un

RESPONSABLE RÉGIONAL S.A.V.

Véritable patron d'un centre de profit, il doit assurer la gestion complète de son unité, animer et motiver plusieurs équipes de techniciens. De formation Ingénieur ou équivalente, il possède une expérience technique et commerciale importante dans le domaine des radiocommunications. Lieu de travail : proche banlieue Sud.

Merci d'adresser à Motorola Division Communications, Direction du Personnel, 14, allée du Cantal, Z.I. de la Petite Montagne Sud, 91020 Evry Cedex, sous réf. 470.



LA QUALITÉ : PLUS QU'UNE ASSURANCE, UN ETAT D'ESPRIT

POUR UN INGENIEUR H/F EN CONCEPTION ET LOGICIEL

Filiale française d'un groupe industriel helvétique implanté mondialement, nous développons des équipements intégrant électronique et informatique dans l'esprit de précision et de qualité inhérents à notre maison-mère. Vous avez plus de 25 ans, êtes Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole (ESE, Sup' Télécom, ENSA...) et avez une expérience industrielle solide, acquise dans la fonction, à défaut en laboratoire d'essai ou en recherche/développement. Vous êtes responsable, en totalité, de l'ensemble des missions d'assurance qualité, en collaboration avec les chefs de projet, rôle l'expression du besoin à la qualification du produit fini. Vous maîtrisez les procédures, veillez à leur application et participez à la conception de la qualité des logiciels, assurant le contrôle de l'analyse et des essais d'incorporation. Vous êtes en relation avec l'ensemble des ingénieurs, internes et externes ; vous parlez anglais et pouvez voyager. Le poste est basé en Auvergne.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 591 M à notre Conseil.

SODERHU
22 rue Saint-Augustin
75005 PARIS.



3 Jeunes Ingénieurs Logiciel Système

ISE, INESIMAG...

Rattaché à un groupe industriel important (850 personnes en France), ce département, basé à Grenoble, est spécialisé dans la conception et la fabrication de carcasses et systèmes informatiques à usage industriel (Robotique, Vision, Traitement Numérique du signal, Télécom...). Il est l'un des leaders français des Bus Industriels grâce à des produits novateurs, s'appuyant sur une équipe R & D Hard + Soft, développant une gamme complète en VME. Pour renforcer l'équipe Logiciel Système, nous recherchons 3 jeunes ingénieurs possédant, de préférence, une première expérience R & D acquise chez un constructeur ou au sein d'une SSII.

Intégrés dans une équipe, ils devront développer et maintenir des produits Logiciel Système autour des axes suivants :

• Système UNIX • Systèmes Temps réel PSOS et OS9 • Moniteur d'aide à la mise au point VBUG.

Des connaissances de ces systèmes ainsi que de la gamme des microprocesseurs Motorola 68000, 68020 seront très appréciées.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE, en écrivant à Carole de CHILLY, sous référence 232 MO.

ALGOE
9 bis route de Champagne
69134 ECULLY Cedex.



INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Dans le cadre de l'extension de notre activité vous serez chargé de la VENTE des produits de l'établissement PARVEX.

Votre activité se développera dans les applications des SERVOMOTEURS et leur COMMANDE, pour les domaines de la ROBOTIQUE, des MACHINES et INSTALLATIONS AUTOMATISEES. Après formation aux produits, le budget de vente qui vous sera confié sera de l'ordre de 10 M€.

Vous êtes Ingénieur de Grandes Ecoles Electrotechnicien et/ou Electronicien et une expérience de quelques années constitue un avantage certain.

Les postes à pourvoir sont situés en FRANCE, mais une bonne connaissance de l'Anglais vous permettra d'évoluer dans notre implantation internationale.

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et lettre manuscrite au Service du Personnel, réf. 48555 à l'attention de M. Calmiche, BP 249 - 21007 Dijon Cedex.



Division Robotique et Matériaux



VOS COMPETENCES EN ELECTRONIQUE/AVIONIQUE POUR ALLER HAUT ET LOIN

Systèmes de pilotage, de visualisation, de tests automatisés... les réalisations de SFENA permettent aux grands projets de décoller. CONCORDE, RAFALE, AIRBUS, SUPER-PUMA, ARIANE, DIADÈME, nous avons donné l'élite à leur succès. Parmi les premiers équipementiers aéronautiques du monde, SFENA filiale de l'AEROSPATIALE, c'est aujourd'hui : 14 Mds de F de CA et 2300 personnes. Vous êtes Ingénieur et vous avez prouvé vos compétences dans le domaine de l'Avionique, alors vous pouvez rejoindre les équipes SFENA au sein d'une véritable structure de compétence !

INGENIEURS SYSTEMES

Pour définir et analyser les spécifications, assurer et développer les relations avec les clients et partenaires et mettre en œuvre les systèmes. A votre aisance relationnelle, vous alliez esprit d'équipe, rigueur, méthode et capacités d'analyse dans les domaines :

AVIONS D'ARMES
Sup'Aéro, Sup'Elec, vous parlez l'anglais vous participerez au développement d'un programme. L'expérience des matériels et logiciels est souhaitée.

SYSTEMES DE VISUALISATION
Sup'Aéro, Sup'Elec, vous connaissez les systèmes embarqués, le matériel, les modules de visualisation et les symbologies.

CHEF DE SECTEUR

TECHNIQUES AVANCEES
Au sein du département Avant-projets, vous préparerez les applications de l'intelligence artificielle dans le domaine de l'aviation, et l'aspect prospectif de l'avenir logiciel (outils de spécification, langage de marquage...). Ingénieur grande école, vous avez des connaissances en avionique et en informatique et si possible en intelligence artificielle.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence du poste choisi à SFENA Gestion des Cadres, Aérodrome de Villacoublay, BP 50, 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

COMMERCIAL EXPORT
Au sein d'une équipe de 6 personnes, vous participerez aux actions de prospection commerciale du département militaire (armées, services officiels, assemblés) en France et à l'étranger.

Vous avez une expérience commerciale, parlez l'anglais ; l'allemand ou l'espagnol seront appréciés. Vous connaissez bien, par votre expérience, les domaines de l'aéronautique et de la défense. L'excellent contact, vous êtes curieux des besoins du marché.

SUPPORT TECHNIQUE DES SYSTEMES AVIONIQUES
Pour Airbus A300, A310, A300-600 et A320, vous traiterez les problèmes techniques rencontrés par les clients, participerez à la définition de la politique de maintenance. Ingénieur en électronique ou automatique, vous avez de solides connaissances des systèmes avioniques.

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine de la réalisation d'équipements électroniques embarqués. Vous avez le sens des responsabilités et une bonne aisance relationnelle. Parfaitement bilingue anglais, vous êtes disponible pour des déplacements fréquents.

RESPONSABLE AVANT-PROJETS

Vous favoriserez les actions marketing et commerciales en établissant les propositions techniques d'équipements ou de systèmes inerte. Vous serez ainsi responsable de la prise d'engagement de SFENA sur les plans techniques et financiers.

Electronicien à dominante aéronautique, vous avez l'expérience du développement d'équipements embarqués et du contact. Une expérience d'industrialisation serait souhaitable.

INGENIEURS QUALITE LOGICIEL

Dans le cadre des exigences contractuelles et normatives, vous veillerez dès la conception des logiciels à l'application de la méthodologie de développement. Ingénieur informaticien, vous connaissez bien les problèmes d'assurance qualité. Une expérience des microprocesseurs et logiciels temps réels sera appréciée. Vous avez le sens de la négociation et des relations. Persévérant, vous disposerez d'une large autonomie.



NOUS SOMMES LE CERVEAU DES TÊTES BIEN FAITES

MCDONNELL DOUGLAS

EXPERT EN SYSTEMES D'INFORMATION RESPONSABLE DES SYSTEMES D'INFORMATION INTERNE

Vous serez directeur technique au Département Administration et Financier. Après avoir établi un bilan des systèmes d'information existants, vous proposerez un plan d'action en tenant compte des besoins fondamentaux de l'entreprise et des demandes des départements. En tant que maître d'œuvre du projet, vous déterminerez les moyens nécessaires au développement et à l'exploitation des systèmes, et leur coût.

Vous serez assisté d'une équipe qui évoluera avec les besoins. Interlocuteur privilégié des Responsables des Directions Fonctionnelles et des Divisions Opérationnelles, vous serez le conseiller et leur apporrez des solutions cohérentes.

De niveau MAGE Indépendant, vous êtes éventuellement diplômé d'une grande Ecole Supérieure ou de Gestion.

Votre expérience, d'au moins 5 ans dans une fonction similaire ou en tant que Responsable de Projet vous permet de maîtriser parfaitement les techniques de méthodologie informatique.

Vous parlez anglais couramment et la connaissance des langages de Aéro Génération serait un atout considérable.

Rejoignez notre Trajectoire : Adressez lettre manuscrite, CV, photo, réf. PU, MCDONNELL DOUGLAS.

Direction des Ressources Humaines, 106, Bureau de la Colline, 92213 SAINT CLOUD Cedex.

COMPETENCE FONCTIONNELLE : SERVICE CLIENT, APPLICATIONS, OUTILS, COMMUNICATIONS, MATERIELS.

PUISSANCE. Nous sommes un grand groupe de haute technologie, représentant dans le monde plus de 100.000 personnes et 12 milliards de \$ de chiffre d'affaires, dans l'aéronautique civile et militaire, l'espace et l'informatique.

CONQUÊTE. Proposer des systèmes d'information spécialisés, efficaces et rentables, c'est la stratégie de McDonnell Douglas Information Systems.

Nous sommes concepteurs, ordinateurs, industriels et assembleurs. Nous repoussons les frontières entre les industries des ordinateurs, du logiciel et des télécommunications.

AMBITION. Aujourd'hui, nous réalisons plus d'1,2 milliard de \$ de chiffre d'affaires avec 12.000 personnes, dans le monde. Nous avons décidé d'être, d'ici à 1990, l'un des tout premiers fournisseurs mondiaux de systèmes d'information destinés aux Directions (Financières, commerciales, production, ressources humaines, informatiques) des entreprises dans des domaines (Finance, Gestion, Communication, CFAO) où nous haut niveau de compétence fonctionnelle est reconnu.

AVENTURE. Nous, filiale française, participons à cette grande aventure. Nous rejoignons sur la nouvelle trajectoire de l'Université internationale des systèmes d'information : aujourd'hui, nous sommes 350, demain 1.000.

Nous sommes McDonnell Douglas.



CHARGEURS S.A.

UTA est une Société de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports.

CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain.

CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Causse - Walon, Chargeurs Textile (Gillet, Delcort, Lainière de Picardie, P.J.T. Roudière), Paquet, Spontex.

Jeunes ingénieurs grandes écoles

De grandes qualités humaines et un haut niveau technique caractérisent les ingénieurs que nous recherchons. L'introduction de nouvelles technologies aéronautiques, la mondialisation de son marché, l'horizon 1992 constituent les trois enjeux de la Direction Industrielle UTA.

Vous êtes ingénieur électronicien (SUPÉLEC, TELECOM...) Vous êtes ingénieur généraliste (CENTRALE, ENSAM, INSA...)

Nous vous proposons de vous associer à d'importantes projets industriels dans des technologies de pointe et de l'industrie, votre goût pour la mobilité et la performance individuelle.

Vous êtes commercial (NEC, ESSEC, ESCP...)

Devenez acteur de notre expansion en participant au développement d'une stratégie marketing et à la réalisation d'objectifs en terme de produits et de marchés.

Débutant ou avec une 1^{ère} expérience, rattaché à l'Informatique, parfaitement bilingue anglais, vous serez affecté au Bourget ou à Roissy et au sein d'une unité de taille moyenne, d'études, de production ou commerciale, où vous pourrez affirmer votre sens des responsabilités et de l'initiative, votre goût pour la mobilité et la performance individuelle.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prêt), en précisant la référence du poste choisi, à UTA INDUSTRIES - Division des Relations Sociales - M. BONFAT - B.P. 7 - 93350 AEROPORT DU BOURGET.

FILIALE INGENIERIE GROUPE SPIE-BATIGNOLLES

INGENIEUR HYDRODYNAMICIEN OFFSHORE

Ayant débuté vie active, poste à caractère scientifique et créatif.

Pratique poussée, informatique nécessaire (Fortran...)

Anglais courant indispensable

Lieu de travail CERGY-PONTOISE (95)

Adressez C.V., photo et prétentions, réf. 71748 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS.

Société de travaux et maintenance industrielle

recherche

JEUNE INGENIEUR pour poste de CHARGÉ D'AFFAIRES

Typographie et mécanique, responsabilité globale d'un secteur géographique (commerciale, technique, gestion des affaires et des hommes). Postes en région parisienne et Champagne.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 8 426 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessey, 75007 PARIS.

مقدمان الإبراهيم

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SUPELEC, TELECOM

Développer les grands moyens de communication de demain

TDF

1^{er} diffuseur en radio et télévision, TDF au-delà de ses 9.500 émetteurs et récepteurs de télévision, de ses 800 émetteurs de radio, de ses 10.500 kilomètres de faisceaux hertziens, et de son savoir-faire en matière de satellite de diffusion, c'est aussi :

- La diffusion de données, • La radio messagerie, • Et bientôt, une activité de partenariat sur le marché du radio-téléphone.

TDF souhaite renforcer ses équipes pour ses laboratoires de recherche.

LABORATOIRE EMISSION
Vous contribuez à la définition des spécifications techniques des équipements d'émissions destinés aux réseaux de TDF : à la tête d'une équipe vous suivez le développement des matériels chez les industriels et coordonnez l'expertise des émetteurs en laboratoire et sur site.

LABORATOIRE RECEPTION
Vous pilotez des études dans le domaine de la réception des signaux numériques et analogiques diffusés ; vous réalisez des simulations informatiques,

des essais en laboratoire et sur le terrain et vous étudiez de nouvelles métrologies. Vous participez activement aux relations nationales et internationales du centre de recherche.

LABORATOIRE TRANSMISSION
Télécommande et gestion des réseaux. Vous participez au développement d'un nouveau système de téléexploitation du réseau TDF, définissez les spécifications des équipements de télécommande et de supervision. Vous expertisez les matériels prototypes avec une équipe de spécialistes.

Au sein d'équipes de spécialistes de haut niveau vous développerez votre goût pour la recherche appliquée et le management et pourrez évoluer en fonction de vos aspirations.

- Anglais parlé et écrit indispensable.
- Postes basés à Paris.
Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier en précisant vos centres d'intérêts à TDF, Direction du Personnel, 21-27 rue Barbès, 92120 Montrouge.

DEBUTANTS OU 1^{ERE} EXPERIENCE

INGENIEURS

FRAMASOFT, unité autonome de FRAMATOME, spécialisée dans le développement et la commercialisation de logiciels et services dans le domaine des calculs scientifiques appliqués à la conception des produits industriels, recherche :

Responsable du Service Applications Industrielles

Chargé de la mise en œuvre de logiciels de calcul (SYSTUS, ADAMEUS, PR2D, PR3D,...) pour la réalisation d'études, vous êtes ingénieur de formation et devez posséder une solide expérience (7 ans environ) du calcul de structures ainsi qu'une réelle connaissance des problèmes industriels. Outre une bonne aptitude à la négociation car vous serez en relation avec les clients, ce poste requiert des qualités d'animateur car vous aurez la responsabilité d'encadrement de l'équipe.

Le poste est à pourvoir à Lyon.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et lettre manuscrite sous référence BS) à FRAMATOME, Dpt Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris la Défense.

framasoft
UNITÉ DE FRAMATOME

IMPORTANTE UNITÉ D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
APPARTENANT A UN GRAND GROUPE (Proche Banlieue Sud)

recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Mission :

Vous serez responsable au sein de petites équipes pluridisciplinaires de la conception de systèmes électroniques complexes faisant appel à des technologies de pointe (domaines : études amont, conception de circuits, conception de logiciels, tests d'intégration...).

Profil :

Ingénieur grande école (ESE, ENST, ENSAE...), vous êtes débutant ou justifiez d'une première expérience réussie. Excellent technicien, vous avez un goût prononcé pour l'innovation et un potentiel de créativité important. Vous avez le désir de vous investir pleinement dans des activités très motivantes, dans une entreprise de dimension internationale.

Merci d'adresser C.V., lettre de motivation et prétentions sous référence 92337/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS

Donner satisfaction au Client est un principe fondamental de la stratégie de DIGITAL. Les évolutions des technologies et des applications informatiques s'accompagnent d'une adaptation permanente de nos services. Pour cela, nous recherchons des :

«Responsables de nouveaux services après-vente»

En liaison avec notre Direction Européenne, vous serez chargé de concevoir, développer et mettre en place notre nouvelle offre de service qui s'étendra aux réseaux, aux logiciels et autres matériels informatiques. Vous aurez à rechercher et à qualifier les Clients et partenaires potentiels sur le marché français.

Une expérience d'une dizaine d'années dans l'Après-Vente Informatique ou Télécom ainsi que le management de projets vous auront préparé au défi que vous relèverez avec nous.

Merci d'adresser votre candidature sous référence MON 516 F à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

SOCIÉTÉ ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS

1^{er} Constructeur français de matériels, recherche pour sa
BRANCHE TELEINFORMATIQUE

Ingénieurs débutants ou expérimentés

Ils participeront à l'étude et au développement de matériels de Transmission de Données en vue de leur industrialisation.

FORMATION

- Supélec, Sup Télécom, ECP, ENSTA

- ou ISEP, ISEN, ESME, etc.
avec stage, option ou 1^{re} expérience.

DOMAINES CONCERNES :

- Transmissions, Téléinformatique,
- Electronique analogique et numérique,
- Circuits prédiffusés.

- Traitement du signal,
- RNIS, Protocole : X25 niveau 2 et 3,
- Utilisation de Microprocesseurs. Proces-
seurs de signaux.

Ces postes à pourvoir, dans un laboratoire en expansion, doivent permettre à de jeunes ingénieurs attirés par la conception (matériel et logiciel) et la réalisation d'équipements logiques et analogiques, une évolution de carrière conduisant rapidement à devenir responsables d'une équipe.

Adresser C.V. sous la référence JB à SAT - Service Central du Personnel
41, rue Cantagrel - 75631 PARIS Cedex 13.

مقتدا من الامم

57

INGENIEUR

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SYMO

Groupe François Charles OBERTHUR Fiduciaire
LA MONNAIE ELECTRONIQUEspécialiste dans la mise en œuvre de
SYSTEMES MONETIQUES
et distributeur du Produit Monétique le plus vendu dans le monde
recherche dans le cadre de sa politique de croissance :**3 INGENIEURS SYSTEME**
Expérimentésspécialisés dans : • les calculateurs TANDEM
• l'architecture de Réseaux
chargés d'assurer la définition et le suivi
de Systèmes Monétiques.**3 INGENIEURS D'ETUDES**
Expérimentésconnaissant : • les calculateurs TANDEM
• le langage TAL
en vue d'effectuer des développements logiciels
spécifiques sur le Produit existant.

- Anglais nécessaire ;

- la connaissance de systèmes monétiques représente un atout supplémentaire.

Prière de bien vouloir adresser le curriculum vitae détaillé à Madame Colette COHEN,
SYMO - GROUPE FCO, 102, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS.DIGITAL, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés
d'information, recherche :**Directeurs de projets**

EVRY - LYON

Interlocuteurs et conseillers de nos clients, vous aurez la responsabilité de la réalisation
en termes techniques, financiers et humains de grands projets informatiques.
Pour atteindre vos objectifs, vous animerez une ou plusieurs équipes de développe-
ment et gèrerez des ressources internes ou externes à DIGITAL.Issus d'une grande école d'ingénieurs, vous avez une expérience de 8 à 10 ans en
tant qu'informaticien, dont quelques années d'encadrement de grands projets dans
le secteur tertiaire, l'industrie...Merci de faire parvenir vos C.V. et lettre manuscrite en précisant la ville de votre choix sous
référence MON 513 à Marie-Claire SAN QUIRCE - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE -
2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

INGENIEUR ELECTRONICIENLe Centre de Recherche d'un Groupe Industriel International
recrute un électronicien pour son service chargé des applications
physiques.Au sein de cette équipe, vous participerez à la conception
d'automatismes utilisant des micro-ordinateurs et à la mise en
œuvre de logiciels généraux (acquisition de données, base de
données, traitement mathématique, réseau...).Ingénieur diplômé d'une école supérieure d'électricité-électroni-
que, vous avez acquis une bonne pratique de la programmation
des micro-ordinateurs.Vous avez le goût des contacts qui vous permettent de vous
intégrer facilement dans une petite équipe et de devenir
interlocuteur privilégié des services de Recherche.Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV) sous la
réf. 104/M à CURRICULUM, 6 passage Lathuille, 75018 PARIS.**INGENIEURS LOGICIEL**Vous êtes de jeunes concepteurs dont les 2 à 5 ans d'expérience ont permis de prouver vos
compétences en :

LANGAGES : C, Pascal, ou ADA

SYSTEMES : UNIX, VMS, ou RTES

dans la réalisation de projets temps réel ou télécom.

Notre département Conseil et prestations intellectuelles vous propose de travailler dans les
domaines : SPATIAL, ENERGIE, TELECOM ou GENIE LOGICIEL pour les plus grands
industriels français.C'est votre valeur personnelle que vous apporterez à nos clients mais nous vous apprendrons
notre savoir-faire acquis en plus de 20 ans de réalisation de systèmes « clés en main »
complexes à base de mini-micro temps réel.Société d'Ingénierie Informatique parmi les plus importantes, nous appartenons au groupe
CGE/ALCATEL.Merci d'adresser votre candidature au Service Recrutement
T.I.T.N. - 1, rue Galvani - BP n° 110
93101 MASSY Cedex.

TITN

Nous sommes une société de Télécommunications
à vocation internationale.**Vous êtes Ingénieur Diplômé.**Votre formation en informatique et électronique vous
permet de travailler dans un secteur de pointe en pleine
évolution technologique.
Nous vous offrons un poste à responsabilité et de réelles
possibilités de carrière dans nos équipes en tant que :**Ingénieur de conception****de logiciel systèmes****Ingénieur d'affaires**Nous souhaitons des candidats ayant des connaissances
en PABX, réseaux locaux et protocoles de communication
(RNI). La pratique courante de l'anglais est un atout.Adresser CV, rémunération souhaitée et photo à :
Claude DEUDON, Direction des Relations HumainesJ.S. Télécommunications
Filiale de Robert Bosch et de Innomat-Schneider
31, quai De Dion-Bouton - 92811 PUTEAUX.RESPONSABLE
DEVELOPPEMENT
TECHNIQUE
DES
PRODUITS
SALES
(FOODS)**SOCIETE INTERNATIONALE PRODUITS
AROMATIQUES** recherche Responsable
développement technique des produits saïes
(foods) basé sur la région parisienne.Formation :
Ingénieur Industrie Alimentaire ou Agricole.Expérience :
3 à 5 ans d'activité dans une industrie similaire ou
dans un service de développement d'une industrie
utilisant (conserves, viandes, snacks, plats
cuisinés, fromagerie, surgelés).Une bonne connaissance des épices serait
appréciée.Anglais courant indispensable pour contacts avec
filiales.Envoyer CV, rémunération souhaitée et photo à :
Pierre LICHAN, 10, rue de Lorraine
92002 PARIS 16ème arrondissement.**High Tech**Jeune filiale d'un puissant Groupe Industriel Français, nous sommes
spécialisés dans le développement de stations de travail graphique et
leurs applications en CAO/IAO et dans la conception de composants
électroniques - 100 personnes, 85 MF, notre croissance est rapide et
nos objectifs ambitieux (500 MF et 20 % du marché à l'horizon 1992).Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons pour renforcer notre
équipe Recherche & Développement à TOULON un**Ingénieur de Haut Niveau
pour travailler sur le Noyau UNIX**Au sein de l'équipe de développement logiciels systèmes et dans le
cadre d'études sur les stations de travail, il devra effectuer le portage de
modules logiciels au cœur de l'operating system. Les domaines de
compétence souhaités concernent le logiciel de base, le réseau ou
le graphique.Ingénieur Grande Ecole, le candidat possède une expérience de 3 à
5 ans acquise dans un environnement similaire (une expérience
américaine serait fortement appréciée mais non indispensable).C'est en tout cas un véritable spécialiste UNIX qui possède aussi des
connaissances hardware.Il est autonome et rigoureux, doit posséder un fort potentiel de
développement et être motivé par des fonctions d'encadrement à terme.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite
+ CV) sous référence B 137 M à Ernst & Whinney, 150 Bd Haussmann
75008 PARIS.

E&W Ernst & Whinney Conseil

IFP

INSTITUT FRANCAIS DU PETROLECentre de Recherche pétrole et dérivés, plus de
1800 collaborateurs dont 480 ingénieurs et
cadres, recherche pour sa Direction PHYSICO-
CHIMIE APPLIQUEE un**JEUNE INGENIEUR DE RECHERCHE
THERMODYNAMIQUE**

(Grande Ecole) Thèse de Doctorat souhaitée

Il sera intégré à une équipe dont l'activité est centrée sur la
modélisation des propriétés thermodynamiques des fluides
pétroliers afin d'assurer la mise au point de méthodes ther-
modynamiques et des logiciels associés (ces logiciels seront
intégrés dans des simulateurs de géochimie, gisement, pro-
duction et procédés).Maîtrise des méthodes numériques, de l'outil informatique et
de l'anglais souhaitée.Une formation complémentaire sera dispensée à l'ENSPM sur
la thermodynamique appliquée aux fluides pétroliers.Adresser CV, photo et prêt s/n° 36314 à CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

Moulinex

Leader du petit électroménager, notre groupe - 8 500 personnes,
12 usines - réalise à l'exportation les deux tiers de son C.A. -
3,4 milliards de francs.

Notre Direction Informatique, basée à Paris, recherche son

**CHEF DE PROJET
Finances-Comptabilité**Responsable de l'évolution des applications et produits relatifs à son
domaine, il sera chargé, en coordination étroite avec les utilisateurs,
de la mise en place d'un informatisme d'abord, puis de la refonte des
applications en langage de 4e génération.De formation ESC ou MIAGE, vous avez 5 ans d'expérience en
organisation, notamment comptable ou financière, de bonnes
capacités de communication allées à un solide sens de l'analyse et
vous souhaitez participer à la conception d'une informatique
résolument tournée vers les utilisateurs.Merci d'envoyer CV + lettre manuscrite + salaire actuel à notre
Conseil :

ALCANE 10, rue de la Paix 75002 PARIS

Société Industrielle multinationaleleader
dans la vision artificielle
(150 personnes)**INGENIEUR**

UP SYSTEMS

MICRO-MECANICIEN

Débutant ou quelques années d'expérience

Nous produisons des machines de contrôle de
circuits imprimés associant l'ELECTRONIQUE,
l'INFORMATIQUE, l'OPTIQUE et la MECANIQUE
DE PRECISION.Vous êtes un ingénieur passionné par les études de
mécanique de haute précision et grande fiabilité.
Venez rejoindre notre département mécanique et
participer à la recherche et au développement de
machines de haute technologie.Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + présentations à Michèle Barré,
UP SYSTEMS, 40-44 rue des Moulins, 93100 MONTREUIL.

هنا من الامم

**INGENIEURS
GRANDE ECOLE**
X, PONTS, ECP...débutants ou 1ère expérience
de 2 à 3 ans

- vous avez le goût de la construction
 - vous adhérez à nos principes : gestion, qualité, délai
 - vous envisagez une évolution de carrière à la mesure de vos ambitions
 - vous voulez exercer une activité responsable en Région Parisienne.
- Participez à l'expansion de notre Direction Centrale Habitat G.P., dans les filières :
Travaux-Commercial - Etudes de prix et Méthodes.

Adressez lettre de motivation avec CV, et photo à
Mme BERGERAT - BOUYGUES
Challenger
1, Avenue Eugène Freyssinet
78061 St-Quentin en Yvelines

BOUYGUES

**PARTICIPER A
LA REUSSITE
D'UN NOUVEAU
GRAND DU
RECRUTEMENT**CONTACT-TELEPHONE
16 (1) 42 61 82 81

BOSSARD CARRIERES vient de voir le jour, créé par le groupe BOSSARD en vue de diversifier son développement dans le recrutement.
Parallèlement au succès d'ORES SEARCH, reconnu comme l'un des premiers vrais cabinets français d'approche directe de dirigeants, BOSSARD CARRIERES s'oriente vers le conseil en recrutement du Middle Management (recherche directe et/ou annonces).

SENIOR CONSULTANTS

Vous pouvez attester de votre réussite par votre expérience en cabinet. Vous souhaitez rejoindre une équipe véritable, dotée de moyens logistiques réels et innovateurs. Nous sommes prêts à vous accueillir.

Pour cela, Thierry PIQUE, Directeur Général de Bossard Carrières, vous remercie de prendre contact :
- par téléphone (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (le samedi de 10 h à 13 h)
- par minitel : 3615 code MSAGE (accès provisoire à CVCOM) ou
- par courrier : Bossard Carrières
4 rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS.

BOSSARD
Carrières**BANQUE D'AFFAIRES
INTERNATIONALE**

recherche :

**EXPLOITANTS
GRANDES ENTREPRISES**

Les candidats de formation supérieure (Grande Ecole de Commerce, Université...) devront avoir :
- une expérience bancaire d'au moins 4 ans,
- une excellente connaissance de l'exploitation, des produits bancaires domestiques et internationaux,
- le sens du risque,
- une très bonne pratique de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. s/réf. 6418
à PIERRE LICHOU - 10, rue de Louvois
75002 PARIS qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion

IMPORTANT GROUPE DE CLINQUES

RECHERCHE SES

FUTURS DIRIGEANTS

Après une période de formation, les candidats se verront confier la responsabilité administrative et financière d'un établissement.

Ces postes sont à pourvoir en région parisienne et en province.

Cette offre s'adresse à des jeunes diplômés d'écoles de commerce, ayant ou non une expérience professionnelle.

Ecrire sous n° 8 415 M, LE MONDE PUBLICITE,
7, rue Montmaury, 75007 PARIS.

**VOUS ASSUREZ ?
Rejoignez nos équipes, devenez
INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
EN RISQUES INDUSTRIELS**

En relation avec les courtiers et nos agents, vous êtes le conseil de nos clients pour la protection de leurs équipements industriels et informatiques.

Après une formation théorique et pratique (8 à 12 mois), vous identifiez les risques, proposez les mesures de prévention et négociez les conditions de garantie et de tarification.

Pour ces missions, vous intervenez sur toute la France et ponctuellement à l'étranger.

Travaillant de façon autonome, vous êtes responsable de vos décisions qui engagent financièrement et commercialement l'U.A.F.

Ingenieur de formation, ou titulaire d'une Maîtrise de Science et Technique, vous êtes débutant ou possédez une expérience de 3 ans maximum.

Homme de terrain dynamique, vous êtes un décideur et vous savez convaincre.

Vous ferez la preuve de vos aptitudes relationnelles et de votre sens de la négociation au cours d'une prochaine réunion d'information.

Pour en savoir plus, adressez votre dossier de candidature (CV, photo, rémunération actuelle, lettre) à Bertrand Botton, Service Recrutement

Cadres, UAP, TOUT ASSUR, 34 F, 92083 Paris La Défense.

UAP

Placez votre résumé en 1er
Numéro 1 oblige.

Filiale d'un très puissant Groupe industriel français, nous sommes parmi les leaders mondiaux de la fabrication et de la commercialisation de produits réfractaires haut de gamme destinés aux marchés de technologies avancées. C'est dans ce contexte que nous souhaitons intégrer un

**Ingénieur
commercial export**

Basé Lyon

En collaboration avec notre Directeur des ventes, vous serez responsable de la conception et de l'application du plan commercial au niveau international.

Négociation commerciale de très haut niveau, suivi de marché, animation, actions promotionnelles... sont vos priorités.

Très autonome et avec l'appui d'un important réseau de ventes étranger, vous serez le véritable patron de votre CA.

Notre langage est celui d'un jeune professionnel (30-35 ans) des marchés d'investissement et de consommation.

De formation Ingénieur, vous bénéficierez d'une expérience commerciale dans l'engineering, la chimie, la sidérurgie.

Votre anglais est courant et vous avez de très bonnes connaissances en allemand.

Si vous avez la ferme volonté de vous impliquer, votre réussite et votre évolution seront certaines au sein de notre Entreprise et de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, salaire actuelle et photo, sous réf. 259, à Diaconseils, 24 rue du Cdt Faurax, 69006 Lyon.

Confidentialité assurée.

DIAONSEILS
ETUDES, RECRUTEMENT ET FORMATION**Ecole nationale supérieure**

cherche

UN CONSULTANT EN PROJETS INDUSTRIELS

Ce consultant devra être à même de mener à bien :

- Le suivi du développement industriel des projets de création de produits ;
- Un enseignement pratique et théorique de la propriété industrielle ;
- L'animation d'une structure de coordination des actions en ce domaine et, plus particulièrement, de conseiller la Direction de l'Etablissement sur les questions de protection et d'exploitation industrielles.

Merci d'adresser vos candidatures à ENSCI, 48, rue Saint-Sabin, 75011 PARIS, qui vous communiquera les termes du cahier des charges.

**Ville de Roanne
(50.000 habitants)**

RECRUTE

à compter du 1^{er} avril 1988**BIBLIOTHECAIRE**de 1^{re} catégorie.

Candidatures à adresser avant le 15 mars 1988 à Monsieur le
Député Maire, Hôtel de Ville, 42328 ROANNE CEDEX.

CABINET DE CONSEIL

spécialisé dans l'aide organisationnelle
généraliste et les études de formation

RECHERCHE

L'ANIMATEUR DE SA FILIALE

ADMINISTRATION ET COLLECTIVITE TERRITORIALES

Niveau grande école ou 3^e cycle spécialisé, quelques années d'expérience dans le conseil ou dans l'administration d'Etat ou territoriale.

Prévoir d'envoyer C.V. + photo + prétentions à :
D. DUPUY - Groupe STRATEMA - 7, rue Ambroise-Thomas, 75009 PARIS.

Le Monde

L'augmentation des ventes et des recettes publicitaires, la création de suppléments-Campus, Radio, Télévision, Le Monde des Affaires... la diversification vers d'autres médias, la construction d'une imprimerie ultra-moderne, un CA consolidé d'un milliard de F et des bénéfices démontrent la réussite de nos idées et de nos équipes. Dans ce contexte de modernisation, pour aider au mieux la Direction Générale dans la politique sociale de l'entreprise, le service du personnel se renforce et recherche le

CHARGE D'ETUDES EN RESSOURCES HUMAINES

Au sein d'une équipe professionnelle et en liaison étroite avec le chef du service, au-delà des études des textes législatifs et conventionnels, vous piloterez l'analyse des besoins en vue de l'élaboration des plans de formation et la création de postes ; vous participerez aux définitions de fonctions avec le souci des évolutions techniques. Autant d'études et d'enquêtes, d'analyses et de recensements, de rapports de synthèse qui permettront par leur éclairage de prendre des décisions rapides et adaptées, de conseiller l'encadrement, de contribuer à la communication interne, de gérer et de valoriser le potentiel humain de l'entreprise. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur à orientation Ressources Humaines et Droit Social ayant exercé pendant au moins cinq années des responsabilités similaires. Analyse et synthèse, sens de la communication, talent rédactionnel et esprit de prospective, autant de qualités que vous devrez mettre en œuvre dans ce poste.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10 rue du Colisée, 75008 Paris, sous référence 385/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER  CONSEIL**RESPONSABLE MARKETING**

Au sein de notre Division ROBOTIQUE et MATERIAUX, vous aurez la responsabilité du Marketing de notre Etablissement PARVEX, dont l'activité est centrée sur les SERVOMOTEURS et leur COMMANDE destinés aux marchés de la ROBOTIQUE, de la MACHINE-OUTIL et des EQUIPEMENTS AUTOMATISES. La part de l'exportation est très importante.

Vous êtes Ingénieur, titulaire d'une double formation technique et commerciale Marketing, acquise dans une grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, Sup. de Co.) ou par une formation complémentaire MBA. Une première expérience professionnelle d'environ trois ans dans le commerce des Systèmes ou des Produits Industriels est nécessaire.

Après une adaptation aux techniques de quelques mois, vous serez rattaché au Directeur de l'Etablissement PARVEX (Dijon) et vous serez chargé de la réalisation et de l'animation de "toutes" les actions Marketing de l'Etablissement.

La dimension de notre groupe offre de très larges perspectives d'évolution de carrière pour des hommes de valeur.

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et lettre manuscrite au :
Service du personnel shéf. 48 556
à l'attention de M. Galmiche, BP 249 - 21007 Dijon Cédex.

ALSTHOM
Division Robotique et Matériaux
PARVEX

CONTESSE

Valeo

LE SPECIALISTE MONDIAL
DE L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE
cherche pour sa branche
Embrayages le

Responsable formation-communication de son établissement d'AMIENS (1 300 pers.)

Dépendant du Directeur du Personnel, en relation avec les responsables opérationnels, vous définirez une véritable politique de développement des ressources humaines. Responsable de la formation, vous élaborerez, gérerez et suivrez le plan annuel de formation, concevrez le contenu pédagogique des stages en veillant à ce qu'il soit conforme aux besoins de l'entreprise, sélectionnez les intervenants. Les moyens d'information et développez les structures participatives (expression des salariés, cercles de progrès). Les conditions de votre réussite : une formation supérieure (Grande Ecole, Université), une expérience de la fonction de 2 à 3 ans, la connaissance de l'anglais, mais aussi la volonté de participer activement à l'évolution des ressources humaines dans une entreprise industrielle en pleine mutation, à dimension internationale.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 015, à Amick Lucchini - JACQUES TIERI S.A., 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tieri s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

CONSULTANT EN RECRUTEMENT

Je m'appelle Claire Bachelard, je suis responsable de la gestion des ressources humaines et je dirige une équipe de douze personnes. Douze professionnels exigeants dans leur travail, motivés, passionnés par leur métier et par leur entreprise. Aujourd'hui, à Grenoble, j'ouvre un poste de conseil en recrutement et orientation professionnelle. Je souhaite le pourvoir par une personne qui a une première expérience de un à deux ans dans le domaine du recrutement et qui de préférence parle bien l'anglais. Vous bénéficierez de l'appui sans réserve d'une équipe compétente et d'un contexte permettant un fort développement personnel. Votre évolution de carrière suivra votre capacité à affirmer votre professionnalisme, à prendre des initiatives, et des responsabilités.

Merci d'écrire sous réf. MOA1S2 à Claire Bachelard, Hewlett-Packard, 5 avenue Raymond-Chanas, 38320 Eybens.

HP EN FRANCE
3 300 PERSONNES
3 USINES
2,5 MILLIARDS DE C.A.
3^e EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE

**hp HEWLETT
PACKARD**

TOUJOURS AVEC VOUS

Responsable marketing

300 - 350 K+/an

Il s'agit pour nous d'un poste clé. Vous serez l'animateur du Marketing/Produits de la division AUTOMOBILE.

Vous intervenerez sur le terrain en appui à la force de vente, serez l'interface des Directeurs Usines, Qualité, Développement, Ventes, etc.

De formation supérieure technique ou commerciale, vous parlez couramment l'anglais et avez au moins 5 ans d'expérience Marketing/Vente Industrielle dans le secteur AUTOMOBILE.

Vos qualités relationnelles et votre sens de l'animation d'équipe doivent vous permettre d'évoluer rapidement au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité à notre Conseil, sous le réf. 5335, ou transmettez-le sur Minitel en composant le 3616 Code C.V. PLUS.



**Ressources
& Développement**
6, rue Condé-Dauphine - 75008 PARIS



SBM
CHALEUR DIBITE

N°1 mondial du chauffage
professionnel par infrarouge.
80 % de notre CA réalisé à l'export.
Nous créons un poste d'

INGENIEUR CHEF DE PRODUIT INTERNATIONAL

En prise directe avec la Direction Générale des opérations, vous gérerez et ferez évoluer une ligne de produits sur un marché industriel dans un contexte international.

Ingénieur de formation, pragmatique et homme de terrain, vous avez une première expérience qui vous a permis de vous confronter à des problèmes d'analyse de marché et de réseaux de distribution industrielle. Stratégique, ce poste vous permettra de jouer un rôle moteur dans la mutation de notre entreprise sur le marché du chauffage de locaux industriels. Anglais indispensable, allemand serait un plus.

Poste basé à Dijon (21). Rémunération attractive. Merci d'adresser candidature (C.V., lettre, manuscrite, photo) sous réf. P 45 L.M. à notre Conseil, Françoise PETIT, 62, rue de Méromont, 75008 Paris. Tél. : 42.88.10.08.

CDPA

Paris
Dijon
Besençon

ELARGISSONS ENSEMBLE L'ESPACE INFORMATIQUE

Nous ouvrons de nouveaux espaces. Nous abordons, par exemple, l'espace des "immeubles intelligents". Pour opérer dans ces paysages évolutifs, nous recherchons des femmes et des hommes motivés par le Conseil et la Vente. Leur mission sera vaste : évaluer les besoins de leurs clients et prospects, imaginer des solutions techniques et financières, négocier les contrats, participer à la mise en œuvre des systèmes et applications, former les utilisateurs, suivre leur évolution pour y répondre.

DEVENEZ INGENIEUR COMMERCIAL ou INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL à IBM FRANCE

JEUNES DIPLOME(E)S

d'une grande école d'Ingénieurs ou de Commerce
(Bac + 4 minimum),
débutants, ou possédant une première expérience professionnelle

Des postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Merci de nous adresser votre candidature sous réf. L 21 à :

IBM France - Département Recrutement - 5, place Vendôme - 75001 Paris

Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM France

AMIENS

Capitale de la Picardie
à 130 km de Paris (135.000 habitants)
vivre bientôt à l'honneur du obé.

Si vous êtes motivé pour participer à cette opération,
le département culture et communication

RECHERCHE

UN CHARGÉ D'ÉTUDES (H/F)

pour la mise en œuvre du plan obé.

Il ou elle sera chargé(e) de :
mettre en place les contrats, dynamiser les différents partenariats, animer des groupes de travail, coordonner les différents secteurs d'activités.
Une bonne connaissance du milieu de la communication et des technologies nouvelles est souhaitée.

Expérience professionnelle, travail de recherches appliquées.
Diplôme : BAC + 5 en économie, marketing ou communication.
Anglais vivement souhaité. Poste à pourvoir rapidement.

Contrat à durée déterminée d'un an éventuellement renouvelable.
Salaire annuel : environ 53.000 F net.

Adresser votre candidature : lettre manuscrite + C.V. + photo à :
Monsieur le Maire d'Amiens,
S.P. 2720 - 80027 AMIENS CEDEX
avant le 9 mars 1988, 17 heures, délai de réponse.

Côte d'Ivoire

RESPONSABLE BUREAU D'ÉTUDES ET DE MÉTHODES

Basée à Abidjan, notre entreprise d'ingénierie et de mise au point de technologies agro-alimentaires, conçoit, réalise et commercialise des équipements industriels et des usines destinées à la transformation de produits agro-alimentaires.

Nous recherchons notre Responsable du Bureau d'Études et des méthodes. Sous l'autorité du Directeur de la Recherche et du Développement, il déterminera les besoins de transformation des produits, puis conçoit les équipements et lignes industrielles correspondantes, en établit les plans de réalisation et en suit la réalisation, tout en ayant à l'esprit le sens des réalités économiques des technologies mises au point. Ce Responsable peut compter sur l'appui de deux ingénieurs et de cinq Dessinateurs qu'il anime.

Nous cherchons un Ingénieur (AM, INSA, ENI...) qui possède environ 10 années d'expérience générale acquise dans une entreprise industrielle ou dans une entreprise d'ingénierie réalisant des équipements industriels applicables.

Nous proposons un statut d'expatrié, avec les avantages, qui lui sont liés (salaires, logement, véhicule) de nature à intéresser un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 21/2330 A à :

EGOR RHONE ALPES
Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servière - 69431 LYON CEDEX 03

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRÈCE-PORTUGAL ITALIE PORTUGAL BRÉSIL CANADA

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
à vocation internationale
INDUSTRIES ELECTRONIQUES ET ELECTRIQUES
organisé en centres autonomes de taille humaine
recherche le

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour une de ses sociétés, en plein développement,
leader national sur ses marchés.

Région Parisienne

- Vous aimez le challenge et structurerez l'implantation commerciale nécessaire pour conquérir les marchés extérieurs.
- Vous managez et animez des équipes technico-commerciales avec succès.
- Vous intégrez le concept marketing dans sa globalité.
- Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce.
- Votre maîtrise de l'anglais est parfaite.

La rémunération proposée pour ce poste est très motivante et les possibilités d'évolution réelles.

Adresser C.V. complet, lettre manuscrite et photo récente sous référence 500 à

G.MICARD / consultants s.a.
10, bd Buchet - 75016 PARIS, qui traitera
confidemmentiellement votre candidature.

هنا من الاميل

Le Monde EMPLOI DES JEUNES

Des entreprises innovent

De la marginalité à la marge économique

D'INSERTION, intermédiaire ou à valeur sociale ajoutée, ces entreprises-là ne sont décidément pas comme les autres. Créées par des animateurs, des éducateurs ou des travailleurs sociaux, elles ont pour objectif prioritaire de venir en aide à des publics en difficulté pour qui l'insertion sociale passe par une reconnaissance économique. Jeunes pauvres, délinquants, ou presque, chômeurs de très longue durée, tous les perdants s'y retrouvent pour apprendre un

métier, redécouvrir une fonction et une justification, le tout accompagné, enfin, d'un salaire.

Imaginable il y a encore une dizaine d'années, cette thérapeutique est devenue le symbole d'un bouleversement provoqué par la crise et le chômage. Des travailleurs sociaux se sont transformés en gestionnaires, parce qu'il n'y avait plus d'autre solution idéale. Des catégories a priori condamnées ont apporté la preuve que, passé un temps d'adaptation, elles pouvaient réintégrer le

monde du travail et même s'y faire une place. Car les entreprises d'insertion réussissent, contre toute attente, même si elles ne sont plus reconnues par les pouvoirs publics. Soutenues par d'autres — entreprises, institutions ou organismes — elles apportent la preuve de leur vitalité. Au-delà des a priori, elles démontrent que la détermination de quelques fortes personnalités faisant appel à une bonne dose de pragmatisme peuvent obtenir des résultats là où il n'y avait qu'échec.

Les travailleurs sociaux se convertissent à la gestion

« LES entreprises intermédiaires ? Elles vivent donc encore ? » Le propos récent de Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, en dit long sur le climat qui entoure une expérience peu connue, maltraitée et finalement condamnée par les textes officiels.

Les entreprises intermédiaires ? Sous-jacent dans l'action des travailleurs sociaux et des éducateurs à partir des années 80, le vocable prend corps avec la circulaire du 24 avril 1985, longtemps retardée par M. Laurent Fabius, qui n'y croyait guère. En fait, l'expérience, à peine reconnue, ne durera pas dans sa définition d'origine. Coupable d'être dispensées — 50 millions de francs, tout de même — encore en phase d'expérimentation et, par conséquent peu probantes, elle sera victime d'un règlement de comptes après 1986, la nouvelle majorité de droite y voyant le symbole de la gabegie socialiste et des utopies de gauche.

Elles vivent donc encore ? S'étant aperçu, mais un peu tardivement, qu'il s'agissait l'arrêt de mort d'une formule originale, M. Philippe Séguin, ministre des Affaires sociales et de l'emploi, accordait moins un succès qu'il n'offrait une porte de sortie. Désormais, disposait-il pour compenser, les entreprises intermédiaires pourraient utiliser, comme les autres entreprises finalement, les facilités prévues par le généreux plan d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes et pourraient faire appel aux fonds recueillis pour la formation en alternance.

Elles ne seraient plus subventionnées mais exonérées de toutes charges sociales si elles embauchaient des jeunes en stage SIVE, en contrepartie de qualification, d'adaptation, à l'époque placés sur un plan d'égalité. Ce qui ne les empêcherait pas de recevoir des aides du ministère de la justice ou des directions des affaires sanitaires et sociales, par exemple, dès lors qu'elles favoriseraient la réinsertion de personnes en difficulté.

Celles qui ont survécu se reconnaissent dans le terme d'entreprises d'insertion sociale par l'économie, à peine plus explicite que l'ancienne expression. D'autres accepteraient volontiers, par bon sens, d'apparaître comme des « entreprises à valeur

sociale ajoutée », puisque le chiffre d'affaires n'est pas tout. Selon les comptes, et les définitions, plus ou moins restrictives, elles seraient de cent cinquante à trois cents. Elles emploieraient environ mille salariés, pour l'encadrement, et mille cinq cents jeunes, présents de six à dix-huit mois, généralement payés au SMIC.

Mieux, elles sont maintenant fières de leur transformation et tiennent à leur statut actuel. Des gens tels que François Poron, le Bernard Tapie du social, comme le surnomment certains, affirment que la réussite en matière d'insertion des jeunes dépend de la compétitivité de l'entreprise. Une thèse qui n'effarouche plus dans un milieu où les travailleurs sociaux et les éducateurs ont souvent été regardés comme des gauchistes attardés. Relevant la tête après la bourrasque, les entreprises d'insertion se sont retrouvées à Lyon, le 27 novembre, pour de premières assises nationales, et ont décidé, dans la foulée, de constituer une coordination.

Avec assurance, elles ne doutent plus de leur maintien et, pour preuve de leur détachement, affectent de ne rien attendre des prochaines échéances électorales. « Notre pérennité est acquise », proclament les responsables.

Accords de partenariat

Pour en arriver là, il a toutefois fallu que le projet s'affine et que les conditions générales changent. Ce n'est pas par hasard si de grands groupes industriels — Saint-Gobain est de ceux-là — ont commencé à s'intéresser à ces entreprises atypiques, les ont soutenues financièrement et ont conclu des accords de partenariat, comme avec l'ATFJ de Chambéry. Sa filiale Vetrox imagine même d'y envoyer des cadres ou des techniciens qui seraient tentés par l'aventure.

Ce n'est pas non plus par simple coïncidence que des institutions comme la Fondation de France ou des organismes tels que Promofaf, le fonds d'assurance formation du secteur sanitaire et social, se sont mobilisés autour de certains dossiers, leur apportant le coup de pouce nécessaire. Un cabinet international, Charles Riley Consultants, met d'ailleurs à disposition trente jours par an de consultation afin de sélectionner les projets les plus viables.

« Dès lors que le gouvernement et les pouvoirs publics abandonnent le soutien direct à ces entreprises, il nous en apparaît que nous devons relayer l'effort », disent en chœur MM. Jean-Claude Fages et Bernard Giniy, respectivement responsables de ces programmes pour le compte de la Fondation de France et du Promofaf.

La première, à vocation caritative, se rendait compte que ses opérations sociales étaient vouées à l'échec, et pour être à l'échec, si elles n'abordaient pas le volet économique. Au total, et en trois années, elle a consacré 8,2 millions de francs à cent six entreprises bénéficiaires de son aide.

Réduire les subventions

Promofaf, très lié par définition au milieu des éducateurs et des travailleurs sociaux, a suivi la même logique. Alors que les fonds collectés pour la formation des jeunes ne trouvaient pas d'usage, en raison de la situation de l'emploi dans ce secteur, l'organisme mutualisateur choisissait d'affecter une part des sommes — 13,5 millions pour 65 millions disponibles au titre de l'alternance — à des programmes de formation liés aux entreprises intermédiaires. Outre l'appui décisif pour une action sociale, il entrait dans sa stratégie d'accompagner un changement d'attitude de la part des éducateurs et travailleurs sociaux, capables de s'adapter aux conditions nouvelles. « L'évolution de leur carrière nous préoccupe aussi », reconnaît M. Giniy.

Justement, ces professionnels du social ont connu, et subi, d'extraordinaires remises en cause que la crise et le chômage ont à leur tour accélérées. Depuis la première tentative, modeste, de M. René Lenoir, en 1979, ils ont pris conscience de l'importance des conditions économiques sur leur profession mais, surtout, sur leur action. Ils ont progressivement constaté que leurs interventions ne pouvaient se limiter au seul champ social. Ce qui les a peu à peu amenés à proposer des activités professionnelles aux publics qu'ils avaient à traiter, puis, les premiers obstacles surmontés, à organiser eux-mêmes un premier marché de l'emploi parallèle.

Cette incursion devait en entraîner d'autres. Des travailleurs sociaux se sont transformés en chefs

d'entreprise et, « pour quatre ou cinq », reconnaissent les spécialistes, en véritables gestionnaires. Ainsi sont nées les entreprises intermédiaires. Sur de petits segments d'activité, elles commencent à se battre avec les moyens disponibles, occupant les « créneaux » inoccupés par d'autres.

Dans un premier temps, et pour compenser les handicaps, elles reçoivent des aides, de l'ordre de 30 000 francs par emploi créé, l'idée

étant que, année après année, la part des soutiens publics serait ramenée de 50 % du chiffre d'affaires à 40 % puis à 30 %.

Les circonstances politiques, on l'a vu, en ont décidé autrement. Mais cela n'a pas empêché certains de prendre leur envol et, finalement, de briller les étapes. Aujourd'hui, ils sont nombreux qui considèrent les critères d'alors comme inadéquats et qui revendiquent un traitement plus proche des conditions normales de fonctionnement. Avec 15 % ou 20 %

de subventions, s'accroissent-ils pressentent-ils, on doit être en mesure de corriger les handicaps dus à la précarité des marchés occupés, à la faible productivité inhérente aux personnes embauchées pour une période limitée et à la présence d'un fort encadrement, professionnel et de formation.

ALAIN LEBEAUSE.

(Lire la suite page 40.)

LE FONDS D'ASSURANCE FORMATION DU SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL

1 organisme paritaire, 2 missions :

- gérer les fonds de la Formation Professionnelle Continue
- promouvoir une véritable politique de formation et d'éducation permanente

Les chiffres clés

- 280.000 salariés concernés,
- 5.000 adhérents,
- 35.000 stagiaires en formation chaque année,
- 20 conventions signées avec les Ministères et les Conseils Régionaux.

PROMOFAF est l'un des principaux acteurs de la politique en faveur des entreprises d'insertion par l'économie.

11, rue Carrier-Belleuse, 75015 PARIS - 47.83.35.93

PROMOFAF
OBJECTIF FORMATION

LA GENEROSITE BIEN FONDEE

FONDATION DE FRANCE

VOUS

La Fondation de France, institution privée, collecte des fonds (dons, legs...) auprès des particuliers et des entreprises en faveur d'actions sociales, économiques, culturelles et scientifiques. Elle offre à toute personne, association ou entreprise désirant poursuivre une action d'intérêt général la possibilité de créer son propre fonds.

A la fin de l'année 1987, avec l'aide de ses 350 000 donateurs et de ses 270 fondations, la Fondation de France a attribué plus de 2 500 subventions, prix et bourses.

40, avenue Hoche 75008 Paris - Tél. (1) 45 63 66 66 / 42 25 76 55

هذا من الاصل

SAINT-GOBAIN DEVELOPPEMENT
SAINT-GOBAIN DEVELOPPEMENT
RECHERCHE PARTENAIRES
POUR AGIR SUR L'EMPLOI

Dans les bassins d'emploi où le Groupe Saint-Gobain est implanté Saint-Gobain Développement apporte aussi son concours aux entreprises qui facilitent l'insertion des jeunes ou la réinsertion des chômeurs non qualifiés

Deux critères de sélection

- La qualité économique du projet de l'entreprise
- Les possibilités réelles d'insertion

Deux exemples

L.A.T.F.J. (Atelier pour le Travail et la Formation des Jeunes à Chambéry, Savoie)
 CA en 1987 : 5,5 MF; 85 personnes.
 Activités : chaudronnerie inox, confection industrielle, électronique maintenance, matériaux composites, entretien bâtiments.

Société QUALIFER (à Villers Saint-Paul, Oise)
 CA prévisionnel en 1988 : 17 MF; 33 personnes.
 Activités : production et commercialisation d'armatures métalliques.

Saint-Gobain Développement, G.I.E. du Groupe Saint-Gobain, appuie les entreprises dynamiques qui créent des emplois. Saint-Gobain est solidaire des régions dans lesquelles il est présent et s'insère dans les relations qui construisent l'avenir de ces régions.

SAINT-GOBAIN DEVELOPPEMENT
CEDEX 27, 92096 PARIS-LA DEFENSE

FEHAP

FÉDÉRATION DES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS
 ET D'ASSISTANCE PRIVÉS À NON BUT LUCRATIF

Les Établissements sanitaires et sociaux adhérent à la FEHAP représentent une composante importante de notre système de santé et de protection sociale.

1.400 Établissements et Services (Hôpitaux, Maisons de retraite, Centres de Réadaptation pour handicapés, Alternatives à l'Hospitalisation...)

130.000 lits et places

UN SECTEUR PORTEUR D'EMPLOIS :

135.000 salariés

**NI PUBLIC, NI COMMERCIAL,
 MAIS AU SERVICE DU PUBLIC**

Marseille

Les professionnels de l'occasion

STRASBOURGEOIS et amis de longue date, MM. Patrick Klein et Martin Spitz font figure d'"étrangers" à Marseille, où ils se sont retrouvés pour agir ensemble. On s'est chargé de leur rappeler quand ils se sont adressés au conseil général et à la ville pour demander des subventions, jusqu'à présent sans succès.

Qu'ils aient pu avoir l'idée de transporter, ici, l'expérience réussie de l'association ENVIE (entreprise nouvelle vers une insertion économique), lancée à Strasbourg en 1984, n'impressionnait pas et dérangeait peut-être. « Ce ne sont pas des Alsaciens qui vont nous donner des leçons », leur a-t-on dit parfois. Seules les communautés Évangélique de Marseille et de Cabris, instruites du précédent, se sont associées au projet. Au point de participer au conseil d'administration de ENVIE-Marseille, née au cours de l'été 1987.

Du coup, il a fallu que la reconnaissance officielle vienne d'ailleurs. Du comité de probation du tribunal de grande instance et d'Info-drogue, l'association marseillaise a pu bénéficier des toitures. Tous deux ont signé des conventions afin de faciliter la réinsertion sociale et professionnelle d'anciens délinquants ou d'ex-drogés. Des pouvoirs publics, d'institutions nationales et d'entreprises extérieures, ensuite (1).

A la circonscription locale, entre-temps par les particularismes sans doute, a donc répondu un large engagement, provoqué par l'originalité d'une démarche qui a d'emblée séduit.

Au point de départ, le raisonnement s'impose comme une évidence, tant le principe d'ENVIE est limpide. Usages, les appareils électroménagers pourraient être remis en état et vendus d'occasion. Les réparations nécessaires pourraient être effectuées en atelier par des « publics en difficulté ». C'est-à-dire par des jeunes, peuplés, des chômeurs de très longue durée. Bref, par tous ceux qui se sont marginalisés et ne peuvent réintégrer la vie active sans un accompagnement adapté et une formation presque personnalisée.

Une forme de mécénat

Déjà couronnée de succès, l'opération pouvait être reprise et amplifiée à Marseille. Grâce aux retrouvailles de MM. Klein et Spitz. Les deux compères ont, en effet, mis à profit leur connaissance et leur savoir-faire. L'un est directeur commercial dans la filiale Darty qui gère, dans le Sud-Est, onze magasins avec un chiffre d'affaires de 620 millions de francs, en 1987, et emploie 600 personnes. L'autre, psychologue de formation, lui-même fils de marchands d'électro-ménager, dirigeait l'association ENVIE de Strasbourg et était tout disposé à rééditer l'expérience.

Si le secret de la réussite tient dans la capacité d'approvisionnement en réfrigérateurs, cuisinières, machines à laver et lave-vaisselle,

leur collaboration est décisive sur ce point. « Cette année, nous avons récupéré 15 000 appareils anciens auprès de nos clients qui, vendus à la casse au cours de la tôle mélangée, ont rapporté 80 000 francs », souligne M. Patrick Klein. « J'ai facilement convaincu ma direction... »

Par contre, Darty fournit donc à ENVIE-Marseille l'intégralité du matériel ancien et considère que c'est là une forme de mécénat, sa participation à une action humanitaire dont la société s'entend pas faire un argument publicitaire.

De leur côté, les équipes de l'association s'engagent à prendre livraison des vieilles machines, exclusivement auprès de ce fournisseur, de les stocker puis de les réparer quand c'est possible. « Il faut quatre appareils d'un même modèle pour en refaire un seul, que nous vendrons en moyenne 900 francs avec une garantie d'un an et en assurant le service après-vente », précise M. Martin Spitz, qui constitue aussi des réserves de pièces détachées.

A l'ouvrage depuis le début de l'année dans un ancien entrepôt, situé au cœur du 15^e arrondissement de Marseille, l'un des plus pauvres qui soit, ENVIE ouvre ses portes au public le 9 avril prochain avec une gamme de 200 produits exposés dans une salle de vente « aussi bien agencée que pour du neuf ». « Nous sommes des professionnels de l'occasion », prétendent M. Spitz et M. Klein, devenu président de l'association-entreprise. « Ce marché négatif fonctionne comme l'autre selon les mêmes critères de marketing ».

Volontairement installé au cœur de sa « zone de chalandise », ENVIE vise en priorité la clientèle de ceux qui ne peuvent s'équiper en électro-ménager, trop coûteux, et compte bien réaliser, en 1988, un chiffre d'affaires de 1,3 million de francs pour 500 000 francs de subventions de fonctionnement. Aux huit jeunes actuellement embauchés (sept contrats de qualification, un contrat de réinsertion en alternance), payés au SMIC, on devrait passer à seize l'an prochain pour atteindre le rythme de croisière. Progressivement, la part des subventions devrait diminuer pour se fixer à 15 % des recettes commerciales car, notent les deux responsables, « la nature sociale du dispositif empêche d'aller au-delà ».

Motivation

Bien sûr, ENVIE-Marseille pourrait tendre vers l'équilibre et la rentabilité, mais elle perdrait alors sa fonction qui est de permettre le retour dans la vie active de jeunes au début trop handicapés pour y parvenir sans aide. La facilité serait de sélectionner à l'entrée puis de garder ensuite les plus productifs à l'issue de leur période de stage. MM. Spitz et Klein refusent cette tentation, même si, ici ou là, on leur a reproché d'être « une entreprise à but lucratif déguisée en social ». Ils préfèrent poursuivre leur effort, sans rien renier de leur objectif, parce qu'ils ont constaté que les singuliers font preuve d'une motivation presque excessive et sont décidés à saisir avec énergie ce qui représente, pour eux, la dernière chance. Comme

cela s'est produit à Strasbourg, où un ancien drogué de vingt-quatre ans est finalement devenu directeur du service après-vente dans une véritable entreprise, ils espèrent bien que les marginaux d'aujourd'hui feront d'excellents professionnels.

« Tous ne deviendront pas des techniciens », reconnaît M. Spitz, « mais ils pourront être des magiciens, des vendeurs ou des livreurs puisqu'ils auront appris à tout faire à ENVIE-Marseille ». Ils pourront aussi essayer de se faire embaucher par Darty-Provence, la direction s'étant engagée à examiner leur candidature au même titre que celle des autres. « À compétence égale », observe M. Klein, il est difficile de recruter des marseillais qualifiés par des prétentions élevées et qui, « la débrouillardise locale aidant », trouvent plus avantageux de travailler à leur compte. Il y a donc un débouché possible.

A. L.

(1) Les subventions d'investissement s'élèvent au total à 700 000 francs : venues du ministère de la Justice (120 000 francs), du contrat de plan État-région (280 000 francs), du prix de Comité de liaison des bassins d'emploi (10 000 francs) fournis par le ministère des affaires sociales, Elit-Agustine, Rhône-Poulenc et la Société Lyonnaise de Banque) et de la Fondation de France. La Fondation a versé 100 000 francs remboursables et les Communautés Évangéliques en ont fait autant pour 300 000 francs. Ce sont les subventions de fonctionnement qui font défaut.

Les travailleurs sociaux se convertissent à la gestion

(Suite de la page 39.)

Les obligations particulières de formation, soulignent-ils, ne constituent pas une difficulté supplémentaire, même s'ils ne se gênent pas pour faire observer que le niveau de salaire versé — le SMIC la plupart du temps — dépasse ce que font les entreprises normales en pareil cas.

Malgré cela, ces entreprises peu ordinaires fonctionnent, pour quelques-unes d'entre elles, dans des conditions proches des activités traditionnelles. Ce que la Fondation de France retient comme un bon test de crédibilité. Dans ce mouvement à la recherche de son unité, M. Fages distingue par exemple « les entreprises majeures » des autres. Il privilégie les associations que l'on soutient maintenant avec des prêts, des emprunts et des financements parfois bancaires pour la constitution de fonds propres ou de roulement et il considère d'un autre oeil celles qu'il faut porter à bout de bras, tout comme M. Glinisty, au Promofaf, se méfie de ces entreprises d'insertion qui n'auraient d'autre vocation que de fournir de la formation et, par

conséquent, « de transformer en salariés leurs stagiaires en formation ».

Soucieux de préserver l'originalité du dispositif, en lien et place des pouvoirs publics, animateurs et financeurs sont préoccupés par l'effet, toujours plus sensible, des contraintes imposées par l'objectif.

Risques de déviation

De fait, si le mouvement des entreprises d'insertion a su jusqu'à présent conserver sa vocation, tout un chacun a désormais conscience des risques de déviation que l'absence de référence officielle implique. On pourrait tout aussi bien appliquer des règles de sélection à l'embauche, pour tirer parti des publics en difficulté. On pourrait également conserver les personnes formées, une fois les compétences acquises devenues rentables, et oublier la nécessaire rotation des effectifs.

De la même manière, les entreprises d'insertion pourraient être

tenues de vivre en marge de la légalité et, pour ne pas s'adonner à des pratiques réprouvables comme le prêt de main-d'œuvre (par le biais de l'interim), c'est-à-dire de profiter de leur caractère exceptionnel pour en tirer un avantage commercial.

Enfin, les responsables voudraient bien clarifier leurs relations avec les pouvoirs publics, absents, et avec les administrations (Justice, DDASS, affaires sociales). De la même manière, la Fondation de France et le Promofaf aimeraient pouvoir s'appuyer sur des règles claires. Les meilleures expériences en cours finissent, sinon, par se banaliser ou par gommer leurs différences. Tandis que d'autres cultivent leur marginalité et s'enferment dans le quart-monde. Mais il faudrait alors que de nouvelles entreprises, à leur tour attirées, se décident à prendre le relais pour réinventer une fonction de l'entreprise devenue indispensable, socialement.

ALAIN LEBEAUD.

LA QUALITÉ DANS LA FORMATION...

L'INNOVATION DANS LA FORMATION

Une politique cohérente pour le secteur sanitaire et social.

Une politique novatrice

- Pour les établissements hospitaliers : accompagnement de leur évolution technologique, de leur stratégie de modernisation et d'humanisation.

- Pour le travail social : aide à l'évolution de ses professions et de ses établissements.

- Pour le troisième âge : réponse à ses besoins croissants.

- Maintenance des matériels électroniques biomédicaux des hôpitaux.

- Unités de soins palliatifs.

- Informatique spécifique au secteur sanitaire et social.

- Evaluation du travail social.

- Techniques de prise en charge de la toxicomanie et thérapies familiales.

- Maintien à domicile.

- Qualification du personnel des maisons de retraite.

Une politique d'investissement

- Développement de l'entreprise.

- Augmentation du niveau des compétences professionnelles.

- Meilleure gestion des ressources humaines.

- Financement d'études sur les besoins de compétence professionnelles.

- Perfectionnement des moniteurs d'ateliers des Centres d'Aide par le Travail.

- Marketing social, techniques de management, cercles de qualité, audits de formation.

Une politique attentive aux publics en difficulté

- Un effort particulier pour faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et des personnes handicapées.

Avec des programmes spécifiques pour :

- Favoriser l'insertion des travailleurs handicapés.

- Privilégier les contrats de qualification dans la formation en alternance pour les jeunes.

• Soutenir les entreprises d'insertion par l'économique. En 86 et 87 : 75 entreprises ont bénéficié de contrats de formation représentant 14 millions de francs.

Former aujourd'hui, c'est préparer demain

PROMOFAF
OBJECTIF
EFFICACITÉ

AGE
BIE
FON

En région parisienne

Sortir de « la Cuve » en livrant des œufs

CINQ heures du matin. Il fait froid sur le quai de déchargement de la rue Ernest-Renan, dans la zone portuaire d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). On n'en voit pas le bout. Très haut de plafond, des lampes pendent au bout de longs fils, une lumière crue... dans un matin blême. A l'aide de transpalettes, Bachir, Chérif, Mohamed, Azeddin et Momo, le stagiaire, chargent les camions d'œufs dans les trois camions d'Ergal, petite entreprise intermédiaire de Choisy-le-Roi.

La répartition de la marchandise suppose qu'il ait été établie chaque tournée de livraison en fonction des bordereaux du producteur, du GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) des Côtes-du-Nord, Ville-Poisin, inventeur de la formule de l'œuf daté. Vite, un petit café, et c'est parti. Tous les clients doivent être servis avant midi. A chaque station, il faut tirer son diable avec adresse... pour préserver la précieuse marchandise : environ une dizaine de milliers d'œufs par camion.

Ergal ? Galère, en verlan. « Une entreprise de transport dirigée par des éducateurs », disent spontanément les jeunes de Choisy. C'est en fait une association... créée en 1984 à l'initiative de l'équipe d'éducateurs spécialisés (éducateurs de rue) de l'ALCEJ (Association française de l'œuf jennesse), elle-même née en 1983. Son originalité ? Elle est en prise directe avec un quartier, un grand ensemble de 5 600 logements sur les communes de Choisy-le-Roi et d'Orly : la « cité

des Navigateurs », en raison des noms des rues ; les jeunes l'appellent plutôt « la Cuve » : l'ALCEJ et Ergal sont respectivement présidés par le maire et un de ses adjoints, tous deux communistes (1).

« Nous organisons des loisirs pour les jeunes, mais c'est leur apporté-t-il vraiment un plus une fois revenus dans la cité ? se demandent les éducateurs. Ils sont toujours en situation d'assistés... Nous butions sur le problème du travail », Ergal est pour eux un outil de prévention de la délinquance par la remise en jeu professionnelle.

Cité, chômage, police, justice

Issus d'une cité où un jeune sur deux est chômeur, tous les salariés d'Ergal, ont à des degrés divers, connu des ennuis avec la police. La justice. Quelques séjours en prison. Vivant pour la plupart dans des familles nombreuses maghrébines (algériennes surtout), ces jeunes sont sans diplôme et sans expérience professionnelle.

« A Ergal, tout a commencé avec des sortants de taule - parfois grâce à l'aide de promesses d'emploi - à qui l'on confiait des tâches d'entretien d'espaces verts, de nettoyage de sèdes, de distribution de prospectus », raconte Maurice Pourriot, quarante et un ans, éducateur et véritable « patron » d'Ergal. Petit à petit, les secteurs transports-livraisons et bâtiment ont démarré. En 1987, Ergal a

réalisé plus de 1 million de francs de chiffre d'affaires (hors subventions) : 600 000 F en transports-livraisons (500 000 F pour les dix millions d'œufs) et 350 000 F mises à disposition (six équivalents temps plein loués par Ergal, à prix coûtant, à des entreprises de la région, pour des travaux peu qualifiés).

Ergal est-elle financièrement rentable ? Non, naturellement. Pour 100 F de ressources propres, Ergal reçoit 30 F de subventions. De plus, les cinq éducateurs et la secrétaire, qui prêtent main forte à l'entreprise, ne sont pas payés par Ergal mais par l'ALCEJ, financée par la DDASS. « Une entreprise intermédiaire ne vise pas seulement le bénéfice comptable. Son résultat se mesure surtout en insertions de jeunes », souligne M. Pourriot.

Pour autant, le travail doit être bien fait. Le GAEC de la Ville-Poisin n'est pas philanthrope... mais s'il offre le premier camion et subventionne les débuts de l'activité, « Le plus d'Ergal n'est pas dans le prix, nous sommes légèrement plus chers que les autres transporteurs, mais dans la qualité de la prestation », explique Maurice Pourriot. « Notre taille, nous pouvons répercuter précisément nos relations avec les clients, ce que le producteur d'œufs apprécie ».

Réinsertion par l'économie ? Elle est impossible si l'intéressé est allergique au travail, refuse ses contraintes : horaires stricts et rigide rémunération. Ergal ne peut donc convenir à tous les jeunes chômeurs, et en tout cas pas aux plus margina-

lisés. Il leur faut une démarche volontaire vers l'entreprise. Alors seulement, grâce à ses effets de sécurisation matérielle et affective, de stabilisation, même passagère, de responsabilisation, elle peut conduire des jeunes défavorisés vers un itinéraire d'entrée dans la vie active.

Bachir, vingt-huit ans, est marié et a trois enfants : « J'ai eu des galères, mais maintenant c'est fini ». Il n'aime visiblement pas parler de son passé en marge de la légalité. Chauffeur à Ergal depuis août 1987, chaque matin Bachir a le sentiment de retrouver une « bande de copains ». « Quand j'arrive à Ergal, je dis : « Bonjour ma poule. Salut caïf ». Alors qu'avec un « vrai » patron... Quand les copains perdent le moral, je leur explique la différence. » Preuve de sa réussite, Bachir a été nommé responsable du secteur transport-livraison au début de l'année, avec une progression de 50 % de son salaire.

Depuis la création d'Ergal, soixante-trois jeunes y ont travaillé. Sur soixante et une sorties, trente-huit ont obtenu un emploi ou un stage de formation.

E. K.

(1) Dans le conseil d'administration d'Ergal et trouvent également des représentants de l'association de prévention de la délinquance (CNPD), de la Banque française de crédit coopératif (BFCC), de la MACIF, de la Mission locale pour l'emploi, du GAEC de la Ville-Poisin, deux artisans, un entrepreneur...

Le conglomérat « entrepreneurial » de Chambéry

D E l'ancien éducateur, M. François Porchon a conservé l'allure. Aidé par un physique à la « d'Artagnan », le visage anguleux et le regard vif, il cultive avec plaisir le style du bricoleur, toujours prêt à en débiter pour une cause jugée perdue.

Mais les apparences peuvent être trompeuses. Quand il s'exprime, le verbe cru et la phrase directe, c'est un véritable chef d'entreprise qui parle, convaincu de l'efficacité de la bonne affaire et capable d'imaginer, sur le champ, le montage investissant qu'il faut. A la tête de l'ATFJ (Association pour le travail et la formation des jeunes) depuis 1981, il règne maintenant à Chambéry sur un vaste conglomérat « entrepreneurial ». Son association, qu'il anime avec son double, tout aussi extraverti que lui, M. Jean Baud, chef des ateliers au lycée technique Monge, a connu naissance à deux S&R et à sept ateliers. Au total, elle emploie quatre-vingt-deux personnes entre le siège social, l'encadrement et les techniciens qualifiés. Dont cinquante-deux jeunes ou moins jeunes, envoyés par divers organismes sociaux, qui sont le raison de vivre de l'ensemble.

Contesté, quelconque, ou admiré, le plus souvent, François Porchon s'est imposé comme le porte-drapeau des défilés entreprises intermédiaires. Il est le personnage emblématique d'un courant d'action vivace où le social est lié à l'économique, performant.

« En consolidé, proclame-t-il fièrement, nous aurons réalisé un chiffre d'affaires de 8,5 millions de francs en 1987. Association sans but lucratif, nous aurons eu 200 000 francs de pertes, après des exercices bénéficiaires, et reçu 700 000 francs de subventions. Mais nous avons aussi payé 1,5 million de TVA... »

A côté des activités défectives, mais indispensables pour l'insertion professionnelle des personnes « soutenues », pour l'essentiel payées au SMIC après un court passage en stage d'initiation à la vie professionnelle (STIVP), il s'attache à développer des « centres de profit », susceptibles de financer ce qui ressemble à un groupe.

Le dernier exemple en date est particulièrement spectaculaire. L'ATFJ a pu créer Alpes Composites, un atelier spécialisé dans les fibres de verre, le carbone et le kevlar. Elle y utilise vingt-deux salariés dont dix-huit jeunes, à coup sûr remis sur pied par l'acquisition de compétences dans une qualification qui fait singulièrement défaut dans la région Rhône-Alpes. Même ses employés « extérieurs » torpissent sur ce nouveau département et commencent à y envoyer des ouvriers en formation.

« Les entreprises normales n'ont pas pris le risque que nous acceptons », explique François Porchon, qui a joué la carte de la sous-traitance, à l'instar de la sous-traitance, à l'instar de la sous-traitance. Mais il sait pouvoir reconstruire son personnel dans d'autres branches d'activité, si les commandes venaient. A baisser brutalement. Grâce à ce pari, il fabrique depuis huit mois des pare-chocs pour camions et autobus, à raison d'une cinquantaine par jour, pour le compte de RVI, et ne désespère pas de trouver d'autres clients. Entre-temps, il a acquis des droits exclusifs sur un nouveau type de catamaran, le Virus 30, dessiné par deux architectes navales de Genève. Un prototype de l'engin de course, destiné aux compétitions lacustres ou en mer fermée, a été réalisé. Plusieurs commandes, pour un prix de vente de l'ordre de 300 000 francs, ont été passées. Associés au projet, les jeunes s'entraînent sur le lac et participent aux futures régates, égale-

ment conçues comme des opérations de promotion...

Emporté par son élan, François Porchon envisage difficilement de se séparer de ceux qui ont ainsi contribué à former pour un métier recherché. « Pourquoi continuerait-on à les lâcher dans la nature ? », s'interroge-t-il. Si une association comme celle-ci a su faire aussi bien, se dit-il, il n'y a aucune raison pour qu'elle n'en profite pas et ne se serve de cette main-d'œuvre pour son propre développement. « Ce n'est pas parce qu'il existe des débouchés importants pour l'emploi que nous devons les laisser partir », réplique-t-il, soucieux de conserver son invraisemblable et précieux stock de jeunes sur la même trajectoire.

Taille critique

La même logique industrielle se retrouve dans plusieurs autres entreprises occupées par l'ATFJ. L'atelier d'Inoxydable, « le seul sur la Savoie », fournit en meubles de cuisine sur mesure, la restauration, l'hôtellerie et les collectivités, localement. Dans la perspective des Jeux olympiques, il peut parler sur l'écoulement alors que, déjà, « nous refusons 100 000 francs de bout de bois par mois ». « C'est un secteur qui peut gagner de l'argent », prétend François Porchon. « On ne trouve pas de techniciens », constate-t-il, fort des quatre dont il dispose et des deux jeunes en contrat de qualification qu'il y prépare.

Souvent sinistrée, la confection peut aussi connaître de bons résultats. « On manque de spécialistes pour réaliser la coupe », note-t-il, en présentant son propre atelier où quatorze personnes produisent « notre ligne de vêtements, créée par un styliste ». Etudiée pour les sports nautiques, en synergie avec le bateau d'Alpes Composites, celle-ci comprend également des modèles pour le « pare-pente ».

Ailleurs, encore, l'ATFJ fabrique aussi des cartes électroniques, construit une machine d'emballage sous vide ou étude un petit instrument pédagogique, réclamé à 2 000 exemplaires par l'académie de Grenoble et capable de permettre l'étude de la pression atmosphérique. Elle attaque parallèlement le marché de la réparation des combinés téléphoniques, pour se préparer à celui, « plus sérieux », de la maintenance des minitel. Elle va aussi embaucher un ingénieur chimiste. Après des recherches, l'ATFJ pourrait en effet construire des manchons pour les lampes de camping à gaz, la radiocativité des modèles actuels ayant été démontrée. « Cela représenterait 10 millions de chiffre d'affaires », rêve M. François Porchon, plus entreprenant que jamais.

Présent aussi dans d'autres domaines, tels que l'élagage des arbres et surtout le ramassage des ordures, « qui sert de base pour vérifier la motivation des jeunes », le responsable de l'ATFJ sait cependant qu'il a maintenant acquis une taille critique. Son pôle économique et sa vitalité peuvent parfaitement se retourner contre lui, qui a pourtant au s'enrouler du soutien de tous ceux qui l'ont rejoint dans le social, et qui a préféré donner des gages de sérieux au patronat local en s'inscrivant, via ses sociétés, à la chambre des métiers puis à la chambre de commerce.

Ses performances peuvent inquiéter ou exciter la jalousie. D'autant qu'il apporte la démonstration que, avec un public défavorisé, il est presque parvenu à faire aussi bien que les entreprises normales. « Pour que l'insertion sociale des jeunes soit une réussite, réplique-t-il, il faut que notre type d'entreprise soit économiquement performant. Le succès de l'un entraîne celui de l'autre. »

A. Le.

FONDS D'ASSURANCE FORMATION DES SALARIÉS DE LA COOPÉRATION AGRICOLE

AU SERVICE DES ORGANISATIONS AGRICOLES, AGRO-ALIMENTAIRES ET DE LEURS SALARIÉS, UN ORGANISME PARITAIRE



GESTION DU CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION

PROMOTION DES FORMATIONS JEUNES

AIDE À L'ÉLABORATION DES PLANS DE FORMATION

FAFCA
19, rue de l'Armorique
75015 PARIS
Tél. (1) 43-22-08-82

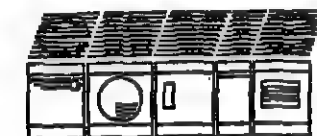
LE S.N.A.S.E.A.

- signataire de la convention qui a créé PROMOFAT
- soutient toute entreprise d'INSERTION DES JEUNES en difficulté

UN PARI RELEVÉ PAR NOS ADHÉRENTS

REJOIGNEZ-NOUS CONTACTEZ-NOUS

SYNDICAT NATIONAL DES ASSOCIATIONS POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE
10, rue Leibnitz, 75018 Paris
S.N.A.S.E.A. Tél. : 42-59-40-40



Association loi 1901
15, avenue de la Cascade
13015 MARSEILLE
(1) 91-03-10-03

SERA OUVERT AU PUBLIC LE 9 AVRIL 1988

OBJECTIF : Faciliter l'insertion sociale et professionnelle d'adultes en difficulté, par un emploi et une formation, théorique et pratique (en atelier).

ACTIVITÉ : Recyclage d'appareils de gros ménage usagés (lave-linge, lave-vaisselle, réfrigérateurs, congélateurs, appareils de cuisson...), revendus d'occasion avec une garantie de 6 mois.

PARTENAIRES :

Montage réalisé avec DARTY-PROVENCE, les communautés EMMAUS de Marseille, ENVIE-Strasbourg, INFO-DROGUE, le comité de probation du tribunal de Marseille, les missions locales...

Avec la participation de la Fondation de France, des ministères des Affaires sociales et de la Justice, de l'ANRED, des comités de bassin d'emploi, de la région PACA, du conseil général des Bouches-du-Rhône et de l'ASFO-Provence.

MERCI À TOUS

LA GENEROSITE BIEN FONDEE

FONDATION DE FRANCE

- PAUVRETE / ISOLEMENT
- ENFANTS
- HANDICAPES
- PERSONNES AGEES
- EMPLOIS JEUNES
- RESSOURCES NATURELLES
- TIERS MONDE
- SANTE PUBLIQUE
- RECHERCHE SCIENTIFIQUE
- ART ET CULTURE
- PATRIMOINE

40, avenue Hoche 75008 PARIS - Tél. (1) 45 63 66 66 / 42 25 76 55

مكتبة ابن ابي عمير

FONDATION DE FRANCE

40, avenue Roche 75008 Paris
Tél. (1) 45 63 66 66 / 42 25 76 55

LA FONDATION DE FRANCE ET L'EMPLOI:

Que fait la Fondation de France?

La Fondation de France a été créée en 1969 par la Caisse des Dépôts et Consignations et 17 grandes banques françaises. Organisme totalement privé, elle est seule en France à exercer une activité multiple dans tous les domaines d'intérêt général. Sa mission est double: collecter des fonds auprès des particuliers et des entreprises en faveur d'actions sociales, économiques, culturelles et scientifiques; offrir à toute personne, association ou entreprise désireuse de poursuivre une action d'intérêt général, la possibilité de créer son propre fonds. La Fondation de France emploie 45 personnes, effectif modeste au regard des 350000 donateurs qu'elle rassemble, des 270 fondations qu'elle gère, et des 2500 subventions, prix et bourses qu'elle attribue chaque année. La Fondation s'est fixée la règle de ne pas affecter à son fonctionnement plus de 10% des ressources collectées. Face à la grande diversité des demandes de soutien qu'elle reçoit, la Fondation se fixe des priorités. Parmi ces priorités un effort exemplaire a été engagé depuis deux ans en faveur de la création d'emplois et de l'insertion dans l'entreprise de jeunes en difficulté. En 1986 et 1987, l'ensemble des crédits consacrés à l'emploi par la Fondation de France s'est élevé à près de 6 MF - 100 initiatives ont été ainsi créées. La Fondation offre plusieurs types d'aide: subventions d'équipement, fonds de roulement par des dotations en fonds propre, avances remboursables sans intérêt. Elle fournit également des garanties d'emprunt par l'intermédiaire d'un fonds créé au sein du Crédit Coopératif. De grandes entreprises ont décidé de se joindre à cette action et d'être les partenaires de la Fondation de France en créant leurs propres fondations, ou en épaulant directement des initiatives locales.

Des résultats concrets

- Les restaurants grills Courtépaille consacrent beaucoup de petit bois. Entreprise dijonnaise d'insertion pour jeunes travailleurs T.S.F. (Travaux et Services Forestiers) leur en fournit. De là est né un partenariat original. La Fondation de France a accordé à T.S.F. 180000 F de subvention et 100000 F en avance remboursable.
- Dans un autre domaine la Fondation de France s'est associée à Darty pour alder E.N.V.I.E. (Entreprise Nouvelle vers une insertion Economique). Grâce à Darty, E.N.V.I.E. récupère du matériel électroménager hors d'usage (réfrigérateurs, cuisinières, etc.), le remet en état pour le vendre d'occasion. Plus de 20 postes de travail ont été créés entre Strasbourg et Marseille avec 200000 F de subvention et 100000 F d'avance remboursable de la Fondation de France.
- L'A.T.F.I. à Chambéry assure, avec des jeunes en difficulté, des activités multiples: service de ramassage d'ordures, entretien d'espaces verts, atelier de confection en vêtements de ski... Saint-Gobain Développement s'est associé à l'A.T.F.I. pour créer un atelier polyester. Ainsi Vetrotex, filiale de Saint-Gobain, apporte son soutien par la livraison de fibre support et permet à l'A.T.F.I. de construire un catamaran de 30 pieds. L'atelier vient d'obtenir d'un groupe amicaux la commande de 30 catamarans.
- Le groupe Charles Riley Consultant International, l'un des premiers groupes français en conseil en management, s'est associé à la Fondation de France pour favoriser le développement d'entreprises d'insertion sociale, en créant une fondation sous son égide qui met gracieusement à disposition des entrepreneurs des consultants en gestion.
- On peut citer également deux importantes fondations créées sous l'égide de la Fondation de France: Nord Entreprendre et Isère Innovation. Une famille du nord, les Mulliez, industriels depuis plusieurs générations, créateurs et administrateurs de nombreuses sociétés (Auchan, Philkar, Flunch...) a créé en 1985 la Fondation Nord Entreprendre. Son but est de favoriser l'initiative économique et l'esprit d'entreprise dans la région nord. Depuis sa création, 23 lauréats ont bénéficié d'un prêt sans intérêt ni caution sur 2 à 5 ans, d'un montant de 100000 F à 400000 F.
- La Fondation Isère Innovation est tout à fait originale: c'est la première fois que les responsables d'un département se mobilisent au sein d'une fondation pour encourager le développement de projets novateurs dans le but de favoriser la création d'entreprises et d'emplois. Créée en 1986 à l'initiative du Conseil Général de l'Isère, sous l'égide de la Fondation de France, elle est devenue aujourd'hui un véritable catalyseur des initiatives locales.

Au-delà de la création d'emplois pour les jeunes en difficulté, la Fondation de France développe un ensemble de politiques destinées à favoriser la formation des jeunes, leur esprit d'initiative, leur capacité à entreprendre des projets: bourses, Jeune Découverte Europe, prêts d'honneur aux jeunes, actions culturelles, etc. D'une façon générale, la Fondation s'efforce d'expérimenter des formes nouvelles de lutte contre l'exclusion et l'isolement.

Dans le Nord

La Sauvegarde dope les jeunes à la vitamine T

DEPUIS huit ans l'ADNSEA (Association départementale du Nord pour la sauvegarde de l'enfance, de l'adolescence et des jeunes adultes), dite La Sauvegarde, s'est investie dans la création d'entreprises intermédiaires. Conçues comme un « sas » vers la vie active pour des « jeunes en difficulté » dont l'espérance d'embauche est quasi nulle, elles semblent avoir atteint un bon niveau de performance économique.

Avec 13 millions de francs de chiffre d'affaires en 1987, un résultat équilibré avec 15 % seulement de subventions de la DDASS, les huit entreprises intermédiaires de La Sauvegarde sont chapeautées par une holding, une direction commune, dénommée « Vitamine T » (comme travail): parmi elles, Rébat (bâtiment et solaires) à Roubaix, La Cuisine (restauration) à Lamberville, Garage 417 à Lomme, Tremplin (forêtage) à Eperlecques.

Quel bilan social pour un réseau comme Vitamine T? Que sont devenues les personnes qui y ont travaillé? En 1987, 110 personnes ont pu trouver une solution: 47 sont en formation, le plus souvent rémunérées en entreprise, 39 ont un contrat de moins de trois mois et 25 un contrat de plus de trois mois ou à durée indéterminée. En 1987, les contrats de moins de trois mois sont beaucoup plus nombreux... au détriment des formations.

Pour Pierre de Saintignon, trente-neuf ans, directeur général de La Sauvegarde, « pas de programme de réinsertion envisageable dans des

entreprises financièrement mal-saines ». L'aide de la société IBM a été précieuse: un cadre de trentehuit ans, Arnaud Dubar, a été détaché pour diriger Vitamine de septembre 1986 à juin 1988. Cette opération de mécénat, très bénéfique en crédibilité pour Vitamine, n'a été acceptée par IBM qu'après plus d'un an d'expertise.

Le social peut donc être économiquement performant! Et même techniquement! En 1983, Rébat a démarré des recherches sur un capteur solaire thermique. « Nous sommes aujourd'hui titulaires, d'un brevet pour un capteur très performant, appelé Prométhée PUA », raconte Pierre de Saintignon, qui se souvient avoir été encouragé par Michel Rolant, alors président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Malheureusement, le marché des capteurs solaires s'est « dégonflé », d'où la mise en sommeil de la production de capteurs. La maîtrise technologique acquise n'est pas perdue, puisque Rébat doit démarrer une activité de formation de « CAP énergie solaire », grâce à une subvention de la CEE.

« On répare la casse »

Quelques mois après avoir accepté ce « challenge », Arnaud Dubar remarquait: « Les problèmes économiques de ces entreprises viennent de ce que leur personnel, en fait, n'est jamais qu'à demi opérationnel puisqu'il s'agit d'établissements de formation professionnelle. Dès qu'un jeune est formé, il faut qu'il trouve un emploi pour que nous puissions en prendre un

autre. » Résumant les facteurs de moindre productivité d'une entreprise intermédiaire, Pierre de Saintignon évoque l'absentéisme et l'instabilité de la main-d'œuvre, son manque de formation, sa fatigabilité, le gâchis de matières premières et les conflits entre jeunes pendant le travail. « Lorsque deux jeunes aspergent de peinture une maison qu'ils viennent de finir... cela coûte à l'entreprise! »

« Le personnel d'encadrement est choisi avant tout parmi les professionnels de la branche: à Rébat, ce sont de vrais maçons... pas des éducateurs transformés en maçons », poursuit M. de Saintignon. Mais la journée d'un chef d'équipe commence souvent par réveiller un gars à 7 heures, parce qu'il a fait la fête toute la nuit avec des copains. « Certains disparaissent sans donner de nouvelles », soupire Pascal Walgraet, conducteur de travaux à Rébat.

« L'été venu deux jours depuis deux semaines, explique Georges Burggraeve, quarante-neuf ans, chef d'équipe menuiserie. Je ne sais même pas où le contacter puisqu'il a été viré de son foyer. Je téléphone à des éducateurs de rue pour avoir de ses nouvelles. » La tâche d'un chef d'équipe est énorme. Le travail des jeunes doit être surveillé en permanence pour qu'il soit bien fait. « Vous sentez-vous préparé à une telle mission sociale? » Non, répond M. Burggraeve. Je n'ai jamais fait de travail social. Je me consacrais peut-être à des jeunes avec tant de difficultés. Aujourd'hui, je les aide avec plaisir... et j'espère pouvoir le faire jusqu'à ma retraite. « Dans chaque équipe, nous sommes obligés de respecter un certain équilibre, explique Pierre de Saintignon. On ne peut mettre ensemble trois jeunes en révolte permanente. De plus, si le nombre de jeunes ayant de très lourds handicaps est trop élevé, l'entreprise risque de connaître une période de difficultés. A contrario, il faut veiller à ce que nous ne choisissons pas des jeunes de plus en plus productifs... pour faciliter la rentabilité! »

« S'il n'y a pas de combat en amont, nous nous contentons de gérer un flux: on répare la casse, mais on ne fait pas de prévention, reconnaît Pierre de Saintignon. L'insertion économique ne commence-t-elle pas par les parents des jeunes en difficulté? » Ce combat, Vitamine entend le mener avec

ART, entreprise de quartier: tâches de nettoyage des espaces communs, halls, escaliers, et d'entretien et de réparation des appartements et des parties communes. « Il faut s'insérer au cadre de vie des familles, car il détermine socialement le devenir des enfants. ART embauche essentiellement des personnes de plus de quarante ans, sans formation, au chômage depuis de nombreuses années... et tellement déconçues qu'elles ne s'inscrivent même plus à l'ANPE », confie Jean-Claude Calvanes, directeur d'ART.

A Roubaix, ART est impliqué dans le célèbre quartier de l'Alma-Gare. Célèbre pour son architecture originale, enchevêtrement de halls et de couloirs, merveilleux labyrinthe pour les très nombreux enfants, mais aussi célèbre pour les difficultés sociales de ses habitants. « Plus

de 95 % des habitants du quartier sont titulaires de l'APL (aide personnalisée au logement), observe M. de Saintignon, et certains perçoivent même une APL supérieure au loyer. » Sur les cinq cents logements HLM, pourtant réhabilités au début de la décennie, cent trente-sept sont vides, observe M. Calvanes. Bien que l'entretien des espaces communs soit réalisé par des habitants, salariés de ART, les ordures sont souvent mises n'importe où et les détériorations fréquentes. Les HLM devraient prendre les mesures nécessaires pour attirer les couches moyennes à l'Alma-Gare, citée en perdition, pense Pierre de Saintignon. Une entreprise intermédiaire ne peut tout de même pas faire des miracles à elle seule.

FRANÇOIS KOCH.

319 personnes = 70 emplois

OU viennent les jeunes? 55 % d'établissements scolaires (dont moins de 5 % de ceux de la Sauvegarde), 18 % de l'ANPE, des missions locales et des permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO), et 44 % de candidatures spontanées.

Deux tiers d'entre eux n'ont pas de CAP. Au total, 319 personnes ont travaillé en 1987 dans l'une des entreprises du réseau Vitamine (l'équivalent d'environ 70 temps pleins), dont 154 personnes à Janus (travail temporaire); les 165 autres, mis à part les 29 salariés de l'encadrement, se décomposent en: 82 TUC, 27 SIVP, 5 TIG, 9 stagiaires, 4 SRA, 1 PIL, 5 contrats

de qualification et 2 contrats d'adaptation (1), présents en moyenne huit mois dans l'année (de 5 jours à 12 mois).

TUC et SIVP sont conçus comme les premières marches dans un dispositif de croissance, explique Pierre de Saintignon. « C'est un moyen pour le jeune de prendre ses points de repère en fonction de l'évolution de sa qualification et de sa productivité. »

(1) TUC: travaux d'initiation collective; SIVP: stages d'initiation à la vie professionnelle; TIG: travaux d'initiation générale; SRA: stages de réinsertion en alternance; PIL: programmes d'initiation locales.

atfj sarl

SIROCCO
vêtements nautiques et de loisirs

ALPES COMPOSITES
catamaran de compétition

6, av. du Mt-St-Michel, BARBERAZ, 73000 CHAMBERY (FRANCE)
Tél. (46) 79-85-01-15

FONDATION NORD ENTREPRENDRE

Des chefs d'entreprise au service de la création d'entreprise

Placée sous l'égide de la Fondation de France, la Fondation NORD ENTREPRENDRE est une initiative de la Famille Mulliez. Donner des moyens financiers aux créateurs d'entreprise constitue bien sûr la mission première de la Fondation. Mais, pour contribuer efficacement à la réussite de ses lauréats, les fondateurs ont organisé une véritable structure d'accompagnement des projets. Entourés de professionnels de la communication, des ressources humaines, des assurances, du droit, de la banque... les 23 premiers lauréats disposent ainsi de moyens efficaces leur permettant de mieux enraciner leur entreprise. Cette démarche originale de la Fondation NORD ENTREPRENDRE aura permis de contribuer à la création de 130 emplois en 2 ans.

Tél. 20.73.74.70 - 20.73.05.40

Le maquis des formules

Les entreprises intermédiaires utilisent divers dispositifs: les SIVP (payés de 17 à 27 % du SMIC, sans cotisations sociales, une rémunération complémentaire étant versée par l'Etat); les contrats d'adaptation (intégré en fonction du SMIC, exonérés de charges sociales); les contrats de qualification (totallement exonérés et le salaire au moins équivalent à 80 % du SMIC); les TIG (travaux d'intérêt général) qui dépendent du ministère de la justice; les PIL (programmes d'insertion locale), ou les CRA (contrats de réinsertion par alternance) pour les chômeurs de longue durée: une partie du salaire et des charges sociales étant supportées par l'Etat.

POUR MIEUX REMPLIR SA MISSION...

- 17 conventions signées avec les Conseils Régionaux pour le Contrat Individuel de Formation.
- Participation à la création de nouveaux diplômes.
- Co-financement avec le Ministère des Affaires Sociales de la formation des travailleurs handicapés.
- Co-financement avec l'AFPA du perfectionnement des personnels de Centres de Rééducation et de Centres d'Aide par le Travail.
- Accord-cadre avec le Ministère des Affaires Sociales et de l'Emploi sur les contrats en alternance pour les jeunes.
- Participation aux Conventions Etat-Région-Entreprises pour le développement de la formation professionnelle.

DES PARTENAIRES UTILES

Organismes de formation: Ministère de l'Education Nationale, Fondation de France, A.F.P.A.

Conseils régionaux: Ministère des Affaires Sociales et de l'Emploi, Formation professionnelle Délégation à l'emploi.

ET UNE ACTION PARITAIRE ET DECENTRALISEE

3 syndicats employeurs: F.E.H.A.P. - S.N.A.P.E.I. - S.N.A.S.E.A.
5 syndicats salariés: C.F.D.T. - C.F.T.C. - C.G.C. - C.G.T. - C.G.T.-E.O.
21 délégations régionales:

ALSACE (03 86.63.40)	FRANCHE-COMTE (03 80.22.40)	HAUTE-NORMANDIE (03 32.32.23)
AQUITAINE (05 56.24.28)	LANGUEDOC-ROUSSILLON (04 67.41.28)	AISNE (03 28.32.57)
AUVERGNE (03 73.27.842)	LOUVOIS (03 55.81.34)	BOIS DE LOIRE (03 40.85.43)
BRETAGNE (02 98.38.46)	LOIRE (03 83.34.25)	PIEMONT (02 22.45.43.05)
CHARENTE (03 93.36.73.94)	MIDI-PYRENEES (03 61.61.47)	POitou-CHARENTAIS (03 47.73.67)
CHARENTE-MER (03 42.42.84)	NORD-PAS-DE-CALAIS (03 20.54.58.28)	PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR (03 93.54.54)
CHARENTE-LOIRE (03 26.65.81.03)	PARIS (01 47.73.67)	RHONE-ALPES (03 78.61.65)

PROMOFAF - siège: 11, rue Carrier-Belleuse, 75015 PARIS - 47.83.35.93
Former aujourd'hui, c'est préparer demain.

S.N.A.P.E.I.

Syndicat National des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés

86, avenue de Saint-Ouen
75018 PARIS
Tél.: 42-28-40-42

PROMOFAF
OBJECTIF
PARTENARIAT

SOMMAIRE

■ Les prélèvements obligatoires ont finalement augmenté en 1987, du fait de la contribution destinée à renflouer les caisses de la Sécurité sociale et du fait aussi d'une activité plus forte que prévu, qui élargit l'assiette de l'impôt (TVA, impôt sur les sociétés) (lire ci-dessous).

■ L'INSEE reconnaît, dans sa dernière note de conjoncture, la poursuite de l'expansion à un rythme seulement ralenti (lire page 44).

■ Contrepartie à l'exceptionnelle croissance de la Grande-Bretagne : les déficits extérieurs se creusent et les risques inflationnistes réapparaissent à l'horizon (lire ci-dessous).

■ Avec la dette du tiers monde et les conséquences du krach, les banques britanniques ont connu en 1987 une année noire, deux des quatre grandes ayant même annoncé des pertes importantes pour la première fois de leur histoire (lire ci-dessous).

Les revers de l'exceptionnelle croissance britannique

Une double contrainte : le déficit extérieur et l'inflation

Quelques jours après avoir annoncé une croissance exceptionnelle de 4,8 % en 1987 — la plus forte depuis 1973 — le gouvernement britannique a dû présenter, le lundi 29 février, — l'une des contreparties de ce dynamisme : le déficit

commercial de janvier a augmenté de 50 % pour s'inscrire à 1505 millions de livres (15 milliards de francs), portant le solde négatif de la balance des comptes courants à 905 millions contre 410 millions en décembre.

Avec les tensions inflationnistes, cette dégradation des comptes extérieurs de la Grande-Bretagne constitue l'une des contraintes avec lesquelles le gouvernement devra compter au cours des mois à venir.

Le contraste est frappant avec une conjoncture internationale pour le moins morose : 1987 aura été une année exceptionnelle en Grande-Bretagne. Une croissance inattendue de 4,8 % permettant un net recul du chômage, une reprise des investissements et un calme social inhabituel ont permis au gouvernement d'engranger des recettes fiscales inespérées et de présenter l'image d'un renouveau économique enviable. Les économistes, tant britanniques qu'internationaux, restent pourtant sur la réserve. Si Londres a remporté la palme de la croissance 1987 pour les pays industriels, dépassant d'une courte tête les résultats d'une Espagne en pleine effervescence, ses succès ne paraissent pas fragiles et de courte durée.

Deux phénomènes se sont en effet conjugués. L'un, d'ordre conjoncturel : une très forte consommation des ménages, en hausse de 5 %, et la vive remontée de 7 % des exportations due à l'avantage de la livre en 1986. Ce dernier effet devrait disparaître au fil des mois. Les dirigeants britanniques ayant opéré, l'an dernier, pour une monnaie forte, l'appréciation de la livre risque de jouer à l'encontre des exportations à un moment où le ralentissement de la croissance mondiale réduira leurs débouchés.

La demande interne ne domant que de faibles signes d'apaisement en dépit du krach boursier d'octobre, les importations continueront sur leur lancée et la balance des paiements courants pourrait voir son déficit se creuser sérieusement. Jugées

Les Britanniques pourraient en tirer argument pour faire valoir qu'ils jouent ainsi le jeu d'une redistribution des cartes de la croissance, comme le souhaitent les États-Unis. Ces derniers, pressés par leurs principaux partenaires industriels d'opter pour plus de rigueur, n'ont-ils pas demandé, en échange, un soutien sous forme d'expansion accrue, notamment en Europe ? Un argument jugé très ambigu par les experts des organisations internationales comme l'OCDE. Relancer la machine européenne, oui, mais pas à n'importe quel prix, répètent-ils. Or la Grande-Bretagne vit, comme les États-Unis, au-dessus de ses moyens : la demande interne a été supérieure à la croissance nationale de 0,4 % en moyenne annuelle depuis 1981, selon la Lloyd's Bank. La stabilité des prix et les équilibres extérieurs en ont pâti. Une tendance accentuée par la disparition progressive de la manne pétrolière de la mer du Nord. En 1985 les recettes tirées du pétrole et du gaz contribuaient pour un dixième à l'expansion. En 1986 comme en 1987, leur augmentation constituait un facteur négatif évalué, lui aussi, à 0,5 % du produit intérieur brut.

Dégradation de la balance des comptes courants, poussée persistante d'une consommation alimentée par de fortes hausses de salaires — 8,25 % en rythme annuel — et un recours au crédit qui laisse le taux d'épargne à son plus bas niveau depuis 1959 : les économistes se refusent à parler de « miracle économique britannique » comme on a pu le faire, parfois avec quelque excès, dans le cas de la RFA ou de l'Italie.

Outre les revenus, certes sans lendemain, des privatisations — 5,1 milliards de livres depuis avril dernier, — la forte expansion de 1987 a gonflé les recettes fiscales de façon inattendue. L'excédent budgétaire, de 6,3 milliards de livres pour le seul mois de janvier, en est la plus récente illustration : à lui seul, l'impôt sur les sociétés a rapporté 1 milliard de plus qu'en janvier 1987 et le déficit de l'exercice se terminant le 31 mars prochain pourrait se transformer en un excédent de l'ordre de 4 milliards. M. Lawson en profitera-t-il pour annoncer une « révolution fiscale » comme l'espèrent nombre de Britanniques ? Tout dépend de ce que l'on entend par « révolution ».

La Banque d'Angleterre, préoccupée par l'inflation, prône la prudence. La hausse des prix, (4,2 % l'an dernier pour 5 % cette année, l'y engage. Après avoir montré l'exemple et provoqué un relèvement des taux d'intérêt, début février, pour limiter la boulimie des consommateurs, l'institut d'émission espère que le gouvernement résistera à la tentation d'allègements fiscaux trop généreux. Une situation délicate pour M. Lawson. La rigueur budgétaire, si elle s'impose dans le cadre d'une politique anti-inflationniste, risque d'être de plus en plus mal admise par l'opinion publique. Choqués par la dégradation des services publics, les Britanniques sont, en outre, mal préparés à l'idée d'une remontée, pourtant jugée probable, du chômage, qui frappe encore 9,4 % de la population salariée.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Selon l'INSEE

Les prélèvements obligatoires ont augmenté l'an dernier

Les baisses de taux de plusieurs impôts décidées par le gouvernement de M. Chirac depuis mars 1986 n'auront pas empêché les prélèvements obligatoires d'augmenter l'année dernière. Selon l'INSEE, ceux-ci auraient, en 1987, atteint 44,7 % de la production nationale, après 44,4 % en 1986.

L'opposition aura beau jeu de souligner le rattrapage. Et il est vrai que la droite, du temps où elle était dans l'opposition, avait fait campagne sur le thème des charges excessives pesant sur l'économie. Tout récemment, M. Marcel Boiteux, ancien président d'EDF, apportait des arguments supplémentaires dans un rapport sur le marché unique européen que lui avait demandé M. Balladur. Les prélèvements obligatoires sont triplement indignes en Europe : par leur importance, leur structure et leur évolution. Sous-entendu : difficile, dans ces conditions, de réaliser un marché unifié.

Pourtant, pour autant reprocher à M. Balladur d'avoir raté le coche ? Le ministre de l'économie, conscient de la difficulté, avait, d'une certaine façon, annoncé la couleur. S'il n'avait pas prévu de hausse en 1987, aucune baisse n'était envisagée dans les documents officiels. Et pour 1988, le gouvernement avait une augmentation des prélèvements (44,7 %, après 44,4 % du PIB en 1986 et 1987), ce

qui était relativement courageux en année électorale.

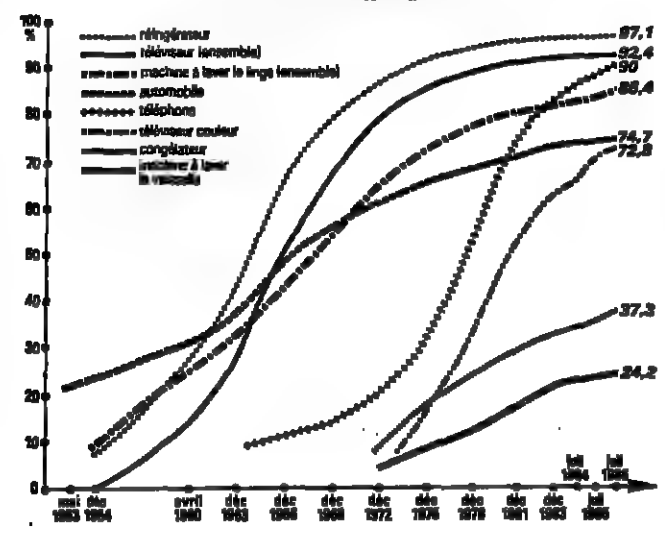
En fait, la surprise de 1987 a deux causes, dont l'une au moins était parfaitement prévisible. D'une part, l'alourdissement des cotisations, destiné à rétablir l'équilibre de la Sécurité sociale. M. Séguin avait décidé en juillet 1986, avec d'autres mesures, le rétablissement d'un prélèvement de 0,4 % sur les revenus, payable en 1987 et 1988. Celui-ci produit ses effets au niveau des prélèvements obligatoires. Difficile de vouloir combler des déficits sans augmenter — quels que soient les noms qu'on leur donne — les impôts ou les cotisations.

D'autre part, l'activité économique plus forte que prévu accroît tout naturellement le rendement de l'impôt : les taux ont beau baisser (impôt sur les sociétés, sur les revenus, TVA), l'assiette, c'est-à-dire la matière imposable, s'élargit. Les sociétés font davantage de bénéfices, les particuliers achètent beaucoup dans les magasins et déclarent finalement au fisc des revenus plus élevés qu'il n'était attendu. L'Etat a ainsi engrangé depuis deux ans des dizaines de milliards de francs de recettes qu'il n'espérait pas. D'où la réduction du déficit budgétaire, que le pouvoir met tant en avant, d'où les cadeaux fiscaux multipliés.

Tout à un prix, et la hausse des prélèvements obligatoires en est un.

AL. V.

Evolution de la consommation des biens d'équipement



Selon la dernière enquête de l'INSEE sur les biens d'équipement, plusieurs de ceux-ci atteignent leur niveau de saturation : réfrigérateurs, lave-linge, téléviseurs (sans distinction de type). Les taux les plus bas d'implantation s'observent chez les ménages jeunes ou à très faibles revenus. L'équipement du téléphone arrive également à saturation. Les moins équipés sont les personnes seules. Le lave-vaisselle ne progresse que lentement : moins d'un quart des ménages disposent de cet appareil.

Une année noire pour les banques

Comme aux États-Unis, 1987 aura été une année noire pour les grandes banques commerciales britanniques. Les quatre principales d'entre elles ont annoncé, la semaine dernière, des résultats au fort baisse, la Midland et la Lloyd's affichant même, pour la première fois de leur histoire, de lourdes pertes. Les problèmes liés à la dette du tiers-monde et le krach boursier du 19 octobre ont été les deux principales causes.

« Nous espérons ne plus jamais connaître une année comme 1987 », commentent devant la presse ses résultats annuels, John Quinlan, le président de la Barclays Bank, exprimant un espoir ou affaiblissant une prévision ? En tout cas, pour les banques anglaises comme pour les confrères américains, l'année écoulée aura été un véritable cauchemar. On se trouve le reflet dans les chiffres que les quatre principales banques britanniques viennent de rendre publics (voir tableau).

Les deux plus importantes banques anglaises, la National Westminster et la Barclays, ont en effet annoncé des résultats nets en forte contraction, la première affichant un bénéfice avant impôt de 704 millions de livres sterling (1) (contre plus de 1 milliard en 1986), la seconde un profit avant impôt de 339 millions (au lieu de 895 millions en 1986). Les deux autres grandes banques britanniques ont, pour leur part et pour la première fois dans leur histoire, annoncé des pertes, la Midland Bank, qui avait dégagé un profit de 700 millions de livres en 1986, a enregistré une perte de 248 millions de livres en 1987, et la Lloyd's Bank, qui avait dégagé un profit de 505 millions de livres (contre un bénéfice de 434 millions en 1986).

Pour expliquer cette brutale détérioration, les dirigeants des quatre grandes banques ont, les uns après les autres, invoqué deux facteurs : la crise de la dette du tiers-monde et le krach boursier. Premier élément donc : les créances sur les pays hyperendettés. « Nous avons vécu, en 1987, neuf mois terribles », au cours desquels certains pays d'Amérique latine, le Brésil et l'Équateur, ont arrêté le service de leur dette, a expliqué Sir Jeremy Morse, le

	Résultats nets avant impôt	Provisions sur créances douteuses	Montant des pertes sur titres des pays en développement	Résultat net
	1986	1987	1987	1987
	(en millions de livres sterling)			
NatWest	1 011	704	610	33 (1)
Barclays	895	339	713	29 (2)
Midland	434	- 505	1 016	29 (3)
Lloyd's	700	- 248	1 066	34

(1) Sur trente-trois pays.
(2) 35 % sur les pays du tiers-monde, 12 % sur les autres pays.
(3) Sur quarante-quatre pays.

président de la Lloyd's. Fortement engagées sur ces pays, les banques anglaises n'avaient jusqu'à présent que peu provisionné ces créances. A l'instar des banques américaines, et sous la ferme pression de la Banque d'Angleterre, elles se sont décidées, l'an dernier, à constituer d'importantes réserves sur ces « prêts non performants ».

Au total, les quatre grandes banques ont mis en réserve un matériel supplémentaire de provisions de 3,5 milliards de livres rien qu'en 1987. Les deux groupes les plus exposés, la Midland et la Lloyd's, ont réalisé l'an dernier un effort de provisions supérieur à 1 milliard de livres chacun. Cela explique que les deux établissements soient tombés dans le « rouge ». Chacune des banques affirme avoir respecté les normes (la « matrice ») fixée en cette matière par la Banque d'Angleterre. Celle-ci avait recommandé de ne pas provisionner à l'excès, afin de ne pas laisser penser aux pays endettés qu'ils n'étaient plus tenus de respecter leurs engagements, de rembourser leur dû.

Séances immédiates

Après cet effort douloureux, les quatre principales banques anglaises se retrouvent avec des taux de couverture de leurs risques souverains proches de ceux des banques américaines (entre 29 % et 34 % pour les établissements anglais, autour de 30 % pour les américaines). Mais elles restent encore loin derrière les banques continentales, notamment allemandes et suisses, mais également françaises. A la fin de 1987, la BNP a provisionné à hauteur de

Aux États-Unis aussi...

Les banques commerciales américaines ont dégagé en 1987 un profit total de 3,7 milliards de dollars, le niveau le plus faible depuis la grande crise de 1929, en nette contraction par rapport à 1986 (17,9 milliards), selon les évaluations du Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC). Plus de 36 % des banques des États du Sud-Ouest ont enregistré des pertes l'an dernier ; 8,5 % seulement dans l'est des États-Unis. Le président du FDIC, M. William Seidman, attribue cette détérioration de la situation des banques américaines aux mises en réserves constituées pour couvrir les prêts accordés au tiers-monde, à la concurrence accrue dans le secteur bancaire et à des difficultés économiques de nature locale dans les États du Sud-Ouest.

principaux dirigeants des opérations de banque d'investissement du groupe ont été démis de leurs fonctions le 22 février. La Lloyd's a enregistré, pour sa part, dans ce secteur une perte de 28 millions de livres et s'est retirée, depuis, de certaines activités de marché. Enfin, la Barclays, qui, par sa filiale Barclays De Zoete Wedd, avait beaucoup perdu le 19 octobre, a réussi à limiter à 11 millions de livres sa perte dans ce domaine.

Très affectées par cet effort de provisions sur risques souverains et par la crise boursière, les grandes banques britanniques ont néanmoins réussi à limiter les dégâts grâce à un fort développement de leur activité bancaire traditionnelle sur le marché domestique, notamment en direction des particuliers. Le crédit à la consommation a aussi connu une vive expansion outre-Manche. La forte croissance de l'économie britannique l'an dernier (4,8 %) a également été un facteur favorable. Les profits dégagés de cette activité se sont à nouveau fortement gonflés (+ 31 % à la Barclays, + 32 % à la Lloyd's).

L'année à venir risque néanmoins d'être plus difficile dans ce dernier secteur. Outre un ralentissement attendu de la croissance, les grandes banques commerciales auront à faire face à une concurrence accrue. Des grands distributeurs, comme Marks and Spencer, s'apprêtent à jouer au banquier. Le gouvernement a en outre indiqué, il y a quelques jours, son intention d'autoriser les *building societies* (les spécialistes du crédit immobilier) à accorder des prêts personnels aux particuliers. Pour les quatre grandes banques bancaires enfin, un autre problème va très rapidement se poser : celui de leurs fonds propres. L'année 1987 s'achève en effet sur des couvertures d'actifs par fonds propres de faible niveau. Pourront-ils résister cette année aux augmentations de capital jugées nécessaires par de nombreux experts ? La Barclays et la Midland l'envisagent. Il reste à savoir si les investisseurs seront réellement persuadés que 1987 n'a été, pour les banques anglaises, qu'un accident.

ERIK IZRAELWICZ.

(1) Une livre vaut environ 10,12 francs français.

(Publicité)
75 - PARIS VILLE DE PARIS - SEMEA XV
ZAC CITROËN-CEVENNES (XV^e arrondissement)
APPEL À LA CONCURRENCE

1) OBJET :
La SEMEA XV lance un appel à la concurrence en vue de la construction et de l'exploitation d'un lot de cadastre n° 464 d'une superficie d'environ 130 hectares à l'intérieur de la ZAC Citroën-Cevennes dans le XV^e arrondissement.

2) PARTICIPANTS DE LA CONSULTATION :
L'appel à la concurrence a pour objet la formation :
a) d'un prix d'acquisition des droits de construction pour cet équipement immobilier,
b) des propositions sur le programme, s'agissant de la clientèle visée et des modalités de gestion.

3) RETRAIT DES DOSSIERS :
Les dossiers comportant le règlement de la consultation sont à retirer à partir du lundi 7 mars 1988 à la SEMEA XV (35, quai de Grenelle, 75015 PARIS) contre un chèque de 500 F non taxes pour participation aux frais de constitution des dossiers.

4) DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES PROPOSITIONS :
Les propositions doivent être transmises à la SEMEA XV avant le lundi 18 avril 1988 à 17 heures sans être pliées et sans être accompagnées d'un pli cacheté contre remboursement.

La date d'envoi de l'appel d'appel à la concurrence à la publication chargée de la parution est le 25 février 1988.

Vous souhaitez de bien vouloir adresser la lettre à la SEMEA XV, 35, quai de Grenelle, 75015 PARIS.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement dont vous pourriez avoir besoin. Je vous prie d'agréer, Monsieur, Madame, l'assurance de mes sentiments distingués.

CLAUDE CALMONTIUS

UNE ANNEE
SCOLAIRE AUX USA

Étudiez dans une HIGH-SCHOOL AMERICAINE en 1988-1989
NOUVEAU ! CANADA - AUSTRALIE - 16 à 19 ans

Si vous avez entre 15 et 18 ans, vous pouvez vous inscrire pour une année de scolarité dans une HIGH-SCHOOL par l'intermédiaire de l'American Intercultural Student Exchange (AISE), une Organisation à but non lucratif.

ETUDES EN
UNIVERSITE AUX USA
"L'année Américaine" après le Bac - Filières courtes
"Stages de langues" (3 et 6 mois) en Californie, hébergement en famille - "Diplôme de Business" en 1 an (début : septembre et janvier). Préparation aux études de (Bachelor, BA-Master, MBA).

VOS VACANCES USA
D'ETE AUX
DES SEJOURS CULTURELS et LINGUISTIQUES

— EN FAMILLE OU EN CAMPUS A L'UNIVERSITE
— AUX USA : NEW YORK STATE - FLORIDE - CALIFORNIE
— NOUVEAU : SEJOURS EN FRANCE
— AUSTRALIE : SYDNEY - SINGAPOUR

Reqs : STS/RIE 29, av. Mareschal Juin - 06400 CANNES
Tél : 93 94 58 94 et 93 43 65 19

Coach : HIGH SCHOOL UNIVERSITY ETI
Les 4 - 5 - 6 - 7 Mars interviews au PENTA HOTEL
Place Chanas - COURBEVOIE - Tél. 47 88 50 51

GENÉRALE DES EAUX

Le chiffre d'affaires provisoire du Groupe Générale des Eaux est de 51,9 milliards de francs, contre 48 milliards en 1986, soit une progression de 8 %. Déterminée aux ventes du secteur de l'énergie thermique, en légère diminution par suite de la baisse du prix des produits pétroliers et du dollar, l'augmentation du chiffre d'affaires est de près de 10 %.

Par ailleurs, les estimations et informations les plus récentes indiquent que le résultat net consolidé du Groupe, pour l'ensemble de l'exercice 1987, sera de l'ordre d'un milliard de francs, contre 765,5 millions en 1986, 603,4 millions en 1985 et 495,7 millions en 1984.

labinal

Précision Mécanique Labinal et la société anglaise Lucas Cav Ltd sont convenues de l'acquisition par Précision Mécanique Labinal de la Division filtres Crosland de Lucas.

La transaction envisagée porte sur les actifs de cette Division qui fabrique, dans deux usines situées en Grande-Bretagne, des filtres à huile, air et combustible pour l'industrie automobile et le poids lourd.

L'ensemble qui sera ainsi constitué par les Divisions « Filtres Parflux » de Labinal et « Crosland Filters », de Lucas, dont les synergies et complémentarités industrielles et commerciales sont importantes, produira une cinquantaine de millions de filtres par an et réalisera un chiffre d'affaires de l'ordre de 700 millions de francs.

Il se situera dans le peloton de tête des fabricants de filtres pour l'automobile en Europe.

RATP EMPRUNT Février 88 F. 2 milliards

400 000 OBLIGATIONS DE F 5 000 NOMINAL

Cet emprunt constitue la souche d'un gisement qui pourra faire l'objet d'assimilations ultérieures.

PRIX D'ÉMISSION

97,70 %, soit 4 885 F par titre.

Ce prix sera réglé en deux versements :

• 1954 F lors de la souscription (date de règlement : 14 mars 1988) ;

• et le solde, soit 2931 F au plus tard le 14 septembre 1988.

DATE DE JOISSANCE

14 mars 1988.

DURÉE

10 ans.

AMORTISSEMENT NORMAL.

Les obligations seront amorties en totalité le 14 mars 1998 par remboursement au pair.

TAUX NOMINAL : 8,80 %.

Intérêt annuel, payable le 14 mars de chaque année.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 9,19 %.

AU 14 MARS 1988.

Une note d'information (voir COB n° 88-99 du 19 février 1988) peut être obtenue sans frais auprès de la RATP : 43 rue, quai des Grands-Augustins - 75006 Paris et des établissements chargés du placement. Date du 29 février 1988.

Crédinter La Sicav des cinq continents

Sicav internationale diversifiée
Comptes de l'exercice clos le 31.12.1987

Performance 1986 : + 22,31 % (coupon net réinvesti)

Performance 1987 : + 2,27 % (coupon net réinvesti)

Performance en 19 février 1988 : + 8,18 %

Dividende proposé : F 11,50 + F 0,85 d'avoir fiscal (soit en paiement le 22 avril 1988)

Consultation des cours quotidiennement sur Minitel :

composé le 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

M. Jean Verde, après avoir assuré pendant dix ans la présidence de la Sicav, a exprimé le souhait de mettre fin à ses fonctions. Il a proposé au Conseil de nommer M. Renaud Ségalen, Président de Crédinter.

Le Président Jean Verde a déclaré :

« Crédinter a fait preuve, lors des remous boursiers de fin 1987, d'une résistance remarquable. En effet, comparée aux indices des différentes places financières, sa performance est plus que satisfaisante et reflète la diversification sélective de son portefeuille, notamment au Japon. Je rappelle que Crédinter se maintient en tête du classement des Sicav internationales diversifiées depuis deux ans. »

(Conseil d'Administration du 24.02.1988)

MESSAGE DU PRÉSIDENT PIERRE SUARD AUX ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Madame, Monsieur, cher Actionnaire,

Je souhaite vous informer personnellement des réalisations de la CGE et, à cette fin, je tiens à publier périodiquement un message.

En ce début de l'année 1988, je tiens particulièrement à souligner la bonne situation de la Compagnie et vous montrer qu'elle est digne de la confiance que vous lui avez manifestée et dont je vous remercie vivement.

Je comprends la déception que vous avez pu ressentir devant l'évolution du cours de l'action CGE ; celle-ci a toutefois été comparable à celle des titres de nos grands concurrents internationaux et cette évolution du cours ne reflète pas à l'évidence les réalités du Groupe.

Des succès commerciaux et techniques majeurs ont été obtenus, concernant notamment les centrales électriques, les transports ferroviaires, la construction navale, les centraux téléphoniques, les transmissions par câbles optiques, les télécommunications par satellite, la télématique, la communication d'entreprise.

1987 aura été une année de consolidation stratégique fondamentale et les forces du Groupe sont désormais clairement centrées sur les industries et les services en énergie et communication.

Dans le domaine de l'énergie, votre filiale Alsthom s'est renforcée dans des activités comme les turboalternateurs et les supraconducteurs. Framatome et CGEE Alsthom ont continué leur développement dans les services destinés aux grandes installations énergétiques et industrielles. Saft et Ceac ont consolidé leurs positions internationales dans les accumulateurs.

Dans le domaine de la communication, dès sa première année d'existence, votre filiale Alcatel NV a connu un plein succès. Les complémentarités entre ses composants ont commencé à jouer. Celles des activités dont la situation était mauvaise en 1986 sont en voie de redressement ou ont été cédées. Dans tous les grands pays où des filiales d'Alcatel NV sont implantées, les administrations de télécommunications clientes ont confirmé leur choix des produits du Groupe. Les 180 millions de dollars supplémentaires investis par ITT, actionnaire minoritaire, dans Alcatel NV en septembre 1987, attestent la confiance de ce groupe en votre filiale.

La CGE a porté à 41 % sa participation totale dans la Générale Occidentale dont elle est ainsi le principal actionnaire. La Générale Occidentale se renforce dans l'édition et les médias, secteurs dans lesquels elle a conclu récemment des accords qui ont permis de constituer le deuxième groupe français d'édition. Ayant entrepris de céder ses actifs dans les autres domaines, elle pourra disposer d'importantes liquidités pour des développements futurs.

Dans le contexte actuel des nombreuses Offres Publiques d'Achat, la CGE, dans la mesure où elle intervient, conduit son action en portant la plus grande attention à la sauvegarde des entreprises et des communautés humaines concernées.

1987 aura aussi été une année d'amélioration de la rentabilité du Groupe. Bien qu'il soit trop tôt pour donner des indications précises sur le bénéfice de 1987 alors que les comptes ne sont pas arrêtés, il est certain que les objectifs formulés au moment de la privatisation seront atteints. Alors que le chiffre d'affaires de 1987 s'établit à 127,5 milliards de francs et progresse de 58 %, le bénéfice global devrait progresser plus rapidement. La CGE se situe ainsi, en termes de rentabilité, parmi les premiers grands groupes européens de la construction électrique et électronique.

Dans ces conditions et compte tenu des bonnes perspectives du Groupe, je compte demander au Conseil d'Administration de proposer à l'Assemblée Générale du 15 juin 1988 de verser aux actionnaires un dividende unitaire de 7,50 francs hors avoir fiscal (11,25 francs avoir fiscal compris), supérieur aux 6,67 francs avoir fiscal qui avaient été envisagés lors de la privatisation. Vous associant aux bonnes performances de votre Groupe, cette disposition récompenserait légitimement votre confiance.

Pierre SUARD

LA CGE EN DIRECT :

• MINTEL : 36.15 code CGE

• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



Économie

AFFAIRES

Une lettre de la COGEMA

A la suite de l'article consacré aux retombées de l'affaire COGEMA (le Monde du 27 février), le président de la COGEMA, M. François De Wasse, nous écrit :

Je note qu'une des phrases (de l'article) : « Pourquoi la COGEMA a-t-elle rompu le loi du silence, malgré les avertissements d'un enquêteur de la Commission des opérations de Bourse ? », pourrait être mal interprétée et laisser supposer que la COB aurait donné à la COGEMA le conseil de ne pas porter plainte pour l'escroquerie dont elle a été victime.

Il n'en est rien, bien entendu, et j'ai apprécié tout particulièrement le soin qu'elle a eu de venir prendre connaissance des éléments dont nous disposons, ainsi que les avis techniques qu'elle nous a alors donnés et qui nous furent précieux par la suite. Les commentaires que nous avons pu recevoir d'elle, à cette occasion, n'étaient pas une dissimulation d'agissements mais montraient simplement qu'il n'avait pas été possible à d'autres, jusque-là, de « démontrer » la technique d'escroquerie ; nous en avions déduit — mais c'était une opinion de la COGEMA — que, en étant la première à porter plainte, notre société devait s'attendre à rencontrer quelques difficultés.

De son côté, le président de la COB, M. Yves Le Fortz, a indiqué que la Commission des opérations de Bourse « met en œuvre tous les moyens d'investigation dont elle dispose, en liaison avec les autres autorités boursières, pour faire toute la lumière sur cette affaire ».

• Asses Brown Boveri supprimera 2 500 emplois en Suisse. — Asses Brown Boveri supprimera 2 500 emplois en Suisse, en 1988 et 1989, ramenant ainsi ses effectifs à 15 000 salariés dans ce pays, contre 22 000 en 1980. Les nouvelles suppressions d'emplois, qui incluent les 400 annoncées à la fin janvier, seront ventilées entre les secteurs « centrales thermiques » (un millier), « industrie » (800 salariés) et « condenseurs » (500 salariés). Asses Brown Boveri a annoncé, la semaine dernière, la suppression de 3 600 emplois (10 % de ses effectifs) dans sa filiale allemande de Mannheim.

• Des clients du Point-Mulhouse occupent ses locaux. — Plusieurs dizaines de clients de l'association de tourisme Le Point-Mulhouse ont occupé les locaux de l'association, avenue de l'Opéra, à Paris, le 29 février. Ils n'ont pu prendre l'avion du samedi 27 février pour la Guadeloupe alors qu'ils détenaient des billets. En effet, la compagnie Minerve n'a pas voulu honorer le contrat d'affrètement qui la liait au Point, celui-ci n'ayant pas payé d'avance le vol prévu. Au Point, on estime avoir versé une avance de 1,2 million de francs pour le vol prévu.

Pour protester contre l'OPA de Schneider

Télémechanique en grève générale

Le personnel de la Télémechanique a décidé, le mardi 1^{er} mars, de se mettre en grève générale pour protester contre l'offre publique d'achat (OPA) dont elle fait l'objet de la part de Schneider. En soixante-quatre ans d'existence, c'est la première fois que les salariés de cette entreprise se croisent les bras. Même en mai 1968, ils avaient continué le travail. Dès ce mardi matin, les usines de province ont déclenché leur mouvement. A Paris, il ne débutera qu'à 14 heures. Parallèlement, les deux mille salariés de l'Eure, ont commencé à monter en voiture sur la capitale, où ils entendront circuler avec des banderoles.

L'Intersyndicale (Confédération autonome du travail, Force ouvrière et CGC), qui mène depuis le 4 février — date de lancement de l'OPA de Schneider — une série d'actions « douces » pour soutenir la direction, a donc choisi de faire monter la tension alors qu'on attend la réponse du « chevalier blanc » Framatome à la dernière surenchère de Schneider. Le vendredi 26 février, le groupe présidé par M. Didier Pincou-Valencienne a décidé de surenchérir brusquement son offre en proposant de racheter chaque action Télémechanique 5 500 F, soit 1 200 F de plus que la

dernière offre de Framatome. Depuis, le constructeur de chaudrons nucléaires s'interroge car il veut rester dans la course. Il doit offrir 5 % de plus que ce que propose Schneider, soit près de 4,1 milliards de francs ! Ce qui revient à payer très cher la Télémechanique. Malgré son désir de voler au secours de l'entreprise, Framatome s'interroge donc sur la marche à suivre.

L'action désespérée du personnel de la Télémechanique (actionnaire de 12 % à 15 % de son entreprise) illustre en tout cas les risques encourus en cas d'OPA hostile contre un groupe. Le ministre de l'économie, M. Edouard Balladur, le souligne lui-même dans le Monde du 1^{er} mars : « Il faut bien se convaincre que le temps est passé où l'on pouvait, contre la volonté des salariés, procéder à des regroupements forcés. Le dialogue entre les actionnaires d'une entreprise, ses dirigeants et son personnel est d'une très grande importance. Cela est vrai à tout moment, mais cela s'applique aussi à ceux qui, de l'extérieur, aspirent à devenir actionnaires d'une entreprise ».

F. V.

La conjoncture française vue par l'INSEE

L'horizon s'éclaircit

L'activité économique en France est plus forte qu'il n'avait été prévu, reconnaît l'INSEE dans sa dernière note de conjoncture. Faute avouée...

Certes, l'Institut de la statistique avait assez nettement déclaré il y a deux mois la possibilité d'une récession consécutive au krach boursier d'octobre. Une menace pesait tout de même, un peu vague dans le temps : nos exportations seraient freinées un jour parce que la croissance mondiale se ralentirait. Mais dans l'immediat, c'est-à-dire grosso modo jusqu'à l'été 1988, il n'y avait pas grand-chose à craindre pour l'économie française, sinon que la demande des ménages, après avoir beaucoup flambé (+ 3,4 % de consommation en volume en 1987, puis encore + 2,4 % en 1987), allait ralentir. Bref, l'activité avait atteint à l'automne 1987 un haut niveau, la croissance allait marquer le pas.

Les choses ne se sont pas passées ainsi. L'expansion s'est poursuivie fin 1987 — à un rythme moindre certes, mais s'est poursuivie tout de même — et le PIB français a augmenté de 2,1 % en 1987 comme en 1986. Des taux qui, sans être mirobolants — ils sont insuffisants pour permettre que s'amorce une décade véritable du chômage — n'en sont pas moins presque réconfortants après les médiocres résultats des années 1983-1986.

Surtout, c'est l'activité industrielle qui tire la croissance et en profite. L'indice de l'INSEE, qui permet de suivre son évolution, a pour la première fois fin 1987 — début 1988 — nettement dépassé son niveau de 1980. Entre le quatrième trimestre 1986 et le même trimestre 1987, cette même production a fait un bond de presque 3 %. En janvier, la consommation des ménages a continué d'être forte.

L'emploi lui-même, qui a tant souffert pendant des années de l'austérité que la France a dû accepter pour rétablir ses équilibres et améliorer sa productivité, se stabilise. Dans ce domaine, stabilisation veut dire amélioration. Depuis deux ans, les effectifs salariés ne diminuent plus, grâce à des embauches, notamment, dans le bâtiment, où le situation est bonne, et dans le commerce. Les stages d'initiation à la vie professionnelle

ont, eux aussi, joué leur rôle. Quant à l'emploi total (salarié et non salarié), il s'est également stabilisé.

Déséquilibres supplémentaires ?

Ces nouvelles, plutôt bonnes pour l'activité, inquiètent-elles de se payer en déséquilibres supplémentaires ? La question doit bien sûr être posée, puisque notre commerce extérieur, équilibré en 1986, est redevenu déficitaire l'année dernière (de 31,4 milliards de francs), il en va de même de nos paiements courants, déséquilibrés de 25 milliards de francs après avoir été excédentaires de 20 milliards en 1986. Une évolution d'autant plus inquiétante qu'elle a pour origine la dégradation brutale de nos échanges de produits manufacturés traditionnellement excédentaires.

L'INSEE souligne les pertes de parts de marché étrangères par la France sur l'ensemble de 1987, mais note que, pendant le second semestre, nos exportations ont progressé plus rapidement que la demande mondiale, qui s'est écroulée l'année dernière (+ 5,8 % pour les produits manufacturés après déjà + 3,3 % en 1986). Tout n'est donc pas perdu, et l'INSEE estime que nos ventes à l'étranger, qui avaient atteint un niveau élevé fin 1987, pourraient encore augmenter partiellement la demande mondiale. Le déficit commercial pourrait cette année être moins important que prévu.

La non-aggravation des déséquilibres extérieurs a pour origine la baisse des coûts salariaux par unité produite. Cela pour la première fois depuis dix ans grâce à la modulation salariale et à une accélération des gains de productivité. Du coup, les progrès réalisés par la France dans le domaine de la déflation vont se trouver consolidés. L'INSEE enregistre la baisse des prix pétroliers (le baril à 17 dollars au premier trimestre et à 16 au second) et parle sur une stabilisation du cours du dollar à 5,60 F. Résultat : l'inflation ramène de 1,8 % à 1,5 % sa prévision de hausse des prix au premier semestre.

Les problèmes de fond demeurent, mais, à court terme, l'horizon s'est éclairci.

AL V.

Le secteur des services a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 741 milliards de francs

Le secteur des services, en 1986, comptait 481 000 entreprises, employant près de 2,4 millions de personnes et qui avaient réalisé un chiffre d'affaires de 741 milliards de francs et 533 milliards de marge, indique l'INSEE (1).

Le secteur a investi 73 milliards de francs, dont près de la moitié (46 %) pour les vingt-six mille entreprises qui s'occupent d'immobilier. Les activités d'études, conseils et assistance représentent de leur côté 27 % des entreprises, 39 % des emplois et 44 % du chiffre d'affaires du secteur.

Même disparité dans les résultats de l'activité : la marge annuelle par personne occupée, de l'ordre de 100 000 F dans divers services rendus aux ménages, dépasse le million de francs dans la « location de matériel de bureau ». De même, ajoute la note de l'INSEE, le salaire

horaire moyen, inférieur à 30 F dans les « salons de coiffure », excède 100 F dans la « production de films ». Il est vrai que les premiers comptent 56 000 patrons et 90 000 salariés (dont 16 000 à temps partiel) quand la seconde est le fait de 1 344 « non salariés » pour 24 000 salariés (dont 20 000 à temps partiel)...

Résultats médiocres à l'exportation pour les services, en raison, dit l'INSEE, de la chute des prix dans la « récupération » et de la baisse des livraisons « clés en main » en ingénierie : les « cabinets d'études techniques » ne réalisent plus que 23 % de leur chiffre d'affaires à l'étranger contre 34 % en 1985.

(1) INSEE, « Premiers résultats », n° 116, février 1988.

LETTRE AUX ACTIONNAIRES

Économie

REPÈRES

Consommateurs

Vingt-trois avis sur la sécurité en 1987

La Commission nationale de sécurité des consommateurs a adopté vingt-trois avis en 1987, selon son troisième rapport annuel d'activité. Deux cents dossiers ont ainsi été traités : poussettes coupant les doigts des enfants, portes basculantes de garages, qui ont tué plusieurs, vitres de fournaux isolées, jouet gonflable pouvant étouffer des bébés, liquides de WVC dangereux pour les yeux, etc. L'affaire la plus grave est, sans aucun doute, celle des portes de garages : des recommandations formelles ont été faites à tous les intéressés, et, de plus, la commission a fait des propositions de complément de la norme française.

Changes

Hausse des réserves de la France en janvier

Les avoirs officiels de change de la France ont augmenté, en janvier, de 10 milliards de francs, atteignant 387,42 milliards à la fin du mois. Après les chiffres publiés lundi 29 février par le ministère de l'économie, cette augmentation est due, pour l'essentiel, à une hausse des avoirs en devises (de 13,57 milliards de francs). Cette dernière variation est elle-même liée aux opérations du Fonds de stabilisation des changes (plus de 15,61 milliards).

Production industrielle

+ 0,6 % au Japon en janvier

La production industrielle japonaise a augmenté de 0,6 % en janvier par rapport au mois précédent et de 9,3 % par rapport à janvier 1987, indique le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI).

Il s'agit de la seconde hausse mensuelle consécutive, confirmant le dynamisme de la demande intérieure. Selon les experts du MITI, l'accroissement de la production industrielle devrait s'accroître en février avant de se tasser en mars.

Inflation

0,3 % en RFA en février

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % en février en RFA, selon l'estimation de l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. Ce chiffre confirme la tendance à une légère reprise de l'inflation enregistrée en Allemagne fédérale ces derniers mois. Une telle hausse mensuelle n'avait pas été enregistrée depuis janvier 1987. En glissement annuel, l'inflation reste modeste, 0,9 % pour février contre 0,7 % en janvier. Mais le gouvernement fédéral voudrait maintenir l'augmentation des prix en 1988 à son niveau moyen de 1987, 1 %.

Croissance

Pas de récession aux Etats-Unis cette année

Les Etats-Unis devaient éviter une récession au cours de cette année électorale, mais les perspectives de l'économie américaine sont plus incertaines pour 1989, selon une enquête publiée lundi 29 février par l'Association américaine des économistes d'entreprises à Washington.

Un quart seulement des économistes interrogés prévoient aujourd'hui une récession en 1988, alors qu'ils étaient plus de la moitié à le croire inévitable dès cette année, lors de la précédente étude trimestrielle faite par cette association en novembre dernier, quelques semaines après le krach boursier du 19 octobre. En revanche, pour 1989, les prévisions des économistes d'entreprises sont nettement plus pessimistes : 60 % d'entre eux pensent en effet qu'une récession est probable. Ces économistes prévoient cette année une croissance de 2 %, inférieure de près de moitié à celle de 1987 qui était de 3,9 %.

ÉTRANGER

INDE : le budget 1988-1989

Le gouvernement veut privilégier les couches les plus défavorisées

NEW-DELHI
de notre correspondant

Le 24 février, lorsque le gouvernement avait annoncé des hausses importantes sur les tarifs des chemins de fer, de la poste et des télécommunications, les politologues de la presse indienne en avaient conclu que des mesures si impopulaires ne pouvaient signifier qu'une chose : le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, n'avait pas l'intention d'avancer la date des élections générales, prévues pour 1989.

Moins d'une semaine après, avec la présentation, lundi 29 février, d'un budget très nettement orienté en faveur des couches moyennes et populaires, et notamment des agriculteurs, les mêmes commentateurs sont tout aussi unanimes : un tel catalogue de mesures « populistes » prouve que l'on se dirige vers des élections anticipées. Dans un cas comme dans l'autre, le jugement est peut-être hâtif, mais il est vrai que la longue liste d'abaissements sur les impôts indirects annoncés lundi par le ministre des finances, M. Tivari, vient à point pour tamer de désamorcer une agitation paysanne qui se prolonge depuis plusieurs semaines, notamment dans l'Uttar-Pradesh.

Le budget pour 1988-1989 fixe un déficit prévisionnel (1) de 74,8 milliards de roupies (2), chiffre supérieur à celui de l'exercice précédent (60,8 milliards) mais inférieur au déficit record de 1986-1987 (82,6 milliards). La plupart des économistes indiens ainsi que les représentants de l'opposition mettent l'accent sur le caractère fortement inflationniste de ce projet budgétaire, estimant, en outre, que son déficit, une fois consolidé, sera bien supérieur au montant annoncé.

Les paysans bénéficient de diverses réductions de taxes frappant les produits utilisables dans l'agriculture (machines agricoles, pompes pour l'irrigation, pesticides, semences, etc.), et différentes incitations sont prévues pour encourager l'emploi rural. En contrepartie, les taxes sur les téléviseurs couleur, les

climatiseurs et les voitures de luxe sont augmentées.

La volonté gouvernementale de privilégier les couches les plus pauvres apparaît au travers de différentes mesures (notamment s'agissant de l'impôt sur le revenu), alors que, par des dispositions symboliques, les classes aisées sont plus lourdement frappées (taxe sur les transferts de richesse, reconduction de la taxe sur la sécheresse), les pouvoirs publics ayant pris soin, d'autre part, de ne pas procéder à une augmentation des droits sur le tabac et les alcools. Enfin, certaines dispositions favorisent les exportations et une partie de l'industrie (allègement des taxes sur le ciment et les engrais, etc.).

Les dépenses budgétaires consacrées à la défense augmentent de 10 milliards de roupies (+ 8,3 %), atteignant 130 milliards. Cette augmentation, plus faible que prévu — mais certaines dépenses ont été imputées sur d'autres chapitres budgétaires — est notamment liée au coût de la présence de l'armée indienne à Sri Lanka.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Cette notion de « déficit » est ambiguë dans la mesure où les recettes du budget indien sont déjà largement financées par l'emprunt et la création monétaire.

(2) Une roupie indienne vaut environ 0,47 FF.

● Dévaluation de la couronne islandaise. — Le premier ministre islandais, M. Thorstein Pálsson, a annoncé, le lundi 29 février, devant le Parlement, une dévaluation de 6 % de la couronne dans le but d'améliorer la position internationale de l'industrie nationale de la pêche. Le dollar vaudra désormais environ 39 couronnes islandaises. Le gouvernement de Reykjavik a également arrêté un programme d'accompagnement qui prévoit notamment une fiscalité accrue sur les emprunts contractés à l'étranger, de manière à réduire l'endettement du pays.

PÊCHE

Paris accuse Ottawa de porter atteinte aux intérêts de Saint-Pierre-et-Miquelon

La France a regretté, lundi 29 février, que le Canada n'ait fait « aucun pas vers une solution équilibrée » du conflit franco-canadien sur la pêche et a réaffirmé la nécessité d'un règlement rapide de ce litige « sans portée significative réelle sur les intérêts des pêcheurs canadiens », indique un communiqué du Quai d'Orsay.

Le communiqué répond à un texte publié le 25 février par trois ministres canadiens, MM. Joe Clark (secrétaire aux affaires extérieures), John Crosbie (transport) et Tom Siddons (pêche et océans), qui avaient accusé les chalutiers français de « surpêche » dans la zone contestée au sud de Saint-Pierre-et-Miquelon et affirmé que l'économie de l'archipel n'était pas en danger.

L'an dernier, le total des prises françaises n'a pas dépassé 5 % de la

pêche canadienne « dans l'ensemble des zones considérées », note le communiqué français, qui relève qu'« il apparaît à l'évidence, dans ces conditions, que la pêche française ne constituera en rien une menace pour la pêche canadienne ».

Le communiqué proteste également contre la décision d'Ottawa de n'accorder aucun quota cette année aux pêcheurs français dans les eaux canadiennes, estimant que cette situation « porte atteinte aux intérêts » de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Dans l'île, une importante manifestation a eu lieu, le 29 février, à l'appel du comité de soutien aux deux élus français qui font la grève de la faim depuis plus d'une semaine pour tenter d'obtenir une relance de la négociation entre Paris et Ottawa. Une messe a été dite à la cathédrale de Saint-Pierre.

(Publicité)

PRÉFECTURE DE POLICE
DIRECTION DE LA PRÉVENTION
ET DE LA PROTECTION CIVILE
5^e bureau

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

AVIS AU PUBLIC

Par arrêté préfectoral en date du 18 janvier 1988, le Collège de France a été autorisé à exploiter dans les locaux du Laboratoire de médecine expérimentale situé à Paris-5^e, 3, rue d'Ulm, un ionisateur destiné à des recherches biologiques et médicales.

L'enquête publique réglementaire s'est déroulée du 14 septembre au 14 octobre 1987 inclus au centre de police du 5^e arrondissement.

Le texte intégral de l'arrêté d'autorisation peut être consulté à la préfecture de police, 12-14, quai de Gesvres à Paris-4^e, Direction de la prévention et de la protection civile, 5^e bureau.

Cet arrêté définit notamment les mesures jugées nécessaires pour assurer la prévention des inconvénients ou dangers que l'installation serait susceptible d'occasionner.

Pour le préfet de police et par délégation,
Le directeur de la prévention
et de la protection civile,
Marcel BURLLOT.

“La protection des avoirs de sa clientèle est le principe fondamental que toute banque se doit d'appliquer pour mériter la confiance de ses clients. Genève réunit les conditions idéales pour promouvoir ce principe.”

Edmond J. Lefa

Genève, le 1er mars 1988.

Une nouvelle Banque,
bénéficiant de cent ans d'expérience,
s'ouvre aujourd'hui à Genève:

REPUBLIC
NATIONAL BANK
OF NEW YORK
(SUISSE) SA



A SAFRA BANK

SIEGE SOCIAL: 2, PLACE DU LAC - 1204 GENEVE - TEL. (022) 28 18 10 - CHANGES: (022) 29 05 02
SUCCURSALE: 1, VIA CANOVA - 6900 LUGANO - TEL. (091) 23 85 32

UNE FILIALE DE REPUBLIC NATIONAL BANK OF NEW YORK,
CLASSEE 11^{me} BANQUE DES ETATS-UNIS, SELON LE TOTAL DES FONDS PROPRES.

NEW YORK - MIAMI - LOS ANGELES - CORPUS CHRISTI - MONTREAL - LONDRES - PARIS - MONTE-CARLO - LUXEMBOURG - MILAN - GIBRALTAR - GUERNSEY - HONG KONG
SINGAPOUR - TOKYO - PANAMA - NASSAU - BUENOS AIRES - SANTIAGO - MONTEVIDEO - CARACAS - MEXICO CITY - PUNTA DEL ESTE - RIO DE JANEIRO - SAO PAULO

مقتدا من الامم

Marchés financiers

En créant à parité une nouvelle société

Wagons-Lits et Volkswagen deviennent le premier loueur de voitures européennes

Le groupe franco-belge Wagons-Lits et le constructeur allemand Volkswagen ont décidé de créer à parité une nouvelle société de location de voitures dont l'appellation n'a pas encore été déterminée. Cette société regroupera les activités d'Europcar et de Godfrey Davies (G-B.) que Wagons-Lits rachète pour 850 millions de francs à Renault et celles d'Interrent, filiale de Volkswagen. Le nouvel ensemble occupera la première place sur le marché européen avec un parc de 34 000 véhicules et 4 000 salariés devant les filiales des américains Hertz et Avis.

Pour Wagons-Lits, ce rachat et cette association s'inscrivent dans le processus de rationalisation et de diversification mis en œuvre depuis plus de deux ans par M. Antoine Veil, son administrateur délégué. « La location de voiture est évidemment en synergie avec nos activités hôtelières, ferroviaires et touristiques, remarque celui-ci, mais pour gagner correctement sa vie dans ce métier, il convient d'être le numéro 1 ou le numéro 2. Je crois aussi que la relation quasiment affective entre la voiture et son propriétaire s'est distendue et que, les phénomènes d'urbanisation croissants, il y aura un recours accru à un véhicule dont l'usage ne sera pas prioritaire ».

Tous les éléments étaient réunis pour le lancement de ce qui représentera pour Wagons-Lits une cinquième branche d'activité, à côté de la restauration (42,2 % du chiffre d'affaires), du tourisme (20 %), de l'hôtellerie (17,7 %) et du ferroviaire (17,5 %).

Le siège de la nouvelle société sera installé à Paris et son directeur général, M. Jacques Wirz, viendra d'Europcar qu'il dirige déjà. Mais, pas question pour Wagons-Lits et Volkswagen de profiter de leurs liens avec le loueur qui doit être géré en centre de profit. « Il n'y aura pas de complaisance, précise M. Veil. Nos hôtels se tourneront vers d'autres loueurs si notre filiale ne

leur assure pas des conditions convenables. Il n'y aura de préférence en matière d'achats de véhicules ni pour Renault ni pour Volkswagen ».

Comment le groupe Wagons-Lits financera-t-il cet achat ? « Nous avons augmenté, en 1986, notre capital d'environ 500 millions de francs qui n'ont pas été entièrement utilisés pour le financement des hôtels Pullman et l'acquisition de deux loueurs de bateaux de plaisance, répond M. Veil. Nous sommes peu endettés. Volkswagen nous rembourse une partie du prix, car Europcar vaut un peu plus cher qu'Interrent. Enfin, nous forons des voyages d'actifs en vendant les murs de certains de nos hôtels ».

AL. F.

L'actionnaire principal d'Assubel refuse l'OPA des Assurances générales

La bataille autour d'Assubel-Vie, la troisième société belge d'assurances, se poursuit. Lundi 29 février, le conseil d'administration du principal actionnaire d'Assubel-Vie, la Caisse nationale d'assurances contre les accidents du travail (qui détient 30 % du capital d'Assubel-Vie), a décidé de ne pas répondre à l'offre publique d'achat lancée par le groupe des Assurances générales sur Assubel-Vie.

Les Assurances générales avaient, en effet, lancé une OPA au début de cette année sur Assubel-Vie pour contre un projet de rapprochement de cette société avec le second groupe français de l'assurance, les AGF. Les Assurances générales avaient dû procéder à une surcote, se proposant d'acquiescer les titres d'Assubel-Vie à 7 200 francs belges. Cette seconde OPA, lancée le 16 février, est arrivée à échéance lundi 29 février. Les résultats devraient en être connus au cours de cette semaine.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - obligations 13,70 % - 1984

Les intérêts courus du 5 mars 1987 au 4 mars 1988 seront payables à partir du 5 mars 1988 à raison de 616,50 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 4) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 116,40 F, soit un net de 510,10 F.

CNT - Obligations TRA - 1984

Les intérêts courus du 5 mars 1987 au 4 mars 1988 seront payables à partir du 5 mars 1988 à raison de 392,40 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 4) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 74,09 F, soit un net de 318,31 F.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - obligations 11 % - 1978

Les intérêts courus du 10 mars 1987 au 9 mars 1988 seront payables à partir du 10 mars 1988 à raison de 99 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 10 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 18,69 F, soit un net de 80,31 F.

A compter de la même date, les obligations portant les numéros 971 841 à 973 741 compris, 995 804 à 1 000 000 compris et 1 001 à 1 024 460 compris sortis du tirage au sort du 11 janvier 1988 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 1 000 F, coupon n° 11 au 10 mars 1988 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habilités.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 630 462 à 659 526, 475 076 à 496 606, 430 193 à 448 118, 307 973 à 328 849, 973 742 à 993 803, 947 352 à 971 840, 852 883 à 882 238, 414 546 à 430 192, 448 119 à 466 723, 557 134 à 630 461 et 659 527 à 668 720 sont respectivement remboursables depuis le 10 mars 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986 et 1987.

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX

COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

Les conseils d'administration de la Compagnie générale des eaux et de la Compagnie de Saint-Gobain réunis les 24 et 25 février 1988 ont approuvé les principes d'un accord portant sur les activités de bâtiment et travaux publics des deux groupes et destiné à faire de la Société générale d'entreprises (SGE) un nouvel ensemble de taille européenne.

La mise en œuvre de cet accord repose sur des apports et ne comprend pas d'acquisition de titres cotés en Bourse. Elle interviendra progressivement d'ici à juillet 1988, selon le schéma d'ensemble suivant :

— la Société générale d'entreprises recevra l'apport par la Compagnie générale des eaux de la totalité de sa participation dans Camponen Bernard ainsi que de ses participations directes ou indirectes dans SOGIA, Cochery Bourdin et Chausé, et Cofreute. Ces trois dernières participations compléteront celles déjà détenues par la SGE dans ces sociétés.

— la Société générale d'entreprises fera apport au groupe Saint-Gobain de ses activités et participations majoritaires dans les services d'eau et d'assainissement, dans la pose de canalisations qui leur est liée et dans la fabrication de tuyaux en béton. Cet ensemble bénéficiaire représente un chiffre d'affaires de l'ordre de 1,2 milliard de francs et emploie 2 000 personnes. Ces apports seront rémunérés par des actions Saint-Gobain à créer.

— la Société générale d'entreprises acquerra auprès du groupe Saint-Gobain la totalité du capital de la société allemande G+H Montage, spécialisée dans certains travaux de second œuvre et en particulier dans les travaux d'isolation thermique ou acoustique. G+H Montage, qui est le premier entrepreneur européen de ce type d'activité, réalise avec ses filiales un chiffre d'affaires de l'ordre de 1 milliard de deutsche marks, et emploie 6 500 personnes. Elle est distincte de la société Grunewald und Hartmann und Glasfaser, qui fabrique des produits isolants, principalement à base de fibre de verre et qui reste détenue à 98 % par Saint-Gobain.

A la suite de ces opérations, la Compagnie générale des eaux devrait détenir environ 55 % du capital de la SGE, la Compagnie de Saint-Gobain un peu plus de 25 % et le public environ 20 %. Dans sa nouvelle configuration la SGE devrait réaliser en 1988 un chiffre d'affaires de plus de 30 milliards de francs, largement diversifié dans tous les secteurs d'activités qui sont du domaine de la grande entreprise. Elle emploiera 50 000 personnes avec des implantations européennes fortes particulièrement en France et en Allemagne fédérale, mais aussi en Belgique, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, et une forte présence dans le reste du monde.

Après la réalisation des apports de la Compagnie générale des eaux à la SGE, la responsabilité de la gestion du nouveau groupe SGE sera assurée par la Compagnie générale des eaux, la Compagnie de Saint-Gobain conservant alors la responsabilité de risques éventuels limités à l'achèvement de certains chantiers, essentiellement à l'étranger et à la restructuration de certains secteurs.

NEW-YORK, 29 fév. ↑

Au plus haut

Une demi-heure avant la fin de la séance du lundi 29 février, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'est envolé, pour atteindre son plus haut niveau depuis le krach du 19 octobre. Il a clôturé à 2 071,62, soit une progression de 48,41 points, représentant 1,9 % de mieux par rapport à la séance de vendredi. Le marché s'est réveillé très actif. Quelque 236 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de hausses a dépassé celui des baisses : 1 257 contre 355, et 338 titres n'ont pas changé de mains.

L'apathie générale et la soudaine croissance de l'indice s'expliquent par l'attente, mardi 1^{er} mars, de la publication des principaux indices économiques de janvier. Les investisseurs craignent toutefois, pour le troisième mois consécutif, une diminution, qui serait le signe d'un ralentissement d'une récession économique. Les OPA ont cependant stimulé le marché. Ainsi Roper Corp., qui bénéficie d'une OPA par Wipac, a progressé de 10 3/4, à 36 7/8. Homestake, également l'objet d'une offre publique par Mesa Ltd., a gagné 3 1/2, à 18.

Parmi les dix valeurs les plus actives, on trouvait Public Service Electric, avec 20 millions d'échanges ; Ohio Edison, avec 16,3 millions ; Texas Utilities, avec 5,9 millions ; Philadelphia Electric, avec 4,2 millions.

VALEURS	Cours de 28 fév.	Cours de 29 fév.
Alcoa	48 1/2	48 3/4
Allegan Int'l	76	78
AT&T	47 1/2	47 1/2
Biochem	47 1/2	47 1/2
Cham. Manhattan	24 1/8	24 5/8
Du Pont de Nemours	84 1/2	86 3/4
Eastman Kodak	42 1/2	43 1/8
Exxon	41 1/4	42 3/8
Gen. Motors	44 1/4	46 1/8
IBM	115 1/2	117 1/2
General Motors	44 1/4	46 1/8
Goodyear	58 1/2	59 1/8
IBM	115 1/2	117 1/2
ITT	46 7/8	48 3/8
Mobil Oil	42 5/8	44 1/4
Pfizer	52 1/4	54 1/4
Schlumberger	34 1/4	34 7/8
Tesco	42 7/8	43 7/8
Union Carbide	42 7/8	43 7/8
USX	32 1/2	33 1/8
Westinghouse	52 3/4	53 1/4
Yarn Corp.	56 7/8	58 3/4

LONDRES, 29 février ↑

Irrégulière

Les valeurs ont fait preuve d'irrégularité lundi. Toutefois, l'ouverture en hausse de Wall Street et la baisse du déficit de la balance commerciale britannique, en janvier, ont permis aux cours de se redresser par rapport aux plus bas du jour.

L'indice FT a progressé de 0,4 %, pour clôturer à 1 429,5. Dans ce marché calme, on notait un repli des valeurs internationales (Glan, Satchel), des assurances (Guardian Royal Exchange, Sun Alliance) et des industrielles (Baxi, Organisation). En revanche, les titres bancaires s'appréciaient après l'annonce d'un accord préliminaire entre le Brésil et ses créanciers, portant sur le refinancement de la dette aux banques. La National Westminster Bank a acheté à la Banque royale du Canada la part de 30 % qu'elle ne détenait pas encore dans Roywest Holdings, une banque canadienne. British and Commonwealth a assigné en justice la firme de courtage Quadrex. Le groupe demande des dommages et intérêts pour rupture de contrat. Quadrex ayant renoncé, comme elle s'y était engagée, à reprendre des obligations de courtage de Mercantile House, rachetée par British and Commonwealth à la suite d'une OPA au cours de l'été 1987.

Le projet de rapprochement avec l'anglais GEC (General Electric Company) dans les télécommunications. La société, qui réunit les deux industriels, devrait donc être lancée le 1^{er} avril prochain, à l'annonce de la nouvelle société, issue du mariage (le Monde du 3 octobre 1987), sera dénommée GEC Plessey Telecom et pèsera environ 1,2 milliard de livres (12 milliards de francs) de chiffre d'affaires. Compte tenu du déséquilibre entre les activités apportées par les deux groupes, GEC paiera à Plessey 45 millions de livres (450 millions de francs).

FAITS ET RÉSULTATS

● Leroux et Lotz reprend les chantiers navals de Dieppe et de Saint-Malo. — Le groupe nantais Leroux et Lotz vient d'obtenir du tribunal de Rouen l'autorisation de reprendre les sites de Saint-Malo et de Dieppe des Ateliers et Chantiers navals de la Manche (ACM), en liquidation de biens. La société nantaise, spécialisée dans la chaudronnerie et la mécanique, reprendra dans ces deux sites la construction de quatre chantiers, qui avaient été commandés par la société marocaine Hala Fisheries. La reprise du chantier de Dieppe sera réalisée en association avec des industriels locaux, précise-on au ministère de l'Industrie.

● Mesa lance une OPA sur le premier producteur de verre américain. — M. T. Boone Pickens, célèbre raider américain, président de Mesa Limited Partnership, a lancé une OPA de 1,87 milliard de dollars (10,6 milliards de francs) sur Homestake Mining, principale compagnie minière américaine dans l'extraction du métal précieux. Mesa a précisé qu'elle détient déjà 3,8 % de Homestake Mining, directement ou indirectement, et offre 20 dollars par action, à comparer au dernier cours en Bourse de 18 dollars. La direction de la compagnie convoque à présent qu'elle se prononcera en temps voulu sur cette offre non sollicitée.

● Mariage entre GEC et Plessey dans les télécoms le 1^{er} avril. — Les actionnaires du groupe électronique britannique Plessey seront appelés, le 25 mars, à se

PARIS, 29 février ↓

Sans conviction

Après un mois de hausse quasi ininterrompue, le mouvement a amorcé des vagues un ralentissement. En ce dernier jour du mois de février, l'indice de tendance après avoir ouvert sur un léger gain de + 0,18 % revenait en séance à - 0,34 %. « C'est un marché sans conviction », entend-on sous les lambris sages pour cela marquer de vives inquiétudes. « Les primes de bénéfices sont facilement absorbées », commentent un gérant de portefeuilles pour qui le tassement de l'activité s'explique avant tout par l'érosion de l'effet OPA. La liste des valeurs pouvant être rachetées par des groupes commencent à diminuer sur le marché. L'arrivée de banques pour conforter le noyau dur d'actionnaires et donc pour la rendre moins attractive s'est répercutée sur l'action. Le cours figurait parmi les plus fortes baisses de la séance. Parmi les rapis de la journée apparaissent également Schneider et Suez. Schneider, malgré sa proposition alléchante pour prendre le contrôle de l'entreprise de la Société générale de Belgique. Après la nouvelle proposition de l'industriel italien, les cotations de la SGB étaient à nouveau suspendues jusqu'au 2 mars. De plus pour tenter de mettre fin aux spéculations la Chambre syndicale exige une couverture en garantie à 100 % en espèces d'un ordre d'achat et le dépôt préalable des titres s'agit d'ordres de vente.

Sur le second marché de Nancy, Union-Sacilor a indiqué posséder 6,02 % de l'immobilière Edilco et à Lille, la Banque Rivaud ne dément plus que 8,85 % de la Banque de Picardie.

A la Bourse de Nantes, les Etablissements Poujoulet ont fait leur entrée à un prix de 120 francs. Les ordres d'achat ont été servis à concurrence de 40 % environ.

Sur le MATIF, le contrat à échéance juin gagnait 0,68 % à 102,80.

TOKYO, 1^{er} mars ↑

Stimulée

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse de 0,7 % le mercredi 1^{er} mars, suivant l'impulsion de Wall Street la veille. L'indice Nikkei a progressé de 193,09 points pour atteindre 25 435,90. La veille, après treize séances de hausse consécutive, le marché avait perdu 1,2 % de son niveau. L'indice a porté sur un milliard de titres, contre 900 millions lundi. Les valeurs fortement capitalisées, telles que les valeurs à l'étranger ont particulièrement progressé.

L'indice de la production industrielle japonaise s'est établi, au mois de janvier, à 109,3 (base 1985), soit une augmentation de 0,6 % par rapport au mois précédent. Le chiffre fait suite à la progression de décembre de 2 % par rapport à novembre. Dans le secteur de la construction, le nombre des mises en chantier, en janvier, affiche un gain de 19 % par rapport à janvier 1987.

VALEURS	Cours de 29 fév.	Cours de 1 ^{er} mars
Alstom	826	828
Banque	1 880	1 880
Canon	1 140	1 160
Fuji Bank	3 480	3 480
Honda Motor	1 220	1 230
Mercedes-Benz	2 310	2 340
Minobank Heavy	838	842
Sony Corp.	4 880	4 940
Toshiba	3 180	3 240

PARIS :

Second marché (réduction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AS.P.S.A.	202 30	221 10	Lois immobilières	274	283
Assurances	360	380	Locatim	166	154 80
Ayrol	240 50	240	Martin Immobilier	266	269
B.A.C.	426	428	Messing Industrie	108 50	110 70
B. Demichy & Assoc.	388	388	Messing Industrie	302	310
B.C.M.	823	820	Messing Industrie	139 50	140
B.I.P.	480	481	Messing Industrie	476	486
Bouff. Technologies	308	308	Messing Industrie	226	221
Bouff. Technologies	708	708	Messing Industrie	525	520
Châles de Lyon	514	521	Messing Industrie	204	203
Colson	636	636	Messing Industrie	307	308
Confl. Ples	418	402 50	Messing Industrie	100 80	100 80
Confl. Ples	1280	1326	Messing Industrie	702	700
C.A.T.C.	126	127	Messing Industrie	1108	1108
C.A.M.E.	300	300	Messing Industrie	126	146 60
C.A.M.E.	300	300	Messing Industrie	126	146 60
C.E.S.I.D.	807	807	Messing Industrie	253	253
C.E.S.I.D.	149 80	150 50	Messing Industrie	525	525
C.E.P. Communication	1230	1210	Messing Industrie	104	104
C.E.I. Industrie	807	807	Messing Industrie	1185	1200
Comet d'Origny	462	466	Messing Industrie	369	375
C.N.I.M.	288	288	Messing Industrie	198	200
Compt.	207	207	Messing Industrie	700	700
Compt.	480	480	Messing Industrie	270	278
Delfin	108 40	108	Messing Industrie	180	180
Delfin	1700	1720	Messing Industrie	115	118
Delfin	840	836	Messing Industrie	426	408
Dreux-Cl. com.	127 80	128 70	Messing Industrie	318	309
Eclat S. Dumas	400	401			
Eclat S. Dumas	22	21 80			
Financ.	423	421			
Financ.	420	420			
Gey. Dupont	802	720			
I.C.C.	220	220			
I.C.C.	184	182			
I.S.F.	110 80	120			
I.S.F.	128 80	127			
Int. Metal Service	180	180			
La Commande Elect.	230	230			
La gél. de la mode	278	278			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ

LEMONDE

Marché des options négociables

le 29 février 1988

VALEURS	PRIX	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	Avril	Mars	Avril
EF-Apologie	248	23	32,18	2,50	10
Lafont-Capex	1 280	55	49	85	85
Michelin	140	27	40	1,90	1
MMA	1 180	348	368	5	5
Pactes	288	36	47	17,50	17,50
Pegmat	928	71	138	33	33
Projet-Gabriel	480	48	53	21,50	21,50
Thomson-CSF	152	17	34,50	2,50	16

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 février 1988

Nombre de contrats : 40 501

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	103,90	102,90	102,35
Précédent	103,35	102,10	101,65

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 88	Juin 88	Mars 88	Juin 88
102	2,15	2,67	1,38	2,26

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,72 F ↑	PARIS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1987)
	Valeurs françaises : 107,6
	Valeurs étrangères : 104,7
	C* des agents de change (base 100 = 31 déc. 1987)
	Indice général : 385,5
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	26 fév. 29 fév.
	Industrielles : 2 623,21 2 671,62
	LONDRES (indice Financial Times)
	26 fév. 29 fév.
	Industrielles : 1 423,7 1 429,5
	Mines d'or : 244,9 254
	Fonds d'Etat : 94,8 98,6
	TOKYO (indice Nikkei)
	29 fév. 1 ^{er} mars
	Nikkei Dow Jones : 25 435,9 25 435,9
	Indice général : 2 071,7 2 081,1

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ base	base	+ base	base	+ base	base
S.E.U.	5,760	5,760	+ 22	+ 25	+ 45	+ 248
S. can.	4,5125	4,5175	+ 65	+ 48	+ 180	+ 62
Yen (100)	4,4519	4,4569	+ 184	+ 129	+ 224	+ 256
DM	3,8339	3,8365	+ 180	+ 126	+ 238	+ 2

Marchés financiers

BOURSE DU 29 FEVRIER

Règlement mensuel													VALEURS																
Compagnie	VALEURS	Cours prédit.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours prédit.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours prédit.	Premier cours	Dernier cours	% + -												
1601	A.S. 1937	1088	1082	1015	+ 1.64	182	Croquet	190	190	190	- 0.05	1630	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	500	Small	578	570	575	- 0.68	89	Oregon Electric	138 50	139 50	139 50	+ 0.72
1068	C.A.E. 1937	1108	1102	1104	- 0.55	183	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	748	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	501	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	90	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1095	B.A.P. T.P.	1105	1105	1104	- 0.09	184	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	749	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	502	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	91	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1097	C.C.F. T.P.	1020	1020	1020	- 0.05	185	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	750	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	503	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	92	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1098	C.R. Lyons T.P.	1067	1072	1072	+ 0.47	186	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	751	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	504	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	93	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1099	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	187	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	752	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	505	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	94	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1100	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	188	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	753	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	506	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	95	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1101	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	189	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	754	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	507	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	96	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1102	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	190	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	755	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	508	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	97	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1103	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	191	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	756	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	509	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	98	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1104	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	192	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	757	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	510	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	99	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1105	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	193	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	758	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	511	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	100	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1106	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	194	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	759	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	512	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	101	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1107	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	195	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	760	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	513	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	102	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1108	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	196	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	761	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	514	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	103	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1109	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	197	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	762	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	515	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	104	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1110	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	198	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	763	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	516	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	105	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1111	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	199	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	764	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	517	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	106	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1112	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	200	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	765	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	518	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	107	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1113	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	201	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	766	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	519	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	108	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1114	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	202	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	767	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	520	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	109	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1115	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	203	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	768	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	521	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	110	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1116	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	204	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	769	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	522	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	111	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1117	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	205	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	770	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	523	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	112	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1118	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	206	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	771	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	524	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	113	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1119	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	207	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	772	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	525	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	114	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1120	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	208	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	773	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	526	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	115	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1121	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	209	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	774	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	527	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	116	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1122	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	210	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	775	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	528	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	117	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1123	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	211	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	776	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	529	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	118	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1124	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	212	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	777	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	530	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	119	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1125	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	213	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	778	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	531	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	120	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1126	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	214	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	779	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	532	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	121	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1127	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	215	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	780	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	533	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	122	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1128	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	216	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	781	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	534	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	123	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1129	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	217	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	782	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	535	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	124	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1130	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	218	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	783	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	536	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	125	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1131	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	219	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	784	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	537	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	126	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1132	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	220	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	785	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	538	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	127	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1133	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	221	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	786	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	539	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	128	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1134	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	222	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	787	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	540	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	129	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1135	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	223	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	788	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	541	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	130	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1136	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	224	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	789	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	542	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	131	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1137	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	225	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	790	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	543	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	132	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1138	Wanant T.P.	1286	1282	1282	+ 0.37	226	Dunlop S.A.	1860	1833	1833	- 0.01	791	Lucifer	1760	1729	1726	- 1.82	544	S.A.T.	515	511	521	+ 1.17	133	Dynapack	62 50	60 10	60 10	+ 3.84
1139	Wanant T.P.																												

[illegible]

هنا من الامم

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINUTEL
2 Point de vue : L'évangile de la défense selon François Mitterrand, par François de Rosa. 4 Italie : la démission de M. Franco Nicolazzi, leader du Parti social-démocrate.	5 La campagne des socialistes s'amplifie autour de M. François Mitterrand. 7 La campagne de la majorité : Contentieux électoral à Lille.	10 Religions : des bouddhistes en suspension. - L'Australie en accusation : on n'achève plus les chevaux. 12 Le procès des médecins de Poitiers. - Roberto Succo pourrait être jugé en Italie.	14 Les Nègres, de Jean Genet à Boudoux. - « Digressions », par Bernard Frank. 15 L'insoutenable Légèreté de l'ère, de Philip Kaufman. 16 Communication : un entretien avec M. Carlo Fracasso, directeur des programmes de la « 5 ».	43 Les revers de l'exceptionnelle croissance britannique. 44 Téléphonie en grève générale. - Conjoncture française : l'horizon s'éclaircit. 45 Le budget indien est orienté en faveur des plus défavorisés.	Abonnements : 5 Annonces classées : 24 à 38 Campus : 20 Camet : 20 Loto : 20 Météorologie : 19 Mots croisés : 19 Radio-télévision : 19 Spectacles : 18	• Tout sur les OPA, OPA • Jouez avec le Monde, JEUX • En direct du Palais Brongniart, BOURSE APP. RHAM. ABONNEMENTS 3615 Taper LEMONDE

Un succès des adversaires de M. de Benedetti

L'augmentation de capital de la Générale de Belgique est déclarée licite

Le tribunal de commerce de Bruxelles, siégeant en appel le mardi 1^{er} mars, a jugé valable l'augmentation de capital décidée à la hâte le 17 janvier par la direction de la Société générale de Belgique pour se défendre de l'OPA de M. Carlo de Benedetti. En pre-

mière instance, le tribunal de commerce avait estimé illicite cette création de 12 millions de titres nouveaux qui s'ajoutaient aux 28,5 millions de titres existants.

Le tribunal aurait laissé à la Générale de Belgique la disposition de ces nouvelles parts. M. André Lysen - le PDG de Gevaert passé depuis lors du côté de De Benedetti - s'était engagé à en souscrire la plus grande partie (10 millions). Il affirmait à la veille de la décision du tribunal avoir un droit sur ces nouvelles actions.

Cette décision, si elle devait être suivie d'effet, diluerait la participation de M. De Benedetti (actuellement de 43 %) à en croire le prospectus révisé de l'OPA) et ôterait tout espoir pour le dirigeant italien d'obtenir le pouvoir dans la SCB. Ce dernier conservait la minorité de blocage (25 % en Belgique).

Le Point-Mulhouse dépose son bilan

Le Point-Mulhouse a déposé son bilan, le mardi 1^{er} mars, à la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Mulhouse. L'association de tourisme alsacienne depuis le dépôt de bilan de sa filiale charter Point Air en décembre 1986.

Des décisions discordantes du tribunal de grande instance de Mulhouse avaient rendu impossible le sauvetage de la compagnie aérienne et la reprise d'une créance de 47 millions de francs du Point sur sa filiale. Le Point emploie 250 salariés.

PHILIPPINES
Deux émissaires de M^{me} Aquino ont rencontré l'ancien président Marcos

MANILLE
Correspondance

Le gouvernement de M^{me} Aquino a confirmé, le lundi 29 février, qu'elle avait envoyé deux émissaires « de confiance » auprès de M. Marcos dans son exil hawaïen. Selon le porte-parole de M^{me} Aquino, deux proches parents de la présidente - son oncle Francisco Sumulong, et son cousin Eraldo Tanjunco - ont rencontré l'ancien chef d'Etat « pour entendre ce qu'il avait à dire ».

La rencontre a eu lieu - à la demande expresse de M. Marcos - La teneur détaillée des discussions n'a pas été révélée. On indique néanmoins que les négociations ont porté sur le vœu du président déchu, que l'on croit en mauvaise santé, de rentrer « finir ses jours aux Philippines ».

A Manille, cependant, la présidence a exclu tout retour immédiat de M. Marcos. On précise toutefois qu'il pourrait éventuellement revenir, à deux conditions : qu'il prisse serment de fidélité au gouvernement

Aquino, et qu'il restitue le trésor - estimé à 15 milliards de dollars - qu'il est accusé d'avoir pris dans les coffres publics. Justifiant son geste, la présidente Aquino fait dire par son porte-parole : « Je parle avec tout le monde. Pourquoi pas avec lui ? »

Cet étrange rapprochement survient quelques semaines seulement après une nouvelle tentative d'embarquement clandestin de l'ancienne « First Lady », Imelda Marcos, pour Manille. Son nom, découvert à la dernière minute sur la liste des passagers d'une compagnie aérienne, a provoqué un vif émoi dans les services d'immigration.

On voit mal cependant ce que l'administration Aquino aurait à gagner au retour de M. Marcos (si ce n'est une restitution éventuelle de son trésor). En revanche, il est probable que le président déchu puisse grand-chose pour déstabiliser le régime. A défaut d'autre explication, le retour éventuel de M. Marcos indiquerait que M^{me} Aquino se considère suffisamment solide.

K.G.B.

Sur le vif

Cancres (bis)

J'ai eu la main heureuse, l'autre jour, quand je me suis avisée de vous parler de nos cancrès à propos d'une classe d'Aubervilliers où des grandes brigades de troisième traduisaient USA par Union soviétique des Amériques. Ce m'a valu plein de lettres vichement maraîches. C'est une prof d'italien. Elle enseigne depuis des années à Villalongue. Et elle me décrit avec beaucoup de drôlerie le fameux lexème post-soviétique huitar encore de mise aujourd'hui. Au nom de la « divine imprégnation » qui intervient toujours le par-cour et privilège l'audio-oral !

La fameuse réforme Chevènement, l'éducation nationale s'est assise dessus, j'ai l'impression. Les gamins font dans leur culotte et se bécotent à la récré en tétant leur sucette de caoutchouc jusqu'à des sb, sept ans, âge avant lequel on a pas le droit de leur apprendre à lire. Parfait que c'est mauvais pour la santé.

Là, c'est un médecin parisien. Lui, il a su l'idée saugrenue d'aller mettre son nez dans les

manuels scolaires. Il a étudié une « Biologie » de cinquième. Il me dit que c'est à tomber par terre. Ils se sont mis à quatre pour écrire un livre de sciences net où, sous le titre « Construis une tour-milieu », on demande aux élèves d'aller chercher des planches, du sable, et d'installer des fourmis dans l'appart de leurs parents. Ou encore d'élever des moineaux ou des puciers d'eau et d'étudier comment elles se reproduisent. Autre excellent exercice, destiné sans doute à développer le sens de l'observation : trouver une usine polluante qui rejette ses déchets dans une rivière et comparer, après l'éclaircissement de l'eau, la faune vivante en aval et en amont de la fabrique en question.

Mais non, c'est pas dur ! Il faut s'entraîner. Quand ils s'échappent, ils ont le droit de chercher la bonne réponse « dans des documents ». On leur dit pas lesquels, bien sûr. Là, ça serait vraiment trop facile.

CLAUDE SARRAUTE.

EN BREF

● M. Chirac et le grève d'Air Inter. - M. Jacques Chirac a déclaré, le lundi 29 février, à Toulouse, que les grévistes d'Air Inter mènent « un bien mauvais combat » contre le pilote à deux des Airbus A-320, et que leur action est « préjudiciable à l'activité économique de beaucoup d'entreprises et de beaucoup de Français ». Soulignant que les compagnies aériennes « doivent être compétitives », le premier ministre a observé que « les autres compagnies auront deux pilotes pour ce type d'appareil », et il a affirmé que, « dans cette affaire, les syndicats du personnel navigant se battent sur un mauvais dossier ».

● Des élus RPR des Côtes-du-Nord boycotteront la visite de M. Mitterrand. - MM. Bertrand Couatin, député RPR des Côtes-du-Nord, Jean Héliès, Louis Aroelin et Yves Nédelec, conseillers régionaux RPR, ont annoncé, le lundi 29 février, qu'ils n'assisteront pas à la séance du conseil général des Côtes-du-Nord qui doit se tenir, le mardi 1^{er} mars, en présence de M. François Mitterrand. Ces élus RPR refusent de « cautionner la visite électoraliste d'un président candidat en campagne ». M. Mitterrand doit se rendre dans ce département breton notamment pour mesurer les dégâts causés par l'ouragan du mois d'octobre dernier.

● Rouen : un syndicaliste, membre d'un piquet de grève, renversé par une voiture. - Un délégué syndical CFDT de la société SPS (Surveillance-protection-sécurité) a été renversé et blessé, le 27 février au soir, par un véhicule de service conduit par le directeur adjoint de l'agence de Rouen, qui tentait de forcer un barrage de salariés en grève. La syndicaliste, M. Benjamin Gérard, a porté plainte pour non-assistance à personne en danger. Ce sont les infirmiers du SAMU et la police qui ont déchargé le blessé, « encastré sous le véhicule ». Il présentait diverses contusions, mais pas de fractures. La société SPS s'est refusée à tout commentaire.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 1^{er} mars

+ 0,91 %

Stabilisation à la hausse de la Bourse de Paris, mardi matin 1^{er} mars, avec un indicateur en progression de 0,91 %. Notons en hausse : Schneider (+6,1 %), Penhoet (+6,1 %), Primagaz (+5 %), Fromageries Bel (+4,4 %), Suez (+3,9 %), Guyenne-Gascogne (+3,9 %). Sont en recul : DMC (-2,9 %), Darty (-2,7 %), Flaminco (-1,4 %), Sagem (-1,3 %), Silic (-1,3 %), Moulinex (-1,2 %).

Le numéro de « Monde » daté 1^{er} mars 1988 a été tiré à 541 629 exemplaires

A B C D E F G

La reprise de la « guerre des villes »
L'Irak affirme avoir tiré onze missiles sol-sol sur Téhéran

Deux nouveaux missiles sol-sol de fabrication irakienne ont été tirés sur Téhéran, le mardi matin 1^{er} mars, portant à onze le nombre d'engins de ce type lancés en moins de quelques heures sur la capitale iranienne. Lundi soir, Bagdad avait annoncé le tir d'une première série de trois missiles sur Téhéran, soulignant que ces tirs se poursuivraient jusqu'à ce que « Téhéran soit détruite et s'écroule sur la tête de ses dirigeants ».

Deux autres communiqués devaient ensuite faire état de quatre tirs vers midi et de deux autres tirs avant l'aube. Depuis lundi soir, les communications irakiennes, précédées de musique militaire, se succèdent sur Radio-Bagdad pour annoncer que ces « tirs triomphants, de missiles sol-sol de fabrication irakienne, atteignent avec précision leurs objectifs dans la capitale des impérialistes ».

C'est la première fois depuis le début du conflit irako-iranien en septembre 1980 que Bagdad affirme avoir tiré des missiles sol-sol sur Téhéran, qui était jusque-là exclusivement la cible de raids aériens. La radio de Téhéran a confirmé les bombardements irakiens, mais en précisant qu'il s'agissait de raids aériens. Un premier bilan iranien faisait état lundi de seize tués et de dizaines de blessés. Un second bilan affirmait que cinq personnes avaient été tuées et cinquante autres blessées dans le bombardement d'un hôpital. Dans la soirée, l'agence iranienne IRNA indiquait que deux « énormes explosions » avaient été entendues dans la capitale.

Le premier ministre irakien, M. Turgut Ozal, se trouvait en visite à Téhéran au moment du bombardement. L'agence anatolienne de presse rapporte de Téhéran que son frère, le ministre d'Etat Yousuf Ozal, a échappé « de peu aux bombes ».

A Téhéran, le chef de l'Etat, le président Ali Khamenei, a réagi à ces bombardements en affirmant que « l'Iran ne laissera pas impuissantes les cruautés irakiennes et le régime de Bagdad va bientôt goûter les amères conséquences de ses actes barbares ». Dans la matinée de lundi, le ministre iranien des affaires étrangères avait

GRECE
Un industriel assassiné à Athènes

Deux inconnus circulant à moto ont assassiné, le mardi 1^{er} mars, à Athènes, le président d'une grande entreprise de minerais. L'attentat a été revendiqué par le groupe terroriste grec 17-Novembre.

M. Alexandros Athanassiadis, cinquante-neuf ans, président de la société Larco, a été atteint de plusieurs balles, notamment à la poitrine. Ses agresseurs ont réussi à prendre la fuite.

La police a trouvé sur les lieux de l'attentat, dans un quartier résidentiel du nord de la capitale, un tract de l'organisation clandestine grecque 17-Novembre, responsable de plusieurs attentats en Grèce depuis 1975, date à laquelle le chef d'antenne de la CIA en Grèce, Richard Welch, fut assassiné. Ce groupe tire son nom de la révolte étudiante de l'Ecole polytechnique, le 17 novembre 1973, qui porta un coup sévère à la « dictature des colonels ». Aucun de ses membres n'a jamais été arrêté. - (AFP.)

Mort de Gildo Caputo

Le marchand et l'ami des peintres de l'école de Paris Gildo Caputo est mort le 27 février à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Né le 24 juin 1904, à Paris, issu d'une famille d'intellectuels italiens, Gildo Caputo avait fait des études littéraires à Sorbonne, et, puisqu'il fallait bien gagner sa vie, était devenu le secrétaire d'une société industrielle de la Marne. Tout en cultivant des rapports étroits avec les milieux littéraires et artistiques parisiens et italiens. Son métier, il ne le reprendra pas après la guerre (pendant laquelle il se fait naturaliser et combat dans la Résistance).

En 1945, Gildo Caputo est en effet aux côtés de René Drouin, dans la fameuse galerie, place Vendôme, fait découvrir les Otagos de Fautrier, ainsi que Dubuffet et Wols.

En 1946, il reprend la galerie Billel, où il expose Manessier, Singier,

Le Moal, Tal Coat, Prunier, avant de fusionner en 1951 avec la Galerie de France, dont les orientations sont proches. De ce mariage naquit la galerie prestigieuse qui allait agrandir son écurie en accueillant Solinas, Hartung, Zao Wou Ki, Alechinsky et bien d'autres ; et organiser leur promotion dans le monde entier, contribuant à imposer l'image triomphante (notamment à la Biennale de Venise) d'une école de Paris à dominante abstraite et lyrique. Jusqu'à la saturation, jusqu'à ce que l'école américaine l'écrase sur le marché international à partir du milieu des années 60.

Gildo Caputo, outre ses galeries, avait animé le comité professionnel des galeries d'art, qu'il avait créé en 1947, afin de donner une éthique à la profession.

G. B.

Lors d'une session extraordinaire à l'ONU

Critiques unanimes contre la décision américaine de fermer le bureau de l'OLP

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Il est rare de voir les Etats membres des Nations unies montrer une telle unanimité à propos d'un sujet aussi délicat : les vingt-cinq Etats qui se sont exprimés, le lundi 29 février, lors de la première journée de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la décision du Congrès américain de fermer le bureau de l'OLP auprès de l'ONU à New-York, ont tous critiqué l'attitude des Etats-Unis, considérée comme illégale et politiquement injustifiable (le Monde du 13 février).

Convoquée à la demande du groupe arabe, après qu'il fut apparu que le gouvernement américain ne souhaitait pas recourir à des moyens exceptionnels afin de retarder ou d'empêcher l'exécution de la loi, la session extraordinaire devrait faire pression sur les instances américaines concernées, avant la mise en œuvre de la décision, prévue en principe pour le 21 mars.

S'exprimant au nom du groupe arabe, le représentant de Bahreïn a donné le ton : « Il serait inadmissible de permettre au pays hôte de modifier à sa guise les règles choisies par une organisation internationale. (...) Les Nations unies ne seront pas soumises à la loi américaine. »

L'observateur de l'OLP a, pour sa part, affirmé que les raisons invoquées par le Congrès pour justifier sa décision - l'OLP serait, selon les auteurs de l'amendement, une « organisation terroriste » - font partie d'une campagne de dénigrement et cachent mal des « intentions malhonnêtes » de l'administration.

Les législateurs américains n'ont trouvé strictement aucun appui parmi les orateurs de la session. Au nom de l'Europe des Douze, le représentant de la RFA a demandé à Washington d'appliquer la loi dans un sens qui ne mettrait pas en péril l'exercice normal des droits de l'OLP. Il s'est prononcé pour la solu-

tion prévue par l'accord de siège, signé entre les Etats-Unis et l'ONU au moment de l'installation de l'OLP sur le territoire américain, à savoir celle de l'arbitrage. « Pendant la procédure, le mission de l'OLP ne devrait pas être empêché de fonctionner normalement », a-t-il ajouté.

La décision du Congrès, prise à la fin de novembre 1987 sous la forme d'un amendement au budget du département d'Etat, place d'ailleurs le gouvernement américain dans une position d'autant plus inconfortable que M. George Shultz s'est non seulement ouvertement prononcé contre la mesure, mais ne cache pas sa colère devant un geste qui « affaiblit la position des Etats-Unis sur le plan international et en danger leurs efforts de paix au Proche-Orient ».

CHARLES LÉSCAUT.

La commission des droits de l'homme de l'ONU n'a toujours pas sanctionné la Roumanie

GENEVE
de notre correspondant

En dépit des protestations des délégations occidentales à la commission des droits de l'homme de l'ONU (le Monde du 1^{er} mars), l'expert roumain Dumitru Mazila n'a pas obtenu l'autorisation de sortir de Roumanie pour se rendre au Palais des Nations. Un autre candidat roumain au poste qu'il occupait à la sous-commission des droits de l'homme pour la « protection des minorités », M. Ion Diaconu, a été élu par 25 voix sur 43 des représentants gouvernementaux composant la commission. Bien que ses homologues soviétiques et yougoslaves aient recueilli 42 voix, parler de vote de sanction serait excessif puisque la Roumanie, malgré les innombrables plaintes pour violation des droits de l'homme, qui s'accumulent en secret dans les bureaux de l'ONU, n'a jamais été mise sur la sellette par la commission. Quoi qu'il advienne au professeur Mazila dans son pays, son successeur sera admis sans problème puisque l'aurait suffi de 21 voix pour qu'il soit élu.

M. Louis Joinet (France) a été réélu avec 38 voix. Grand magistrat et ancien conseiller juridique à Matignon auprès de M^{me} Mauroy et Fabius, M. Joinet avait été chargé notamment, sur une initiative de la France, d'élaborer le document préliminaire à un rapport sur l'intermédiation administrative. Ses conclusions et recommandations ont été remises à la commission des droits de l'homme.

L. V.

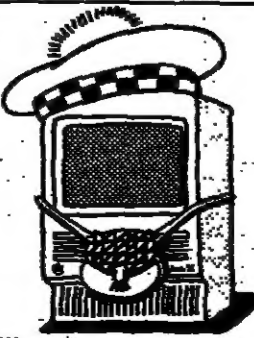
MON NOM M'A TOUJOURS
POUSSÉ À FRÉQUENTER
DES GENS ÉCONOMES...

24 900F HT
Un Macintosh SE
disque dur interne 45 M.o.

INTERNATIONAL
COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e • 42 72 25 26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91 37 25 03



DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALONS 600 F VESTONS 1 400 F
3 000 sœurs
Luxueuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, APES, MANTEAUX
PARDESSUS sur MESURE
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81
De lundi au samedi de 10 h à 18 h